

---

Union postale universelle

---

# **Manuel de la Convention postale universelle**

---

Berne 1995

Bureau international de l'Union postale universelle

## Note concernant l'impression

Les textes de la Convention sont imprimés en **caractères gras**.

Les textes du Règlement d'exécution et des Protocoles finals sont imprimés en caractères ordinaires.

Les textes des commentaires du Bureau international sont imprimés en petits caractères précédés d'un carré (■). Le numéro de la disposition commentée est imprimé en **caractères gras**.

Toute modification des textes pouvant être introduite lors des mises à jour ultérieures du Manuel est signalée par un trait vertical (I) dans la marge en face du texte modifié.

## Remarques

Le Manuel de la Convention postale universelle remplace le 2<sup>e</sup> fascicule du Code annoté publié par le Bureau international après chaque Congrès entre 1940 et 1991. Il comprend les dispositions de la Convention postale universelle révisée par le Congrès de Séoul 1994, celles du Règlement d'exécution révisé par le CEP en 1995 et les commentaires apportés par le Bureau international.

Le Manuel est conçu de telle manière que le lecteur dispose d'emblée de tous les éléments concernant une même question, à savoir:

- les dispositions de la Convention postale universelle, désignées par **Article ...**
- les dispositions du Règlement d'exécution, désignées par **Article RE ...**
- les dispositions du Protocole final, reproduites à la suite de l'article concerné et désignées par **Prot. Article ...** ou **Prot. Article RE ...**
- les commentaires du Bureau international figurant après les dispositions auxquelles ils se rapportent.

Les commentaires ne comprennent plus que des éléments d'actualité, à l'exclusion des développements historiques. Il est conseillé aux chercheurs, qui s'attachent à définir les origines et l'évolution des textes, de conserver soigneusement l'édition 1991 du 2<sup>e</sup> fascicule du Code annoté.





## Sommaire

	Page
Abréviations .....	VII
Répertoire général des Pays-membres de l'UPU et des territoires compris dans l'Union .....	XI
Tableau des taxes de l'UPU .....	XV
Tableau synoptique de la Convention postale universelle .....	XIX
Table des matières .....	XXI
Liste des formules .....	XXXIII
Convention postale universelle et son Règlement d'exécution, complétés par les articles correspondants des Protocoles finals, les commentaires du Bureau international et les formules	
Autres décisions en relation avec la Convention et son Règlement d'exécution	
Index alphabétique	



## Abréviations

(Les abréviations mentionnées ci-après sont utilisées surtout dans les commentaires)

### A. Abréviations courantes

Adm. ou Administration	Administration postale
AI	avis d'inscription (Chèques)
AID	Association internationale de développement
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
al.	alinéa
anc.	ancien
AO	autres objets ou autres envois que les LC dans le système de classification fondé sur le contenu
APPU	Union postale de l'Asie et du Pacifique
A.R.	avis de réception
arbit.	arbitrage
Arr.	Arrangement
art.	article
Ass. gén.	Assemblée générale
ass. techn.	assistance technique
BI	Bureau international de l'Union postale universelle
c	centime
CA	Conseil d'administration
CAC	Comité administratif de coordination (ONU)
CAPP	Commission arabe permanente des postes
CAPTAC	Conférence des Administrations des postes et télécommunications de l'Afrique centrale
CCD	Conseil de coopération douanière
CCEP	Conseil consultatif des études postales (jusqu'en 1994)
CCI	Corps commun d'inspection
CCQA	Comité consultatif (du CAC) pour les questions administratives
CCQF	Comité consultatif (du CAC) pour les questions de fond
CCRI	correspondance commerciale-réponse internationale
CE	Conseil exécutif (jusqu'en 1994)
CEL	Commission exécutive et de liaison (jusqu'en 1964)
CEP	Conseil d'exploitation postale
CEPT	Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications
cf.	confer (se reporter à)
CFPI	Commission de la fonction publique internationale

ch.	chiffre
Chèques	Arrangement concernant le service des chèques postaux
circ.	circulaire
cm	centimètre
col.	colonne
Colis	Arrangement concernant les colis postaux
comm.	commentaires
Comm.	Commission
Conf.	Conférence
Const. ou Constitution	Constitution de l'Union postale universelle
Conv. ou Convention	Convention postale universelle
CRPT	Communauté régionale des postes et télécommunications
CSFPE	Commission des services financiers postaux européens
CTPD	Coopération technique entre pays en développement
disp.	dispositions
dm	décimètre
Doc	Documents (des Congrès, du Conseil exécutif, etc.)
doc	document
DTS	Droit de tirage spécial
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
EDI	échange de données informatisé
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
fasc.	fascicule
FMI	Fonds monétaire international
form.	formule
fr	franc
g	gramme
h	heure
IATA	Association du transport aérien international
ICS	Chambre internationale de la marine marchande
id.	idem
ISO	Organisation internationale de normalisation
Journal ou Revue	<i>Union Postale</i> (publication trimestrielle du Bureau international)
kg	kilogramme
km	kilomètre
lb (16 onces)	livre avoirdupois (453,59 grammes)
LC	lettres et cartes postales
m	mètre
Mandats	Arrangement concernant les mandats de poste
max.	maximum
mille marin	1852 mètres

min.	minimum
mm	millimètre
mn	minute (de temps)
N° ou n°	numéro
nouv.	nouveau
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OIT	Organisation internationale du travail
OMD	Organisation mondiale des douanes
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies
oz	once (28,3465 grammes) (16 <sup>e</sup> partie de la livre avoirdupois)
p.	page(s)
p. ex.	par exemple
par.	paragraphe
PGAW	Programme général d'action de Washington
PMA	pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
POSTEUROP	Association des opérateurs postaux publics européens
prop.	proposition
Prot. ou Protocole	Protocole final (de l'Acte respectif)
Prot. add.	Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle
Rapp.	Rapport sur les activités de l'Union (jusqu'à 1952 Rapport de gestion), publié par le Bureau international
RE ou Règl.	Règlement d'exécution
Recueil	Recueil de renseignements (concernant la Convention, les Arrangements, etc.), publié par le Bureau international
Règl. gén.	Règlement général
Règl. int.	Règlement intérieur
rem.	remanié
Remboursements	Arrangement concernant les envois contre remboursement
Revue	voir sous Journal
s	seconde (de temps)
S.A.L.	courrier de surface transporté par la voie aérienne
S.-Comm. ou S.-C.	Sous-Commission
SFI	Société financière internationale
t	tonne
t-km	tonne-kilomètre ou tonne kilométrique (unité utilisée en matière de transport)

T.m.	transit maritime
T.t.	transit territorial
UAPT	Union africaine des postes et télécommunications
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UPAE	Union postale des Amériques, de l'Espagne et du Portugal
UPAf	Union postale africaine
UPAP	Union panafricaine des postes
UPB	Union postale balte
UPPN	Union postale des pays du Nord
UPSOA	Union postale du Sud et de l'Ouest de l'Asie
UPU ou Union	Union postale universelle
v.	voir

### B. Abréviations relatives aux formules

(Ces abréviations sont toujours suivies du numéro d'ordre de la formule)

AV	Correspondances-avion (Washington 1989)
C	Convention (Washington 1989)
CN	Convention (Séoul 1994)
CP	Colis
MP	Mandats
R	Remboursements
VD	Lettres avec valeur déclarée (Washington 1989)
VP	Chèques

# Répertoire général des Pays-membres de l'UPU et des territoires compris dans l'Union

(Edition du 5 septembre 1997)

Afghanistan  
Afrique du Sud  
Albanie  
Algérie  
Allemagne  
Amérique (Etats-Unis)  
– Territoires des Etats-Unis d'Amérique compris dans le ressort de l'Union en vertu de l'article 23 de la Constitution:  
– – Guam, Porto-Rico, Samoa, îles Vierges des Etats-Unis d'Amérique  
– – Territoire sous tutelle du Pacifique (îles Mariannes, y compris Saipan et Tinian, mais sans la possession des Etats-Unis de Guam)

Angola  
Antigua-et-Barbuda  
Arabie saoudite  
Argentine  
Arménie  
Australie  
– Norfolk (île)  
Autriche  
Azerbaïdjan  
Bahamas  
Bahrain  
Bangladesh  
Barbade  
Bélarus  
Belgique  
Belize  
Bénin  
Bhoutan  
Bolivie  
Bosnie-Herzégovine  
Botswana  
Brésil  
Brunei Darussalam  
Bulgarie (Rép.)  
Burkina Faso  
Burundi  
Cambodge  
Cameroun  
Canada  
Cap-Vert  
Centrafrique  
Chili  
Chine (Rép. pop.)  
– Hongkong, Chine

Chypre  
Colombie  
Comores  
Congo (Rép.)  
Corée (Rép.)  
Costa-Rica  
Côte d'Ivoire (Rép.)  
Croatie  
Cuba  
Danemark  
– Îles Féroé  
– Groenland  
Djibouti  
Dominicaine (Rép.)  
Dominique  
Egypte  
El Salvador  
Emirats arabes unis  
Equateur  
Erythrée  
Espagne  
Estonie  
Ethiopie  
Fidji  
Finlande (y compris les îles Åland)  
France  
– Départements français d'outre-mer:  
– – Guadeloupe (y compris Saint-Barthélemy et Saint-Martin)  
– – Guyane française  
– – Martinique  
– – Réunion  
– Collectivité territoriale de Mayotte  
– Collectivité territoriale de Saint-Pierre et Miquelon  
– Territoires français d'outre-mer compris dans le ressort de l'Union en vertu de l'article 23 de la Constitution:  
– – Nouvelle-Calédonie  
– – Polynésie française (y compris l'îlot de Clipperton)  
– – Wallis et Futuna  
– – Terres australes et antarctiques françaises (îles Saint-Paul et Amsterdam, îles Crozet, îles Kerguelen, Terre Adélie)  
– – îles éparses (Bassas da India, Europa, Juan de Nova, Glorieuses, Tromelin)  
Gabon  
Gambie

Géorgie  
 Ghana  
 Grande-Bretagne:  
 – Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord  
 – Guernesey  
 – Ile de Man  
 – Jersey  
 Territoires d'outre-mer (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord):  
 – Anguilla  
 – Ascension  
 – Bermudes  
 – Cayman  
 – Falkland (Malvinas)  
 – Géorgie du Sud et Sandwich du Sud  
 – Gibraltar  
 – Montserrat  
 – Pitcairn (îles) (Pitcairn, Henderson, Ducie et Oeno)  
 – Sainte-Hélène  
 – Territoire britannique de l'océan Indien  
 – Tristan da Cunha  
 – Turques et Caïques  
 – Vierges (îles)  
 Grèce  
 Grenade  
 Guatemala  
 Guinée  
 Guinée-Bissau  
 Guinée équatoriale  
 Guyane  
 Haïti  
 Honduras (Rép.)  
 Hongrie (Rép.)  
 Inde  
 Indonésie  
 Iran (Rép. islamique)  
 Iraq  
 Irlande  
 Islande  
 Israël  
 Italie  
 Jamahiriya libyenne  
 Jamaïque  
 Japon  
 Jordanie  
 Kazakhstan  
 Kenya  
 Kirghizistan  
 Kiribati  
 Kuwait  
 Lao (Rép. dém. pop.)  
 Lesotho  
 Lettonie  
 L'ex-République yougoslave de Macédoine  
 Liban  
 Libéria  
 Liechtenstein  
 Lituanie

Luxembourg  
 Madagascar  
 Malaisie  
 Malawi  
 Maldives  
 Mali  
 Malte  
 Maroc  
 Maurice  
 Mauritanie  
 Mexique  
 Moldova  
 Monaco  
 Mongolie  
 Mozambique  
 Myanmar  
 Namibie  
 Nauru  
 Népal  
 Nicaragua  
 Niger  
 Nigéria  
 Norvège  
 Nouvelle-Zélande  
 (y compris la dépendance de Ross)  
 – Îles Cook  
 – Niue  
 – Tokelau  
 Oman  
 Ouganda  
 Ouzbékistan  
 Pakistan  
 Panama (Rép.)  
 Papouasie – Nouvelle-Guinée  
 Paraguay  
 Pays-Bas  
 Antilles néerlandaises et Aruba  
 – Antilles néerlandaises (Bonaire, Curaçao, Saba, S. Eustatius, S. Maarten)  
 – Aruba  
 Pérou  
 Philippines  
 Pologne (Rép.)  
 Portugal  
 – Macao  
 Qatar  
 Rép. dém. du Congo  
 Rép. pop. dém. de Corée  
 Roumanie  
 Russie (Fédération de)  
 Rwanda  
 Saint-Christophe (Saint-Kitts)-et-Nevis  
 Sainte-Lucie  
 Saint-Marin  
 Saint-Vincent-et-Grenadines  
 Salomon (îles)  
 Samoa occidentale  
 Sao Tomé-et-Principe  
 Sénégal  
 Seychelles



Sierra Leone  
 Singapour  
 Slovaquie  
 Slovénie  
 Somalie  
 Soudan  
 Sri Lanka  
 Suède  
 Suisse  
 Suriname  
 Swaziland  
 Syrienne (Rép. arabe)  
 Tadjikistan  
 Tanzanie (Rép. unie)  
 Tchad  
 Tchèque (Rép.)  
 Thaïlande  
 Togo  
 Tonga (y compris Niufo'ou)  
 Trinité-et-Tobago  
 Tunisie  
 Turkménistan  
 Turquie  
 Tuvalu

Ukraine  
 Uruguay  
 Vanuatu  
 Vatican  
 Vénézuéla  
 Viet Nam  
 Yémen  
 Yougoslavie  
 Zambie  
 Zimbabwe

Pays membres de l'ONU dont la situation vis-à-vis  
 de l'UPU n'est pas encore réglée:

Andorre  
 Marshall (îles)  
 Micronésie (Etats fédérés)  
 Palaos

Territoire étant dans une situation particulière:

Timor oriental



## Tableau des taxes de l'UPU

Désignation de la taxe	Montant	Observations	Article
1	2	3	4
Taxes d'affranchissement indicatives	Voir art. 9.2		9
Taxe de remise au destinataire d'un petit paquet dépassant 500 g	Même taxe que dans le régime intérieur		12.2
Taxe de dépôt en dernière limite d'heure	Même taxe que dans le régime intérieur		12.3.1
Taxe de dépôt en dehors des heures normales d'ouverture des guichets	Même taxe que dans le régime intérieur		12.3.2
Taxe d'enlèvement au domicile de l'expéditeur	Même taxe que dans le régime intérieur		12.3.3
Taxe de retrait en dehors des heures normales d'ouverture des guichets	Même taxe que dans le régime intérieur		12.3.4
Taxe de poste restante	Même taxe que dans le régime intérieur		12.3.5
Taxe de magasinage	Taxe perçue au taux fixé par la législation intérieure pour tout envoi de la poste aux lettres dépassant 500 g, à l'exception des cécogrammes		12.3.6
Taxe de traitement	Voir «Taxe en cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement des envois ordinaires»		

# Tableau des taxes de l'UPU

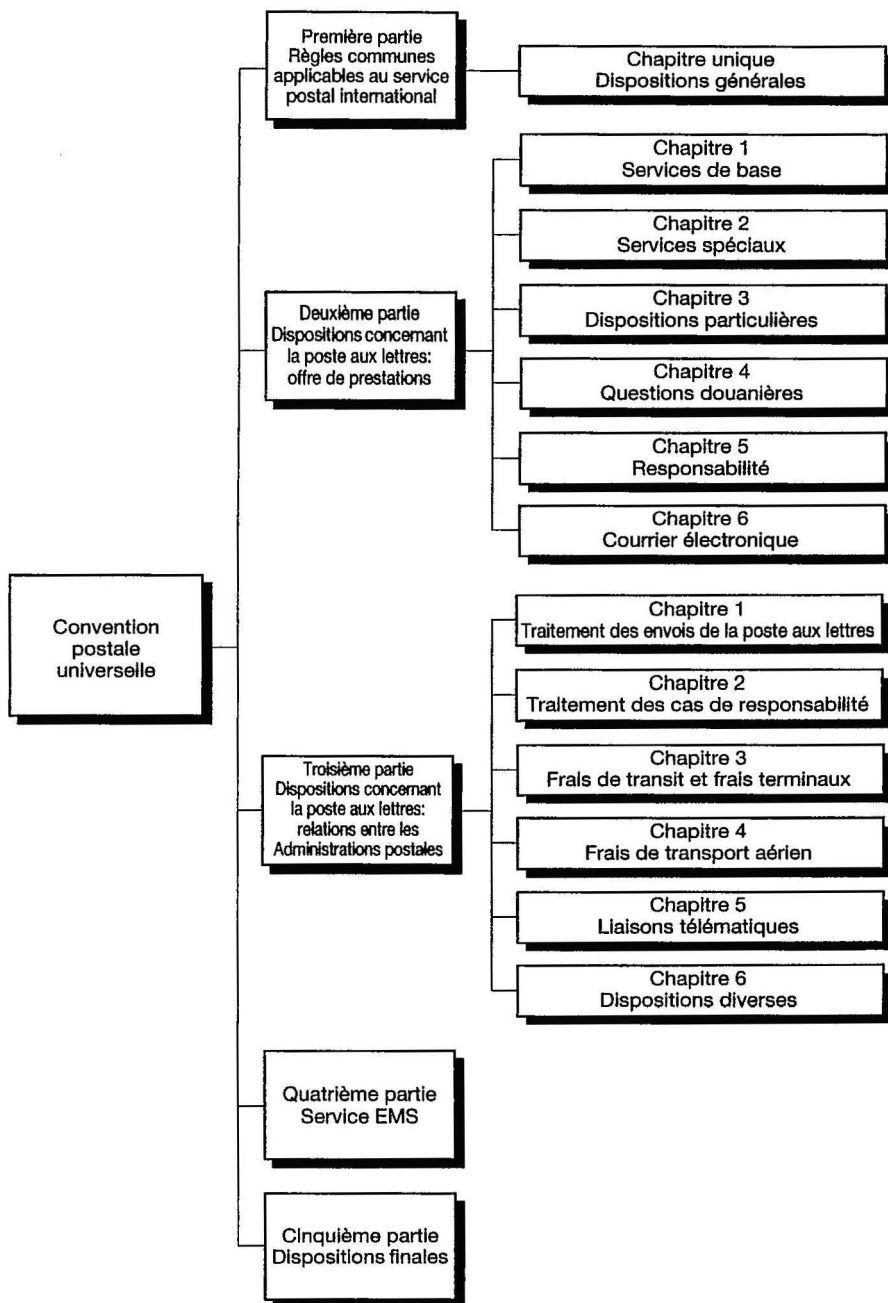
Désignation de la taxe	Montant	Observations	Article
1	2	3	4
Taxe en cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement des envois ordinaires	Taxe obtenue en multipliant la taxe du premier échelon de poids des envois prioritaires ou des lettres adoptée par le pays de distribution par une fraction dont le numérateur est le montant de l'affranchissement manquant, et le dénominateur la même taxe adoptée par le pays d'origine; à cette taxe est ajoutée la taxe de traitement de 0,33 DTS au maximum ou la taxe fixée par la législation intérieure	L'Administration de distribution peut, si elle le désire, percevoir seulement la taxe de traitement	13.3 et 13.4
Taxe de recommandation	1,31 DTS au maximum	1° Pour chaque sac M, les Administrations perçoivent, au lieu de la taxe unitaire, une taxe globale ne dépassant pas cinq fois la taxe unitaire  2° En plus de la taxe unitaire ou de la taxe globale, les Administrations peuvent percevoir sur les expéditeurs ou les destinataires les taxes spéciales prévues par leur législation intérieure pour les mesures exceptionnelles de sécurité prises à l'égard des envois recommandés et des envois avec valeur déclarée	16.2  16.3
Taxe pour mesures exceptionnelles de sécurité	Voir «Taxe de recommandation»		
Taxe pour risques de force majeure	0,13 DTS au maximum pour chaque envoi recommandé		16.4
Taxe de livraison attestée	Taxe inférieure à la taxe de recommandation		17.2

Désignation de la taxe	Montant	Observations	Article
1	2	3	4
Taxe d'assurance	Au maximum 0,33 DTS par 65,34 DTS ou fraction de 65,34 DTS déclarés, ou 1/2 pour cent de l'échelon de valeur déclarée, quel que soit le pays de destination, même dans les pays qui se chargent des risques pouvant résulter d'un cas de force majeure		18.5
Taxe d'express	Taxe s'élevant au minimum au montant de l'affranchissement d'un envoi ordinaire prioritaire/non prioritaire, selon le cas, ou d'une lettre ordinaire de port simple, et au maximum à 1,63 DTS	Pour chaque sac M, les Administrations perçoivent, au lieu de la taxe unitaire, une taxe globale ne dépassant pas cinq fois la taxe unitaire. Lorsque la remise par express entraîne des sujétions spéciales, une taxe complémentaire peut être perçue selon les dispositions relatives aux envois de même nature du régime intérieur. Si le destinataire demande la remise par express, la taxe du régime intérieur peut être perçue	19.4, 19.5 et 19.6
Taxe complémentaire d'express	Voit «Taxe d'express»		
Taxe d'avis de réception	0,98 DTS au maximum		20.1
Taxe de remise en main propre	0,16 DTS au maximum		21.1
Taxe pour la remise d'un envoi franc de taxes et de droits	1° Taxe de 0,98 DTS au maximum, perçue par l'Administration d'origine		22.3
	2° Taxe additionnelle de 1,31 DTS au maximum par demande formulée postérieurement au dépôt, perçue par l'Administration d'origine		22.4

## Tableau des taxes de l'UPU

Désignation de la taxe	Montant	Observations	Article
1	2	3	4
	3° Taxe de commission de 0,98 DTS au maximum, perçue au profit de l'Administration de destination		22.5
Taxe additionnelle (envois francs de taxes et de droits)	Voir «Taxe pour la remise d'un envoi franc de taxes et de droits»		
Taxe de commission	Voir «Taxe pour la remise d'un envoi franc de taxes et de droits»		
Taxe de demande de réexpédition	Même taxe que dans le régime intérieur		27.3
Taxe de réexpédition	Même taxe que dans le régime intérieur		27.4
Taxe de renvoi	Même taxe que dans le régime intérieur		28.3
Taxe de demande de retrait, de modification ou de correction d'adresse	1,31 DTS au maximum		29.3
Taxe de présentation à la douane	2,61 DTS au maximum	Pour chaque sac M, les Administrations perçoivent, au lieu de la taxe unitaire, une taxe globale de 3,27 DTS, au maximum. La taxe de présentation à la douane n'est perçue qu'au titre de la présentation à la douane et du dédouanement des envois qui ont été frappés de droits de douane ou de tout autre droit de même nature	32.1

## Tableau synoptique de la Convention postale universelle







## Table des matières

Art.		Page
	<b>Première partie</b>	
	<b>Règles communes applicables au service postal international</b>	
	<b>Chapitre unique</b>	
	<b>Dispositions générales</b>	
<b>1</b>	<b>Liberté de transit</b> .....	1.1
RE 101	Application de la liberté de transit .....	1.3
RE 102	Inobservation de la liberté de transit .....	1.3
<b>2</b>	<b>Appartenance des envois postaux</b> .....	2.1
Prot. I	Appartenance des envois postaux .....	2.1
<b>3</b>	<b>Création d'un nouveau service</b> .....	3.1
<b>4</b>	<b>Unité monétaire</b> .....	4.1
RE 401	Choix d'une autre unité monétaire que le DTS .....	4.1
RE 402	Equivalents .....	4.1
<b>5</b>	<b>Timbres-poste</b> .....	5.1
RE 501	Timbres-poste. Notification des émissions et échange entre Administrations .....	5.1
<b>6</b>	<b>Taxes</b> .....	6.1
Prot. II	Taxes .....	6.1
<b>7</b>	<b>Franchise postale</b> .....	7.1
<b>7.1</b>	<b>Principe</b> .....	7.1
<b>7.2</b>	<b>Service postal</b> .....	7.1
<b>7.3</b>	<b>Prisonniers de guerre et internés civils</b> .....	7.1
<b>7.4</b>	<b>Cécogrammes</b> .....	7.2
Prot. III	Exception à la franchise postale en faveur des cécogrammes .....	7.2
RE 701	Application de la franchise postale aux organes s'occupant des prisonniers de guerre et internés civils .....	7.2
RE 702	Désignation des envois expédiés en franchise postale ...	7.3

Art.		Page
	<b>Deuxième partie</b>	
	<b>Dispositions concernant la poste aux lettres:</b>	
	<b>offre de prestations</b>	
	<b>Chapitre 1</b>	
	<b>Services de base</b>	
<b>8</b>	<b>Envois de la poste aux lettres</b> .....	8.1
Prot. IV	Petits paquets .....	8.2
Prot. V	Imprimés. Poids maximal .....	8.2
RE 801	Particularités relatives aux limites de poids des envois de la poste aux lettres .....	8.2
RE 802	Limites de dimensions des envois de la poste aux lettres ..	8.3
RE 803	Conditions d'acceptation des envois de la poste aux lettres	8.3
RE 804	Dispositions spéciales applicables à chaque catégorie d'envois .....	8.7
RE 804.1	Envois prioritaires/non prioritaires et lettres .....	8.7
RE 804.2	Aéogrammes .....	8.7
RE 804.3	Cartes postales .....	8.7
RE 804.4	Imprimés .....	8.8
RE 804.5	Cécogrammes .....	8.10
RE 804.6	Petits paquets .....	8.11
RE 804.7	Sacs M .....	8.12
RE 804.8	Courrier en nombre .....	8.12
Prot. RE I	Dispositions spéciales applicables à chaque catégorie d'envois .....	8.13
RE 805	Signalisation de la priorité ou du mode d'acheminement ..	8.13
RE 806	Emballages spéciaux .....	8.14
RE 807	Envois sous enveloppe à panneau .....	8.15
<b>9</b>	<b>Taxes d'affranchissement</b> .....	9.1
RE 901	Conditions d'application des taxes d'affranchissement ...	9.3
Prot. RE Ibis	Conditions d'application des taxes d'affranchissement ...	9.4
RE 902	Envois normalisés .....	9.4
Prot. RE II	Envois normalisés .....	9.6
<b>10</b>	<b>Tarification selon le mode d'acheminement ou la vitesse</b>	10.1
RE 1001	Calcul des surtaxes pour les envois-avion .....	10.1
<b>11</b>	<b>Tarifs préférentiels</b> .....	11.1
<b>12</b>	<b>Taxes spéciales</b> .....	12.1

Art.		Page
<b>13</b>	<b>Affranchissement</b> .....	13.1
RE 1301	Modalités d'affranchissement .....	13.1
RE 1302	Caractéristiques des timbres-poste, des marques ou empreintes d'affranchissement .....	13.2
RE 1302.1	Timbres-poste et marques d'affranchissement postales ..	13.2
RE 1302.2	Empreintes de machines à affranchir .....	13.2
RE 1302.3	Empreintes d'affranchissement .....	13.3
RE 1303	Emploi présumé frauduleux de timbres-poste, de marques ou d'empreintes d'affranchissement .....	13.3
RE 1304	Application du timbre à date .....	13.4
RE 1305	Envois non ou insuffisamment affranchis .....	13.5
<b>14</b>	<b>Affranchissement des envois de la poste aux lettres à bord des navires</b> .....	14.1
RE 1401	Timbrage des envois de la poste aux lettres déposés à bord des navires .....	14.1
<b>15</b>	<b>Coupons-réponse internationaux</b> .....	15.1
RE 1501	Coupons-réponse internationaux .....	15.1
	<b>Chapitre 2</b>	
	<b>Services spéciaux</b>	
<b>16</b>	<b>Envois recommandés</b> .....	16.1
Prot. VI	Sacs M recommandés .....	16.1
RE 1601	Admission des envois recommandés .....	16.1
RE 1602	Désignation des envois recommandés .....	16.2
<b>17</b>	<b>Envois à livraison attestée</b> .....	17.1
RE 1701	Admission des envois à livraison attestée .....	17.1
RE 1702	Désignation des envois à livraison attestée .....	17.1
<b>18</b>	<b>Envois avec valeur déclarée</b> .....	18.1
RE 1801	Admission des envois avec valeur déclarée .....	18.2
RE 1802	Envois avec valeur déclarée. Déclaration de valeur .....	18.4
RE 1803	Désignation et traitement des envois avec valeur déclarée ..	18.5
<b>19</b>	<b>Envois exprès</b> .....	19.1
RE 1901	Désignation des envois exprès .....	19.2
RE 1902	Traitement des envois exprès .....	19.3
<b>20</b>	<b>Avis de réception</b> .....	20.1
RE 2001	Désignation des envois avec avis de réception .....	20.1
RE 2002	Traitement des avis de réception .....	20.3

Art.		Page
<b>21</b>	<b>Remise en main propre</b> .....	21.1
RE 2101	Désignation et traitement des envois à remettre en main propre .....	21.1
<b>22</b>	<b>Envois francs de taxes et de droits</b> .....	22.1
RE 2201	Désignation et traitement des envois francs de taxes et de droits .....	22.2
RE 2202	Renvoi des bulletins d'affranchissement (partie A). Récupération des taxes et des droits .....	22.5
RE 2203	Décompte avec l'Administration de dépôt des envois francs de taxes et de droits .....	22.6
<b>23</b>	<b>Service de correspondance commerciale-réponse internationale</b> .....	23.1
RE 2301	Service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI). Généralités .....	23.1
RE 2301bis	Service de correspondance commerciale-réponse internationale – réponse au niveau local .....	23.2
RE 2302	Caractéristiques des envois CCRI .....	23.2
RE 2303	Facturation du service CCRI .....	23.4
Prot. RE III	Facturation du service CCRI .....	23.4
RE 2304	Comptabilité des frais du service CCRI .....	23.4
RE 2304.1	Etablissement des relevés des envois CN 09 et CN 10 ...	23.4
RE 2304.2	Transmission et acceptation des relevés des envois CN 09 et CN 10 .....	23.5
RE 2304.3	Etablissement, transmission et approbation des comptes du service CCRI .....	23.5
RE 2304.4	Décompte général et paiement des frais du service CCRI .....	23.5
<b>24</b>	<b>Matières biologiques périssables. Matières radioactives</b> .....	24.1
RE 2401	Conditions d'acceptation et désignation des envois contenant des matières biologiques périssables .....	24.1
RE 2401.1	Matières biologiques périssables infectieuses .....	24.1
RE 2401.2	Matières biologiques périssables non infectieuses .....	24.3
RE 2402	Conditions d'acceptation et désignation des envois contenant des matières radioactives .....	24.4
	<b>Chapitre 3</b>	
	<b>Dispositions particulières</b>	
<b>25</b>	<b>Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres</b> ....	25.1
Prot. VII	Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres .....	25.2

Art.		Page
<b>26</b>	<b>Envois non admis. Interdictions</b> .....	26.1
Prot. VIII	Interdictions .....	26.2
Prot. IX	Objets passibles de droits de douane .....	26.2
RE 2601	Traitement des envois admis à tort .....	26.5
Prot. RE IV	Traitement des envois admis à tort .....	26.5
<b>27</b>	<b>Réexpédition</b> .....	27.1
RE 2701	Conditions de réexpédition des envois de la poste aux lettres .....	27.1
RE 2701.1	Généralités .....	27.1
RE 2701.2	Acheminement .....	27.2
RE 2701.3	Taxation .....	27.2
RE 2702	Réexpédition collective des envois de la poste aux lettres .	27.3
<b>28</b>	<b>Envois non distribuables</b> .....	28.1
RE 2801	Envois non distribuables. Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur et délai de garde .....	28.1
RE 2801.1	Généralités .....	28.1
RE 2801.2	Modalités particulières .....	28.1
RE 2801.3	Acheminement .....	28.2
RE 2802	Traitement des envois non distribuables .....	28.2
<b>29</b>	<b>Retrait. Modification ou correction d'adresse à la demande de l'expéditeur</b> .....	29.1
Prot. X	Retrait. Modification ou correction d'adresse .....	29.1
RE 2901	Traitement des demandes de retrait d'envois, de modification ou de correction d'adresse .....	29.2
RE 2901.1	Généralités .....	29.2
RE 2901.2	Transmission par voie postale .....	29.2
RE 2901.3	Transmission par voie des télécommunications .....	29.3
RE 2902	Retrait. Modification ou correction d'adresse. Envois déposés dans un pays autre que celui qui reçoit la demande ..	29.6
<b>30</b>	<b>Réclamations</b> .....	30.1
Prot. XI	Réclamations .....	30.1
RE 3001	Traitement des réclamations .....	30.1
RE 3001.1	Généralités .....	30.1
RE 3001.2	Réclamations concernant les envois ordinaires ou les envois à livraison attestée .....	30.2
RE 3001.3	Réclamations concernant les envois recommandés et les envois avec valeur déclarée .....	30.3
RE 3001.4	Demandes à transmettre par voie des télécommunications ou par le service EMS .....	30.3
RE 3002	Réclamations concernant des envois déposés dans un autre pays .....	30.9

Art.		Page
	<b>Chapitre 4</b>	
	<b>Questions douanières</b>	
<b>31</b>	<b>Contrôle douanier</b> .....	31.1
RE 3101	Envois soumis au contrôle douanier .....	31.1
Prot. RE V	Envois soumis au contrôle douanier .....	31.2
<b>32</b>	<b>Taxe de présentation à la douane</b> .....	32.1
Prot. XII	Taxe de présentation à la douane .....	32.1
<b>33</b>	<b>Droits de douane et autres droits</b> .....	33.1
RE 3301	Annulation des droits de douane et autres droits .....	33.1
	<b>Chapitre 5</b>	
	<b>Responsabilité</b>	
<b>34</b>	<b>Responsabilité des Administrations postales. Indemnités</b> .....	34.1
<b>34.1</b>	<b>Généralités</b> .....	34.1
Prot. XIII	Responsabilité des Administrations postales .....	34.1
<b>34.2</b>	<b>Envois recommandés</b> .....	34.2
<b>34.3</b>	<b>Envois à livraison attestée</b> .....	34.2
<b>34.4</b>	<b>Envois avec valeur déclarée</b> .....	34.2
RE 3401	Application de la responsabilité des Administrations postales .....	34.3
<b>35</b>	<b>Non-responsabilité des Administrations postales</b> .....	35.1
Prot. XIV	Non-responsabilité des Administrations postales .....	35.2
RE 3501	Livraison d'un envoi avec valeur déclarée spolié ou avarié .	35.2
<b>36</b>	<b>Responsabilité de l'expéditeur</b> .....	36.1
RE 3601	Constat de la responsabilité de l'expéditeur .....	36.1
<b>37</b>	<b>Paiement de l'indemnité</b> .....	37.1
Prot. XV	Paiement de l'indemnité .....	37.1
RE 3701	Délai de paiement de l'indemnité .....	37.2
RE 3702	Paiement d'office de l'indemnité .....	37.2
<b>38</b>	<b>Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire</b> .....	38.1

Art.		Page
	<b>Chapitre 6</b>	
	<b>Courrier électronique</b>	
<b>39</b>	<b>Dispositions générales</b> .....	<b>39.1</b>
<b>40</b>	<b>Services de télécopie</b> .....	<b>40.1</b>
<b>41</b>	<b>Services de téléimpression</b> .....	<b>41.1</b>
	<b>Troisième partie</b>	
	<b>Dispositions concernant la poste aux lettres:</b>	
	<b>relations entre les Administrations postales</b>	
	<b>Chapitre 1</b>	
	<b>Traitement des envois de la poste aux lettres</b>	
<b>42</b>	<b>Objectifs en matière de qualité de service</b> .....	<b>42.1</b>
RE 4201	Priorité de traitement des envois prioritaires et des envois-avion .....	42.2
<b>43</b>	<b>Echange des envois</b> .....	<b>43.1</b>
RE 4301	Dépêches .....	43.1
RE 4302	Echange en dépêches closes .....	43.2
RE 4303	Transit à découvert .....	43.3
RE 4304	Voies et modes de transmission des envois avec valeur déclarée .....	43.6
RE 4305	Confection des dépêches .....	43.8
RE 4305.1	Formation de liasses .....	43.8
RE 4305.2	Formation de sacs .....	43.8
RE 4305.3	Formation de paquets ou d'enveloppes .....	43.10
RE 4305.4	Sacs collecteurs. Transport en conteneurs .....	43.10
RE 4306	Feuille d'avis .....	43.16
RE 4307	Transmission des envois recommandés .....	43.20
RE 4308	Transmission des envois à livraison attestée .....	43.23
RE 4309	Transmission des envois avec valeur déclarée .....	43.23
RE 4310	Transmission des mandats de poste et des envois contre remboursement non recommandés .....	43.26
RE 4311	Transmission des envois exprès .....	43.26
RE 4312	Transmission des envois CCRI .....	43.27
RE 4313	Transmission des sacs M .....	43.27
RE 4314	Transmission des envois en nombre .....	43.28
RE 4315	Etiquetage des dépêches .....	43.31
RE 4316	Acheminement des dépêches .....	43.37
Prot. RE VI	Acheminement des dépêches .....	43.37

Art.		Page
RE 4317	Transbordement des dépêches-avion et des dépêches-surface transportées par la voie aérienne (S.A.L.) . . . . .	43.38
RE 4318	Mesures à prendre lorsqu'un transbordement direct des dépêches-avion ne peut s'effectuer comme prévu . . . . .	43.40
RE 4319	Etablissement des bulletins d'essai . . . . .	43.40
RE 4320	Remise des dépêches . . . . .	43.43
RE 4320.1	Dépêches prioritaires et dépêches-surface . . . . .	43.43
RE 4320.2	Dépêches-avion et dépêches-surface transportées par la voie aérienne (S.A.L.) . . . . .	43.43
RE 4321	Etablissement et vérification des bordereaux de livraison CN 37, CN 38 ou CN 41 . . . . .	43.46
RE 4322	Absence du bordereau de livraison CN 37, CN 38 ou CN 41 . . . . .	43.51
RE 4323	Vérification des dépêches . . . . .	43.54
RE 4324	Bulletins de vérification . . . . .	43.56
RE 4325	Envois mal dirigés . . . . .	43.61
RE 4326	Mesures à prendre en cas d'accident . . . . .	43.61
RE 4327	Mesures à prendre en cas d'interruption de vol, de déviation ou de mauvais acheminement du courrier-avion . . . . .	43.61
RE 4328	Mesures à prendre en cas d'interruption de vol, de déviation ou de mauvais acheminement du courrier de surface transporté par la voie aérienne (S.A.L.) . . . . .	43.62
RE 4329	Renvoi des sacs vides . . . . .	43.62
RE 4330	Utilisation de codes à barres . . . . .	43.66
<b>44</b>	<b>Echange de dépêches closes avec des unités militaires</b>	<b>44.1</b>
RE 4401	Dépêches échangées avec des unités militaires . . . . .	44.1
<b>45</b>	<b>Suspension temporaire de services</b> . . . . .	<b>45.1</b>
RE 4501	Mesures à prendre en cas de suspension temporaire et de reprise de services . . . . .	45.1
 <b>Chapitre 2</b> <b>Traitement des cas de responsabilité</b>		
<b>46</b>	<b>Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales</b> . . . . .	<b>46.1</b>
RE 4601	Modalités pour déterminer la responsabilité des Administrations postales . . . . .	46.2
RE 4602	Récupération des indemnités payées auprès des entreprises de transport aérien . . . . .	46.3
RE 4603	Remboursement de l'indemnité à l'Administration payeuse . . . . .	46.3
RE 4604	Liquidation des indemnités entre les Administrations postales . . . . .	46.4
RE 4605	Décompte des sommes dues au titre d'indemnité pour envois de la poste aux lettres . . . . .	46.5



Art.		Page
	<b>Chapitre 3</b>	
	<b>Frais de transit et frais terminaux</b>	
<b>47</b>	<b>Frais de transit</b> .....	47.1
RE 4701	Application des frais de transit .....	47.1
<b>48</b>	<b>Barèmes des frais de transit</b> .....	48.1
Prot. XVI	Frais de transit particuliers .....	48.3
RE 4801	Distances kilométriques .....	48.3
RE 4802	Services extraordinaires. Transport multimodal .....	48.4
RE 4803	Frais de transit des dépêches déviées ou mal acheminées .	48.4
<b>49</b>	<b>Frais terminaux</b> .....	49.1
RE 4901	Revision des taux de frais terminaux. Mécanisme de revision	49.2
RE 4902	Statistique spéciale pour l'application du mécanisme de revision .....	49.3
RE 4903	Rémunération du courrier en nombre en relation avec les tarifs intérieurs .....	49.7
RE 4904	Demande de la rémunération spécifique au courrier en nombre .....	49.8
RE 4904.1	Cas général .....	49.8
RE 4904.2	Cas exceptionnel .....	49.8
RE 4904.3	Durée de la comptabilité du courrier en nombre .....	49.9
<b>50</b>	<b>Exemption de frais de transit et de frais terminaux</b> ....	50.1
<b>51</b>	<b>Décompte des frais de transit et des frais terminaux</b> ..	51.1
<b>51.1</b>	<b>Frais de transit</b> .....	51.1
<b>51.2</b>	<b>Frais terminaux</b> .....	51.1
RE 5101	Etablissement des relevés des dépêches CN 55 et CN 56 .	51.2
RE 5102	Transmission et acceptation des relevés des dépêches CN 55 et CN 56 .....	51.5
RE 5103	Comptabilité relative au courrier en nombre .....	51.5
RE 5103.1	Cas général .....	51.5
RE 5103.2	Cas exceptionnel .....	51.5
Prot. RE VII	Comptabilité relative au courrier en nombre .....	51.6
RE 5104	Dépêches-avion et S.A.L. en transit par voie de surface ..	51.9
RE 5105	Dépêches closes échangées avec des unités militaires ...	51.9
RE 5106	Etablissement, transmission et approbation des comptes de frais de transit et de frais terminaux .....	51.9
RE 5107	Paiements provisoires des frais de transit et des frais terminaux .....	51.15
RE 5108	Adresse spéciale pour la transmission des formules concernant les frais de transit et les frais terminaux .....	51.15
RE 5109	Paiement des frais de transit et des frais terminaux .....	51.15

Art.		Page
	<b>Chapitre 4</b>	
	<b>Frais de transport aérien</b>	
<b>52</b>	<b>Principes généraux</b> .....	52.1
Prot. XVII	Frais de transport aérien intérieur .....	52.2
<b>53</b>	<b>Taux de base et calcul des frais de transport aérien</b> ...	53.1
RE 5301	Formule d'établissement du taux de base et calcul des frais de transport aérien des dépêches closes .....	53.1
Prot. RE VIII	Formule d'établissement du taux de base et calcul des frais de transport aérien des dépêches closes .....	53.3
RE 5302	Calcul et décompte des frais de transport aérien des envois prioritaires et des envois-avion en transit à découvert ...	53.3
RE 5302.1	Généralités .....	53.3
RE 5302.2	Opérations de statistique .....	53.3
RE 5302.3	Etablissement et vérification des bordereaux CN 65 .....	53.4
RE 5302.4	Envois prioritaires et envois-avion en transit à découvert exclus des opérations de statistique .....	53.5
RE 5303	Modes de décompte des frais de transport aérien .....	53.7
RE 5304	Etablissement des relevés de poids CN 66 et CN 67 .....	53.7
RE 5305	Etablissement des comptes particuliers CN 51 et des comptes généraux CN 52 .....	53.10
RE 5306	Transmission et acceptation des relevés CN 66, CN 55 et CN 67, des comptes particuliers CN 51 et des comptes généraux CN 52 .....	53.13
Prot. RE IX	Transmission et acceptation des relevés CN 66, CN 55 et CN 67, des comptes particuliers CN 51 et des comptes généraux CN 52 .....	53.14
RE 5307	Modification des taux des frais de transport aérien .....	53.15
RE 5308	Paiement des frais de transport aérien .....	53.15
RE 5309	Frais de transport aérien des dépêches ou des sacs déviés ou mal acheminés .....	53.16
RE 5310	Frais de transport aérien du courrier perdu ou détruit ....	53.16
	<b>Chapitre 5</b>	
	<b>Liaisons télématiques</b>	
<b>54</b>	<b>Dispositions générales</b> .....	54.1
RE 5401	Généralités concernant les liaisons télématiques .....	54.1
RE 5402	Règles de paiement des liaisons télématiques .....	54.2

Art.		Page
	<b>Chapitre 6</b>	
	<b>Dispositions diverses</b>	
<b>55</b>	<b>Règlement des comptes</b> .....	55.1
RE 5501	Etablissement et liquidation des comptes .....	55.1
RE 5501bis	Liquidation des comptes par l'intermédiaire du Bureau international .....	55.2
RE 5502	Païement des créances exprimées en DTS. Dispositions générales .....	55.4
RE 5503	Règles de paiement .....	55.4
<b>56</b>	<b>Fourniture de renseignements, publications du Bureau international, conservation des documents, formules</b> .	56.1
RE 5601	Renseignements à fournir par les Administrations .....	56.1
RE 5602	Publications du Bureau international .....	56.3
RE 5603	Distribution des publications .....	56.4
RE 5604	Adresses télégraphiques .....	56.5
RE 5605	Délai de conservation des documents .....	56.5
RE 5606	Formules .....	56.6
Prot. REX	Formules .....	56.6
RE 5607	Formules à l'usage du public .....	56.7
	<b>Quatrième partie</b>	
	<b>Service EMS</b>	
<b>57</b>	<b>Service EMS</b> .....	57.1
RE 5701	Exploitation du service EMS .....	57.1
	<b>Cinquième partie</b>	
	<b>Dispositions finales</b>	
<b>58</b>	<b>Engagements relatifs aux mesures pénales</b> .....	58.1
<b>59</b>	<b>Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et son Règlement d'exécution</b> .....	59.1
<b>60</b>	<b>Mise à exécution et durée de la Convention</b> .....	60.1
RE 6001	Mise à exécution et durée du Règlement .....	60.1



## Liste des formules

N°	N° ancien	Dénomination ou nature de la formule	Références
1	2	3	4
CN 01	(C 22)	Coupon-réponse international	art. RE 1501.1
CN 02	(C 24)	Relevé particulier. Coupons-réponse délivrés	art. RE 1501.1
CN 03	(C 23)	Relevé particulier. Coupons-réponse échangés	art. RE 1501.4
CN 04	(C 4)	Etiquette «R» pour les envois recommandés	art. RE 1602.2
CN 05	(C 4bis)	Etiquette pour les envois à livraison attestée	art. RE 1702.1
CN 06	(VD 2)	Etiquette «V» pour les envois avec valeur déclarée	art. RE 1803.1
CN 07	(C 5)	Avis de réception/de livraison/de paiement/d'inscription	art. RE 2001.2
CN 08	(C 8 et C 9)	Réclamation	art. RE 2002.2
CN 09		Relevé des envois CCRI expédiés	art. RE 2304.1.1
CN 10		Relevé récapitulatif des envois CCRI	art. RE 2304.1.2
CN 11	(C 3/CP 4)	Bulletin d'affranchissement	art. RE 2201.2
CN 12	(C 26 et CP 19)	Compte particulier mensuel. Frais de douane, etc.	art. RE 2203.1
CN 13	(C 33/CP 10bis)	Procès-verbal. Information en cas de saisie d'un envoi postal	art. RE 2601.5
CN 14	(C 6)	Enveloppe collectrice. Réexpédition d'envois de la poste aux lettres	art. RE 2702.1
CN 15	(C 33/CP 10)	Etiquette «Retour»	art. RE 2802.2
CN 16	(VD 3)	Feuille d'envoi. Envois avec valeur déclarée	art. RE 2802.5
CN 17	(C 7)	Demande <ul style="list-style-type: none"> <li>– de retrait</li> <li>– de modification ou de correction d'adresse</li> <li>– d'annulation ou de modification du montant du remboursement</li> </ul>	art. RE 2901.1.1
CN 18	(C 32)	Déclaration concernant la non-réception (ou la réception) d'un envoi postal	art. RE 3001.1.6
CN 19		Compte particulier. Frais du service CCRI	art. RE 2304.3.2
CN 20		Relevé. Frais du service CCRI	art. RE 2304.4.1
CN 21	(C 9bis)	Avis. Réexpédition d'une formule CN 08	art. RE 3001.3.6
CN 22	(C 1)	Etiquette «Douane»	art. RE 3101.1
CN 23	(C 2/CP 3)	Déclaration en douane	art. RE 3101.1
CN 24	(VD 4 et CP 14)	Procès-verbal (irrégularités concernant les envois de la poste aux lettres avec valeur déclarée ou les colls postaux)	art. RE 3501.1
CN 25	(AV 10)	Etiquettes de liasses	art. RE 4303.3.1
CN 26	(C 30)	Etiquettes de liasses	art. RE 4303.3.2
CN 27	(VD 1)	Tableau. Voies et modes de transmission des envois avec valeur déclarée	art. RE 4304.1
CN 28	(AV 9)	Enveloppe pour la confection de dépêches-avion	art. RE 4305.3.4

N°	N° ancien	Dénomination ou nature de la formule	Références
1	2	3	
CN 31	(C 12)	Feuille d'avis. Echange des dépêches	art. RE 4306.1
CN 32		Feuille d'avis. Dépêches de courrier en nombre	art. RE 4306.1
CN 33	(C 13)	Liste spéciale. Envois recommandés	art. RE 4307.1
CN 34	(C 28)	Etiquettes de sacs de surface	art. RE 4313.1
CN 35	(AV 8)	Etiquettes de sacs-avion	art. RE 4313.1
CN 36	(AV 8bis)	Etiquettes de sacs S.A.L.	art. RE 4313.1
CN 37	(C 18)	Bordereau de livraison. Dépêches par voie de surface	art. RE 4316.3
CN 38	(AV 7)	Bordereau de livraison. Dépêches-avion	art. RE 4316.3
CN 41	(C 18bis)	Bordereau de livraison. Dépêches-surface transportées par voie aérienne (S.A.L.)	art. RE 4316.3
CN 42	(AV 8ter)	Etiquette «Transbordement direct»	art. RE 4317.6
CN 43	(C 14)	Bulletin de vérification. Echange des dépêches	art. RE 4318.3
CN 44	(C 27)	Bulletin d'essai	art. RE 4319.1
CN 45	(AV 6)	Enveloppe de transmission des bordereaux CN 38, CN 41 et CN 47	art. RE 4320.2.4
CN 46	(AV 7/C 18bis)	Bordereau de livraison de substitution	art. RE 4322.3
CN 47	(C 18 S et AV 7 S)	Bordereau de livraison. Dépêches de sacs vides	art. RE 4329.2
CN 48	(C 31 et CP 22)	Compte. Sommes dues au titre d'indemnité	art. RE 4605.1
CN 51	(AV 5)	Compte particulier. Courrier-avion	art. RE 4605.4
CN 52	(AV 11 et CP 18)	Compte général	art. RE 4605.4
CN 53	(C 17)	Relevé par dépêche. Nombre d'envois et poids des sacs	art. RE 4902.4
CN 54	(C 17bis)	Relevé récapitulatif des envois. Mécanisme de revision	art. RE 4902.5
CN 55	(C 12bis et AV 3bis)	Relevé des dépêches	art. RE 5101.1
CN 56	(C 12ter et AV 5bis)	Relevé récapitulatif des dépêches	art. RE 5101.2
CN 57		Compte. Courrier en nombre reçu	art. RE 5103.2.2
CN 58		Relevé récapitulatif. Comptes des frais terminaux du courrier en nombre	art. RE 5103.2.4
CN 59		Relevé récapitulatif. Montants inclus dans la compensation multilatérale du Bureau international (POST*Clear)	art. RE 5501bis.1.2
CN 61	(C 20bis)	Compte particulier. Frais terminaux	art. RE 5103.2.4
CN 62	(C 20)	Compte particulier. Frais de transit	art. RE 5106.2.1
CN 63	(C 21)	Relevé. Frais de transit	art. RE 5109.1
CN 64	(C 21bis)	Relevé. Frais terminaux	art. RE 5109.1
CN 65	(AV 2)	Bordereau. Poids des envois prioritaires/ avion à découvert	art. RE 5302.2.2
CN 66	(AV 3)	Relevé de poids. Dépêches-avion et S.A.L.	art. RE 5304.1
CN 67	(AV 4)	Relevé de poids. Envois prioritaires/avion à découvert	art. RE 5304.2
CN 68	(AV 1)	Liste générale des services aéropostaux	art. RE 5602.2.11

# **Convention postale universelle**

**Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 3, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 4, de ladite Constitution, arrêté, dans la présente Convention, les règles communes applicables au service postal international et les dispositions concernant les services de la poste aux lettres.**

## **Règlement d'exécution de la Convention postale universelle**

**Le Conseil d'exploitation postale, vu l'article 22, paragraphe 5, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, a arrêté les mesures suivantes pour assurer l'exécution de la Convention postale universelle.**

### **Première partie**

### **Règles communes applicables au service postal international**

#### **Chapitre unique**

#### **Dispositions générales**

##### **Article premier**

##### **Liberté de transit**

**1. Le principe de la liberté de transit est énoncé à l'article premier de la Constitution. Il entraîne l'obligation, pour chaque Administration postale, d'acheminer toujours par les voies les plus rapides et les moyens les plus sûrs qu'elle emploie pour ses propres envois les dépêches closes et les envois de la poste aux lettres à découvert qui lui sont livrés par une autre Administration.**

**2. Les Pays-membres qui ne participent pas à l'échange des lettres contenant des matières biologiques périssables ou des matières radio-actives ont la faculté de ne pas admettre ces envois au transit à découvert à travers leur territoire. Il en est de même pour les envois de la poste aux lettres, autres que les lettres, les cartes postales et les célogrammes, à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux dispositions légales qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans le pays traversé.**

**3. La liberté de transit des colis postaux à acheminer par les voies terrestres et maritimes est limitée au territoire des pays participant à ce service.**

**4. La liberté de transit des colis-avion est garantie dans le territoire entier de l'Union. Toutefois, les Pays-membres qui ne sont pas parties à l'Arrangement concernant les colis postaux ne peuvent être obligés de participer à l'acheminement, par voie de surface, des colis-avion.**

**5. Si un Pays-membre n'observe pas les dispositions concernant la liberté de transit, les autres Pays-membres ont le droit de supprimer le service postal avec ce pays.**

■ **Commentaires**

**1.1** Le principe de la liberté de transit ne signifie pas que les pays sont tenus d'ouvrir obligatoirement leurs frontières aux transports organisés par un autre pays de l'UPU. Il ne porte pas atteinte au monopole national des postes, mais il implique que les Adm. intermédiaires sont obligées de faire transporter par leurs services, affectés au transport postal ordinaire, également les correspondances qui leur sont remises en transit par une autre Adm. de l'UPU.

Le Congrès de Vienne 1964 a adopté la résolution C 23 suivante:

«Le Congrès, considérant que la liberté de transit est un des principes essentiels et fondamentaux de l'Union postale universelle, fait appel à la loyauté et à la solidarité de tous les Pays-membres de l'Union pour que soit rigoureusement respectée, en toutes circonstances, l'application de ce principe sans laquelle l'Union postale universelle ne peut remplir pleinement sa mission et contribuer ainsi autant qu'il serait souhaitable au resserrement des liens d'amitié internationale.»

A propos des actes dits de «piraterie aérienne», le Congrès de Lausanne 1974 a réaffirmé les principes de la liberté de transit par l'adoption de la résolution C 60 suivante:

«Le Congrès, ayant observé que les actes dits de «piraterie aérienne», perpétrés dans le monde entier, peuvent affecter directement ou indirectement les principes de la liberté du transit et de l'inviolabilité des envois postaux, désirant affirmer ces principes et en préserver la pleine vigueur face à l'existence de nouveaux faits ou actes qui pourraient leur porter atteinte, déclare que les dépêches postales, de quelque nature qu'elles soient ou à quelque catégorie qu'elles appartiennent, affectées par un acte dit de «piraterie aérienne» sont inviolables, et que l'acheminement ultérieur desdites dépêches doit être assuré en priorité par le pays où l'aéronef s'est rendu ou a été libéré, même si cet aéronef fait l'objet de litiges d'une nature extra-postale.»

Le principe de la liberté de transit implique l'inviolabilité de la correspondance dans le pays transitaire.

**1.3** Les pays ont un droit de regard sur les colis en transit; ce sont les règlements intérieurs qui sont applicables dans ce cas. Les Adm. doivent se notifier par l'intermédiaire du BI les interdictions ou restrictions réglant l'importation et le transit des colis dans leur service.



#### Article RE 101

##### Application de la liberté de transit

1. Les Pays-membres qui n'assurent pas le service des envois avec valeur déclarée ou qui n'acceptent pas la responsabilité des valeurs pour les transports effectués par leurs services maritimes ou aériens sont cependant tenus d'acheminer par les voies les plus rapides et les moyens les plus sûrs les dépêches closes qui leur sont remises par les autres Administrations.

2. Les Pays-membres qui sont parties à l'Arrangement concernant les colis postaux, mais qui n'assurent pas le service des colis postaux avec valeur déclarée ou qui n'acceptent pas la responsabilité des valeurs pour les transports effectués par leurs services maritimes ou aériens, sont cependant tenus d'acheminer par les voies les plus rapides et les moyens les plus sûrs les dépêches closes qui leur sont remises par les autres Administrations.

#### Article RE 102

##### Inobservation de la liberté de transit

1. La suppression du service postal avec un pays qui n'observe pas la liberté de transit doit être signalée préalablement aux Administrations intéressées par voie des télécommunications. Le fait est communiqué au Bureau international.



## **Article 2**

### **Appartenance des envois postaux**

**1. Tout envoi postal appartient à l'expéditeur aussi longtemps qu'il n'a pas été délivré à l'ayant droit, sauf si ledit envoi a été saisi en application de la législation du pays de destination.**

#### **Prot. Article I**

##### **Appartenance des envois postaux**

1. L'article 2 ne s'applique pas à Antigua-et-Barbuda, à l'Australie, à Bahrein, à la Barbade, au Belize, au Botswana, au Brunei Darussalam, au Canada, à la Dominique, à l'Egypte, aux Fidji, à la Gambie, au Ghana, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, à Grenade, à la Guyane, à l'Irlande, à la Jamaïque, au Kenya, à Kiribati, à Kuwait, au Lesotho, à la Malaisie, au Malawi, à Maurice, à Nauru, au Nigéria, à la Nouvelle-Zélande, à l'Ouganda, à la Papouasie – Nouvelle-Guinée, à Saint-Christophe-et-Nevis, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-Grenadines, à Salomon (îles), au Samoa occidental, aux Seychelles, à la Sierra Leone, à Singapour, au Swaziland, à la Tanzanie (Rép. unie), à la Trinité-et-Tobago, à Tuvalu, à Vanuatu, au Yémen, à la Zambie et au Zimbabwe.

2. L'article 2 ne s'applique pas non plus au Danemark, dont la législation ne permet pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur à partir du moment où le destinataire a été informé de l'arrivée d'un envoi à son adresse.



### **Article 3**

#### **Création d'un nouveau service**

**1. Les Administrations peuvent, d'un commun accord, créer un nouveau service non expressément prévu par les Actes de l'Union. Les taxes relatives au nouveau service sont fixées par chaque Administration intéressée, compte tenu des frais d'exploitation du service.**



## **Article 4**

### **Unité monétaire**

**1. L'unité monétaire prévue à l'article 7 de la Constitution et utilisée dans la Convention et les Arrangements ainsi que leurs Règlements d'exécution est le Droit de tirage spécial (DTS).**

#### **■ Commentaires**

**4.1** La valeur du DTS est déterminée chaque jour par le Fonds monétaire international (FMI) sur la base d'un panier de monnaies, chacune d'elles étant affectée d'un coefficient pour ce calcul.

Le FMI est une institution spécialisée des Nations Unies qui a son siège à Washington (Etats-Unis d'Amérique).

## **Article RE 401**

**Choix d'une autre unité monétaire que le DTS**

**1.** Les Pays-membres de l'Union peuvent choisir, d'un commun accord, une autre unité monétaire que le DTS ou une de leurs monnaies nationales pour l'établissement et le règlement des comptes.

## **Article RE 402**

**Equivalents**

**1.** Les Administrations fixent les équivalents des taxes postales prévues par la Convention, les Arrangements et leurs Protocoles finals ainsi que le prix de vente des coupons-réponse internationaux. Elles les communiquent au Bureau international en vue de leur notification aux Administrations postales. A cet effet, chaque Administration doit faire connaître au Bureau international la valeur moyenne du DTS dans la monnaie de son pays.

**2.** La valeur moyenne du DTS qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année aux seules fins de fixation des taxes sera déterminée, à quatre décimales, sur la base des données publiées par le FMI au cours de la période d'au moins douze mois ayant pris fin le 30 septembre précédent.

**3.** Pour une monnaie dont les taux de change journaliers par rapport au DTS ne sont pas publiés par le FMI, le calcul est effectué par l'intermédiaire d'une monnaie cotée.

**4.** Les Pays-membres de l'Union dont le cours des monnaies par rapport au DTS n'est pas calculé par le FMI ou qui ne font pas partie de cette institution spécialisée sont invités à déclarer unilatéralement un équivalent entre leurs monnaies et le DTS.

**5.** Les Administrations postales doivent communiquer le plus tôt possible au Bureau international les équivalents ou les changements d'équivalents des taxes postales, en indiquant la date de leur entrée en vigueur.

6. Le Bureau international publie un recueil indiquant, pour chaque pays, les équivalents des taxes, la valeur moyenne du DTS et le prix de vente des coupons-réponse internationaux mentionnés sous 1.

7. Chaque Administration notifie directement au Bureau international l'équivalent fixé par elle pour les indemnités prévues en cas de perte d'un envoi recommandé ou d'un sac M recommandé.

■ **Commentaires**

**402.6** Il s'agit du Recueil des équivalents, dont la mise à jour a été suspendue par décision CE 9/1993.

**402.7** Cet équivalent est publié par le BI dans le Recueil de la Conv.



## Article 5

### Timbres-poste

**1. Seules les Administrations postales émettent les timbres-poste attestant le paiement de l'affranchissement selon les Actes de l'Union. Les marques d'affranchissement postal, les empreintes de machines à affranchir et les empreintes à la presse d'imprimerie ou d'autres procédés d'impression ou de timbrage conformes aux dispositions du Règlement ne peuvent être utilisés que sur l'autorisation de l'Administration postale.**

**2. Les sujets et les motifs des timbres-poste doivent être conformes à l'esprit du préambule de la Constitution de l'UPU et des décisions prises par les organes de l'Union.**

#### ■ Commentaires

**5.** La question de la vente et du commerce des timbres-poste est de caractère purement intérieur. Chaque Etat doit l'envisager en tenant compte de la situation particulière qui lui est propre en cette matière (décision C 16/Paris 1947).

**5.1** Cette disp. consacre le principe que seules les Adm. sont qualifiées pour émettre des valeurs d'affranchissement. Par Adm., il faut entendre aussi bien celles des Pays-membres de l'UPU et des territoires compris dans l'Union que celles des pays qui n'en font pas partie, de même que l'Adm. de l'ONU.

**5.2** S'agissant des sujets des timbres-poste:

- Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté la recommandation C 85, qui recommande «à toute Administration postale qui désire reproduire dans une de ses émissions un timbre-poste déjà émis par une autre Administration d'obtenir au préalable l'accord de cette dernière».
- Le Congrès de Hambourg 1984 a adopté la recommandation C 27, qui recommande «aux Administrations postales, lors du choix des sujets de leurs émissions de timbres-poste:
  - de tout mettre en œuvre pour éviter des thèmes ou des dessins ayant un caractère offensant pour une personnalité ou un pays;
  - de choisir des sujets susceptibles de contribuer à la diffusion de la culture, au resserrement des liens d'amitié entre les peuples, à l'instauration et au maintien de la paix dans le monde».
- Le Congrès de Washington 1989, par sa recommandation C 80, a recommandé aux Adm. de respecter les procédures décrites dans la déontologie philatélique à l'usage des Pays-membres, présentée en annexe à ladite recommandation, lorsqu'elles émettent et fournissent des timbres-poste ou qu'elles sont à l'origine de produits postaux à destination philatélique.

## Article RE 501

### Timbres-poste. Notification des émissions et échange entre Administrations

**1.** Chaque nouvelle émission de timbres-poste est notifiée par l'Administration en cause à toutes les autres Administrations par l'intermédiaire du Bureau international, avec les indications nécessaires.

**2.** Les Administrations échangent, par l'intermédiaire du Bureau international, trois exemplaires de chacune de leurs nouvelles émissions de timbres-poste et en envoient un exemplaire au Bureau international.

#### ■ Commentaires

**501.1** La notification des émissions et l'échange des timbres-poste font l'objet du bulletin «Timbres-poste – Informations et répartition», publié par le BI.



## **Article 6**

### **Taxes**

- 1. Les taxes relatives aux différents services postaux internationaux sont fixées dans la Convention et les Arrangements. Cette fixation des taxes doit se faire en principe en relation avec les coûts afférents à la fourniture de ces prestations.**
- 2. Les taxes appliquées, y compris celles mentionnées à titre indicatif dans les Actes, doivent être au moins égales à celles appliquées aux envois du régime intérieur présentant les mêmes caractéristiques (catégorie, quantité, délai de traitement, etc.).**
- 3. Les Administrations postales sont autorisées à dépasser toutes les taxes figurant dans la Convention et les Arrangements, y compris celles qui ne sont pas mentionnées à titre indicatif:**
  - 3.1 si les taxes qu'elles appliquent pour les mêmes services dans leur régime intérieur sont plus élevées que celles fixées;**
  - 3.2 si cela est nécessaire pour couvrir les coûts d'exploitation de leurs services ou pour tout autre motif raisonnable.**
- 4. Il est interdit de percevoir sur les clients des taxes postales de n'importe quelle nature autres que celles qui sont prévues dans la Convention et les Arrangements.**
- 5. Sauf les cas prévus par la Convention et les Arrangements, chaque Administration postale garde les taxes qu'elle a perçues.**

## **Prot. Article II**

### **Taxes**

- 1. Par dérogation à l'article 6.4, l'Administration du Canada est autorisée à percevoir des taxes postales autres que celles prévues dans la Convention et les Arrangements, lorsque les taxes en question sont admissibles selon la législation de son pays.**

#### **■ Commentaires**

**6.4** Lorsqu'une surtaxe est à payer indépendamment de leur valeur d'affranchissement, les timbres-poste commémoratifs ou philanthropiques doivent être confectionnés de façon à éviter tout doute au sujet de cette valeur.

**6.5** En ce qui concerne la Conv., les exceptions sont mentionnées ci-après:

- Art. 22 Taxe de commission et autres taxes postales éventuelles pour envois à distribuer francs de taxes et de droits
- Art. 15 Valeur des coupons-réponse échangés contre des timbres-poste pour d'autres Adm.



**Article 7****Franchise postale****1. Principe**

**1.1 Les cas de franchise postale sont expressément prévus par la Convention et les Arrangements.**

**2. Service postal**

**2.1 Les envois de la poste aux lettres relatifs au service postal expédiés par les Administrations postales ou par leurs bureaux sont exonérés de toutes taxes postales.**

**2.2 Sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes, les envois de la poste aux lettres relatifs au service postal:**

**2.2.1 échangés entre les organes de l'Union postale universelle et les organes des Unions restreintes;**

**2.2.2 échangés entre les organes de ces Unions;**

**2.2.3 envoyés par lesdits organes aux Administrations postales ou à leurs bureaux.**

**■ Commentaires**

**7.2.2** Le BI n'est pas exonéré du paiement des surtaxes pour les envois prioritaires ou les envois-avion qu'il adresse aux Adm. de l'Union, car il ne serait pas correct de faire supporter les frais de transport aérien par la seule Adm. suisse en tant qu'Adm. d'origine des envois. En outre, il n'est pas indiqué de demander aux compagnies aériennes de transporter gratuitement les envois prioritaires et les envois-avion du BI, car ces compagnies pourraient, en retour, demander la franchise postale.

**3. Prisonniers de guerre et internés civils**

**3.1 Sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes, les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services financiers postaux adressés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés au Règlement. Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits en ce qui concerne l'application des dispositions qui précèdent.**

**3.2 Les dispositions prévues sous 3.1 s'appliquent également aux envois de la poste aux lettres, aux colis postaux et aux envois des services financiers postaux, en provenance d'autres pays, adressés aux personnes civiles internées visées par la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, ou expédiés par elles soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés au Règlement.**

**3.3 Les bureaux mentionnés au Règlement bénéficient également de la franchise postale pour les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services financiers postaux concernant les personnes visées sous 3.1 et 3.2 qu'ils expédient ou qu'ils reçoivent, soit directement, soit à titre d'intermédiaire.**

**3.4 Les colis sont admis en franchise postale jusqu'au poids de 5 kilogrammes. La limite de poids est portée à 10 kilogrammes pour les envois dont le contenu est indivisible et pour ceux qui sont adressés à un camp ou à ses hommes de confiance pour être distribués aux prisonniers.**

**4. Cécogrammes**

**4.1 Les cécogrammes sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes.**

Prot. Article III

Exception à la franchise postale en faveur des cécogrammes

1. Par dérogation à l'article 7.4, les Administrations postales de Saint-Vincent-et-Grenadines et de la Turquie, qui n'accordent pas la franchise postale aux cécogrammes dans leur service intérieur, ont la faculté de percevoir les taxes d'affranchissement et les taxes pour services spéciaux, qui ne peuvent toutefois être supérieures à celles de leur service intérieur.

2. Par dérogation à l'article 7.4, les Administrations de l'Allemagne, de l'Amérique (Etats-Unis), du Canada, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Japon ont la faculté de percevoir les taxes pour services spéciaux qui sont appliquées aux cécogrammes dans leur service intérieur.

Article RE 701

Application de la franchise postale aux organes s'occupant des prisonniers de guerre et internés civils

1. Jouissent de la franchise postale au sens de l'article 7.3 de la Convention:
  - 1.1 les bureaux de renseignements prévus à l'article 122 de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre;
  - 1.2 l'Agence centrale de renseignements sur les prisonniers de guerre prévue à l'article 123 de la même Convention;
  - 1.3 les bureaux de renseignements prévus à l'article 136 de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;
  - 1.4 l'Agence centrale de renseignements prévue à l'article 140 de cette dernière Convention.

## Article RE 702

### Désignation des envois expédiés en franchise postale

1. Les envois bénéficiant de la franchise postale doivent porter du côté de la suscription, dans l'angle supérieur droit, les indications ci-après qui peuvent être suivies d'une traduction:
  - 1.1 «Service des postes» ou une mention analogue, pour les envois visés à l'article 7.2 de la Convention;
  - 1.2 «Service des prisonniers de guerre» ou «Service des internés», pour les envois visés à l'article 7.3 de la Convention ainsi que pour les formules s'y rapportant;
  - 1.3 «Cécogrammes», pour les envois visés à l'article 7.4 de la Convention.





## Deuxième partie

### Dispositions concernant la poste aux lettres: offre de prestations

## Chapitre 1

### Services de base

#### Article 8

##### Envois de la poste aux lettres

1. Les envois de la poste aux lettres sont classifiés selon l'un des deux systèmes suivants. Chaque Administration postale est libre de choisir le système qu'elle applique à son trafic sortant.
2. Le premier système est fondé sur la vitesse de traitement des envois. Ces derniers sont alors répartis en:
  - 2.1 envois prioritaires: envois transportés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) avec priorité; limites de poids: 2 kilogrammes en général, 5 kilogrammes pour les envois contenant des livres et brochures (service facultatif), 7 kilogrammes pour les célogrammes;
  - 2.2 envois non prioritaires: envois pour lesquels l'expéditeur a choisi un tarif moins élevé qui implique un délai de distribution plus long; limites de poids: identiques à celles en 2.1.
3. Le second système est fondé sur le contenu des envois. Ces derniers sont alors répartis en:
  - 3.1 lettres et cartes postales, collectivement dénommées «LC»; limite de poids: 2 kilogrammes;
  - 3.2 imprimés, célogrammes et petits paquets, collectivement dénommés «AO»; limites de poids: 2 kilogrammes pour les petits paquets, 5 kilogrammes pour les imprimés, 7 kilogrammes pour les célogrammes.
4. Dans le système de classification basé sur le contenu:
  - 4.1 les envois de la poste aux lettres transportés par la voie aérienne avec priorité sont dénommés «envois-avion»;
  - 4.2 les envois de surface transportés par la voie aérienne avec priorité réduite sont dénommés «envois S.A.L.».
5. Chaque Administration a la faculté d'admettre que les envois prioritaires et les envois-avion soient constitués d'une feuille de papier, convenablement pliée et collée sur tous les côtés. De tels envois sont dénommés «aélogrammes».

**6. Le courrier constitué par des envois de la poste aux lettres déposés en nombre par un même expéditeur, reçu dans la même dépêche ou dans des dépêches séparées, selon les conditions précisées dans le Règlement, est dénommé «courrier en nombre».**

**7. Les sacs spéciaux contenant des journaux, écrits périodiques, livres et autres objets imprimés, à l'adresse du même destinataire et de la même destination, sont dans les deux systèmes dénommés «sacs M»; limite de poids: 30 kilogrammes.**

**8. Les limites de dimensions et les conditions d'acceptation, de même que les particularités relatives aux limites de poids, ressortent du Règlement.**

#### Prot. Article IV

##### Petits paquets

1. L'obligation de participer à l'échange des petits paquets dépassant le poids de 500 grammes ne s'applique pas aux Administrations de Myanmar\* et de la Papouasie–Nouvelle-Guinée\*, qui sont dans l'impossibilité d'assurer cet échange.

#### Prot. Article V

##### Imprimés. Poids maximal

1. Par dérogation à l'article 8.3.2, les Administrations du Canada et de l'Irlande sont autorisées à limiter à 2 kilogrammes le poids maximal des imprimés à l'arrivée et à l'expédition.

#### ■ Commentaires

**8.1** Toutes les Adm. doivent, en tant qu'Adm. de destination ou de transit, traiter les catégories de la poste aux lettres énumérées dans cet art.

**8.4.2** Le service S.A.L. n'est offert que dans certaines relations. V. Liste CN 68, partie III, rubrique D.

**Prot. IV** Les Adm. marquées d'un astérisque (\*) ont renoncé à leurs réserves après l'entrée en vigueur des Actes de Séoul.

#### Article RE 801

##### Particularités relatives aux limites de poids des envois de la poste aux lettres

1. La limite de poids des envois de la poste aux lettres contenant des livres ou des brochures peut aller jusqu'à 10 kilogrammes après entente entre les Administrations intéressées.

2. Les envois de la poste aux lettres relatifs au service postal dont il est question à l'article 7.2 de la Convention ne sont pas soumis aux limites de poids et de dimensions fixées à l'article 8 de la Convention et à l'article RE 802. Toutefois, ils ne doivent pas dépasser le poids maximal de 30 kilogrammes par sac.

3. Les Administrations peuvent appliquer aux envois de la poste aux lettres déposés dans leur pays la limite de poids maximale prescrite pour les envois de même nature dans leur service intérieur, pourvu que les envois ne dépassent pas la limite de poids mentionnée à l'article 8 de la Convention.

#### ■ Commentaires

**801.3** Cette disp. vise à permettre dans toute la mesure possible l'harmonisation des structures tarifaires nationale et internationale.

### Article RE 802

#### Limites de dimensions des envois de la poste aux lettres

1. Les limites de dimensions des envois de la poste aux lettres autres que les cartes postales et les aérogrammes sont mentionnées ci-après:

- 1.1 maximums: longueur, largeur et épaisseur additionnées: 900 mm, sans que la plus grande dimension puisse dépasser 600 mm, avec une tolérance de 2 mm;  
en rouleaux: longueur plus deux fois le diamètre: 1040 mm, sans que la plus grande dimension puisse dépasser 900 mm, avec une tolérance de 2 mm;
- 1.2 minimums: comporter une face dont les dimensions ne soient pas inférieures à 90 x 140 mm, avec une tolérance de 2 mm;  
en rouleaux: longueur plus deux fois le diamètre: 170 mm, sans que la plus grande dimension soit inférieure à 100 mm.

2. Les limites de dimensions des cartes postales sont les suivantes:

- 2.1 maximum: 105 x 148 mm, avec une tolérance de 2 mm;
- 2.2 minimum: 90 x 140 mm, avec une tolérance de 2 mm.  
La longueur doit être au moins égale à la largeur multipliée par  $\sqrt{2}$  (valeur approchée 1,4).

3. Les limites de dimensions des aérogrammes sont les suivantes:

- 3.1 maximum: 110 x 220 mm, avec une tolérance de 2 mm;
- 3.2 minimum: 90 x 140 mm, avec une tolérance de 2 mm.  
La longueur doit être au moins égale à la largeur multipliée par  $\sqrt{2}$  (valeur approchée 1,4).

### Article RE 803

#### Conditions d'acceptation des envois de la poste aux lettres

1. Les envois de la poste aux lettres doivent être conditionnés solidement et de façon à ce que d'autres envois ne risquent pas de s'y fourvoyer. L'enveloppe ou l'emballage doivent être adaptés à la forme et à la nature du contenu et aux conditions du transport. Tout envoi doit être conditionné de façon à ne pas affecter la santé des agents. Le conditionnement doit empêcher tout danger si l'envoi contient des objets de nature à blesser les agents chargés de le manipuler, à salir

ou à détériorer les autres envois ou l'équipement postal. Les agrafes métalliques servant à clore les envois ne doivent pas être tranchantes. Elles ne doivent pas non plus entraver l'exécution du service postal.

1bis. Le code d'identification UPU, tel qu'il est défini dans la norme S18 du Recueil de normes techniques, peut être apposé sur les envois de la poste aux lettres pour faciliter le traitement du courrier dans le pays de destination et apporter d'autres avantages. Le code d'identification est apposé sous la responsabilité de l'Administration postale et doit apparaître dans le champ R 1 au verso de l'envoi de la poste aux lettres, conformément aux spécifications adoptées par le Conseil d'exploitation postale et aux dispositions de la norme S18 du Recueil de normes techniques de l'UPU. Les Administrations doivent dissuader leurs clients d'imprimer des informations dans le champ R 1, et elles ne peuvent utiliser ce champ pour le codage d'informations que si elles respectent les dispositions des normes techniques S18 et S19.

2. Les Administrations doivent recommander à leur clientèle d'observer les règles suivantes.

2.1 La moitié droite au moins de la suscription doit être réservée à l'adresse du destinataire ainsi qu'aux timbres-poste, marques ou empreintes d'affranchissement ou aux mentions en tenant lieu. Ces derniers sont appliqués, si possible, dans l'angle supérieur droit. Il appartient à l'Administration d'origine de traiter selon sa législation les envois dont l'affranchissement n'est pas conforme à cette condition.

2.2 L'adresse du destinataire doit être apposée dans le sens de la longueur de l'envoi et, s'il s'agit d'une enveloppe, du côté uni qui n'est pas muni de la patte de fermeture. Pour les envois dont les dimensions dépassent les limites des envois normalisés définies à l'article RE 902, l'adresse peut être apposée parallèlement à la largeur de l'envoi.

2.3 L'adresse du destinataire sera libellée de manière précise et complète. Elle sera écrite très lisiblement en caractères latins et en chiffres arabes. Si d'autres caractères et chiffres sont utilisés dans le pays de destination, il est recommandé de libeller l'adresse également en ces caractères et chiffres. Le nom de la localité de destination, écrit en lettres capitales, sera complété par le pays de destination et, le cas échéant, par le numéro de code postal ou le numéro de la zone de distribution correspondant. Le nom du pays de destination est écrit de préférence dans la langue du pays d'origine. Afin d'éviter toute difficulté dans les pays de transit, il est souhaitable d'y adjoindre le nom du pays de destination dans une langue connue sur le plan international.

2.4 Pour faciliter la lecture automatique, l'adresse du destinataire sera écrite de façon compacte, sans espacer les lettres des mots et sans ligne vierge entre la ligne portant le lieu de destination et les autres éléments de l'adresse. La localité et le pays de destination ainsi que, le cas échéant, le numéro d'acheminement postal ne seront pas soulignés.

■ Exemple: Monsieur  
Pierre Noir  
Rue du Midi 26  
1009 PULLY  
SUISSE

- 2.5 Le nom et l'adresse de l'expéditeur seront indiqués sur l'envoi avec, le cas échéant, le numéro d'acheminement postal ou le numéro de la zone de distribution. Lorsqu'elles figurent du côté de la suscription des enveloppes, ces indications doivent être placées dans l'angle supérieur gauche.
- 2.6 Les adresses de l'expéditeur et du destinataire seront indiquées de manière appropriée à l'intérieur de l'envoi et autant que possible sur l'objet inséré dans l'envoi. Cela est surtout valable pour les envois expédiés ouverts.
- 2.7 Il peut être demandé aux clients déposant des envois en nombre d'un même format et d'un même poids d'enlasser ces envois en fonction du numéro de code postal et de la zone de distribution, de manière que ce courrier puisse être traité aussi rapidement que possible dans le pays de destination. L'Administration de destination peut demander ce genre de tri sous réserve de l'accord de l'Administration d'origine.

3. Sauf les cas où il en est disposé autrement dans le présent Règlement, les mentions et étiquettes de service sont apposées du côté de la suscription de l'envoi. Elles seront placées autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur. Les mentions de service sont rédigées en français ou dans une autre langue généralement connue dans le pays de destination. Une traduction dans la langue du pays d'origine peut être jointe auxdites mentions.

■ Exemple:

Adresse de l'expéditeur	Timbres-poste, marques ou empreintes d'affranchissement
Mentions de service	
Adresse du destinataire	

4. Les timbres non postaux et les vignettes de bienfaisance ou autres ainsi que les dessins, susceptibles d'être confondus avec les timbres-poste ou les étiquettes de service, ne peuvent être appliqués ou imprimés du côté de la suscription. Il en est de même des empreintes de timbres qui pourraient être confondues avec les empreintes d'affranchissement.

5. Dans tous les cas où l'envoi est placé sous bande, l'adresse du destinataire doit figurer sur celle-ci.

6. Les enveloppes dont les bords sont munis de barrettes en couleurs sont réservées exclusivement aux envois-avion.

7. L'adresse des envois expédiés poste restante doit indiquer le nom du destinataire, de la localité et, si possible, du bureau de poste où l'envoi doit être retiré. La mention «Poste restante» doit être écrite en caractères gras du côté de l'adresse. L'emploi d'initiales, de chiffres, de simples prénoms, de noms supposés ou de marques conventionnelles quelconques n'est pas admis pour ces envois.

■ Exemple:   Mademoiselle  
                  Louise Bertholet  
                  **Poste restante**  
                  1211 GENÈVE 13  
                  SUISSE

8. A titre exceptionnel et pour les imprimés, le nom du destinataire peut être suivi de la mention «ou tout autre occupant des lieux», en français ou dans une langue acceptée par le pays de destination.

■ Exemple:   Monsieur  
                  Pierre Sansonnens  
                  ou tout autre occupant des lieux  
                  Rue Pépinet 10  
                  1001 LAUSANNE  
                  SUISSE

9. L'enveloppe ou l'emballage ne peut comporter qu'une seule adresse de l'expéditeur. Dans le cas d'envois en nombre, cette adresse doit se situer dans le pays de dépôt des envois.

10. Les envois de toute nature dont le côté réservé à l'adresse a été divisé, en tout ou en partie, en plusieurs cases destinées à recevoir des adresses successives ne sont pas admis.

#### ■ Commentaires

**803.1** Le Congrès de Hambourg a invité les Adm. à informer les usagers ayant recours aux emballages vendus par les services postaux de la nécessité d'utiliser, en outre, un emballage intérieur approprié et de veiller à une fermeture convenable de l'emballage extérieur, afin que le traitement et le transport des envois concernés puissent être assurés dans de bonnes conditions (recommandation C 20/Hambourg 1984).

**803.2.1** L'application des timbres-poste ou des empreintes d'affranchissement du côté de la suscription est obligatoire pour toutes les catégories d'envois.

Les timbres-poste collés de manière à chevaucher sur les deux faces d'un envoi sont considérés comme nuls.

**803.2.3** Il est recommandé aux Adm. de communiquer au BI la présentation des adresses souhaitée et le système de code postal qu'elles ont adopté. Ces informations sont publiées dans le Recueil de la Conv.

**803.7** Par «localité», on entend le nom de la ville de destination. En général, la poste restante n'est assurée que par le bureau principal, même dans les grandes villes disposant de plusieurs bureaux de distribution.

**803.8** Cette disp. vise à permettre de rédiger l'adresse des imprimés de manière que la distribution soit faite à l'occupant des lieux au cas où le destinataire indiqué dans l'adresse a déménagé. Cette pratique touche plus particulièrement les envois publicitaires d'imprimés.

## Article RE 804

### Dispositions spéciales applicables à chaque catégorie d'envois

1. Envois prioritaires/non prioritaires et lettres
  - 1.1 Sous réserve des dispositions relatives aux envois normalisés et à l'emballage des envois, aucune condition de forme ou de fermeture n'est exigée pour les envois prioritaires/non prioritaires ou pour les lettres. Toutefois, de tels envois sous enveloppe doivent être rectangulaires afin de ne pas provoquer de difficultés au cours de leur traitement. Doivent également être placés sous enveloppe rectangulaire de tels envois ayant la consistance d'une carte postale mais n'en ayant pas la forme. Il est recommandé d'ajouter le mot «Prioritaire» ou «Lettre» du côté de l'adresse des envois qui, en raison de leur volume ou de leur conditionnement, pourraient être confondus avec des envois affranchis à une taxe réduite.

#### ■ Commentaires

**804.1.1** La forme «rectangulaire» comprend également la forme carrée.

2. Aérogrammes
  - 2.1 Les aérogrammes doivent être rectangulaires et confectionnés de manière à ne pas entraver le traitement du courrier.
  - 2.2 Le recto de l'aérogramme est réservé à l'adresse, à l'affranchissement et aux mentions ou étiquettes de service. Il porte obligatoirement la mention imprimée «Aérogramme» et, facultativement, une mention équivalente dans la langue du pays d'origine. L'aérogramme ne doit contenir aucun objet. Il peut être expédié sous recommandation si la réglementation du pays d'origine le permet.
  - 2.3 Chaque Administration fixe, dans les limites définies à l'article RE 802.3, les conditions d'émission, de fabrication et de vente des aérogrammes.
3. Cartes postales
  - 3.1 Les cartes postales doivent être rectangulaires et confectionnées en carton ou en papier assez consistant pour ne pas entraver le traitement du cour-

rier. Elles ne peuvent pas comporter de parties saillantes ou en relief et doivent répondre aux conditions fixées par l'Administration d'origine.

- 3.2 Les cartes postales doivent porter, en tête du recto, le titre «Carte postale» en français ou l'équivalent de ce titre dans une autre langue. Ce titre n'est pas obligatoire pour les cartes illustrées.
- 3.3 Les cartes postales doivent être expédiées à découvert, c'est-à-dire sans bande ni enveloppe.
- 3.4 La moitié droite au moins du recto est réservée à l'adresse du destinataire, à l'affranchissement et aux mentions ou étiquettes de service. L'expéditeur dispose du verso et de la partie gauche du recto.
- 3.5 Les cartes postales ne remplissant pas les conditions prescrites pour cette catégorie d'envois sont traitées comme lettres, à l'exception, toutefois, de celles dont l'irrégularité résulte seulement de l'application de l'affranchissement au verso. Ces dernières sont considérées comme non affranchies et traitées en conséquence.

#### ■ Commentaires

**804.3.1** Les cartes postales, notamment les cartes illustrées de format irrégulier (circulaire, triangulaire, silhouettes diverses, etc.), doivent être placées sous enveloppe rectangulaire et affranchies au tarif des envois prioritaires ou non prioritaires ou des lettres, selon le cas.

**804.3.4** En raison de la nature de la carte postale, il n'est pas permis d'y joindre ou d'y attacher des échantillons de marchandises ou des objets analogues, des coupures de toute sorte et des feuilles à replier. On ne peut pas non plus enjoliver les cartes postales de tissus, broderies, paillettes ou matières similaires. De telles cartes ne peuvent être expédiées que sous enveloppe fermée affranchie au tarif des envois prioritaires ou non prioritaires ou des lettres, selon le cas. Toutefois, des vignettes, des timbres de toute espèce, des étiquettes de même que des bandes d'adresse en papier ou autre matière très mince peuvent y être collés, à condition que ces objets ne soient pas de nature à altérer le caractère des cartes postales et qu'ils soient complètement adhérents à la carte. Ces objets ne peuvent être collés que sur le verso ou sur la partie gauche du recto des cartes postales. Cependant, les bandes, pattes ou étiquettes d'adresse peuvent occuper tout le recto.

#### 4. Imprimés

- 4.1 Peuvent être expédiées comme imprimés les reproductions obtenues sur papier, sur carton ou autres matières d'un emploi habituel dans l'imprimerie, en plusieurs exemplaires identiques, au moyen d'un procédé autorisé par l'Administration d'origine. Les imprimés qui ne répondent pas à cette définition peuvent également être admis en service international si tel est le cas dans le service intérieur du pays d'origine.
- 4.2 Les imprimés doivent porter en caractères très apparents, du côté de la suscription, autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur, la mention «Imprimé» ou «Imprimé à taxe réduite», selon le cas, ou son équivalent dans une langue connue dans le pays de destination. Ces mentions indiquent que les envois ne contiennent que des imprimés.
- 4.3 Les imprimés répondant à la fois aux conditions générales applicables aux imprimés et aux cartes postales sont admis à découvert au tarif des imprimés, même s'ils portent le titre «Carte postale» ou l'équivalent de ce titre dans une langue quelconque.
- 4.4 Plusieurs imprimés peuvent être réunis dans un envoi, à la condition de ne pas porter d'adresses de différents destinataires. Les Administrations



d'origine ont la faculté de limiter les imprimés ainsi réunis à ceux émanant d'un seul expéditeur.

- 4.5 Il est permis de joindre à tous les imprimés une carte, une enveloppe ou une bande avec l'impression de l'adresse de l'expéditeur de l'envoi ou de son mandataire dans le pays de dépôt ou de destination du premier envoi; celles-ci peuvent être préalablement affranchies pour le retour au moyen de timbres-poste ou de marques d'affranchissement postales du pays de destination du premier envoi.
- 4.6 L'Administration d'origine peut autoriser des annotations ou des annexes en se fondant sur sa législation intérieure.
- 4.7 Les imprimés doivent être conditionnés de manière que leur contenu soit suffisamment protégé sans qu'une vérification prompte et facile en soit entravée. Les conditions sont définies par l'Administration d'origine.
- 4.8 Les Administrations peuvent autoriser la fermeture des imprimés déposés en nombre en délivrant à cet effet un permis aux usagers qui en font la demande. Dans de tels cas, le numéro du permis doit être indiqué au-dessous de la mention «Imprimé» ou «Imprimé à taxe réduite».
- 4.9 Les Administrations d'origine sont aussi autorisées à permettre la fermeture de tous les imprimés sans qu'il y ait besoin d'une autorisation pour cela si, dans leur service intérieur, aucune condition spéciale de fermeture n'est requise.
- 4.10 Les imprimés peuvent être insérés sous emballage en matière plastique clos, soit transparent, soit opaque, aux conditions fixées par l'Administration d'origine.
- 4.11 Il est permis d'ouvrir des imprimés scellés pour en vérifier le contenu.

#### ■ Commentaires

**804.4.1** Les photographies sont admises comme imprimés.

Les Adm. d'origine ont la faculté d'admettre au tarif des imprimés:

- les lettres et les cartes postales échangées entre élèves d'écoles, à condition que ces envois soient expédiés par l'intermédiaire des directeurs des écoles intéressées;
- les cours par correspondance que les écoles envoient à leurs élèves et les devoirs originaux et corrigés d'élèves, à l'exclusion de toute indication ne se rapportant pas directement à l'exécution du travail;
- les manuscrits d'ouvrages ou de journaux;
- les partitions de musique manuscrites;
- les photocopies;
- les impressions obtenues au moyen d'imprimantes d'ordinateurs ou à la machine à écrire déposées simultanément en plusieurs exemplaires identiques.

**804.4.5** Cette dérogation à l'art. 26.4.2, antérieure à la création du service CCRI, permet aux Adm. d'origine d'admettre le dépôt des imprimés contenant une carte, une enveloppe ou une bande pour réponse préaffranchie avec des timbres-poste ou des marques d'affranchissement du pays de destination des imprimés.

**804.4.6** Peuvent être indiqués sur les imprimés par un procédé quelconque:

- les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire, avec ou sans mention des qualités, professions et raisons sociales;
- le lieu et la date d'expédition de l'envoi;
- des n° d'ordre ou d'immatriculation.

En plus de ces indications, il est permis:

- de biffer, de marquer ou de souligner certains mots ou certaines parties du texte imprimé;
- de corriger les fautes d'impression.

Les additions et corrections prévues ci-dessus doivent être en rapport direct avec le contenu de la reproduction; elles ne doivent pas être de nature à constituer un langage conventionnel.

Il est, en outre, permis d'indiquer ou d'ajouter:

- sur les bulletins de commande, de souscription ou d'offre relatifs à des ouvrages de librairie, livres, brochures, journaux, gravures, partitions de musique: les ouvrages et le nombre des exemplaires demandés ou offerts, les prix de ces ouvrages ainsi que des annotations représentant des éléments constitutifs du prix, le mode de paiement, l'édition, les noms des auteurs et des éditeurs, le n° du catalogue et les mots «broché», «cartonné» ou «relié»;
- sur les form. utilisées par les services de prêt des bibliothèques: les titres des ouvrages, le nombre des exemplaires demandés ou envoyés, les noms des auteurs et des éditeurs, les n°s du catalogue, le nombre de jours accordés pour la lecture, le nom de la personne désirant consulter l'ouvrage en question;
- sur les cartes illustrées, les cartes de visite imprimées ainsi que sur les cartes de félicitations ou de condoléances imprimées: des formules de politesse conventionnelles exprimées en cinq mots ou au moyen de cinq initiales, au max.;
- sur les productions littéraires et artistiques imprimées: une dédicace consistant en un simple hommage conventionnel;
- sur les passages découpés de journaux et d'écrits périodiques: le titre, la date, le n° et l'adresse de la publication dont l'article est extrait;
- sur les épreuves d'imprimerie: les changements et additions qui se rapportent à la correction, à la forme et à l'impression ainsi que des mentions telles que «Bon à tirer», «Vu – Bon à tirer» ou toutes autres mentions analogues se rapportant à la confection de l'ouvrage; en cas de manque de place, les additions peuvent être faites sur des feuilles spéciales;
- sur les avis de changement d'adresse: l'anc. et la nouv. adresse ainsi que la date du changement.

Il est enfin permis de joindre:

- aux productions littéraires ou artistiques imprimées: la facture ouverte se rapportant à l'objet envoyé et réduite à ses énonciations constitutives ainsi que des copies de cette facture, un bulletin de livraison, des form. de versement ou des form. de mandat de poste du service international ou du service intérieur du pays de destination de l'envoi, sur lesquelles il est permis, après entente entre les Adm. intéressées, d'indiquer, par un procédé quelconque, le montant à verser ou à payer ainsi que la désignation du compte courant postal ou l'adresse du bénéficiaire du titre;
- aux journaux de mode: des patrons découpés formant, selon les indications qui y figurent, un tout avec l'exemplaire dans lequel ils sont expédiés.

**804.4.7** Les imprimés peuvent être placés sous bande, sur rouleau, entre des cartons, dans des enveloppes ou des étuis ouverts, dans des enveloppes ou des étuis non cachetés mais fermés de manière à pouvoir être facilement ouverts et refermés et n'offrant aucun danger ou entourés d'une ficelle qu'il est facile de dénouer. Les envois pliés qui ne sont pas insérés dans des enveloppes peuvent néanmoins être admis si les bords ouverts sont maintenus par des attaches ou des scellés autocollants suffisamment nombreux et solides pour que l'envoi ne s'ouvre pas pendant son traitement postal. L'Adm. d'origine détermine si la fermeture de ces envois permet une vérification prompte et facile du contenu. Aucune condition spéciale de fermeture n'est exigée pour les imprimés contenant des livres ou des brochures; ces envois peuvent être ouverts pour vérification de leur contenu. Les Adm. intéressées peuvent exiger que l'expéditeur ou le destinataire facilite la vérification du contenu soit en ouvrant quelques-uns des envois désignés par elles, soit d'une autre manière satisfaisante.

L'utilisation de plus en plus large des moyens mécaniques et électroniques pour le traitement du courrier implique que les envois répondent aux conditions imposées par la mécanisation.

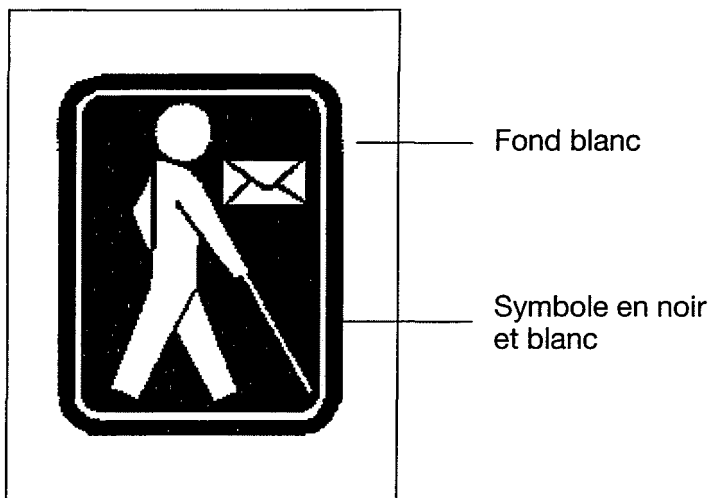
**804.4.8** L'adresse du destinataire, l'adresse de l'expéditeur, les marques ou empreintes d'affranchissement peuvent être placées sous la pellicule de plastique, de manière telle qu'elles soient parfaitement lisibles à travers le ou les panneaux transparents prévus à cet effet. L'emballage doit comporter, du côté de la suscription, une partie suffisamment large permettant, comme le papier, d'indiquer soit à la main, soit au moyen d'une étiquette ou de tout autre procédé, les mentions de service, les motifs éventuels de non-distribution ou, le cas échéant, la nouv. adresse du destinataire.

## 5. Cécogrammes

5.1 Peuvent être expédiés comme cécogrammes les lettres cécographiques déposées ouvertes et les clichés portant des signes de la cécographie. Il

en est de même des enregistrements sonores et du papier spécial destinés uniquement à l'usage des aveugles, à condition qu'ils soient expédiés par un institut pour aveugles officiellement reconnu ou adressés à un tel institut.

- 5.2 Les Administrations d'origine ont la faculté d'admettre comme cécogrammes les enregistrements sonores expédiés par un aveugle ou adressés à un aveugle, si cette possibilité existe dans leur service intérieur.
- 5.3 Les Administrations d'origine ont la faculté d'admettre comme cécogrammes les envois considérés admissibles comme tels dans leur service intérieur.
- 5.4 Les cécogrammes doivent être conditionnés de manière que le contenu soit suffisamment protégé, sans qu'une vérification prompte et facile en soit entravée.
- 5.5 Les Administrations postales recommandent à leurs clients de munir les cécogrammes, du côté de l'adresse du destinataire, d'une étiquette blanche portant le symbole suivant:



(Dimensions 52 x 65 mm)

#### ■ Commentaires

**804.5.4** Les cécogrammes peuvent être placés sous bande, sur rouleau, entre des cartons, dans des enveloppes ou des étuis ouverts, dans des enveloppes ou des étuis non cachetés mais fermés de manière à pouvoir être facilement ouverts et refermés et n'offrant aucun danger ou entourés d'une ficelle qu'il est facile de dénouer. L'Adm. d'origine détermine si la fermeture de ces envois permet une vérification prompte et facile du contenu. Aucune condition spéciale de fermeture n'est exigée pour les cécogrammes contenant des livres ou des brochures; ces envois peuvent être ouverts pour vérification de leur contenu. Les Adm. intéressées peuvent exiger que l'expéditeur ou le destinataire facilite la vérification du contenu soit en ouvrant quelques-uns des envois désignés par elles, soit d'une autre manière satisfaisante.

#### 6. Petits paquets

- 6.1 Les petits paquets doivent porter en caractères très apparents, du côté de la suscription, autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas

échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur, la mention «Petit paquet» ou son équivalent dans une langue connue dans le pays de destination. L'indication de l'adresse de l'expéditeur à l'extérieur de l'envoi est obligatoire.

- 6.2 Il est permis d'y insérer tout document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle. Toutefois, de tels documents ne peuvent être adressés à un destinataire ni provenir d'un expéditeur autres que ceux du petit paquet. De plus, la réglementation intérieure de l'Administration intéressée doit autoriser cette insertion. L'Administration d'origine décide si le ou les documents insérés répondent à ces conditions. Elle fixe les autres conditions éventuelles relatives à des annexes autorisées.
- 6.3 Aucune condition spéciale de fermeture n'est exigée pour les petits paquets; les envois désignés comme tels peuvent être ouverts pour vérification de leur contenu.

#### ■ Commentaires

**804.6.2** Il est permis d'insérer dans les petits paquets une facture ouverte, réduite à ses énonciations constitutives, et d'indiquer à l'extérieur ou à l'intérieur des envois, dans ce dernier cas sur l'objet même ou sur une feuille spéciale, les adresses du destinataire et de l'expéditeur avec les indications en usage dans le trafic commercial, une marque de fabrique ou de marchand, une référence à une correspondance échangée entre l'expéditeur et le destinataire, une indication sommaire relative au fabricant et au fournisseur de la marchandise ou concernant la personne à laquelle elle est destinée, ainsi que des n<sup>os</sup> d'ordre ou d'immatriculation, des prix et toutes autres annotations représentant des éléments constitutifs des prix, des indications relatives au poids, au métrage et à la dimension ainsi qu'à la quantité disponible et celles qui sont nécessaires pour préciser la provenance et la nature de la marchandise.

**804.6.3** Par analogie aux conditions prévues sous RE 804.4.8, les Adm. d'origine peuvent limiter la faculté de fermer les petits paquets aux envois déposés en nombre. Les objets qui se gâteraient s'ils étaient emballés d'après les règles générales, ainsi que les envois de marchandise placés dans un emballage transparent permettant la vérification de leur contenu, sont admis sous un emballage hermétiquement fermé. Il en est de même pour les produits industriels et végétaux mis à la poste sous un emballage fermé par la fabrique ou scellé par une autorité de vérification du pays d'origine. Dans ces cas, les Adm. intéressées peuvent exiger que l'expéditeur ou le destinataire facilite la vérification du contenu soit en ouvrant quelques-uns des envois désignés par elles, soit d'une autre manière satisfaisante.

#### 7. Sacs M

- 7.1 L'adresse du destinataire sera indiquée sur chaque paquet d'imprimés inséré dans un sac spécial et expédié à l'adresse du même destinataire et pour la même destination.
- 7.2 Chaque sac M doit être muni d'une étiquette-adresse rectangulaire fournie par l'expéditeur et indiquant tous les renseignements concernant le destinataire. L'étiquette-adresse doit être en toile suffisamment rigide, carton fort, matière plastique, parchemin ou en papier collé sur une planchette et être pourvue d'un œillet. Ses dimensions ne doivent pas être inférieures à 90 x 140 mm, avec une tolérance de 2 mm.
- 7.3 L'affranchissement des sacs M est représenté pour le montant total sur l'étiquette-adresse du sac.
8. Courrier en nombre
- 8.1 Le courrier en nombre est caractérisé par:
- 8.1.1 la réception, dans une même dépêche, ou en un jour lorsque plusieurs dépêches sont confectionnées par jour, de 1500 envois ou plus déposés par un même expéditeur;

- 8.1.2 la réception, dans la période de deux semaines, de 5000 envois ou plus déposés par un même expéditeur.
- 8.2 Aux termes de cet article, est considéré comme l'expéditeur des envois en nombre la personne ou l'organisation qui effectivement dépose les envois.
- 8.3 En cas de besoin, l'expéditeur peut être identifié par toute particularité commune des envois ou indication portée sur les envois (par exemple adresse de retour, nom, marque ou griffe de l'expéditeur, numéro d'autorisation postale, etc.).

■ **Commentaires**

**804.8** Dispositions adoptées par le Congrès de Séoul 1994.

**Prot. Article RE I**

Dispositions spéciales applicables à chaque catégorie d'envois

- 1. Par dérogation à l'article RE 804.4.5, en l'absence d'un accord bilatéral, les Administrations postales de l'Amérique (Etats-Unis) et du Canada n'accepteront pas comme annexes à des expéditions d'imprimés des cartes, enveloppes ou emballages comportant l'adresse de l'expéditeur ou de son mandataire dans le pays de destination de l'envoi d'origine.
- 2. Par dérogation à l'article RE 804.4.5, l'Administration postale de l'Iraq n'acceptera pas, sauf accord bilatéral, que soient annexés à des imprimés déposés en nombre des cartes, enveloppes ou emballages comportant une adresse d'expéditeur ne se situant pas dans le pays d'origine des envois.
- 3. Par dérogation à l'article RE 804.5.2, les Administrations postales de l'Azerbaïdjan, de l'Inde, de l'Indonésie, du Liban, du Népal, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan, du Turkménistan, de l'Ukraine, du Yémen et du Zimbabwe n'admettent les enregistrements sonores comme des célogrammes que s'ils sont expédiés par ou adressés à un institut pour aveugles officiellement reconnu.
- 4. Par dérogation à l'article RE 804.8.1, l'Administration postale de la Grèce se réserve le droit de considérer comme «courrier en nombre» la réception dans une même dépêche, ou en un jour lorsque plusieurs dépêches sont confectonnées par jour, de 150 envois ou plus déposés par un même expéditeur ainsi que la réception, dans la période de deux semaines, de 1000 envois ou plus déposés par un même expéditeur.

**Article RE 805**

Signalisation de la priorité ou du mode d'acheminement

- 1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, les envois à traiter comme envois prioritaires ou envois-avion dans les Administrations de transit et de destination doivent porter une étiquette spéciale de couleur bleue ou une empreinte de même couleur comportant les mots «Prioritaire» ou «Par avion». A la rigueur, ces mentions en gros caractères peuvent être écrites à la main ou à la

machine, avec traduction facultative dans la langue du pays d'origine. L'étiquette, l'empreinte ou la mention «Prioritaire» ou «Par avion» doit être apposée du côté de la suscription, autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur.

2. La mention «Prioritaire» ou «Par avion» et toute annotation relative au transport prioritaire ou aérien doivent être barrées au moyen de deux forts traits transversaux lorsque l'acheminement n'a pas lieu par la voie la plus rapide.

3. L'Administration d'origine a la faculté d'exiger aussi une signalisation des envois non prioritaires et de surface.

#### Article RE 806

##### Emballages spéciaux

1. Les objets en verre ou autres objets fragiles doivent être emballés dans une boîte résistante, remplie d'une matière protectrice appropriée. Tout frottement ou heurt en cours de transport soit entre les objets eux-mêmes, soit entre les objets et les parois de la boîte, doit être empêché.

2. Les liquides et corps facilement liquéfiables doivent être enfermés dans des récipients parfaitement étanches. Chaque récipient doit être placé dans une boîte spéciale résistante, garnie d'une matière protectrice appropriée en quantité suffisante pour absorber le liquide en cas de bris du récipient. Le couvercle de la boîte doit être fixé de manière qu'il ne puisse se détacher facilement.

3. Les corps gras difficilement liquéfiables, tels que les onguents, le savon mou, les résines, etc., ainsi que les graines de vers à soie, dont le transport offre moins d'inconvénients, doivent être enfermés dans un premier emballage (boîte, sac en toile, matière plastique, etc.), placé lui-même dans une boîte suffisamment résistante pour empêcher des fuites du contenu.


4. Les poudres sèches colorantes, telles que le bleu d'aniline, ne sont admises que dans des boîtes en métal parfaitement étanches, placées à leur tour dans des boîtes résistantes, avec une matière absorbante et protectrice appropriée entre les deux emballages.

5. Les poudres sèches non colorantes doivent être placées dans des récipients (boîte, sac) résistants. Ces récipients doivent être eux-mêmes enfermés dans une boîte solide.

6. Les abeilles vivantes, les sangsues et les parasites doivent être enfermés dans des boîtes disposées de façon à éviter tout danger.

7. Les envois contenant des médicaments urgents ou des substances chimiques de référence doivent être munis, du côté qui porte l'adresse du destinataire, d'une étiquette de couleur vert clair portant la mention et le symbole suivants:

Symbole et inscription en noir



**U R G E N T**

☐ MÉDICAMENTS<sup>1</sup>

☐ SUBSTANCES CHIMIQUES  
DE RÉFÉRENCE<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Cocher la case qui convient

Fond vert clair

(Dimensions 62 x 44 mm)

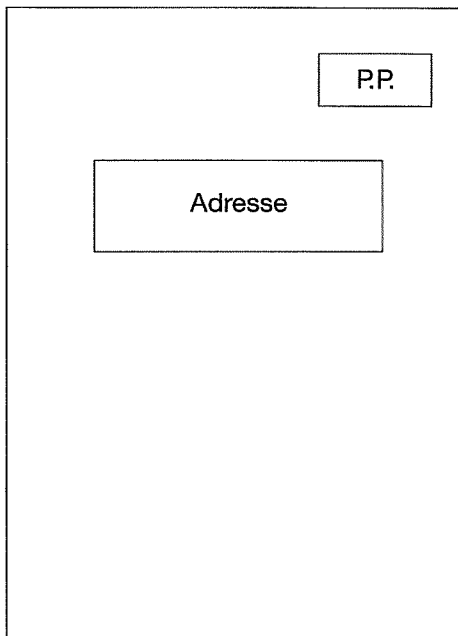
8. Il n'est pas exigé d'emballage pour les objets d'une seule pièce, tels que pièces de bois, pièces métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer. Dans ce cas, l'adresse du destinataire doit être indiquée sur l'objet lui-même.

#### Article RE 807

##### Envois sous enveloppe à panneau

1. Les envois sous enveloppe à panneau transparent sont admis aux conditions suivantes.
  - 1.1 Le panneau doit se trouver du côté uni de l'enveloppe qui n'est pas muni de la patte de fermeture.
  - 1.2 Le panneau doit être confectionné dans une matière et de façon telles que l'adresse soit facilement lisible à travers celui-ci.
  - 1.3 Le panneau doit être rectangulaire. Sa plus grande dimension doit être parallèle à la longueur de l'enveloppe. L'adresse du destinataire doit apparaître dans le même sens. Toutefois, pour les envois de format C 4 (229 x 324 mm), ou formats similaires, les Administrations peuvent admettre que le panneau transparent soit disposé transversalement, de telle façon que sa plus grande dimension soit parallèle à la largeur de l'enveloppe.

■ Exemple:



- 1.4 Tous les bords du panneau doivent être impeccablement collés sur les bords intérieurs de la découpe de l'enveloppe. A cette fin, il doit exister un espace suffisant entre les bords latéraux et inférieur de l'enveloppe et du panneau.
  - 1.5 L'adresse du destinataire doit seule apparaître à travers le panneau, ou, tout au moins, se détacher clairement des autres indications éventuellement visibles à travers le panneau.
  - 1.6 Le panneau doit être placé de manière à laisser un espace suffisant pour l'application du timbre à date.
  - 1.7 Le contenu de l'envoi doit être plié de telle sorte que, même en cas de glissement à l'intérieur de l'enveloppe, l'adresse reste totalement visible à travers le panneau.
2. Les envois sous enveloppe entièrement transparente peuvent être admis si la surface de l'enveloppe est conçue de façon à ne pas compliquer le traitement du courrier. Une étiquette suffisamment grande pour faire apparaître l'adresse du destinataire, l'affranchissement ainsi que les mentions de service doit être solidement fixée sur la surface extérieure de l'envoi. Les envois sous enveloppe à panneau ouvert ne sont pas admis.



3. Les Administrations d'origine ont la faculté d'admettre des enveloppes avec deux ou plusieurs panneaux transparents. Le panneau réservé à l'adresse du destinataire doit répondre aux conditions fixées sous 1. Pour les autres panneaux, les conditions prévues sous 1.2, 1.4, 1.6 et 1.7 sont applicables par analogie.

■ **Commentaires**

**807.2** Les fabricants ont mis dans le commerce des enveloppes entièrement transparentes munies d'une étiquette-adresse solidement fixée et suffisamment grande pour porter les adresses de l'expéditeur et du destinataire, les timbres-poste, les instructions de service, etc. Ces enveloppes ont été admises dans le service intérieur de certains pays sans poser de problème de traitement particulier. Si l'enveloppe subit un traitement antistatique préalable, elle passe sans problème d'adhérence dans les appareils de traitement mécanique tels que les machines à séparer, à redresser et à oblitérer ainsi que les trieuses automatiques.



**Article 9****Taxes d'affranchissement**

1. L'Administration d'origine fixe les taxes d'affranchissement pour le transport des envois de la poste aux lettres dans toute l'étendue de l'Union. Les taxes d'affranchissement comprennent la remise des envois au domicile des destinataires, pour autant que le service de distribution soit organisé dans les pays de destination pour les envois dont il s'agit. Les conditions d'application ressortent du Règlement.

2. Des taxes d'affranchissement indicatives sont mentionnées dans le tableau ci-après:

Envois	Echelons de poids	Taxes indicatives
1	2	3
		<b>DTS</b>
<b>2.1 Taxes dans le système fondé sur la vitesse:</b>		
<b>Envois prioritaires</b>	jusqu'à 20 g	0,37
	au-dessus de 20 g jusqu'à 100 g	0,88
	au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g	1,76
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	3,38
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	5,88
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	9,56
	par échelon supplémentaire de 1000 g	4,78 (facultatif)
<b>Envois non prioritaires</b>	jusqu'à 20 g	0,18
	au-dessus de 20 g jusqu'à 100 g	0,40
	au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g	0,74
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	1,32
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	2,21
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	3,09
	par échelon supplémentaire de 1000 g	1,54 (facultatif)
<b>2.2 Taxes dans le système fondé sur le contenu:</b>		
<b>Lettres</b>	jusqu'à 20 g	0,37
	au-dessus de 20 g jusqu'à 100 g	0,88
	au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g	1,76
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	3,38
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	5,88
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	9,56
<b>Cartes postales</b>		0,26
<b>Imprimés</b>	jusqu'à 20 g	0,18
	au-dessus de 20 g jusqu'à 100 g	0,40
	au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g	0,74
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	1,32
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	2,21
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	3,09
	par échelon supplémentaire de 1000 g	1,54

Envois	Echelons de poids	Taxes indicatives
1	2	3
		<b>DTS</b>
Petits paquets	au-dessus de 20 g jusqu'à 100 g	0,40
	au-dessus de 100 g jusqu'à 250 g	0,74
	au-dessus de 250 g jusqu'à 500 g	1,32
	au-dessus de 500 g jusqu'à 1000 g	2,21
	au-dessus de 1000 g jusqu'à 2000 g	3,09

3. Le Conseil d'exploitation postale est autorisé à reviser et à modifier, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration, les taxes indicatives mentionnées sous 2 dans l'intervalle entre deux Congrès. Les taxes révisées auront pour base la médiane des taxes fixées par les membres de l'Union pour les envois internationaux déposés dans leur pays.

4. L'Administration d'origine a la faculté de concéder, pour les envois de la poste aux lettres contenant:

4.1 des journaux et écrits périodiques publiés dans son pays, une réduction qui ne peut dépasser 50 pour cent du tarif applicable à la catégorie d'envois utilisée;

4.2 des livres et brochures, partitions de musique et cartes géographiques qui ne contiennent aucune publicité ou réclame autre que celle qui figure sur la couverture ou les pages de garde de ces objets, la même réduction que celle prévue sous 4.1.

5. La taxe applicable aux sacs M est calculée par échelon de 1 kilogramme jusqu'à concurrence du poids total de chaque sac. L'Administration d'origine a la faculté de concéder pour de tels sacs une réduction de taxe pouvant aller jusqu'à 20 pour cent de la taxe applicable pour la catégorie d'envois utilisée. Cette réduction peut être indépendante des réductions visées sous 4.

6. L'Administration d'origine a la faculté d'appliquer aux envois non normalisés des taxes différentes de celles applicables aux envois normalisés. Les envois normalisés sont définis dans le Règlement.

7. Dans le système fondé sur le contenu, la réunion en un seul envoi d'objets passibles de taxes différentes est autorisée à condition que le poids total ne soit pas supérieur au poids maximal de la catégorie dont la limite de poids est la plus élevée. La taxe applicable à un tel envoi est, au gré de l'Administration d'origine, celle de la catégorie dont le tarif est le plus élevé ou la somme des différentes taxes applicables à chaque élément de l'envoi. Ces envois portent la mention «Envois mixtes».

## ■ Commentaires

**9.4** La réduction peut également être accordée pour les journaux et écrits périodiques expédiés non pas comme imprimés, mais comme autres catégories d'envois, notamment les envois prioritaires et les envois non prioritaires.

**9.5** Le service des sacs M peut être offert aussi par les Adm. qui ont supprimé les imprimés comme catégorie distincte d'envois de la poste aux lettres. Dans certains pays, les tarifs des sacs M peuvent donc être fondés sur ceux des envois prioritaires et des envois non prioritaires.

## Article RE 901

### Conditions d'application des taxes d'affranchissement

1. Les Pays-membres qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids métrique décimal ont la faculté de substituer aux échelons de poids prévus à l'article 9.2 de la Convention les équivalents suivants:

jusqu'à 20 g	1 oz;
jusqu'à 50 g	2 oz;
jusqu'à 100 g	4 oz;
jusqu'à 250 g	8 oz;
jusqu'à 500 g	1 lb;
jusqu'à 1000 g	2 lb;
par 1000 g en sus	2 lb.

2. A titre exceptionnel, les Pays-membres peuvent modifier la structure d'échelons de poids indiqués à l'article 9.2 de la Convention, sous réserve des conditions suivantes.

- 2.1 Pour chaque catégorie, l'échelon de poids minimal doit être celui qui est indiqué à l'article 9.2 de la Convention. Toutefois, les Administrations ont la faculté d'appliquer aux imprimés un premier échelon de poids de 50 grammes.
- 2.2 Pour chaque catégorie, le dernier échelon de poids ne doit pas dépasser le poids maximal indiqué à l'article 8 de la Convention.

3. Les Pays-membres qui ont supprimé les cartes postales, les imprimés ou les petits paquets comme catégories distinctes d'envois de la poste aux lettres dans leur service intérieur peuvent en faire de même en ce qui concerne le courrier à destination de l'étranger.

4. Les Administrations postales ont le droit de limiter la réduction prévue à l'article 9.4 de la Convention aux journaux et écrits périodiques qui remplissent les conditions requises par la réglementation intérieure pour circuler au tarif des journaux. Sont exclus de la réduction, quelle que soit la régularité de leur publication, les imprimés commerciaux tels que catalogues, prospectus, prix courants, etc. Il en est de même des réclames imprimées sur des feuilles jointes aux journaux et écrits périodiques. La réduction est toutefois possible s'il s'agit d'éléments publicitaires détachés étant à considérer comme des parties intégrantes du journal ou écrit périodique.

## ■ Commentaires

**901.3** Les Adm. peuvent supprimer les imprimés et les petits paquets ainsi que les cartes postales en tant que catégories distinctes d'envois de la poste aux lettres. Elles peuvent également supprimer partiellement ces catégories (p. ex. les imprimés en général), mais garder cette catégorie pour les journaux et écrits périodiques ou pour les livres. La faculté de supprimer certaines catégories de la poste aux lettres peut être utilisée par les Adm. qui classifient les envois selon d'autres systèmes que le système traditionnel, mais la faculté peut être utilisée même dans le cadre du système traditionnel. Dans ce cas, les taxes des lettres sont toujours applicables, sauf dans les cas où les conditions pour les taxes moins élevées sont remplies. Les Adm. qui ont supprimé les cartes postales mais pas les imprimés comme catégorie distincte d'envois de la poste aux lettres doivent donc appliquer les taxes des imprimés à de telles cartes pour l'étranger si elles remplissent les conditions fixées pour les imprimés.

**901.4** Les feuilles de réclame «encartées» sont assimilées aux feuilles jointes aux journaux et écrits périodiques.

## Prot. Article RE Ibis

### Conditions d'application des taxes d'affranchissement

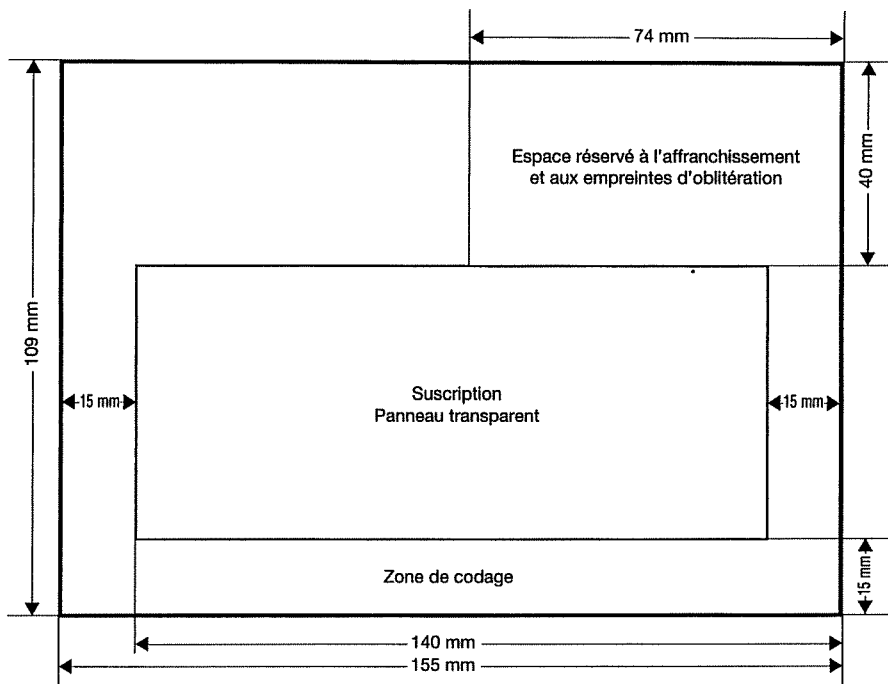
1. Nonobstant les dispositions de l'article RE 901.2, l'Administration postale de l'Irlande se réserve le droit de fixer à 25 grammes la limite supérieure du premier échelon de poids pour le barème des taxes applicables à la poste aux lettres.

## Article RE 902

### Envois normalisés

1. Sont considérés comme normalisés, au sens de l'article 9.6 de la Convention, les envois de forme rectangulaire dont la longueur n'est pas inférieure à la largeur multipliée par  $\sqrt{2}$  (valeur approchée 1,4). Ces envois doivent répondre aux conditions suivantes.

- 1.1 Dimensions minimales: 90 x 140 mm, avec une tolérance de 2 mm.
- 1.2 Dimensions maximales: 120 x 235 mm, avec une tolérance de 2 mm.
- 1.3 Poids maximal: 20 g.
- 1.4 Epaisseur maximale: 5 mm.
- 1.5 Les lettres doivent être fermées par un collage continu de la patte de fermeture de l'enveloppe et la suscription doit être portée du côté uni de l'enveloppe qui n'est pas muni de la patte de fermeture.
- 1.6 La suscription doit être portée dans la zone rectangulaire située à une distance minimale de:  
40 mm du bord supérieur de l'enveloppe (tolérance 2 mm);  
15 mm du bord latéral droit;  
15 mm du bord inférieur;  
et à une distance maximale de 140 mm du bord latéral droit.
- 1.7 Du côté de la suscription, une zone rectangulaire de 40 mm (– 2 mm) de hauteur à partir du bord supérieur et de 74 mm de longueur à partir du bord droit doit être réservée à l'affranchissement et aux empreintes d'oblitération. A l'intérieur de cette zone, les timbres-poste ou empreintes d'affranchissement doivent être apposés à l'angle supérieur droit.



2. Les dispositions prévues sous 1 s'appliquent également aux envois sous enveloppe à panneau transparent, dont les conditions générales d'admission sont fixées à l'article RE 807. Le panneau transparent dans lequel apparaît l'adresse du destinataire doit en outre se trouver à une distance minimale de:
  - 40 mm du bord supérieur de l'enveloppe (tolérance 2 mm);
  - 15 mm du bord latéral droit;
  - 15 mm du bord latéral gauche;
  - 15 mm du bord inférieur.
- 2.1 Le panneau ne peut pas être délimité par une bande ou un cadre de couleur. Les mentions de service peuvent être placées juste au-dessus de l'adresse du destinataire.
3. Aucune mention ou graphisme parasite quel qu'il soit ne doit apparaître:
  - 3.1 en dessous de l'adresse;
  - 3.2 à droite de l'adresse à partir de la zone d'affranchissement et d'oblitération et jusqu'au bord inférieur de l'envoi;
  - 3.3 à gauche de l'adresse dans une zone large d'au moins 15 mm allant de la première ligne de l'adresse au bord inférieur de l'envoi;
  - 3.4 dans une zone de 15 mm de hauteur à partir du bord inférieur de l'envoi et de 140 mm de longueur à partir du bord droit de l'envoi; cette zone peut se confondre en partie avec celles définies ci-dessus.

4. Les Administrations qui, dans leur service intérieur, admettent comme normalisés les envois sous enveloppe dont la largeur n'est pas supérieure à 162 mm, avec une tolérance de 2 mm, peuvent également admettre ces envois comme normalisés dans le service international.
5. Les envois sous forme de cartes allant jusqu'à un format de 120 x 235 mm peuvent être admis comme envois normalisés, à condition qu'ils soient confectionnés en papier-carton d'un grammage offrant une rigidité suffisante pour permettre un traitement sans difficulté.
6. Ne sont pas considérés comme des envois normalisés:
  - 6.1 les cartes pliées;
  - 6.2 les envois qui sont fermés au moyen d'agrafes, d'œilletons métalliques ou de crochets pliés;
  - 6.3 les cartes perforées expédiées à découvert (sans enveloppe);
  - 6.4 les envois dont l'enveloppe est confectionnée en une matière qui possède des propriétés physiques fondamentalement différentes de celles du papier (exception faite pour la matière utilisée pour la confection des panneaux des enveloppes à fenêtre);
  - 6.5 les envois contenant des objets faisant saillie;
  - 6.6 les envois pliés expédiés à découvert (sans enveloppe) qui ne sont pas fermés de tous les côtés et qui ne présentent pas une rigidité suffisante pour permettre un traitement mécanique.

#### Prot. Article RE II Envois normalisés

1. Les Administrations de l'Amérique (Etats-Unis), du Canada, de Cuba, du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie (Rép. unie) ne sont pas tenues de décourager l'emploi d'enveloppes dont le format dépasse les dimensions recommandées à l'article RE 902, lorsque ces enveloppes sont largement utilisées dans leur pays.
2. L'Administration de l'Inde n'est pas tenue de décourager l'emploi d'enveloppes dont le format est supérieur ou inférieur aux dimensions recommandées à l'article RE 902, lorsque ces enveloppes sont largement utilisées dans son pays.

#### ■ Commentaires

**902.1** Le coefficient de 1,4 (valeur approchée de 1,4142) prescrit le rapport devant exister entre la longueur et la largeur (une des caractéristiques des formats ainsi obtenus est que le rapport entre les deux côtés est toujours le rapport classique entre le côté d'un carré et sa diagonale, c'est-à-dire  $1:\sqrt{2} = 1:1,4142$ ). Il est important de tenir compte de ce rapport qui permet d'écarter les formats se rapprochant du carré, désavantageux tant pour le traitement mécanique que pour le traitement manuel des envois. Entre les limites min. de 90 x 140 mm et les limites max. de 120 x 235 mm sont compris les formats C 6 (114 x 162 mm) et DL (110 x 220 mm) figurant dans la recommandation ISO/R 269.

**902.3** Il est nécessaire de réserver autour de l'adresse du destinataire des zones où aucune mention ni aucun graphisme ne doit apparaître afin de faciliter la lecture automatique des caractères de la suscription des envois normalisés et de permettre l'apposition des marques d'indexation.



**902.4** Vu l'évolution technique, il est possible de mécaniser le traitement d'envois de format C 5.

**902.6** Des essais effectués avec des correspondances normalisées ne présentant pas une épaisseur uniforme ont montré que les envois remplis de manière irrégulière ne peuvent guère être soumis à un traitement mécanique.

Une rigidité suffisante des envois est indispensable pour assurer le bon fonctionnement et la fiabilité des machines à redresser les correspondances.



**Article 10****Tarification selon le mode d'acheminement ou la vitesse**

- 1. Les taxes applicables aux envois prioritaires, qui sont toujours transportés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), comprennent les coûts supplémentaires éventuels de la transmission rapide.**
- 2. Les Administrations qui appliquent le système fondé sur le contenu sont autorisées à:**
  - 2.1 percevoir des surtaxes pour les envois-avion; les surtaxes doivent être en relation avec les frais de transport aérien et être uniformes pour au moins l'ensemble du territoire de chaque pays de destination, quel que soit l'acheminement utilisé; pour le calcul de la surtaxe applicable à un envoi-avion, les Administrations sont autorisées à tenir compte du poids des formules à l'usage du public éventuellement jointes;**
  - 2.2 percevoir pour les envois S.A.L. des surtaxes inférieures à celles qu'elles perçoivent pour les envois-avion;**
  - 2.3 fixer des taxes combinées pour l'affranchissement des envois-avion et des envois S.A.L., en tenant compte du coût de leurs prestations postales et des frais à payer pour le transport aérien.**
- 3. Les réductions des taxes selon les articles 9.4 et 9.5 s'appliquent également aux envois transportés par avion, mais aucune réduction n'est accordée sur la partie de la taxe destinée à couvrir les frais de ce transport.**

**■ Commentaires**

**10.1** Les Adm. utilisant le système de classification fondé sur la vitesse de traitement des envois peuvent percevoir des taxes plus élevées pour les envois prioritaires que pour les envois non prioritaires.

**10.2.1** L'expression «pour au moins l'ensemble du territoire de chaque pays de destination» permet aux Adm. de constituer des groupes de pays de destination pour une surtaxe aérienne uniforme et pour les taxes combinées.

**10.2.2** Cette faculté consacre une pratique assez répandue parmi les Adm. qui assurent des services S.A.L. Pour les décisions prises par les Adm. à cet égard, v. Liste CN 68, partie III, rubrique D.

**10.2.3** Lorsque les échelons de poids adaptés pour fixer les taxes combinées sont inférieurs à ceux qui sont prévus à l'art. 9.2 de la Conv., les taxes indicatives peuvent être réduites dans la même proportion.

**Article RE 1001****Calcul des surtaxes pour les envois-avion**

- 1. Les Administrations sont autorisées à appliquer, pour le calcul des surtaxes pour les envois-avion, des échelons de poids inférieurs à ceux indiqués à l'article 9.2 de la Convention.**



## **Article 11**

### **Tarifs préférentiels**

**1. Au-dessus de la limite minimale des taxes fixée à l'article 6.2, les Administrations postales ont la faculté de concéder des taxes réduites basées sur leur législation intérieure pour les envois de la poste aux lettres déposés dans leur pays. Elles ont notamment la possibilité d'accorder des tarifs préférentiels à leurs clients ayant un important trafic postal.**

#### **■ Commentaires**

**11.1** Cette disp. permet aux Adm. de prendre des mesures de caractère commercial pour faire face plus efficacement aux problèmes posés par la concurrence. Il est cependant précisé que les tarifs internationaux ne peuvent être inférieurs à ceux du régime intérieur pour les mêmes types d'envois. En effet, en sus des coûts de dépôt et de distribution, les envois du régime international comportent aussi des coûts de traitement aux bureaux d'échange et des frais de transport du pays d'origine au pays de destination.



## **Article 12**

### **Taxes spéciales**

- 1. Aucune taxe de remise ne peut être perçue sur le destinataire pour les petits paquets d'un poids inférieur à 500 grammes.**
- 2. Lorsque les petits paquets de plus de 500 grammes sont frappés d'une taxe de remise en régime intérieur, la même taxe peut être perçue pour les petits paquets provenant de l'étranger.**
- 3. Les Administrations sont autorisées à percevoir, dans les cas mentionnés ci-après, les mêmes taxes que dans le régime intérieur.**
  - 3.1 Taxe de dépôt en dernière limite d'heure, perçue sur l'expéditeur.**
  - 3.2 Taxe de dépôt en dehors des heures normales d'ouverture des guichets, perçue sur l'expéditeur.**
  - 3.3 Taxe d'enlèvement au domicile de l'expéditeur, perçue sur ce dernier.**
  - 3.4 Taxe de retrait en dehors des heures normales d'ouverture des guichets, perçue sur le destinataire.**
  - 3.5 Taxe de poste restante, perçue sur le destinataire.**
  - 3.6 Taxe de magasinage pour tout envoi de la poste aux lettres dépassant 500 grammes dont le destinataire n'a pas pris livraison dans le délai pendant lequel l'envoi est tenu sans frais à sa disposition. Cette taxe ne s'applique pas aux cécogrammes.**

#### **■ Commentaires**

**12.1 et 2** Aucune taxe de remise ne doit être perçue pour les petits paquets pesant exactement 500 g.





## **Article 13**

### **Affranchissement**

- 1. En règle générale, les envois de la poste aux lettres doivent être complètement affranchis par l'expéditeur. Les modalités d'affranchissement sont définies dans le Règlement.**
- 2. L'Administration d'origine a la faculté de rendre les envois de la poste aux lettres non ou insuffisamment affranchis aux expéditeurs pour que ceux-ci en complètent eux-mêmes l'affranchissement.**
- 3. L'Administration d'origine peut aussi se charger d'affranchir les envois de la poste aux lettres non affranchis ou de compléter l'affranchissement des envois insuffisamment affranchis et d'encaisser le montant manquant auprès de l'expéditeur. Dans ce cas, elle est autorisée à percevoir également une taxe de traitement de 0,33 DTS au maximum. L'affranchissement manquant est représenté par l'une des modalités définies dans le Règlement.**
- 4. Dans les cas où les facultés décrites sous 2 et 3 ne sont pas appliquées, les envois non ou insuffisamment affranchis sont passibles, à la charge du destinataire, ou de l'expéditeur lorsqu'il s'agit d'envois renvoyés, d'une taxe spéciale dont le calcul est défini dans le Règlement.**

## **Article RE 1301**

### **Modalités d'affranchissement**

- 1. L'affranchissement est opéré au moyen de l'une quelconque des modalités suivantes:**
  - 1.1 timbres-poste imprimés ou collés sur les envois et valables dans le pays d'origine;**
  - 1.2 marques d'affranchissement postales débitées par des distributeurs automatiques installés par les Administrations postales;**
  - 1.3 empreintes de machines à affranchir, officiellement adoptées et fonctionnant sous le contrôle immédiat de l'Administration postale;**
  - 1.4 empreintes à la presse d'imprimerie ou autres procédés d'impression ou de timbrage lorsqu'un tel système est autorisé par la réglementation de l'Administration d'origine.**
- 2. Les envois peuvent également être pourvus d'une mention indiquant que la totalité de l'affranchissement a été payée, par exemple «Taxe perçue». Cette mention doit figurer dans la partie supérieure droite de la suscription et doit être appuyée de l'empreinte du timbre à date du bureau d'origine. Dans le cas des envois non ou insuffisamment affranchis, l'empreinte du bureau qui a affranchi l'envoi ou complété son affranchissement est apportée en regard de ladite mention.**

## Article RE 1302

### Caractéristiques des timbres-poste, des marques ou empreintes d'affranchissement

1. Timbres-poste et marques d'affranchissement postales
  - 1.1 Les timbres-poste et les marques d'affranchissement postales doivent porter l'indication du pays d'origine en caractères latins. Ils doivent porter l'indication de leur valeur d'affranchissement soit en caractères latins, soit en chiffres arabes. Ils peuvent aussi porter l'indication «Postes» en caractères latins ou autres.
  - 1.2 Ils peuvent avoir n'importe quelle forme, sous réserve que, en principe, leurs dimensions verticales ou horizontales ne soient pas inférieures à 15 mm ni supérieures à 50 mm.
  - 1.3 Ils peuvent être distinctement marqués de perforations à l'emporte-pièce ou d'impressions en relief obtenues au moyen du repoussoir selon les conditions fixées par l'Administration qui les a émis, pourvu que ces opérations ne nuisent pas à la clarté des indications prévues sous 1.1.
  - 1.4 Les timbres-poste commémoratifs ou philanthropiques peuvent porter, en chiffres arabes, l'indication du millésime de l'année d'émission. De même, ils peuvent porter, dans n'importe quelle langue, une mention indiquant à quelle occasion ils ont été émis. Lorsqu'une surtaxe est à payer indépendamment de leur valeur d'affranchissement, ils doivent être confectionnés de façon à éviter tout doute au sujet de cette valeur.

#### ■ Commentaires

**1302.1.1** Il est laissé toute latitude aux Adm. pour le choix de la couleur des timbres-poste.

Le texte de ce par. ne fait pas obstacle à l'indication sur les timbres-poste du nom de l'Adm. d'origine plutôt que de celui du pays d'origine.

**1302.1.2** Dans un but de rationalisation, il est recommandé aux Adm. d'émettre des timbres-poste de forme carrée, rectangulaire ou triangulaire.

Les mots «en principe» ont été introduits afin de ne pas imposer des contraintes aux Adm. quant aux dimensions des timbres-poste. Les dimensions indiquées ont cependant valeur de directives.

2. Empreintes de machines à affranchir
  - 2.1 Les Administrations postales peuvent utiliser elles-mêmes ou autoriser l'utilisation de machines à affranchir reproduisant sur les envois les indications du pays d'origine et de la valeur d'affranchissement ainsi que celles du lieu d'origine et de la date de dépôt. Toutefois, ces deux dernières indications ne sont pas obligatoires. Pour les machines à affranchir utilisées par les Administrations postales elles-mêmes, l'indication de la valeur d'affranchissement peut être remplacée par une mention indiquant que l'affranchissement a été payé, par exemple «Taxe perçue».
  - 2.2 Les empreintes produites par les machines à affranchir doivent être, dans tous les cas, de couleur rouge vif. Toutefois, les empreintes de flammes publicitaires qui pourraient être utilisées avec les machines à affranchir peuvent être produites dans une autre couleur que le rouge.

- 2.3 Les indications du pays et du lieu d'origine doivent figurer en caractères latins, complétées éventuellement par les mêmes indications en d'autres caractères. La valeur d'affranchissement doit être indiquée en chiffres arabes.

■ **Commentaires**

**1302.2.2** La couleur rouge vif est aussi recommandée pour les empreintes de timbres ou de griffes dont les bureaux de poste se servent pour l'application d'une mention indiquant que la totalité de l'affranchissement a été payée, p. ex. «Taxe perçue».

3. Empreintes d'affranchissement
- 3.1 Les empreintes d'affranchissement obtenues à la presse d'imprimerie ou par un autre procédé d'impression ou de timbrage doivent comporter l'indication du pays d'origine et éventuellement du bureau de dépôt en caractères latins, complétée selon le cas par la même indication en d'autres caractères. Elles doivent aussi comporter une mention indiquant que l'affranchissement a été payé, par exemple «Taxe perçue». Dans tous les cas, la mention adoptée doit figurer en lettres très apparentes dans un cadre, si possible rectangulaire, nettement tracé, dont la surface ne doit pas être inférieure à 300 mm<sup>2</sup>. Le timbre à date, dans le cas où il est apposé, ne doit pas figurer dans ce cadre.

Article RE 1303

Emploi présumé frauduleux de timbres-poste, de marques ou d'empreintes d'affranchissement

1. Sous réserve expresse des dispositions de la législation de chaque pays, la procédure ci-après est suivie en cas de présomption de l'emploi frauduleux, pour l'affranchissement, de timbres-poste, de marques d'affranchissement postales, d'empreintes de machines à affranchir ou de presses d'imprimerie.
- 1.1 Lorsque, au départ, l'affranchissement sur un envoi quelconque laisse soupçonner un emploi frauduleux (présomption de contrefaçon ou de réemploi) et que l'expéditeur n'est pas connu, la figurine n'est altérée d'aucune façon. L'envoi, accompagné d'un avis, est adressé sous enveloppe recommandée d'office au bureau de destination. Un exemplaire de cet avis est transmis, pour information, aux Administrations des pays d'origine et de destination. Toute Administration peut demander, par une notification adressée au Bureau international, que ces avis qui concernent son service soient transmis à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné.
- 1.2 Le destinataire est convoqué pour constater le fait. L'envoi ne lui est remis que s'il paie le port dû, fait connaître le nom et l'adresse de l'expéditeur et met à la disposition de la poste, après avoir pris connaissance du contenu, le corps du délit présumé. Il peut s'agir soit de l'envoi entier s'il est inséparable du corps du délit, soit de la partie de l'envoi (enveloppe,

bande, portion de lettre, etc.) qui contient la suscription et l’empreinte ou le timbre signalé comme douteux. Le résultat de la convocation est constaté par un procès-verbal, signé par l’agent des postes et par le destinataire. Le refus éventuel de ce dernier est constaté sur ce document.

2. Le procès-verbal est transmis, avec pièce à l’appui, sous recommandation d’office, à l’Administration du pays d’origine, qui y donne la suite que comporte sa législation.

3. Les Administrations dont la législation ne permet pas la procédure prévue sous 1.1 et 1.2 doivent en informer le Bureau international aux fins de notification aux autres Administrations.

■ **Commentaires**

**1303.3** Ces indications sont publiées dans le Recueil de la Conv.

**Article RE 1304**

**Application du timbre à date**

1. Les envois de la poste aux lettres sont frappés, du côté de la suscription, d’une empreinte d’un timbre à date indiquant, en caractères latins, le nom du bureau chargé de l’oblitération ainsi que la date de cette opération. Une mention équivalente, en caractères de la langue du pays d’origine, peut être ajoutée.

2. L’application du timbre à date n’est pas obligatoire:

- 2.1 pour les envois affranchis au moyen d’empreintes de machines à affranchir si l’indication du lieu d’origine et de la date du dépôt à la poste figure sur ces empreintes;
- 2.2 pour les envois affranchis au moyen d’empreintes obtenues à la presse d’imprimerie ou par un autre procédé d’impression ou de timbrage;
- 2.3 pour les envois à tarif réduit non recommandés, à condition que le lieu d’origine soit indiqué sur ces envois;
- 2.4 pour les envois de la poste aux lettres relatifs au service postal et énumérés à l’article 7.2 de la Convention.

3. Tous les timbres-poste valables pour l’affranchissement doivent être oblitérés.

4. A moins que les Administrations n’aient prescrit l’annulation au moyen d’une griffe spéciale, les timbres-poste non oblitérés par suite d’erreur ou d’omission dans le service d’origine doivent être:

- 4.1 barrés d’un fort trait à l’encre ou au crayon indélébile par le bureau qui constate l’irrégularité ou
- 4.2 annulés, par ce même bureau, en utilisant le bord du timbre à date de manière que l’indication du bureau de poste ne soit pas identifiable.

5. Les envois mal dirigés, sauf ceux à tarif réduit non recommandés, doivent être frappés de l’empreinte du timbre à date du bureau auquel ils sont parvenus par erreur. Cette obligation incombe non seulement aux bureaux sédentaires, mais aussi aux bureaux ambulants, dans la mesure du possible. L’empreinte doit être apposée au verso des envois prioritaires sous enveloppe et des lettres et au recto des cartes postales.

#### ■ Commentaires

**1304.1** Le Congrès de Vienne 1964 a exprimé le vœu que l’empreinte de timbre à date indique la date de dépôt en chiffres arabes (vœu C 7).

### Article RE 1305

#### Envois non ou insuffisamment affranchis

1. Si l’Administration d’origine n’applique aucune des facultés prévues à l’article 13.2 et 3 de la Convention ou si l’affranchissement ne peut pas être complété par l’expéditeur, les envois prioritaires, les lettres et les cartes postales non ou insuffisamment affranchis sont toujours acheminés vers le pays de destination. Les autres envois non ou insuffisamment affranchis peuvent aussi être acheminés.

1bis. Par dérogation aux dispositions prévues sous 1, l’Administration d’origine n’est pas obligée d’acheminer vers les pays de destination les cartes postales non affranchies sur lesquelles figurent des vignettes ou des marques supposant attester le paiement du port, lorsque ces cartes postales ont été déposées dans les boîtes aux lettres ou dans d’autres installations de l’Administration postale.

2. Il incombe à l’Administration d’origine de fixer les modalités d’acheminement des envois non ou insuffisamment affranchis vers le pays de destination. Toutefois, les Administrations doivent, en règle générale, expédier par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) les envois indiqués par l’expéditeur comme devant être acheminés en tant qu’envois prioritaires ou envois-avion.

3. Les envois acheminés vers le pays de destination sont frappés du timbre T (taxe à payer) au milieu de la partie supérieure du recto. A côté de l’empreinte de ce timbre, l’Administration d’origine inscrit très lisiblement, dans la monnaie de son pays, le montant de l’affranchissement manquant et, sous une barre de fraction, le montant minimal de sa taxe non réduite valable pour le premier échelon de poids des envois prioritaires ou des lettres expédiés à l’étranger.

4. En cas de réexpédition ou de renvoi, l’application du timbre T ainsi que l’indication des montants sous forme de fraction incombent à l’Administration réexpéditrice. Il en est de même s’il s’agit d’envois provenant de pays qui appliquent des taxes réduites dans les relations avec l’Administration réexpéditrice. En pareil cas, la fraction doit être établie d’après les taxes prévues dans la Convention et valables dans le pays d’origine de l’envoi.

5. L'Administration de distribution frappe les envois de la taxe à percevoir. Elle détermine cette taxe en multipliant la fraction résultant des données mentionnées sous 3 par le montant, dans sa monnaie nationale, de la taxe applicable dans son service international pour le premier échelon de poids des envois prioritaires ou des lettres expédiés à l'étranger. A cette taxe, elle ajoute la taxe de traitement mentionnée à l'article 13.3 de la Convention. L'Administration de distribution peut, si elle le désire, percevoir seulement la taxe de traitement.

6. Tout envoi ne portant pas l'empreinte du timbre T est considéré comme dûment affranchi et traité en conséquence.

7. Si la fraction prévue sous 3 n'a pas été indiquée à côté du timbre T par l'Administration d'origine ou par l'Administration réexpéditrice en cas de non-remise, l'Administration de destination a le droit de distribuer l'envoi insuffisamment affranchi sans percevoir de taxe.

8. Il n'est pas tenu compte des timbres-poste et des empreintes d'affranchissement non valables pour l'affranchissement. Dans ce cas, le chiffre zéro (0) est placé à côté de ces timbres-poste ou de ces empreintes, qui doivent être encadrés au crayon.

9. Les envois recommandés et les envois avec valeur déclarée sont considérés à l'arrivée comme dûment affranchis.

#### ■ Commentaires

**1305.2** Chaque Adm. d'origine détermine sa politique concernant la transmission des envois dont la régularisation par les expéditeurs n'est pas possible. Elle peut décider de transmettre les envois prioritaires, les envois-avion surtaxés et les envois S.A.L. surtaxés comme courrier prioritaire, par voie aérienne ou comme courrier S.A.L., respectivement, si les taxes acquittées représentent au moins la différence entre la taxe d'un envoi prioritaire et celle d'un envoi non prioritaire ou, le cas échéant, la surtaxe ou la différence entre la taxe d'un envoi-avion ou S.A.L. et la taxe d'un envoi de surface. Elle peut aussi décider de transmettre ces envois par la voie prioritaire ou aérienne lorsque les taxes acquittées représentent au moins 75 pour cent de la surtaxe ou 50 pour cent de la taxe combinée. Dans ce cas, au-dessous de ces limites, les envois sont acheminés par les moyens de transport normalement utilisés pour les envois non prioritaires ou non surtaxés.

**1305.3** Lorsqu'un envoi à remettre par exprès a été traité comme tel malgré l'insuffisance d'affranchissement dont il était affecté, la perception de l'insuffisance d'affranchissement doit s'appliquer non seulement à la taxe de transport proprement dite, mais aussi, le cas échéant, à la taxe spéciale d'exprès.

**1305.4** Dans les relations entre pays qui appliquent des taxes réduites, c'est la taxe du régime de l'UPU, et non la taxe réduite, qui doit être prise en considération.

**1305.9** Le bureau d'origine est responsable de l'affranchissement des envois recommandés et des envois avec valeur déclarée qui ne doivent pas être taxés pour absence ou insuffisance d'affranchissement.

## **Article 14**

### **Affranchissement des envois de la poste aux lettres à bord des navires**

**1. Les envois déposés à bord d'un navire pendant le stationnement aux deux points extrêmes du parcours ou dans l'une des escales intermédiaires doivent être affranchis au moyen de timbres-poste et d'après le tarif du pays dans les eaux duquel se trouve le navire.**

**2. Si le dépôt à bord a lieu en pleine mer, les envois peuvent être affranchis, sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, au moyen de timbres-poste et d'après le tarif du pays auquel appartient ou dont dépend ledit navire. Les envois affranchis dans ces conditions doivent être remis au bureau de poste de l'escale aussitôt que possible après l'arrivée du navire.**

#### **■ Commentaires**

**14.2** Application de l'usage maritime suivant lequel tout navire en pleine mer fait «partie du territoire» du pays dont il arbore le pavillon.

Est considéré comme pays d'origine le pays émetteur du timbre-poste, même dans le cas où, les correspondances étant affranchies en haute mer, les timbres sont frappés, à la prochaine escale, de l'empreinte à date d'un autre pays.

## **Article RE 1401**

### **Timbrage des envois de la poste aux lettres déposés à bord des navires**

**1. Le timbrage des envois déposés sur les navires incombe à l'agent des postes ou à l'officier de bord chargé du service ou, à défaut de ceux-ci, au bureau de poste de l'escale auquel ces envois sont remis. Dans ce cas, le bureau les frappe de son timbre à date et y appose la mention «Navire», «Paquebot» ou toute autre mention analogue.**





**Article 15****Coupons-réponse internationaux**

- 1. Les Administrations postales ont la faculté de vendre des coupons-réponse internationaux émis par le Bureau international et d'en limiter la vente conformément à leur législation intérieure.**
- 2. La valeur du coupon-réponse est de 0,74 DTS. Le prix de vente fixé par les Administrations intéressées ne peut être inférieur à cette valeur.**
- 3. Les coupons-réponse sont échangeables dans tout Pays-membre contre un ou plusieurs timbres-poste représentant l'affranchissement minimal d'un envoi prioritaire ordinaire ou d'une lettre-avion ordinaire expédié à l'étranger. Si la législation intérieure du pays d'échange n'y fait pas obstacle, les coupons-réponse sont également échangeables contre des entiers postaux ou contre d'autres marques ou empreintes d'affranchissement postal.**
- 4. L'Administration d'un Pays-membre a, en outre, la faculté d'exiger le dépôt simultané des coupons-réponse et des envois à affranchir en échange de ces coupons-réponse.**

**■ Commentaires**

**15.1** Les Adm. qui font usage de la faculté de vendre des coupons-réponse sont mentionnées dans le Recueil de la Conv.

La faculté de limiter la vente des coupons-réponse est prévue pour éviter l'emploi abusif des coupons-réponse internationaux comme moyen de paiement à des fins qui n'ont aucune relation avec le service postal, en particulier lorsqu'un bouleversement de la valeur de la monnaie se produit dans certains pays.

**15.2** Jusqu'au Congrès de Washington 1989, la valeur du coupon-réponse était alignée sur le montant de la taxe la plus élevée applicable à une lettre de 20 g (100% de majoration de la taxe de base autorisé depuis le Congrès de Rio de Janeiro 1979). Lorsque le Congrès de Washington 1989 a transformé les taxes de base en taxes indicatives et, en conséquence, a supprimé les limites supérieures et inférieures des taxes, il a fixé la valeur du coupon-réponse au double de la taxe de base d'une lettre de 20 g.

**15.3** L'échange des coupons-réponse est obligatoire pour tous les pays, même si leur vente est facultative.

Si, en échange d'un coupon-réponse, l'expéditeur demande un ou des timbres commémoratifs comportant un supplément de taxe, il devra acquitter lui-même ledit supplément (décision C 5/Bruxelles 1952).

Les coupons-réponse destinés à être échangés contre des timbres-poste pour l'affranchissement d'envois à destination de pays avec lesquels une Adm. a établi des taxes réduites doivent être échangés contre la valeur de l'affranchissement pour les pays avec lesquels des taxes réduites n'ont pas été introduites (décision C 6/Paris 1947).

**Article RE 1501****Coupons-réponse internationaux**

- 1. Les coupons-réponse internationaux sont conformes au modèle CN 01 ci-annexé. Ils sont imprimés, sur papier portant en filigrane les lettres UPU en grands caractères, par les soins du Bureau international. Celui-ci les livre aux Administra-**

tions à l'appui d'un relevé CN 02, établi en double exemplaire. Après vérification, l'Administration de destination renvoie au Bureau international un exemplaire dûment signé.

2. Chaque Administration a la faculté:

- 2.1 de donner aux coupons-réponse une perforation distinctive qui ne nuise pas à la lecture du texte et ne soit pas de nature à entraver la vérification de leur authenticité;
- 2.2 d'indiquer au moyen d'un procédé d'impression le prix de vente sur les coupons-réponse ou de demander au Bureau international que ce prix soit indiqué au moment de l'impression;
- 2.3 d'indiquer au moyen d'un procédé d'impression ou d'une empreinte de contrôle le nom du pays ou de demander au Bureau international que ce nom soit indiqué au moment de l'impression.

3. Le délai d'échange des coupons-réponse est illimité. Les bureaux de poste s'assurent de l'authenticité des titres lors de leur échange et vérifient notamment la présence du filigrane. Les coupons-réponse dont le texte imprimé ne correspond pas au texte officiel sont refusés comme non valables. Les coupons-réponse échangés sont revêtus d'une empreinte du timbre à date du bureau qui en effectue l'échange.

4. Les coupons-réponse échangés sont renvoyés au Bureau international par paquets de mille et de cent. Ils sont accompagnés d'un relevé CN 03 établi en double exemplaire et comportant l'indication globale de leur nombre et de leur valeur. La valeur est calculée conformément au taux prévu à l'article 15.2 de la Convention. En cas de modification de ce taux, tous les coupons-réponse échangés antérieurement à la date de modification font l'objet d'un envoi unique comprenant exceptionnellement des égrenés; ils sont accompagnés d'un relevé CN 03 spécial comptabilisé à l'ancienne valeur.

5. Le Bureau international reprend également les coupons-réponse détériorés transmis à l'appui d'un relevé CN 03 séparé, établi en double exemplaire.

6. A titre exceptionnel, le Bureau international peut tenir compte des coupons-réponse internationaux détruits avant la vente ou après l'échange. Dans ce cas, le relevé CN 03, établi en double exemplaire par l'Administration intéressée, est accompagné d'une attestation officielle de destruction.

- 7. Le Bureau international tient une comptabilité appropriée où sont inscrits:
  - 7.1 au débit de chaque Administration, la valeur des coupons-réponse fournis ainsi que le montant de la bonification accordée à l'Administration au titre de la période annuelle précédente;
  - 7.2 au crédit, la valeur des coupons-réponse échangés qui sont renvoyés au Bureau international.

8. Un relevé de compte est envoyé pour approbation à chaque Administration intéressée. Si, dans l'intervalle d'un mois à compter de l'envoi du relevé, aucune remarque n'est faite au Bureau international, les montants de ce relevé sont considérés comme admis de plein droit.
9. Le Bureau international établit un décompte général annuel.
  - 9.1 Ce décompte comporte les débits et crédits visés sous 7.
  - 9.2 Il comprend les bonifications accordées aux Administrations par répartition de l'excédent global de la valeur des coupons-réponse fournis sur la valeur des coupons-réponse échangés pendant la période annuelle. Les bonifications sont réparties à raison de 80 pour cent au prorata des coupons-réponse livrés par le Bureau international et de 20 pour cent au prorata des coupons-réponse échangés par les Administrations.
  - 9.3 Il indique les sommes à payer et à recevoir par les Administrations.
10. Les sommes au crédit et au débit des Administrations participant au décompte général annuel sont réglées au moyen du système de compensation du Bureau international.



UNION POSTALE  
UNIVERSELLE

**COUPON-RÉPONSE  
INTERNATIONAL**

**CN 01**  
(ancien C 22)

Ce coupon est échangeable dans tous les pays de l'Union postale universelle contre un ou plusieurs timbres-poste représentant l'affranchissement minimal d'un envoi prioritaire ordinaire ou d'une lettre-avion ordinaire expédié à l'étranger<sup>1</sup>

Empreinte de contrôle du pays d'origine (facultative)	Prix de vente (indication facultative)	Timbre du bureau qui effectue l'échange

<sup>1</sup> Cette explication est répétée au verso dans les langues allemande, anglaise, arabe, chinoise, espagnole et russe

Convention, Séoul 1994, art. RE 1501.1 – Dimensions 105 x 74 mm



UNION POSTALE UNIVERSELLE  
Bureau international

**RELEVÉ PARTICULIER**  
**Coupons-réponse délivrés**  
Date

**CN 02**  
(ancien C 24)

Administration qui a reçu les coupons-réponse

**Indications**

Les envois de coupons-réponse  
ne doivent pas comporter de fraction  
de centaine

Coupons-réponse à 0,74 DTS délivrés par le Bureau international	Nombre	Montant
		DTS

Le Bureau international de l'UPU  
Signature

Vu et accepté par l'Administration débitrice  
Lieu, date et signature

---

---

Administration des postes  
et adresse postale

**RELEVÉ PARTICULIER**  
**Coupons-réponse échangés**

**CN 03**  
(ancien C 23)

Date

Bureau international de l'UPU  
Case postale  
CH-3000 BERNE 15  
SUISSE

**Indications**

Les envois de coupons-réponse  
ne doivent pas comporter de fraction  
de centaine

Coupons-réponse à 0,74 DTS échangés contre des timbres-poste et transmis au Bureau international	Nombre	Montant
		DTS

L'Administration qui établit le relevé  
Signature

Vu et accepté par le Bureau international de l'UPU  
Lieu, date et signature

Berne, le

## Chapitre 2

### Services spéciaux

#### Article 16

##### Envois recommandés

1. Les envois de la poste aux lettres peuvent être expédiés sous recommandation.
2. La taxe des envois recommandés doit être acquittée à l'avance. Elle se compose de la taxe d'affranchissement de l'envoi, selon son système de classification et sa catégorie, et d'une taxe fixe de recommandation de 1,31 DTS au maximum. Pour chaque sac M, les Administrations perçoivent, au lieu de la taxe unitaire, une taxe globale ne dépassant pas cinq fois la taxe unitaire.
3. Dans les cas où des mesures de sécurité exceptionnelles sont nécessaires, les Administrations peuvent percevoir sur les expéditeurs ou sur les destinataires, en plus de la taxe mentionnée sous 2, les taxes spéciales prévues par leur législation intérieure.
4. Les Administrations postales disposées à se charger des risques pouvant résulter du cas de force majeure sont autorisées à percevoir une taxe spéciale de 0,13 DTS au maximum pour chaque envoi recommandé.

#### Prot. Article VI

##### Sacs M recommandés

1. Les Administrations postales de l'Amérique (Etats-Unis) et du Canada sont autorisées à ne pas accepter les sacs M recommandés et à ne pas assurer le service réservé aux envois recommandés aux sacs de l'espèce en provenance d'autres pays.

#### ■ Commentaires

**16.3** La perception de ces taxes est limitée aux cas où des mesures de sécurité particulières sont prises à la demande des expéditeurs ou des destinataires et ne s'applique pas à la masse des envois recommandés transmis dans les conditions habituelles.

#### Article RE 1601

##### Admission des envois recommandés

1. Aucune condition spéciale de forme, de fermeture ou de libellé de l'adresse n'est exigée pour les envois recommandés. Toutefois, les rubans adhésifs utilisés éventuellement pour la fermeture des envois recommandés doivent porter le nom,

la marque, la griffe ou la signature de l'expéditeur. En cas de fermeture d'envois recommandés à l'aide d'un ruban adhésif sans marque individuelle, l'Administration d'origine peut prévoir une marque ou une empreinte de timbre à date apposée à la fois sur le ruban et l'emballage.

2. Les envois portant une adresse écrite au crayon ou constituée par des initiales ne sont pas admis à la recommandation. Toutefois, l'adresse des envois autres que ceux qui sont expédiés sous enveloppe à panneau transparent peut être écrite au crayon-encre.

3. Un récépissé doit être délivré gratuitement, au moment du dépôt, à l'expéditeur d'un envoi recommandé.

#### ■ Commentaires

**1601.1** Il est recommandé aux Adm. qui marquent d'une croix bleue les envois recommandés du service intérieur de ne pas apposer cette marque sur les envois de l'espèce en provenance de l'étranger, vu que cette manière de faire provoque des protestations de la part des expéditeurs d'envois philatéliques.

#### Article RE 1602

##### Désignation des envois recommandés

1. Les envois recommandés doivent porter clairement et en caractères très apparents l'en-tête «Recommandé», accompagné, le cas échéant, d'une mention analogue dans la langue du pays d'origine.

2. Les envois recommandés doivent être revêtus d'une étiquette CN 04 adhérent parfaitement.

3. Les Administrations se trouvant dans l'impossibilité de confectionner des étiquettes CN 04 peuvent utiliser des étiquettes encadrées aux dimensions du modèle CN 04 où seule la lettre R est imprimée. Les autres indications dudit modèle doivent être ajoutées d'une façon nette, claire et indélébile par un procédé quelconque.

4. L'étiquette et l'en-tête «Recommandé» doivent être apposés du côté de la suscription, autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur. S'il s'agit d'envois sous forme de cartes, ces indications sont placées au-dessus de l'adresse, de façon à ne pas nuire à la clarté de celle-ci. Pour les sacs M recommandés, l'étiquette CN 04 doit être parfaitement collée sur l'étiquette-adresse fournie par l'expéditeur.

5. Les Administrations qui ont adopté dans leur service intérieur le système d'acceptation mécanique des envois recommandés peuvent, au lieu d'employer l'étiquette CN 04, imprimer directement sur ces envois, du côté de la suscription, les mêmes indications que celles qui figurent sur ladite étiquette. Le cas échéant, elles peuvent coller au même endroit la bande imprimée par la machine, avec les mêmes indications.



6. Avec l'autorisation de l'Administration d'origine, les usagers peuvent utiliser pour leurs envois recommandés des enveloppes portant préimprimé, à l'endroit prévu pour l'emplacement de l'étiquette CN 04, un fac-similé de celle-ci dont les dimensions ne doivent pas être inférieures à celles de l'étiquette CN 04. Au besoin, le numéro de série peut y être indiqué par un procédé quelconque, pour autant qu'il soit ajouté d'une façon nette, claire et indélébile. Un fac-similé de l'étiquette CN 04 peut également être imprimé sur des étiquettes-adresse ou directement sur le contenu des envois expédiés sous enveloppe à panneau transparent, à condition toutefois que ce fac-similé soit placé, dans tous les cas, à l'extrémité gauche du panneau.

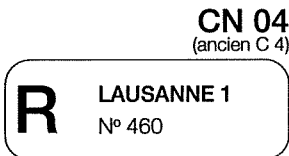
7. L'Administration d'origine s'assure que les envois recommandés sont désignés conformément aux dispositions susmentionnées. Elle est tenue de redresser les anomalies éventuellement constatées avant de transmettre les envois aux pays de destination.

8. Aucun numéro d'ordre ne doit être porté au recto des envois recommandés par les Administrations intermédiaires.

#### ■ Commentaires

**1602.3** Il est permis aux Adm. dont le régime intérieur s'oppose actuellement à l'emploi des étiquettes CN 04 d'ajourner la mise à exécution de cette mesure et d'employer pour la désignation des envois recommandés un timbre reproduisant clairement les indications de l'étiquette CN 04.

Le Recueil de la Conv. indique les Adm. qui remplacent l'étiquette réglementaire par un timbre ou par une étiquette encadrée où seule la lettre R est imprimée.



Convention, Séoul 1994, art. RE 1602.2  
Dimensions 37 x 13 mm,  
lettre majuscule R de couleur rouge



Convention, Séoul 1994, art. RE 1602.2 – Dimensions 74 x 26 mm,  
lettre majuscule R et trait sous le numéro de dépôt de couleur rouge



## **Article 17**

### **Envois à livraison attestée**

**1. Les envois de la poste aux lettres peuvent être expédiés par le service des envois à livraison attestée dans les relations entre les Administrations qui se chargent de ce service.**

**2. La taxe des envois à livraison attestée doit être acquittée à l'avance. Elle se compose de la taxe d'affranchissement de l'envoi, selon son système de classification et sa catégorie, et de la taxe de livraison attestée fixée par l'Administration d'origine. Cette taxe doit être inférieure à la taxe de recommandation.**

#### **■ Commentaires**

**17.1** Ce service a pour objet de fournir la preuve du dépôt et de la distribution, sans cependant offrir plus de sécurité que celle dont bénéficient les envois ordinaires.

**17.2** Les composants de la taxe sont analogues à ceux des envois recommandés. Toutefois, les Adm. ont le pouvoir de fixer leur propre taxe, à condition que celle-ci soit inférieure à la taxe de recommandation. Nulle autre taxe n'est nécessaire, p. ex. au titre d'une sécurité supplémentaire ou de la couverture d'un cas de force majeure, car ces caractéristiques additionnelles ne sont pas envisagées pour le service des envois à livraison attestée.

## **Article RE 1701**

### **Admission des envois à livraison attestée**

**1. Aucune condition spéciale de forme, de fermeture ou de libellé de l'adresse n'est exigée pour les envois à livraison attestée.**

**2. Un récépissé doit être délivré gratuitement, au moment du dépôt, à l'expéditeur d'un envoi à livraison attestée.**

#### **■ Commentaires**

**1701.1** Le service ne s'appliquant pas aux envois de valeur, il n'est pas exigé de mode spécial de fermeture.

## **Article RE 1702**

### **Désignation des envois à livraison attestée**

**1. Les envois à livraison attestée doivent être revêtus d'une étiquette CN 05 adhérent parfaitement.**

**2. L'étiquette doit être apposée du côté de la suscription, autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur. S'il s'agit d'envois sous forme de cartes, l'étiquette est placée au-dessus de l'adresse, de façon à ne pas nuire à la clarté de celle-ci.**

3. Avec l'autorisation de l'Administration d'origine, les usagers peuvent utiliser pour leurs envois à livraison attestée des enveloppes portant préimprimé, à l'endroit prévu pour l'emplacement de l'étiquette CN 05, un fac-similé de celle-ci dont les dimensions ne doivent pas être inférieures à celles de l'étiquette CN 05. Au besoin, le numéro de série peut y être indiqué par un procédé quelconque, pour autant qu'il soit ajouté d'une façon nette, claire et indélébile. Un fac-similé de l'étiquette CN 05 peut également être imprimé sur des étiquettes-adresse ou directement sur le contenu des envois expédiés sous enveloppe à panneau transparent, à condition toutefois que ce fac-similé soit placé, dans tous les cas, à l'extrémité gauche du panneau.

4. L'Administration d'origine doit s'assurer que les envois à livraison attestée sont correctement signalés, conformément aux dispositions susmentionnées. Elle est tenue de redresser les anomalies éventuellement constatées avant de transmettre les envois aux pays de destination.

5. Aucun numéro d'ordre ne doit être porté au recto des envois à livraison attestée par les Administrations intermédiaires.

■ **Commentaires**

**1702.1** L'apposition des étiquettes et le remplacement d'une étiquette par un fac-similé préimprimé se fait dans des conditions analogues à celles prévues pour les envois recommandés.

**1702.3** Le Recueil de la Conv. indique les Adm. qui admettent le remplacement de l'étiquette CN 05 par un fac-similé préimprimé.

**CN 05**  
(ancien C 4bis)

**Livraison attestée**

N° A 123456

Convention, Séoul 1994, art. RE 1702.1 -  
Dimensions 37 x 13 mm, couleur jaune

**CN 05**  
(ancien C 4bis)

**Livraison attestée**

AA 00 123 456 8 SE



Convention, Séoul 1994, art. RE 1702.1 – Dimensions 74 x 26 mm,  
couleur jaune

**Article 18****Envois avec valeur déclarée**

1. Les envois prioritaires et non prioritaires et les lettres contenant des valeurs-papier, des documents ou des objets de valeur sont dénommés «envois avec valeur déclarée» et peuvent être échangés avec assurance du contenu pour la valeur déclarée par l'expéditeur. Cet échange est limité aux relations entre les Administrations postales qui se sont déclarées d'accord pour accepter ces envois, soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens.

2. Le montant de la déclaration de valeur est en principe illimité. Chaque Administration a la faculté de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à 4000 DTS. Toutefois, la limite de valeur déclarée adoptée dans le service intérieur est applicable si elle est inférieure à ce montant.

3. La taxe des envois avec valeur déclarée doit être acquittée à l'avance. Elle se compose de la taxe d'affranchissement ordinaire, de la taxe fixe de recommandation prévue à l'article 16.2 et d'une taxe d'assurance.

4. Au lieu de la taxe fixe de recommandation, les Administrations postales ont la faculté de percevoir la taxe correspondante de leur service intérieur ou, exceptionnellement, une taxe de 3,27 DTS au maximum.

5. La taxe d'assurance est de 0,33 DTS au maximum par 65,34 DTS ou fraction de 65,34 DTS déclarés, ou de 0,5 pour cent de l'échelon de valeur déclarée. Cette taxe est applicable quel que soit le pays de destination, même dans les pays qui se chargent des risques pouvant résulter d'un cas de force majeure.

6. Dans les cas où des mesures de sécurité exceptionnelles sont nécessaires, les Administrations peuvent percevoir sur les expéditeurs ou les destinataires, en plus des taxes mentionnées sous 3, 4 et 5, les taxes spéciales prévues par leur législation intérieure.

**■ Commentaires**

18.1 Outre les valeurs-papier (billets de banque, chèques, titres au porteur et valeurs qui peuvent être réalisées aux guichets des banques), sont également admis en pratique les «papiers représentatifs d'une valeur» tels que les billets de loterie, les timbres-poste et les titres de transport.

Les Adm. qui assurent ce service figurent dans le Recueil de la Conv.

18.5 Les envois avec valeur déclarée sont soumis à une taxe proportionnelle d'assurance qui reste acquise à l'Adm. perceptrice. La réexpédition ou le renvoi à l'origine n'entraîne pas la perception de nouv. taxes d'assurance.

18.6 Cette faculté d'appliquer des taxes spéciales devrait être limitée aux cas pour lesquels des mesures de sécurité particulières sont prises à la demande de certains expéditeurs ou destinataires réguliers d'envois de grande valeur. Il ne devrait pas en être fait usage pour la grande majorité des envois avec valeur déclarée, pour lesquels seules des précautions normales sont prises.

En ce qui concerne la sécurité des envois de valeur transportés par la poste, il est recommandé aux Adm.:

- d'examiner périodiquement, en étroite collaboration avec les transporteurs aériens de leur pays, les conditions de sécurité en matière de transport dans leurs services des envois-avion recommandés et avec valeur déclarée du régime international;
- d'appliquer, dans toute la mesure possible et selon les exigences de l'importance du trafic, des mesures de sécurité qui portent notamment sur:
  - les mesures de protection en matière de construction et sur le plan technique (trafic aérien et de surface);
  - les mesures de sécurité lors du déroulement des opérations postales dans les bureaux d'échange ainsi que dans les aéroports.

(Recommandation C 63/Lausanne 1974)

## Article RE 1801

### Admission des envois avec valeur déclarée

1. Les Administrations prennent les mesures nécessaires pour assurer, autant que possible, le service des envois avec valeur déclarée dans tous les bureaux de leur pays.
2. Les envois avec valeur déclarée doivent remplir les conditions suivantes pour être admis à l'expédition.
  - 2.1 Ils doivent être scellés par des cachets identiques à la cire, par des plombs, du ruban adhésif ou par un autre moyen efficace, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur; pour ceux qui sont scellés par du ruban adhésif transparent, l'empreinte ou la marque spéciale uniforme de l'expéditeur doit être appliquée directement sur la fermeture de l'enveloppe avant l'apposition du ruban adhésif transparent. Les Administrations peuvent cependant convenir de ne pas exiger une telle empreinte ou marque.
  - 2.2 Les enveloppes ou les emballages doivent être solides et permettre la parfaite adhérence ou fixation des scellés, selon le cas. Les enveloppes doivent être confectionnées d'une seule pièce. Il est interdit d'employer des enveloppes ou des emballages entièrement transparents ou à panneau transparent. Les Administrations devraient recommander à leurs clients de conditionner les envois contenant des objets de haute valeur (billets de banque, pierres précieuses, etc.) dans un emballage intérieur plus solide que le papier (carton, matière plastique, métal, etc.).
  - 2.3 Le conditionnement doit être tel qu'il ne puisse être porté atteinte au contenu sans endommager d'une manière apparente l'enveloppe, l'emballage ou les scellés.
  - 2.4 Les scellés, les timbres-poste représentant l'affranchissement et les étiquettes se rapportant au service postal et autres services officiels doivent être espacés afin qu'ils ne puissent servir à masquer des lésions de l'enveloppe ou de l'emballage. Les timbres-poste et les étiquettes ne doivent pas être repliés sur les deux faces de l'enveloppe ou de l'emballage de manière à couvrir une bordure. Il est interdit d'apposer sur les envois avec valeur déclarée des étiquettes autres que celles qui se rapportent soit au service postal, soit à des services officiels dont l'intervention pourrait être requise en vertu de la législation nationale du pays d'origine.

- 2.5 Si les envois avec valeur déclarée sont entourés d'un croisé de ficelle et scellés de la manière indiquée sous 2.1, il n'est pas nécessaire de sceller la ficelle elle-même.
3. Les envois avec valeur déclarée qui se présentent extérieurement sous forme de boîtes doivent remplir les conditions supplémentaires suivantes.
  - 3.1 Il doit s'agir de boîtes en bois, en métal ou en matière plastique et suffisamment résistantes.
  - 3.2 Les parois des boîtes en bois doivent avoir une épaisseur minimale de 8 mm.
  - 3.3 Les faces supérieure et inférieure doivent être recouvertes de papier blanc pour recevoir l'adresse du destinataire, la déclaration de la valeur et l'empreinte des timbres de service. Ces boîtes doivent être scellées sur les quatre faces latérales, de la manière indiquée sous 2.1. Si cela est nécessaire pour en assurer l'inviolabilité, les boîtes doivent être entourées d'un croisé de ficelle solide, sans nœuds. Les deux bouts de la ficelle doivent être réunis sous un cachet en cire portant une empreinte ou une marque spéciale uniforme de l'expéditeur.
4. Un récépissé doit être délivré gratuitement, au moment du dépôt, à l'expéditeur d'un envoi avec valeur déclarée.
5. L'affranchissement peut être représenté par une mention indiquant que la totalité de l'affranchissement a été payée, par exemple «Taxe perçue». Cette mention doit être portée dans l'angle supérieur droit de la suscription et être appuyée d'une empreinte du timbre à date du bureau d'origine.
6. Les envois adressés sous des initiales ou dont l'adresse est indiquée au crayon ainsi que ceux qui portent des ratures ou surcharges dans leur suscription ne sont pas admis. Les envois de l'espèce qui auraient été admis à tort sont obligatoirement renvoyés au bureau d'origine.

#### ■ Commentaires

**1801.2** Les disp. de cet art. n'empêchent pas les Adm. d'exiger que les envois avec valeur déclarée soient présentés ouverts au bureau d'origine pour savoir si les objets y inclus peuvent être exportés et, le cas échéant, pour percevoir des droits d'exportation et autres taxes non postales dont ces objets sont passibles. D'autre part, la vérification ne peut pas porter sur la conformité du montant déclaré avec le contenu réel, vu que la déclaration de valeur inférieure à la valeur réelle est admise. Le droit de l'Adm. expéditrice d'exiger qu'un envoi avec valeur déclarée soit présenté ouvert, puis fermé par l'expéditeur, n'apporte aucune dérogation aux règles de la responsabilité. Toutefois, en cas de spoliation, la constatation du contenu lors du dépôt pourra être invoquée pour prouver que la spoliation a eu lieu après le dépôt à la poste.

**1801.2.2** Les enveloppes en papier satiné ne sont pas admises. L'emploi d'enveloppes-avion en papier léger est à proscrire.

**1801.2.4** Dans certains pays, les exportations d'objets de grande valeur, tels les diamants, sont soumises par la législation nationale à des formalités de contrôle dont l'exécution est certifiée par l'apposition de scellés officiels sur l'emballage extérieur.

## Article RE 1802

### Envois avec valeur déclarée. Déclaration de valeur

1. Dans les relations entre pays qui ont adopté des maximums différents de déclaration de valeur, la limite la plus basse doit être observée de part et d'autre.
2. La déclaration de valeur ne peut dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur. Le montant de la déclaration des papiers représentant une valeur à raison de leurs frais d'établissement ne peut dépasser les frais de remplacement éventuels de ces documents en cas de perte.
3. Toute déclaration frauduleuse d'une valeur supérieure à la valeur réelle du contenu d'un envoi est passible des poursuites judiciaires prévues par la législation du pays d'origine.
4. La valeur déclarée doit être exprimée dans la monnaie du pays d'origine. Elle doit être inscrite, par l'expéditeur ou son mandataire, au-dessus de l'adresse de l'envoi, en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvée. L'indication relative au montant de la valeur déclarée ne peut être faite ni au crayon, ni au crayon-encre.
5. Le montant de la valeur déclarée doit être converti en DTS par l'expéditeur ou par le bureau d'origine. Le résultat de la conversion, arrondi, le cas échéant, à l'unité supérieure, doit être indiqué en chiffres à côté ou au-dessous de ceux qui représentent la valeur en monnaie du pays d'origine. La conversion n'est pas opérée dans les relations directes entre pays ayant une monnaie commune.
6. Lorsque des circonstances quelconques ou les déclarations des intéressés permettent de constater l'existence d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle insérée dans un envoi, avis en est donné à l'Administration d'origine dans le plus bref délai. Le cas échéant, les pièces de l'enquête à l'appui sont jointes à l'avis. Si l'envoi n'a pas encore été livré au destinataire, l'Administration d'origine a la possibilité de demander qu'il lui soit renvoyé.

#### ■ Commentaires

**1802.1** Il est loisible à chaque pays, en vue de prévenir l'évasion de capitaux et notamment l'exportation de valeurs-papier, de limiter les sommes qui peuvent être envoyées par envois avec valeur déclarée.

**1802.2** Puisque ce n'est pas une obligation, mais seulement une faculté, pour le public de déclarer la valeur dont il veut assurer le remboursement en cas de perte, l'expéditeur est libre de ne pas la déclarer du tout; logiquement, il est donc également libre de n'en déclarer qu'une partie.

**1802.3** Une déclaration inférieure à la valeur réelle ne peut être considérée comme frauduleuse puisqu'elle est autorisée. Elle ne peut, par conséquent, faire l'objet d'une répression.

**1802.4** L'emploi du mot «expéditeur» n'a pas ici d'autre objet que celui d'interdire aux employés des postes d'inscrire eux-mêmes cette déclaration.



## Article RE 1803

### Désignation et traitement des envois avec valeur déclarée

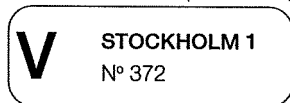
1. Les envois avec valeur déclarée doivent être revêtus d'une étiquette CN 06 portant, en caractères latins, la lettre V, le nom du bureau d'origine et le numéro de série de l'envoi.
2. Le poids exact en grammes est inscrit sur l'envoi.
3. L'étiquette CN 06 ainsi que l'indication du poids sont placées du côté de la suscription et autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur.
4. Les Administrations ont toutefois la faculté de remplacer l'étiquette CN 06 par l'étiquette CN 04 prévue à l'article RE 1602.2 et une étiquette rose, de petites dimensions, portant en caractères très apparents la mention «Valeur déclarée».
5. Une empreinte du timbre indiquant le bureau et la date de dépôt est apposée du côté de la suscription.
6. Aucun numéro d'ordre ne doit être porté au recto des envois avec valeur déclarée par les Administrations intermédiaires.
7. Le bureau de destination applique, au verso de chaque envoi avec valeur déclarée, une empreinte de son timbre indiquant la date de réception.

#### ■ Commentaires

**1803.1** Le nom du bureau d'origine peut être indiqué par l'apposition d'une griffe.

**1803.4** L'utilisation d'une seule étiquette CN 06 devrait être la règle.

**CN 06**  
(ancien VD 2)



Convention, Séoul 1994, art. RE 1803.1 -  
Dimensions 37 x 13 mm, couleur rose

**CN 06**  
(ancien VD 2)



Convention, Séoul 1994, art. RE 1803.1 – Dimensions 74 x 26 mm,  
couleur rose

**Remarque.** – Les Administrations utilisant des codes à barres dans leur service peuvent utiliser des étiquettes CN 04, CN 05 et CN 06 conformes aux modèles ci-dessus portant lesdits codes en plus des indications déjà prévues

## **Article 19**

### **Envois exprès**

1. A la demande des expéditeurs, et à destination des pays dont les Administrations se chargent de ce service, les envois de la poste aux lettres sont distribués par porteur spécial aussitôt que possible après leur arrivée au bureau de distribution. Toute Administration a le droit de limiter ce service aux envois prioritaires, aux envois-avion ou, s'il s'agit de la seule voie utilisée entre deux Administrations, aux envois LC de surface. Les envois exprès peuvent être traités de manière différente tant que le niveau de qualité général du service offert au destinataire est au moins aussi élevé que celui obtenu en faisant appel à un porteur spécial.
2. Si les envois arrivent au bureau de distribution après la dernière distribution habituelle du jour, ils sont distribués par porteur spécial le même jour et dans les mêmes conditions que celles appliquées au régime intérieur dans les pays qui offrent cette prestation.
3. Les Administrations qui ont plusieurs filières de transmission du courrier de la poste aux lettres doivent faire passer les envois exprès par la filière de transmission interne la plus rapide, à l'arrivée de ceux-ci au bureau d'échange du courrier arrivant, et traiter ensuite ces envois le plus rapidement possible.
4. Les envois exprès sont soumis, en sus de la taxe d'affranchissement, à une taxe s'élevant au minimum au montant de l'affranchissement d'un envoi ordinaire prioritaire/non prioritaire, selon le cas, ou d'une lettre ordinaire de port simple et au maximum à 1,63 DTS. Pour chaque sac M, les Administrations perçoivent, au lieu de la taxe unitaire, une taxe globale ne dépassant pas cinq fois la taxe unitaire. Cette taxe doit être acquittée complètement à l'avance.
5. Lorsque la remise par exprès entraîne des sujétions spéciales, une taxe complémentaire peut être perçue selon les dispositions relatives aux envois de même nature du régime intérieur.
6. Si la réglementation de l'Administration de destination le permet, les destinataires peuvent demander au bureau de distribution la livraison par exprès dès leur arrivée des envois qui leur sont destinés. Dans ce cas, l'Administration de destination est autorisée à percevoir, au moment de la distribution, la taxe applicable dans son service intérieur.

■ **Commentaires**

**19.1** Les Adm. qui admettent les envois exprès sont mentionnées dans le Recueil de la Conv.

Du fait que la taxe spéciale d'exprès reste acquise au pays d'origine alors que la prestation est effectuée par le pays de destination, la réciprocité est obligatoire dans tous les cas. Il ne serait pas admissible, p. ex., qu'une Adm. accepte les envois exprès à l'expédition et renonce à se charger de ce service à la réception.

Les Adm. d'origine peuvent aussi décider d'appliquer aux envois exprès au départ un traitement préférentiel par rapport à celui des envois prioritaires ou des envois-avion.

La distribution par porteur spécial n'est pas la seule façon d'exécuter un service accéléré, et c'est en outre un procédé coûteux. Il existe un autre moyen qui consiste à confier la manutention et le traitement de ces envois à un service spécial, régi par des normes strictes.

## Article RE 1901

### Désignation des envois exprès

1. Les envois à remettre par exprès sont pourvus soit d'une étiquette spéciale imprimée de couleur rouge clair, soit d'une empreinte de timbre de la même couleur portant, en caractères très apparents, la mention «Exprès». A défaut d'étiquette ou d'empreinte de timbre, le mot «Exprès» doit être inscrit de façon très apparente, en lettres majuscules rouges. L'étiquette ou l'empreinte de timbre doit, autant que possible, correspondre au modèle reproduit ci-dessous. L'étiquette, l'empreinte ou la mention «Exprès» doit être placée du côté de la suscription, autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur.



## Article RE 1902

### Traitement des envois exprès

1. Lorsque sa réglementation le prévoit, l'Administration de destination a la faculté de faire remettre par exprès un avis d'arrivée d'un envoi avec valeur déclarée, et non l'envoi lui-même.
2. Si les envois exprès doivent être soumis à un contrôle douanier, les Administrations sont tenues:
  - 2.1 de les présenter à la douane aussitôt que possible après leur arrivée;
  - 2.2 d'encourager les autorités douanières de leur pays à effectuer le contrôle de ces envois avec rapidité.
3. Les envois exprès non complètement affranchis pour le montant total des taxes payables à l'avance sont distribués par les moyens ordinaires, à moins qu'ils n'aient été traités comme exprès par le bureau d'origine. Dans ce dernier cas, les envois sont taxés d'après l'article RE 1305.3.
4. Il est loisible aux Administrations de s'en tenir à un seul essai de remise par exprès. Si cet essai est infructueux, l'envoi peut être traité comme un envoi ordinaire.

#### ■ Commentaires

**1902.4** Si le destinataire demande une nouv. remise par exprès, l'Adm. de destination a le droit de percevoir, de ce chef, la taxe applicable dans son régime intérieur pour la remise par exprès.



## **Article 20**

### **Avis de réception**

- 1. L'expéditeur d'un envoi recommandé, d'un envoi à livraison attestée ou d'un envoi avec valeur déclarée peut demander un avis de réception au moment du dépôt en payant une taxe de 0,98 DTS au maximum. L'avis de réception est renvoyé à l'expéditeur par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).**
- 2. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans les délais normaux, il n'est pas perçu une deuxième taxe.**

## **Article RE 2001**

### **Désignation des envois avec avis de réception**

- 1. Les envois pour lesquels l'expéditeur demande un avis de réception doivent porter du côté de la suscription, en caractères très apparents, la mention «Avis de réception» ou l'empreinte du timbre A.R. L'expéditeur doit indiquer à l'extérieur de l'envoi son nom et son adresse en caractères latins. Cette dernière indication, lorsqu'elle figure du côté de la suscription, doit être portée dans l'angle supérieur gauche. Cet emplacement doit autant que possible être affecté également à la mention «Avis de réception» ou au timbre A.R., qui peut, le cas échéant, trouver place sous le nom et l'adresse de l'expéditeur.**
- 2. Les envois visés sous 1 sont accompagnés d'une formule CN 07 de la consistance d'une carte postale, de couleur rouge clair. L'expéditeur remplit, en caractères latins et autrement qu'au crayon ordinaire, les différentes rubriques conformément à la contexture de la formule. Celle-ci est complétée par le bureau d'origine ou par tout autre bureau à désigner par l'Administration expéditrice, puis fixée solidement à l'envoi. Si la formule ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci établit d'office un nouvel avis de réception.**
- 3. Pour le calcul de l'affranchissement d'un envoi avec avis de réception, y compris le cas échéant le calcul de la surtaxe aérienne, il peut être tenu compte du poids de la formule CN 07. La taxe d'avis de réception est représentée sur l'envoi avec les autres taxes.**

Administration des postes d'origine

**AVIS de réception/de livraison/de paiement/d'inscription****CN 07**  
(ancien C 5)

Bureau de dépôt	Date
Destinataire de l'envoi	

Service des postes

Timbre du bureau renvoyant l'avis

Prioritaire/  
Par avion**Nature de l'envoi**

<input type="checkbox"/> Prioritaire/ Lettre	<input type="checkbox"/> Non prioritaire/ Imprimé	<input type="checkbox"/> Colis	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Recommandé	<input type="checkbox"/> Livraison attestée	<input type="checkbox"/> Valeur déclarée	<input type="checkbox"/>
N° de l'envoi		Montant	
<input type="checkbox"/> Mandat ordinaire/ de versement	<input type="checkbox"/> Chèque d'assignation	Montant	

**A compléter à destination**

L'envoi mentionné ci-dessus a été dûment		
<input type="checkbox"/> remis	<input type="checkbox"/> payé	<input type="checkbox"/> inscrit en CCP
Date et signature*		

\* Cet avis pourra être signé par le destinataire ou, si les règlements du pays de destination le prévoient, par une autre personne autorisée ou par l'agent du bureau de destination.

A remplir par l'expéditeur

**Renvoyer à**

Nom ou raison sociale
Rue et n°
Localité et pays



## Article RE 2002

### Traitement des avis de réception

1. L'avis de réception doit être signé en priorité par le destinataire et, si cela n'est pas possible, par une autre personne y autorisée en vertu des règlements du pays de destination. Si ces règlements le prévoient et excepté dans le cas de remise en main propre au destinataire, l'avis peut être signé par l'agent du bureau de destination.

2. Le bureau de destination renvoie par le premier courrier la formule CN 07, dûment complétée, directement à l'expéditeur. Cette formule est transmise à découvert et en franchise postale par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Si l'avis de réception est renvoyé sans avoir été dûment complété, l'irrégularité est signalée au moyen de la formule CN 08 prévue à l'article RE 3001.1 et à laquelle est joint l'avis de réception en question.

3. A la demande de l'expéditeur, un avis de réception qui n'a pas été renvoyé dans des délais normaux est réclamé gratuitement au moyen de la formule CN 08. Un duplicata de l'avis de réception, portant au recto en caractères très apparents la mention «Duplicata», est joint à la réclamation CN 08. Cette dernière est traitée selon l'article RE 3001. La formule CN 07 reste attachée à la réclamation CN 08 pour remise ultérieure au réclamant.

#### ■ Commentaires

**2002.2** Pour le modèle de la form. CN 08, v. art. RE 3001.



## **Article 21**

### **Remise en main propre**

**1. A la demande de l'expéditeur et dans les relations entre les Administrations qui ont donné leur consentement, les envois recommandés, les envois à livraison attestée et les envois avec valeur déclarée sont remis en main propre. Les Administrations peuvent convenir de n'admettre cette faculté que pour les envois de l'espèce accompagnés d'un avis de réception. Dans tous les cas, l'expéditeur paie une taxe de remise en main propre de 0,16 DTS au maximum.**

#### **■ Commentaires**

**21.1** Les Adm. qui admettent la remise en main propre sont mentionnées dans le Recueil de la Conv.

## **Article RE 2101**

### **Désignation et traitement des envois à remettre en main propre**

**1.** Les envois recommandés, les envois à livraison attestée et les envois avec valeur déclarée à remettre en main propre doivent porter, en caractères très apparents, la mention «A remettre en main propre» ou la mention équivalente dans une langue connue dans le pays de destination. Cette mention doit figurer du côté de la suscription et autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur.

**2.** Lorsque l'expéditeur a demandé un avis de réception et une remise en main propre au destinataire, la formule CN 07 doit être signée par ce dernier ou, en cas d'impossibilité, par son mandataire dûment autorisé.

**3.** Les Administrations ne sont tenues de faire un second essai de remise de ces envois que si celui-ci est supposé aboutir et si la réglementation intérieure le permet.



## **Article 22**

### **Envois francs de taxes et de droits**

- 1. Dans les relations entre les Administrations postales qui se sont déclarées d'accord à cet égard, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge, moyennant déclaration préalable au bureau d'origine, la totalité des taxes et des droits dont les envois sont grevés à la livraison. Tant qu'un envoi n'a pas été remis au destinataire, l'expéditeur peut, postérieurement au dépôt, demander que l'envoi soit remis franc de taxes et de droits.**
- 2. Dans les cas prévus sous 1, les expéditeurs doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par le bureau de destination. Le cas échéant, ils doivent effectuer un paiement provisoire.**
- 3. L'Administration d'origine perçoit sur l'expéditeur une taxe de 0,98 DTS au maximum qu'elle garde comme rémunération pour les services fournis dans le pays d'origine.**
- 4. En cas de demande formulée postérieurement au dépôt, l'Administration d'origine perçoit en outre une taxe additionnelle de 1,31 DTS au maximum par demande. Si la demande doit être transmise par voie des télécommunications, l'expéditeur doit payer également la taxe correspondante.**
- 5. L'Administration de destination est autorisée à percevoir, par envoi, une taxe de commission de 0,98 DTS au maximum. Cette taxe est indépendante de la taxe de présentation à la douane. Elle est perçue sur l'expéditeur au profit de l'Administration de destination.**
- 6. Toute Administration a le droit de limiter le service des envois francs de taxes et de droits aux envois recommandés et aux envois avec valeur déclarée.**

#### **■ Commentaires**

**22.1** Les Adm. qui admettent les envois francs de taxes et de droits sont mentionnées dans le Recueil de la Conv.

Il est recommandé aux Adm. d'inclure le service des envois francs de taxes et de droits autant que possible dans leur gamme de prestations de la poste aux lettres et dans leurs relations avec d'autres Adm. qui offrent déjà ce service (recommandation C 32/Washington 1989).

**22.2** Par paiement provisoire, il convient d'entendre le versement d'un montant couvrant les frais probables.

## Article RE 2201

### Désignation et traitement des envois francs de taxes et de droits

1. Les envois à remettre aux destinataires francs de taxes et de droits doivent porter, en caractères très apparents, l'en-tête «Franc de taxes et de droits» ou une mention analogue dans la langue du pays d'origine. Ces envois sont pourvus d'une étiquette de couleur jaune portant également, en caractères très apparents, l'indication «Franc de taxes et de droits». L'en-tête et l'étiquette doivent être apposés du côté de la suscription, autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur.
2. Tout envoi expédié franc de taxes et de droits est accompagné d'un bulletin d'affranchissement CN 11. L'expéditeur de l'envoi complète le texte du bulletin d'affranchissement au recto, côté droit des parties A et B. Le bureau expéditeur y apporte les indications afférentes au service postal. Les inscriptions de l'expéditeur peuvent être effectuées à l'aide de papier carbone. Le texte doit comporter l'engagement prévu à l'article 22.2 de la Convention. Le bulletin d'affranchissement, dûment complété, est solidement attaché à l'envoi.
3. L'expéditeur peut demander, postérieurement au dépôt, de remettre l'envoi franc de taxes et de droits.
  - 3.1 Si la demande est destinée à être transmise par voie postale, le bureau d'origine en avertit le bureau de destination par une note explicative. Celle-ci est revêtue de l'affranchissement représentant la taxe due. Elle est transmise sous recommandation et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) au bureau de destination, accompagnée d'un bulletin d'affranchissement dûment rempli. Le bureau de destination appose sur l'envoi l'étiquette prévue sous 1.
  - 3.2 Si la demande est destinée à être transmise par voie des télécommunications, le bureau d'origine en avertit par voie des télécommunications le bureau destinataire et lui communique en même temps les indications relatives au dépôt de l'envoi. Le bureau de destination établit d'office un bulletin d'affranchissement.

		<b>CN 11</b> (ancien C 3/CP 4)	
Coupon à remettre à l'expéditeur		<b>Partie A</b> <i>A remplir par l'Administration de destination</i>	
<b>DÉTAIL DES FRAIS DUS</b> (en monnaie du pays de destination de l'envoi)		<b>TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS</b>	
Taxe pour franchise à la livraison <sup>1</sup>		Montant (en chiffres et en monnaie du pays de destination de l'envoi)	Timbre du bureau qui a fait l'avance des frais
Droits de douane			
Taxe de présentation à la douane			
Autres frais			
<b>Total</b>		Bureau qui a fait l'avance	
		N° du registre	Date
		Signature	
<b>Total (après conversion)</b>		<i>A remplir par l'Administration d'origine (au retour)</i>	
Timbre du bureau qui a recouvré les frais		Montant (en chiffres après la conversion)	Timbre du bureau qui a recouvré les frais
		Registre d'arrivée n°	
<sup>1</sup> Appelée aussi «Taxe de commission»			
<b>BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT</b> <b>CN 11</b> (ancien C 3/CP 4)			
		<b>Partie B</b> <i>A remplir par l'Administration d'expédition</i>	
		Administration des postes	
		Nature de l'envoi	Poids
		N°	Valeur déclarée
		Bureau de dépôt	
		Expéditeur (nom et adresse complète)	
		Destinataire (nom et adresse complète)	
		L'envoi doit être remis franc de taxes et de droits que je m'engage à payer	Timbre du bureau d'origine
		Signature de l'expéditeur	

Partie A  
(verso)Partie B  
(recto)

Convention, Séoul 1994, art. RE 2201.2 – Dimensions 148 x 210 mm  
(148 x 105 mm lorsque les parties A et B de la formule sont repliées l'une sur l'autre), couleur jaune

CN 11 Annexe G.3/CP.4		
<b>Partie B</b> <i>A remplir par l'Administration de destination</i>		
<b>DÉTAIL DES FRAIS DUS</b> (en monnaie du pays de destination de l'envoi)		<b>TOTAL DES FRAIS DÉBOURSÉS</b>
Taxe pour franchise à la livraison <sup>1</sup>		Montant (en chiffres et en monnaie du pays de destination de l'envoi)
Droits de douane		Timbre du bureau qui a fait l'avance des frais
Taxe de présentation à la douane		
Autres frais		Bureau qui a fait l'avance
Total		N° du registre   Date   Signature

<sup>1</sup> Appelée aussi «Taxe de commission»

BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT, CN 11 Annexe G.3/CP.4	
<b>Partie A</b> <i>A remplir par l'Administration d'expédition</i>	
Nature de l'envoi   Poids	Nature de l'envoi   Poids
N°   Valeur déclarée	N°   Valeur déclarée
Bureau de dépôt	Bureau de dépôt
Destinataire (nom et adresse complète)	Expéditeur (nom et adresse complète)
	Destinataire (nom et adresse complète)
L'expéditeur a payé les taxes et droits indiqués au verso	
Timbre du bureau d'origine	L'envoi doit être remis franc de taxes et de droits que je m'engage à payer Signature de l'expéditeur A renvoyer au bureau d
	Timbre du bureau d'origine

Partie B  
(verso)

Bord supérieur de la formule lorsque les parties A et B sont repliées l'une sur l'autre

Partie A  
(recto)



Article RE 2202

Renvoi des bulletins d'affranchissement (partie A). Récupération des taxes et des droits

1. Après la livraison au destinataire d'un envoi franc de taxes et de droits, le bureau qui a fait l'avance des taxes, droits de douane ou autres frais pour le compte de l'expéditeur complète en ce qui le concerne, à l'aide de papier carbone, les indications qui figurent au verso des parties A et B du bulletin d'affranchissement. Il transmet au bureau d'origine de l'envoi la partie A accompagnée des pièces justificatives; cette transmission a lieu sous enveloppe fermée, sans indication du contenu. La partie B est conservée par l'Administration de destination de l'envoi en vue du décompte avec l'Administration débitrice.
2. Toutefois, chaque Administration a le droit de faire effectuer, par des bureaux spécialement désignés, le renvoi de la partie A des bulletins d'affranchissement grevés de frais et de demander que cette partie soit transmise à un bureau déterminé.
3. Le nom du bureau auquel la partie A des bulletins d'affranchissement doit être renvoyée est inscrit, dans tous les cas, par le bureau expéditeur de l'envoi au recto de cette partie.
4. Lorsqu'un envoi portant la mention «Franc de taxes et de droits» parvient au service de destination sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata du bulletin. Sur les parties A et B de ce bulletin, il mentionne le nom du pays d'origine et, autant que possible, la date du dépôt de l'envoi.
5. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison de l'envoi, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.
6. Les parties A et B des bulletins d'affranchissement afférents aux envois qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine doivent être annulées par les soins de l'Administration de destination.
7. A la réception de la partie A d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par le service de destination, l'Administration d'origine convertit le montant de ces frais dans sa propre monnaie. Le taux utilisé ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du pays correspondant. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et sur le coupon latéral. Après avoir recouvré le montant des frais, le bureau désigné à cet effet remet à l'expéditeur le coupon du bulletin et, le cas échéant, les pièces justificatives.

## Article RE 2203

### Décompte avec l'Administration de dépôt des envois francs de taxes et de droits

1. Le décompte relatif aux taxes, droits de douane et autres frais déboursés par chaque Administration pour le compte d'une autre est effectué au moyen de comptes particuliers mensuels CN 12, établis par l'Administration créancière dans la monnaie de son pays. Les données des parties B des bulletins d'affranchissement qu'elle a conservées sont inscrites par ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné.
2. Si les deux Administrations intéressées assurent également le service des colis postaux dans leurs relations réciproques, elles peuvent comprendre, sauf avis contraire, dans les décomptes des taxes, droits de douane et autres frais de ce dernier service, ceux de la poste aux lettres.
3. Le compte particulier CN 12, accompagné des parties B des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'Administration débitrice au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte. Il n'est pas établi de compte négatif.
4. Les décomptes donnent lieu à une liquidation spéciale. Chaque Administration peut, toutefois, demander que ces comptes soient réglés avec ceux des mandats de poste, des colis postaux CP 75 ou enfin avec les comptes R 5 des envois contre remboursement, sans y être incorporés.

Administration créancière

**COMPTE PARTICULIER MENSUEL** **CN 12**  
**Frais de douane, etc.** (anciens C 26/CP 19)  
 Date

Administration débitrice	Mois
	Année

**Indications**

A remplir par machine à écrire ou imprimante d'ordinateur

N° d'ordre	Date de l'avance	N° du bulletin d'affranchissement	Bureau qui a fait l'avance	Montant de chaque bulletin d'affranchissement (en monnaie nationale)		Observations
1	2	3	4	5		6
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						
16						
17						
18						
19						
20						
<b>Total</b>						

 L'Administration créancière  
 Signature



**Article 23****Service de correspondance commerciale-réponse internationale**

- 1. Les Administrations peuvent convenir entre elles de participer à un service facultatif «correspondance commerciale-réponse internationale» (CCRI).**
- 2. Les Administrations qui assurent ce service doivent respecter les dispositions définies dans le Règlement.**
- 3. Les Administrations peuvent, néanmoins, convenir bilatéralement d'établir un autre système entre elles.**
- 4. Les Administrations peuvent mettre en place un système de compensation qui tient compte des coûts supportés.**

**■ Commentaires**

**23.1** Le Congrès de Séoul a demandé à toutes les Adm. d'envisager la possibilité d'adhérer au service CCRI, pour assurer cette prestation intégralement ou dans un seul sens, afin que la poste puisse conserver son avantage compétitif. Il a également demandé aux Unions restreintes d'encourager leurs membres à adhérer à ce service dans le but de favoriser l'augmentation du trafic entre eux (résolution C 51/1994).

Les Adm. qui offrent le service CCRI sont mentionnées dans le Recueil de la Conv.

**Article RE 2301****Service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI). Généralités**

- 1. Le service de correspondance commerciale-réponse internationale (CCRI) a pour objet de permettre à des expéditeurs autorisés d'affranchir au préalable les envois en réponse déposés par leurs correspondants résidant à l'étranger.**
- 2. Le service CCRI fonctionne de la manière suivante:**
  - 2.1 les envois de l'expéditeur autorisé résidant dans le pays A envoyés à ses correspondants résidant dans un ou plusieurs pays B contiennent chacun une enveloppe, une carte ou une étiquette CCRI;**
  - 2.2 les correspondants résidant dans le ou les pays B peuvent utiliser les enveloppes, cartes ou étiquettes CCRI pour répondre à l'expéditeur; les envois CCRI sont considérés comme des envois prioritaires ou des envois-avion ordinaires affranchis conformément à l'article RE 1301.1.4;**
  - 2.3 les envois CCRI déposés sont transmis au pays A et remis à l'expéditeur autorisé.**
- 3. Les Administrations postales sont libres de fixer les taxes et les conditions pour l'autorisation d'utilisation du service et pour le traitement des envois remis.**

4. Les Administrations qui assurent le service CCRI peuvent le faire soit sur base de réciprocité, soit dans un seul sens (service «de retour»). Mais toutes les Administrations sont obligées d'assurer ce service «de retour» des envois CCRI. Cette dernière modalité suppose que l'Administration d'un pays B accepte le dépôt des envois CCRI, mais ne délivre pas d'autorisation d'utilisation du service à des clients résidant sur son territoire.

5. Les envois CCRI sont admis dans les envois de la poste aux lettres échangés entre les Administrations qui assurent le service.

6. Les Administrations assurant le service précisent à leurs clients, lors de l'autorisation d'utilisation du service, l'obligation de se conformer aux dispositions de l'article RE 2302 et aux prescriptions contenues dans le Manuel de la Convention.

#### Article RE 2301bis

Service de correspondance commerciale-réponse internationale – réponse au niveau local

1. Les Administrations peuvent convenir bilatéralement d'exploiter un service facultatif «CCRI – réponse au niveau local» soit sur une base de réciprocité, soit dans un seul sens (service de retour).


2. Le service CCRI – réponse au niveau local repose sur le même principe que le CCRI, à la différence que les réponses préaffranchies se présentent sous la même forme que les réponses commerciales du service intérieur de l'Administration dans laquelle elles sont déposées. L'Administration postale du pays de dépôt distribue ces réponses à une adresse de boîte postale sur son territoire, les retire de cette boîte postale et les expédie à l'Administration d'origine du courrier international.

3. Les modalités de fonctionnement de ce service sont convenues bilatéralement entre les Administrations intéressées, sur la base des directives établies par le Conseil d'exploitation postale.

#### Article RE 2302

Caractéristiques des envois CCRI

1. Les envois CCRI peuvent se présenter sous la forme de cartes ou d'enveloppes conformes au modèle ci-après et aux prescriptions du Manuel de la Convention.

<b>Prioritaire</b> <b>Par avion</b>	
CCRI N°:	
<hr/> <b>RÉPONSE PAYÉE</b> <b>GRANDE-BRETAGNE</b> <hr/>	
MESSRS. T. Smith & Co. 99 Temple Street PRESTON GREAT BRITAIN PR1 1ZY	

2. Sont aussi admis comme envois CCRI les envois constitués d'enveloppes ou de paquets comportant une étiquette selon le modèle prévu sous 1 et conforme aux prescriptions du Manuel de la Convention.

3. Les envois CCRI doivent être conformes aux limites de dimensions applicables aux envois de la poste aux lettres équivalents spécifiées à l'article RE 802. Lorsqu'il s'agit de cartes postales ou d'envois sous forme de cartes-réponse, les envois CCRI répondant aux dispositions de l'article RE 902.5 sont aussi admissibles. Les envois CCRI ne doivent pas peser plus de 50 grammes.

4. Les envois CCRI peuvent contenir des correspondances et des imprimés.

5. Par dérogation aux dispositions sous 3 et 4, les Administrations peuvent convenir bilatéralement d'admettre des marchandises sans valeur commerciale dans les envois CCRI et d'en limiter le poids à 250 grammes. Les Administrations peuvent aussi convenir bilatéralement de toute autre extension du service.

#### ■ Commentaires

**2302.1** Les envois CCRI doivent présenter les caractéristiques suivantes:

- les barres horizontales doivent avoir une épaisseur min. de 3 mm et être distantes de 14 mm au moins; la mention «RÉPONSE PAYÉE» doit figurer dans la première ligne et le nom du pays de destination dans la deuxième ligne; ces mentions doivent toujours être imprimées en capitales;
- l'adresse du destinataire de l'envoi doit être imprimée sous les deux barres horizontales;
- si une indication du n° de l'autorisation est imprimée sur l'envoi, elle doit figurer au-dessous de l'indication de la voie d'acheminement;
- l'ensemble du texte et des symboles doit être imprimé en couleur foncée, formant un contraste net avec la teinte du fond de l'envoi; en principe, la couleur utilisée devrait être le noir ou le bleu foncé, mais les Adm. peuvent autoriser l'usage d'autres couleurs, pourvu que le contraste entre les impressions et le fond de l'envoi soit assuré; sur les envois à impression monochrome, les mentions «Prioritaire» ou «Par avion» peuvent figurer dans un cadre d'une autre couleur que le bleu;
- aux mentions en français peuvent être ajoutées les traductions correspondantes dans les langues des pays de dépôt et de destination de l'envoi.

## Article RE 2303

### Facturation du service CCRI

1. Toute Administration retournant les envois CCRI à une autre Administration a le droit de percevoir de cette dernière une somme correspondant aux frais qu'elle a encourus pour le retour des envois CCRI.
2. La fixation de cette somme est fondée sur un taux par envoi et un taux par kilogramme. Ces taux se calculent de la manière suivante:
  - 2.1 le taux par envoi est fixé à 0,15 DTS;
  - 2.2 le taux par kilogramme est fondé sur les taux publiés dans la Liste CN 68 en vertu de l'article RE 5302.1.1; les Administrations dont les taux ne sont pas indiqués dans la Liste CN 68 calculent leur taux par kilogramme selon les modalités énoncées à l'article RE 5302.1.1, à l'exclusion de la majoration de 5 pour cent mentionnée dans ledit article.
3. Toute revision du taux mentionné sous 2.1 doit se fonder sur les données économiques disponibles.
4. Les envois CCRI sont exemptés des frais terminaux.
5. Il n'y a pas de compensation des frais du service CCRI lorsque le nombre annuel d'envois retournés par chaque Administration est inférieur ou égal à 5000. Lorsque le nombre annuel d'envois CCRI retournés dépasse 5000 pour une Administration, la compensation tient compte du nombre d'envois retournés par les deux Administrations en relation.

## Prot. Article RE III

### Facturation du service CCRI

1. L'Administration postale d'Oman se réserve le droit d'effectuer la compensation des frais du service CCRI même lorsque le nombre annuel d'envois retournés est inférieur ou égal au seuil fixé à l'article RE 2303.5.

## Article RE 2304

### Comptabilité des frais du service CCRI

1. Etablissement des relevés des envois CN 09 et CN 10
- 1.1 Après la transmission de la dernière dépêche de chaque mois, le bureau d'échange d'origine des envois CCRI établit, par bureau d'échange de destination, d'après les données des feuilles d'avis CN 31, un relevé des envois CCRI expédiés CN 09. Il transmet ensuite ces relevés à son Administration centrale.
- 1.2 Pour chaque Administration de destination des envois CCRI, l'Administration d'origine établit trimestriellement, d'après les relevés CN 09, par



- bureau d'origine et par bureau de destination et, le cas échéant, par voie d'acheminement, un relevé récapitulatif des envois CN 10.
- 1.3 Les relevés CN 09 sont fournis à l'appui du relevé récapitulatif CN 10 à l'Administration de destination.
  2. Transmission et acceptation des relevés des envois CN 09 et CN 10
    - 2.1 Le relevé récapitulatif CN 10 est transmis en double exemplaire aux Administrations de destination des envois CCRI dans un délai de six mois après la fin du trimestre auquel il se rapporte.
    - 2.2 Après son acceptation, l'Administration de destination des envois CCRI en renvoie un exemplaire à l'Administration qui l'a établi. Si l'Administration concernée n'a reçu aucune observation rectificative dans le délai de trois mois à compter du jour de l'envoi, elle le considère comme admis de plein droit. Si les vérifications font apparaître des divergences, le relevé CN 09 rectifié doit être joint à l'appui du relevé récapitulatif CN 10 dûment modifié et accepté. Si l'Administration d'origine des envois CCRI conteste les modifications portées sur ce relevé CN 09, elle confirme les données réelles en transmettant des photocopies des formules CN 31 établies par le bureau d'origine lors de l'expédition des dépêches litigieuses.
    - 2.3 Les Administrations peuvent se mettre d'accord pour que les relevés CN 09 et CN 10 soient établis par l'Administration de destination des envois CCRI. Dans ce cas, la procédure d'acceptation prévue sous 2.1 et 2.2 est adaptée en conséquence.
  3. Etablissement, transmission et approbation des comptes du service CCRI
    - 3.1 Le soin d'établir les comptes incombe à l'Administration créancière, qui les transmet à l'Administration débitrice.
    - 3.2 Les comptes particulier sont établis sur une formule CN 19 et d'après la différence des montants à comptabiliser basés sur le nombre et le poids des envois CCRI reçus et expédiés tels qu'ils ressortent des relevés récapitulatifs CN 10.
    - 3.3 Le compte particulier CN 19 est adressé en double exemplaire à l'Administration débitrice aussitôt que possible après la fin de l'année à laquelle il se rapporte.
    - 3.4 L'Administration débitrice n'est pas tenue d'accepter les comptes particuliers qui ne lui ont pas été transmis dans un délai de dix-huit mois suivant l'expiration de l'année concernée.
    - 3.5 Si l'Administration qui a envoyé le compte particulier n'a reçu aucune observation rectificative dans un intervalle de trois mois à compter de l'envoi, ce compte est considéré comme admis de plein droit.
    - 3.6 L'Administration créancière a la faculté de résumer les comptes particuliers CN 19 dans un compte général CN 52, dans les conditions prévues à l'article RE 5305.5.
  4. Décompte général et paiement des frais du service CCRI
    - 4.1 L'article RE 5501 est applicable aux frais du service CCRI, pour lesquels l'Administration créancière établit un relevé CN 20.





Administration créancière

**COMPTE PARTICULIER****CN 19****Frais du service CCRI**

Date

Année de compte

Administration débitrice

**1. Envois CCRI expédiés/reçus****(Données à reprendre des formules CN 10 – Indiquer les poids en kg seulement)**

	Tri-mestre	Poids Prioritaire			Nombre d'envois		
		Par avion	Par voie de surface	Total	Par avion	Par voie de surface	Total
Courrier expédié	1 <sup>er</sup>	kg	kg	kg			
	2 <sup>e</sup>						
	3 <sup>e</sup>						
	4 <sup>e</sup>						
	Total pour l'année*						
Courrier reçu	1 <sup>er</sup>	kg	kg	kg			
	2 <sup>e</sup>						
	3 <sup>e</sup>						
	4 <sup>e</sup>						
	Total pour l'année*						

\* Poids à reporter sur le compte CN 61 pour le règlement des frais terminaux

**2. Frais du service CCRI**

Envois expédiés	Poids	Nombre d'envois
	kg	
	DTS	DTS
	A	B
x taux	0,15	
Totaux (DTS)	C = A + B	
Montant total (DTS)		
Envois reçus	Poids	Nombre d'envois
	kg	
	DTS	DTS
	D	E
x taux	0,15	
Totaux (DTS)	F = D + E	
Montant total (DTS)	G = C - F	
A recevoir (DTS)		

L'Administration créancière  
SignatureVu et accepté par l'Administration débitrice  
Lieu, date et signature

**CN 20**

## Relevé indiquant le solde du compte particulier CN 19

Sommes dues à titre définitif	Année pour laquelle les sommes sont dues
-------------------------------	---

[illegible]

L'Administration qui établit le relevé  
Signature



## **Article 24**

### **Matières biologiques périssables. Matières radioactives**

**1. Les matières biologiques périssables et les matières radioactives, conditionnées et emballées selon les dispositions respectives du Règlement, sont soumises au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres et à la recommandation. Leur admission est limitée aux relations entre les Administrations postales qui se sont déclarées d'accord pour accepter ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens. De telles matières sont acheminées par la voie la plus rapide, normalement par la voie aérienne, sous réserve de l'acquittement des surtaxes aériennes correspondantes.**

**2. Les matières biologiques périssables ne peuvent être échangées qu'entre laboratoires qualifiés officiellement reconnus, tandis que les matières radioactives ne peuvent être déposées que par des expéditeurs dûment autorisés.**

#### **■ Commentaires**

**24.1** Les Adm. qui participent à l'échange des matières biologiques périssables et des matières radioactives sont mentionnées dans le Recueil de la Conv.

## **Article RE 2401**

**Conditions d'acceptation et désignation des envois contenant des matières biologiques périssables**

### **1. Matières biologiques périssables infectieuses**

**1.1** Les matières biologiques périssables infectieuses, ou que l'on peut raisonnablement soupçonner d'être infectieuses pour l'homme et pour les animaux, doivent être déclarées «Substances infectieuses».

**1.2** Les expéditeurs de substances infectieuses doivent s'assurer que les envois ont été préparés de manière à parvenir à destination en bon état. Les envois ne doivent présenter au cours du transport aucun danger pour les personnes ou les animaux.

**1.2.1** L'emballage se compose d'un récipient primaire étanche, d'un emballage secondaire étanche et d'un emballage extérieur. Celui-ci doit être suffisamment solide pour satisfaire à des essais de résistance équivalant à ceux prévus par la réglementation des organismes internationaux compétents en la matière.

**1.2.2** Un matériau absorbant doit être placé entre le récipient primaire et l'emballage secondaire. Si plusieurs récipients primaires sont placés dans un emballage secondaire unique, ils doivent être enveloppés individuellement pour éviter tout contact entre eux. Le matériau absorbant, ouate par exemple, doit être en quantité suffisante pour la totalité du contenu. Une matière non hygroscopique qui ne s'évapore pas dans les conditions du transport et qui en fait n'est pas toxique pour l'homme peut être ajoutée.

- 1.3 Si des articles exceptionnels, tels que des organes entiers, peuvent requérir un emballage spécial, la grande majorité des substances infectieuses peut et doit être emballée selon les indications ci-après.
- 1.3.1 Les substances transportées à la température ambiante ou à une température supérieure seront placées dans des récipients primaires. Ceux-ci peuvent être en verre, en métal ou en plastique. Pour garantir l'étanchéité, des moyens efficaces seront utilisés, tels que scellement à la chaleur, bouchon enveloppant ou capsule métallique. Des capsules vissées seront renforcées avec du ruban adhésif.
- 1.3.2 Les substances réfrigérées ou congelées pendant le transport (glace humide, «tampons congelés», glace carbonique) ne doivent pas être placées dans des récipients primaires fermés à l'aide d'une capsule vissée. La glace ou la glace carbonique doit être placée à l'extérieur du ou des emballages secondaires. Des étais intérieurs seront prévus pour maintenir le ou les emballages secondaires dans la position initiale une fois la glace ou glace carbonique fondue. Si l'on utilise de la glace, l'emballage doit être étanche et, si l'on se sert de glace carbonique, l'emballage extérieur doit permettre l'échappement du gaz carbonique.
- 1.4 La boîte externe ainsi que l'emballage extérieur, s'il y a lieu, doivent être munis, du côté qui porte les adresses du laboratoire expéditeur et du laboratoire de destination dûment autorisés, d'une étiquette normalisée. Cette étiquette est en forme de losange de 10 x 10 cm ou de 5 x 5 cm, avec lettres noires sur fond blanc. La moitié supérieure porte le symbole approuvé pour les substances infectieuses, et la moitié inférieure les mots «Substance infectieuse. En cas de dommage ou de fuite, avertir immédiatement les autorités de santé publique». L'étiquette se présente comme suit:





## ■ Commentaires

**2401.1** Par sa recommandation C 68/Rio de Janeiro 1979, le Congrès a invité les Adm. intéressées à observer certaines conditions recommandées par l'OMS et exigées par l'ATA pour des raisons de sécurité; entre autres, il leur est demandé de remettre, non scellés, aux compagnies aériennes les sacs postaux renfermant exclusivement des envois contenant des substances infectieuses et signalés par des étiquettes spéciales «Substance infectieuse». Ces envois doivent être accompagnés d'une form. «Attestation de l'expéditeur» (Shipper's certification) en double exemplaire.

**2401.1.1** L'OMS a informé le BI en juillet 1982 que la transmission des spécimens diagnostiques par la poste est entravée par le fait que certaines Adm. ne participent pas à l'échange des substances infectieuses. Par son vœu C 16/Hamburg 1984, le Congrès invite les Adm. à revoir leur position à ce sujet.

**2401.1.4** S'agissant des indications à porter sur l'emballage extérieur des envois contenant des substances infectieuses (nom, adresse et n° de téléphone de l'autorité compétente à contacter en cas d'avarie ou de fuite), l'OMS a adressé en mai 1981 aux autorités de santé publique des pays membres de l'Organisation une circ. recommandant à ces dernières de communiquer ces indications à l'Adm. de leur pays. De son côté, le BI a prié les Adm. qui admettent ces envois de prendre contact avec les autorités nationales de santé publique et animale de leur pays en vue de coordonner les actions à engager en cas d'accident.

## 2. Matières biologiques périssables non infectieuses

- 2.1 Les matières biologiques périssables qui ne contiennent ni micro-organismes pathogènes vivants ni virus pathogènes vivants doivent être emballées dans un récipient imperméable interne, placé dans un récipient protecteur externe. Une substance absorbante doit être placée soit dans le récipient interne, soit entre les récipients interne et externe. Cette substance doit être en quantité suffisante pour absorber, en cas de bris, tout le liquide contenu ou susceptible de se former dans le récipient interne. Par ailleurs, le contenu des récipients tant interne qu'externe doit être emballé de façon à éviter tout déplacement.
- 2.2 Des dispositions particulières, telles que dessiccation sous congélation et emballage de glace, doivent être prises pour assurer la conservation des matières sensibles aux températures élevées.
- 2.3 Le transport par la voie aérienne comporte des changements de pression atmosphérique. Si le matériel est conditionné en ampoules scellées ou en bouteilles bien bouchées, il est exigé que ces récipients soient assez solides pour résister aux variations de pression.
- 2.4 Le récipient externe ainsi que l'emballage extérieur de l'envoi doivent être munis, du côté qui porte les adresses du laboratoire expéditeur et du laboratoire de destination, d'une étiquette de couleur violette portant la mention et le symbole suivants:

MATIÈRES BIOLOGIQUES PÉRISSABLES



(Dimensions 62 x 44 mm)

## Article RE 2402

### Conditions d'acceptation et désignation des envois contenant des matières radioactives

1. Les envois de matières radioactives dont le contenu et le conditionnement sont conformes aux recommandations de l'Agence internationale de l'énergie atomique prévoyant des exemptions spéciales pour certaines catégories d'envois sont admis au transport par la poste moyennant autorisation préalable des organismes compétents du pays d'origine.
2. L'emballage extérieur des envois contenant des matières radioactives doit être muni par l'expéditeur de la mention apparente et durable «Matières radioactives. Quantités admises au transport par la poste», mention qui est barrée d'office en cas de renvoi de l'emballage à l'origine. De plus, il doit porter, outre le nom et l'adresse de l'expéditeur, une mention bien apparente demandant le retour des envois en cas de non-livraison.
3. L'expéditeur doit indiquer sur l'emballage intérieur son nom et son adresse ainsi que le contenu de l'envoi.
4. Les Administrations peuvent désigner des bureaux de poste spécialement appelés à accepter le dépôt des envois contenant des matières radioactives.

#### ■ Commentaires

**2402.1** Tel qu'il a été conçu, le transport par la poste des matières radioactives se limite aux expéditions exemptées de prescriptions de transport spéciales, au sens du Règlement de transport des matières radioactives de l'AIEA, en raison de la très faible activité de leur contenu.

Les extraits pertinents dudit Règlement sont reproduits dans le Recueil de la Conv.

Avant qu'une autorisation ne soit accordée, l'Adm. d'origine ou, le cas échéant, l'organisme désigné à cet effet s'assurera que les expéditions auront lieu conformément aux prescriptions de l'AIEA, p. ex. en se faisant remettre, pour approbation, un prototype de l'emballage pour chaque catégorie d'envois.

## Chapitre 3

### Dispositions particulières

#### Article 25

##### Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

1. **Aucun Pays-membre n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs résidant sur son territoire déposent ou font déposer dans un pays étranger, en vue de bénéficier des conditions tarifaires plus favorables qui y sont appliquées.**
2. **Les dispositions prévues sous 1 s'appliquent sans distinction soit aux envois de la poste aux lettres préparés dans le pays de résidence de l'expéditeur et transportés ensuite à travers la frontière, soit aux envois de la poste aux lettres confectionnés dans un pays étranger.**
3. **L'Administration de destination a le droit d'exiger de l'expéditeur et, à défaut, de l'Administration de dépôt le paiement des tarifs intérieurs. Si ni l'expéditeur ni l'Administration de dépôt n'accepte de payer ces tarifs dans un délai fixé par l'Administration de destination, celle-ci peut soit renvoyer les envois à l'Administration de dépôt en ayant le droit d'être remboursée des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa propre législation.**
4. **Aucun Pays-membre n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs ont déposés ou fait déposer en grande quantité dans un pays autre que celui où ils résident sans recevoir une rémunération adéquate. Les Administrations de destination ont le droit d'exiger de l'Administration de dépôt une rémunération en rapport avec les coûts supportés, qui ne pourra être supérieure au montant le plus élevé des deux formules suivantes: soit 80 pour cent du tarif intérieur applicable à des envois équivalents, soit 0,14 DTS par envoi plus 1 DTS par kilogramme. Si l'Administration de dépôt n'accepte pas de payer le montant réclamé dans un délai fixé par l'Administration de destination, celle-ci peut soit retourner les envois à l'Administration de dépôt en ayant le droit d'être remboursée des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa propre législation.**

Prot. Article VII

Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

1. Les Administrations postales de l'Amérique (Etats-Unis), du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Grèce se réservent le droit de percevoir une taxe, en rapport avec le coût des travaux occasionnés, sur toute Administration postale qui, en vertu de l'article 25.4, lui renvoie des objets qui n'ont pas, à l'origine, été expédiés comme envois postaux par leurs services.
2. Par dérogation à l'article 25.4, l'Administration postale du Canada se réserve le droit de percevoir de l'Administration d'origine une rémunération lui permettant de récupérer au minimum les coûts lui ayant été occasionnés par le traitement de tels envois.
3. L'article 25.4 autorise l'Administration de destination à réclamer à l'Administration de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se réserve le droit de limiter ce paiement au montant correspondant au tarif intérieur du pays de destination applicable à des envois équivalents.
4. L'article 25.4 autorise l'Administration de destination à réclamer à l'Administration de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. Les pays suivants se réservent le droit de limiter ce paiement aux limites autorisées dans la Convention et le Règlement pour le courrier en nombre: Amérique (Etats-Unis), Australie, Bahamas, Barbade, Brunei Darussalam, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, Grenade, Guyane, Inde, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Antilles néerlandaises et Aruba, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Singapour, Sri Lanka, Suriname, Thaïlande.
5. Nonobstant les réserves sous 4, les pays suivants se réservent le droit d'appliquer dans leur intégralité les dispositions de l'article 25 de la Convention au courrier reçu des Pays-membres de l'Union: Allemagne, Argentine, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Chypre, Côte d'Ivoire (Rép.), Egypte, France, Grèce, Guinée, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Liban, Mali, Mauritanie, Monaco, Portugal, Sénégal, Syrienne (Rép. arabe), Togo.

**Article 26****Envois non admis. Interdictions**

- 1. Les envois qui ne remplissent pas les conditions requises par la Convention et le Règlement ne sont pas admis.**
- 2. Les envois autres que les envois avec valeur déclarée ne peuvent contenir des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux. Cependant, si la législation intérieure des pays d'origine et de destination le permet, ces objets peuvent être expédiés sous enveloppe close comme envois recommandés.**
- 3. Les lettres ne peuvent pas contenir de documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle échangés entre personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux. Si elle en constate la présence, l'Administration du pays d'origine ou de destination les traite selon sa législation.**
- 4. Sauf les exceptions prévues au Règlement, les imprimés et les cécogrammes:**
  - 4.1 ne peuvent porter aucune annotation ni contenir aucun document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle;**
  - 4.2 ne peuvent contenir aucun timbre-poste, aucune formule d'affranchissement, oblitérés ou non, ni aucun papier représentatif d'une valeur.**
- 5. L'insertion dans les envois de la poste aux lettres des objets visés ci-après est interdite:**
  - 5.1 les stupéfiants et les substances psychotropes;**
  - 5.2 les matières explosibles, inflammables ou autres matières dangereuses; toutefois, les matières biologiques périssables et les matières radioactives visées à l'article 24 ne tombent pas sous le coup de cette interdiction;**
  - 5.3 les objets obscènes ou immoraux;**
  - 5.4 les objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le pays de destination.**
- 6. L'insertion d'animaux vivants dans les envois de la poste aux lettres est interdite.**
  - 6.1 Sont toutefois admis dans les envois de la poste aux lettres autres que les envois avec valeur déclarée:**
    - 6.1.1 les abeilles, les sangsues et les vers à soie;**
    - 6.1.2 les parasites et les destructeurs d'insectes nocifs destinés au contrôle de ces insectes et échangés entre les institutions officiellement reconnues.**

**7. Le traitement des envois admis à tort ressort du Règlement. Toutefois, les envois qui contiennent les objets visés sous 5.1, 5.2 et 5.3 ne sont en aucun cas acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine.**

#### Prot. Article VIII

##### Interdictions

1. A titre exceptionnel, l'Administration postale du Liban n'accepte pas les envois recommandés qui contiennent des pièces de monnaie ou des billets de monnaie ou toute valeur au porteur ou des chèques de voyage ou du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux. Elle n'est pas tenue par les dispositions de l'article 35.1 d'une façon rigoureuse en ce qui concerne sa responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie des envois recommandés, de même qu'en ce qui concerne les envois contenant des objets en verre ou fragiles.

2. A titre exceptionnel, les Administrations postales de la Bolivie, de la Chine (Rép. pop.), de l'Iraq, du Népal et du Viet Nam n'acceptent pas les envois recommandés contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

3. L'Administration postale de Myanmar se réserve le droit de ne pas accepter les envois avec valeur déclarée contenant les objets précieux mentionnés à l'article 26.2, car sa législation interne s'oppose à l'admission de ce genre d'envois.

4. L'Administration postale du Népal n'accepte pas les envois recommandés ou avec valeur déclarée contenant des coupures ou des pièces de monnaie, sauf accord spécial conclu à cet effet.

#### Prot. Article IX

##### Objets passibles de droits de douane

1. Par référence à l'article 26, les Administrations postales des pays suivants n'acceptent pas les envois avec valeur déclarée contenant des objets passibles de droits de douane: Bangladesh, El Salvador.

2. Par référence à l'article 26, les Administrations postales des pays suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires et recommandées contenant des objets passibles de droits de douane: Afghanistan, Albanie, Arabie saoudite\*, Azerbaïdjan, Bélarus, Cambodge, Centrafrique\*, Chili, Colombie, Cuba, El Salvador, Estonie, Ethiopie\*, Italie, Népal, Ouzbékistan, Panama (Rép.)\*, Pérou, Rép. pop. dém. de Corée, Saint-Marin, Tadjikistan\*, Turkménistan, Ukraine, Vénézuéla.

3. Par référence à l'article 26, les Administrations postales des pays suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires contenant des objets passibles de droits de douane: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire (Rép.), Djibouti, Mali, Mauritanie, Niger\*, Oman\*, Sénégal\*, Viet Nam, Yémen.

4. Nonobstant les dispositions prévues sous 1 à 3, les envois de sérums, de vaccins ainsi que les envois de médicaments d'urgence nécessitent qu'il est difficile de se procurer sont admis dans tous les cas.

#### ■ Commentaires

**26.2** Par «billets de monnaie», il faut entendre les billets, tenant lieu de monnaie, émis par les autorités gouvernementales, provinciales ou communales, par opposition à ceux qu'émettent des institutions bancaires sous le contrôle et avec l'autorisation du gouvernement.

Sont considérés comme «valeurs au porteur» les chèques, les titres au porteur et, d'une manière générale, toutes les valeurs qui peuvent aisément se réaliser aux guichets des banques. Les papiers «représentatifs d'une valeur» tels que les billets de loterie, les timbres-poste et les titres de transport peuvent être insérés dans les envois prioritaires ordinaires et les lettres closes ordinaires tout en demeurant interdits dans les envois à tarif réduit.

Les renseignements concernant l'admission dans les envois recommandés sous enveloppe close figurent dans le Recueil de la Conv.

**26.5.1** La liste des stupéfiants et des substances psychotropes placés sous contrôle international (liste abrégée) est reproduite dans la troisième partie de la Liste des objets interdits.

Lors de l'enquête effectuée par le BI auprès des Adm. sur la contrebande de stupéfiants et de matières psychotropes par la voie postale, il est apparu un certain nombre de difficultés, notamment quant à l'attitude à adopter par un pays intermédiaire eu égard à la liberté de transit lorsqu'il est soupçonné que des dépêches closes renferment de telles matières. Le Congrès a adopté à ce sujet le vœu C 54/Washington 1989, dont le dispositif est reproduit ci-après:

«Le Congrès invite les Administrations postales à:

- 1° – coopérer à la lutte contre le trafic des stupéfiants et des matières psychotropes chaque fois qu'elles en sont légalement requises par leurs autorités nationales chargées de cette lutte;
  - s'attacher au respect des principes fondamentaux de la poste internationale et notamment à la liberté de transit (article premier de la Constitution et de la Convention);
- 2° prendre toutes dispositions avec les autorités compétentes de leur pays afin qu'il ne soit pas procédé à l'ouverture des sacs de dépêches en transit dont elles soupçonnent qu'ils renferment des envois contenant des stupéfiants, mais à en aviser:
  - a) par les voies les plus rapides, à la demande de leurs autorités douanières, l'Administration de destination afin que les sacs litigieux soient facilement repérés à l'arrivée;
  - b) par bulletin de vérification, l'Administration d'origine de la dépêche;
- 3° intervenir auprès des autorités législatives, en consultation avec les services douaniers, afin que les lois et règlements ne fassent pas obstacle à l'utilisation de la technique dite de «livraison surveillée»; la douane du pays de transit, le cas échéant avec l'accord des autorités compétentes, doit prendre les mesures appropriées en vue d'informer les autorités douanières du pays de destination et, éventuellement, du pays d'origine des dépêches incriminées.»

**26.5.2** Outre les matières explosibles ou inflammables, il faut considérer comme dangereux les gaz comprimés, les liquides corrosifs, les matières oxydantes et toxiques ainsi que toutes autres substances qui pourraient mettre la vie humaine en danger ou causer des dommages.

La «Liste des définitions des marchandises dangereuses interdites pour le transport par la poste», établie par l'OACI, est reproduite dans la quatrième partie de la Liste des objets interdits (feuilles roses).

Au sujet de la sécurité du personnel amené à manipuler des envois présumés dangereux (envois piégés), le Congrès a émis la recommandation C 76/Rio de Janeiro 1979, recommandant aux Adm.:

«a) à titre préventif:

- 1° d'établir une liaison permanente avec les autorités compétentes de leur pays (organes de police ou de douane, comités nationaux de sécurité, etc.) afin:
  - d'être informées, le cas échéant, de l'existence d'une menace ou de signes laissant présumer l'expédition d'envois dangereux;
  - d'arrêter des dispositions pratiques pour l'examen des envois et la destruction des objets dangereux;
- 2° d'émettre des directives pour leurs services en s'inspirant notamment des informations contenues dans l'étude du CCEP au sujet des mesures à prendre pour détecter les envois piégés et pour protéger le personnel postal contre les dangers d'explosion lorsque de tels envois sont découverts dans le courrier;
- 3° de veiller à ce que l'examen des envois présumés dangereux soit effectué selon les méthodes les plus appropriées;
- 4° de faire adapter ou compléter, si nécessaire, leur législation nationale en vue d'autoriser les opérations permettant de détecter les envois piégés;
- 5° conjointement avec les autorités compétentes, de mettre en garde les usagers en leur fournissant, sous réserve des restrictions de sécurité prévues, le plus grand nombre d'informations possible pour leur permettre de prendre les précautions nécessaires à leur propre sécurité personnelle;

b) dès que des envois dangereux sont découverts ou que leur présence est présumée:

- 1° de renseigner de façon détaillée le personnel concerné sur l'aspect extérieur de ces envois et sur la nécessité de les traiter avec une circonspection particulière;
- 2° d'informer immédiatement, de manière aussi détaillée que possible, par voie des télécommunications, le Bureau international et les Administrations postales étrangères directement menacées.»

Il a aussi chargé le BI d'informer immédiatement l'ensemble des Adm. des Pays-membres de l'Union des cas de découverte d'envois piégés et de leur transmettre à ce sujet tous les renseignements susceptibles de les intéresser.

Le Congrès a également émis la résolution C 39/Séoul 1994, par laquelle les Adm., aidées par le BI, sont invitées à:

- a) renforcer les mesures destinées à empêcher et à détecter l'insertion d'objets prohibés et dangereux dans les envois postaux;
- b) prendre à cet effet des mesures éducatives adaptées à la situation locale et destinées aux clients et au personnel de la poste;
- c) assurer une vaste diffusion de ces mesures et une formation appropriée du personnel, à l'aide des moyens techniques modernes les plus efficaces.

**26.5.3** L'appréciation de chaque Adm. est réservée à l'égard de ce qu'il faut entendre par le terme «obscène».

**26.5.4** La non-admission au transport ou au transit de certains objets devrait être notifiée aux Adm., de façon que la prohibition puisse être portée en temps utile à la connaissance du public.

Les renseignements concernant les interdictions en vigueur dans les Pays-membres de l'Union sont communiqués au BI, qui, sur cette base, tient à jour la Liste des objets interdits. Chaque Adm. doit veiller dans toute la mesure possible à ce que les renseignements concernant les interdictions en vigueur dans son pays et communiquées au BI soient énoncés de façon claire, précise et détaillée et qu'ils soient tenus à jour.

**Prot. IX.2 et 3** Les Adm. marquées d'un astérisque (\*) ont renoncé à leurs réserves après l'entrée en vigueur des Actes de Séoul.

**Prot. IX.4** Le mot «médicaments» ne peut en aucun cas servir à désigner les stupéfiants et les substances psychotropes cités à l'art. 26.5.1.



## Article RE 2601

## Traitement des envois admis à tort

1. Les envois qui n'auraient pas dû être admis en application des articles 24 et 26.1 de la Convention doivent être renvoyés à l'Administration d'origine. Toutefois, les envois qui ont été admis à tort et ne remplissent pas les conditions de l'article 8 de la Convention et de l'article RE 802 concernant le contenu, le poids ou les dimensions doivent autant que possible être remis aux destinataires sans supplément de taxe. Les envois admis à tort contenant des matières biologiques périssables ou des matières radioactives et ne remplissant pas les dispositions de l'article 24 de la Convention peuvent aussi être remis aux destinataires, si les dispositions appliquées dans le pays de destination le permettent.
2. Les envois contenant les objets mentionnés à l'article 26.5 et 6 de la Convention et admis à tort à l'expédition sont traités selon la législation du pays de l'Administration qui en constate la présence.
3. L'Administration de destination peut livrer au destinataire la partie du contenu qui ne tombe pas sous le coup d'une interdiction.
4. Dans le cas où un envoi admis à tort à l'expédition n'est ni renvoyé à l'origine ni remis au destinataire, l'Administration d'origine doit être informée sans délai du traitement appliqué à l'envoi. Cette information doit indiquer de manière précise l'interdiction sous le coup de laquelle tombe l'envoi ainsi que les objets qui ont donné lieu à saisie. Un envoi admis à tort et renvoyé à l'origine doit être accompagné d'une information analogue.
5. En cas de saisie d'un envoi postal admis à tort à l'expédition, l'Administration de destination doit en informer l'Administration d'origine par l'envoi d'un procès-verbal CN 13.
6. Est d'ailleurs réservé le droit de tout Pays-membre de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport en transit à découvert des envois de la poste aux lettres, autres que les lettres, les cartes postales et les cécogrammes, à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux dispositions légales qui régissent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays. Ces envois doivent être renvoyés à l'Administration d'origine.

## | Prot. Article RE IV

## Traitement des envois admis à tort

1. Les Administrations postales de l'Afghanistan, de l'Angola, de Cuba, de Djibouti et du Pakistan ne sont pas tenues d'observer les dispositions prévues à l'article RE 2601.4, selon lesquelles «Cette information doit indiquer d'une manière précise l'interdiction sous le coup de laquelle tombe l'envoi ainsi que les objets qui ont donné lieu à la saisie.»

2. Les Administrations postales de l'Afghanistan, de l'Angola, de l'Azerbaïdjan, de Cuba, de Djibouti, de l'Estonie, de l'Ouzbékistan, de la Rép. pop. dém. de Corée, du Soudan, du Tadjikistan, du Turkménistan, de l'Ukraine, du Viet Nam et du Yémen se réservent le droit de ne fournir les renseignements sur les raisons de la saisie d'un envoi postal que dans les limites des informations provenant des autorités douanières et selon la législation intérieure.

■ **Commentaires**

**2601.4** La form. CN 13 peut être utilisée pour renseigner l'Adm. d'origine.

Administration des postes d

Bureau qui établit le procès-verbal

**PROCÈS-VERBAL**  
**Information en cas de saisie**  
**d'un envoi postal**

Date

Référence

**CN 13**  
 (ancien C 33/CP 10bis)

A l'Administration d

**Indications**

Une seule formule suffit pour plusieurs envois  
 déposés simultanément par le même expéditeur  
 et pour le même destinataire

Description de l'envoi saisi	Nature de l'envoi					
	<input type="checkbox"/> Prioritaire	<input type="checkbox"/> Non prioritaire	<input type="checkbox"/> Colis	<input type="checkbox"/> Ordinaire	<input type="checkbox"/> Recom- mandé	
	<input type="checkbox"/> Lettre	<input type="checkbox"/> Imprimé	<input type="checkbox"/> Petit paquet	<input type="checkbox"/> Valeur déclarée	<input type="checkbox"/> Livraison attestée	
	N° de l'envoi		Poids de l'envoi			
	Information concernant l'acheminement					
	<input type="checkbox"/> Avion	<input type="checkbox"/> S.A.L.	<input type="checkbox"/> Surface			
Dépôt de l'envoi	Bureau d'origine			Date de dépôt		
	Bureau d'échange expéditeur			Date		
	Bureau d'échange de destination			Dépêche n°		
Expéditeur	Nom et adresse complète					
Destinataire	Nom et adresse complète					

Renseignements concernant la saisie	Motif de la saisie	
	<input type="checkbox"/> Matières dangereuses	<input type="checkbox"/> Envoi contrevenant à la réglementation sur les importations
	<input type="checkbox"/> Stupéfiants	<input type="checkbox"/> Envoi en violation des préceptes publics/moraux/religieux
	<input type="checkbox"/> Objets obscènes	<input type="checkbox"/>
	Réglementation applicable	
	<input type="checkbox"/> Convention UPU	<input type="checkbox"/> Arrangement UPU concernant les colis postaux
	<input type="checkbox"/> Législation nationale (préciser)	
	En conséquence, nous avons saisi	
	<input type="checkbox"/> tout le contenu	
	<input type="checkbox"/> la partie décrite ci-dessous de l'envoi contrevenant à la réglementation en vigueur:	

En foi de quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal, en double expédition, pour qu'il y soit donné suite confor- mément à la Convention	Fonctionnaire des douanes	Chef du bureau où a eu lieu la saisie
	Lieu et signature	Lieu et signature

Réservé au bureau d'origine de l'envoi	Observations éventuelles	
	Signature de l'expéditeur ou de son fondé de pouvoir (le cas échéant)	Bureau d'origine de l'envoi Date et signature



## **Article 27**

### **Réexpédition**

- 1. En cas de changement d'adresse du destinataire, les envois de la poste aux lettres lui sont réexpédiés immédiatement aux conditions prescrites dans le service intérieur.**
- 2. Les envois ne sont cependant pas réexpédiés:**
  - 2.1 si l'expéditeur en a interdit la réexpédition par une annotation portée sur la suscription en une langue connue dans le pays de destination;**
  - 2.2 s'ils portent, en sus de l'adresse du destinataire, la mention «ou à l'occupant des lieux».**
- 3. Les Administrations qui perçoivent une taxe pour les demandes de réexpédition dans leur service intérieur sont autorisées à percevoir cette même taxe dans le service international.**
- 4. Aucun supplément de taxe n'est perçu pour les envois de la poste aux lettres réexpédiés de pays à pays, sauf les exceptions prévues au Règlement. Toutefois, les Administrations qui perçoivent une taxe de réexpédition dans leur service intérieur sont autorisées à percevoir cette même taxe pour les envois de la poste aux lettres du régime international réexpédiés dans leur propre service.**
- 5. Les conditions de réexpédition ressortent du Règlement.**

#### **■ Commentaires**

**27.1** Le Congrès, par la résolution C 52/Séoul 1994, a invité les Adm. à introduire des services de réexpédition et de notification de changements d'adresse, si elles n'en assurent pas déjà, et de prendre des mesures visant à améliorer l'efficacité et la rentabilité de ces services, si elles les assurent.

## **Article RE 2701**

### **Conditions de réexpédition des envois de la poste aux lettres**

- 1. Généralités**
  - 1.1 Les envois adressés à des destinataires ayant changé d'adresse sont considérés comme adressés directement du lieu d'origine au lieu de la nouvelle destination.**
  - 1.2 Tout envoi avec valeur déclarée dont le destinataire est parti pour un autre pays peut être réexpédié si ce pays exécute le service dans ses relations avec celui de la première destination. Si tel n'est pas le cas, l'envoi est renvoyé immédiatement à l'Administration d'origine pour être rendu à l'expéditeur.**
  - 1.3 La réexpédition d'un pays sur un autre n'a lieu que si les envois satisfont aux conditions requises pour le nouveau transport. Cela est valable aussi pour les envois adressés primitivement à l'intérieur d'un pays.**

- 1.4 Lors de la réexpédition, le bureau réexpéditeur applique son timbre à date au recto des envois sous forme de cartes et au verso de toutes les autres catégories d'envois.
- 1.5 Les envois ordinaires ou recommandés renvoyés aux expéditeurs pour complément ou rectification d'adresse ne sont pas considérés, lors de leur remise dans le service, comme des envois réexpédiés. Ils sont traités comme de nouveaux envois, passibles d'une nouvelle taxe.
- 1.6 Si l'essai de remise d'un envoi exprès à domicile par un porteur spécial est resté infructueux, le bureau réexpéditeur doit barrer l'étiquette ou la mention «Exprès» par deux forts traits transversaux.
- 1.7 Chaque Administration a la faculté de fixer un délai de réexpédition conforme à celui qui est en vigueur dans son service intérieur.

#### ■ Commentaires

**2701.1.3** Les destinataires désireux de recevoir à l'étranger des envois du régime intérieur qui ne sont pas admis dans le service international de la poste aux lettres peuvent veiller, en prenant des mesures appropriées (p. ex. désignation de personnes autorisées), à ce que ces envois satisfassent aux exigences du service international de la poste aux lettres.

## 2. Acheminement

- 2.1 Les envois prioritaires et les envois-avion sont réexpédiés sur leur nouvelle destination par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).
- 2.2 Les autres envois sont réexpédiés par les moyens de transport normalement utilisés pour les envois non prioritaires ou de surface (S.A.L. compris). Ils peuvent être réacheminés par voie prioritaire ou aérienne sur demande expresse du destinataire et si celui-ci s'engage à payer la différence d'affranchissement correspondant à la nouvelle transmission prioritaire ou au nouveau parcours aérien. Dans ce cas, la différence d'affranchissement est perçue, en principe, au moment de la remise et reste acquise à l'Administration distributrice. Tous les envois peuvent également être réacheminés par la voie la plus rapide si la différence d'affranchissement est payée au bureau réexpéditeur par une tierce personne. La réexpédition de tels envois par la voie la plus rapide à l'intérieur du pays de destination est soumise à la réglementation intérieure de ce pays.
- 2.3 Les Administrations faisant application des taxes combinées peuvent fixer, pour la réexpédition par la voie aérienne ou prioritaire dans les conditions prévues sous 2.2, des taxes spéciales qui ne doivent pas dépasser les taxes combinées.

#### ■ Commentaires

**2701.2.2** Une tierce personne (p. ex. un hôtel) a la possibilité de demander, au nom de l'expéditeur ou du destinataire, la réexpédition des envois prioritaires et des envois-avion par la voie prioritaire ou aérienne contre paiement des surtaxes ou taxes combinées. A la suite de la réexpédition systématique de tous les envois prioritaires et des envois-avion, les surtaxes et les taxes combinées relatives aux nouv. parcours ne sont perçues que sur les envois non prioritaires et de surface.

## 3. Taxation

- 3.1 Les envois non ou insuffisamment affranchis pour leur premier parcours sont frappés de la taxe qui leur aurait été appliquée s'ils avaient été adressés directement du point d'origine au lieu de la destination nouvelle.

- 3.2 Les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours et dont le complément de taxe afférent au parcours ultérieur n'a pas été acquitté avant leur réexpédition sont frappés d'une taxe représentant la différence entre l'affranchissement déjà acquitté et celui qui aurait été perçu si les envois avaient été expédiés primitivement sur leur nouvelle destination. A cette taxe est ajoutée la taxe de traitement pour envois non ou insuffisamment affranchis. En cas de réexpédition par la voie aérienne ou prioritaire, les envois sont en outre frappés, pour le parcours ultérieur, de la surtaxe, de la taxe combinée ou de la taxe spéciale, selon 2.2 et 2.3.
- 3.3 Les envois ayant circulé primitivement en franchise postale dans l'intérieur d'un pays sont frappés de la taxe d'affranchissement qui aurait dû être acquittée si ces envois avaient été adressés directement du point d'origine au lieu de la nouvelle destination. A cette taxe est ajoutée la taxe de traitement pour envois non ou insuffisamment affranchis.
- 3.4 En cas de réexpédition sur un autre pays, les taxes suivantes doivent être annulées:
  - 3.4.1 la taxe de poste restante;
  - 3.4.2 la taxe de présentation à la douane;
  - 3.4.3 la taxe de magasinage;
  - 3.4.4 la taxe de commission;
  - 3.4.5 la taxe complémentaire d'express;
  - 3.4.6 la taxe de remise aux destinataires des petits paquets.
- 3.5 Les droits de douane et les autres droits dont l'annulation n'a pu être obtenue à la réexpédition ou au renvoi à l'origine sont recouvrés, par voie de remboursement, sur l'Administration de la nouvelle destination. Dans ce cas, l'Administration de la destination primitive joint à l'envoi une note explicative et un mandat de remboursement (modèles R 3, R 3bis, R 6, R 6bis ou R 8 de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement). Si le service de remboursement n'existe pas dans les relations entre les Administrations intéressées, les droits en cause sont recouvrés par voie de correspondance.
- 3.6 Les envois de la poste aux lettres réexpédiés sont remis aux destinataires contre paiement des taxes dont ils ont été grevés au départ, à l'arrivée ou en cours de route par suite de réexpédition au-delà du premier parcours. Les droits de douane ou autres frais spéciaux dont le pays réexpéditeur n'accorde pas l'annulation sont également dus par les destinataires.

#### Article RE 2702

##### Réexpédition collective des envois de la poste aux lettres

1. Les envois ordinaires à réexpédier à une même personne ayant changé d'adresse peuvent être insérés dans des enveloppes collectrices CN 14, fournies par les Administrations. Le nom et la nouvelle adresse du destinataire doivent seuls être inscrits sur ces enveloppes.

2. Lorsque la quantité d'envois à réexpédier collectivement le justifie, un sac peut être employé. Dans ce cas, les détails requis doivent être inscrits sur une étiquette spéciale, fournie par l'Administration et imprimée, en général, d'après le même modèle que l'enveloppe CN 14.

3. Il ne peut être inséré dans ces enveloppes ou sacs des envois à soumettre au contrôle douanier. Des envois dont la forme, le volume et le poids risqueraient d'occasionner des déchirures sont également exclus.

4. Les enveloppes collectrices CN 14 et les sacs utilisés pour la réexpédition collective des correspondances sont acheminés sur la nouvelle destination par la voie prescrite pour les envois individuels.

5. L'enveloppe ou le sac doit être présenté ouvert au bureau réexpéditeur. Celui-ci perçoit, s'il y a lieu, les compléments de taxe dont les envois réexpédiés pourraient être passibles. Lorsque le complément d'affranchissement n'est pas acquitté, la taxe à percevoir à l'arrivée est indiquée sur les envois. Après vérification, le bureau réexpéditeur ferme l'enveloppe ou le sac. Le cas échéant, il applique sur l'enveloppe ou sur l'étiquette du sac le timbre T pour indiquer que des taxes doivent être perçues sur tout ou partie des envois réexpédiés.

6. A l'arrivée à destination, l'enveloppe ou le sac peut être ouvert et son contenu vérifié par le bureau distributeur, qui perçoit, s'il y a lieu, les compléments de taxe non acquittés. La taxe de traitement pour envois non ou insuffisamment affranchis n'est perçue qu'une seule fois pour tous les envois insérés dans les enveloppes ou sacs.

7. Les envois ordinaires adressés soit aux marins et aux passagers embarqués sur un même navire, soit à des personnes prenant part à un voyage collectif peuvent être traités également comme il est prévu sous 1 à 6. Dans ce cas, les enveloppes ou les étiquettes de sac doivent porter l'adresse du navire (de l'agence de navigation ou de voyages, etc.) auquel les enveloppes ou les sacs doivent être remis.



Administration des postes d'origine

Service des postes

**CN 14**  
(ancien C 6)  
Timbre à date

**ENVELOPPE COLLECTRICE**  
**Réexpédition d'envois de la poste aux lettres**

**Indications**

Cette enveloppe peut être ouverte par le bureau distributeur

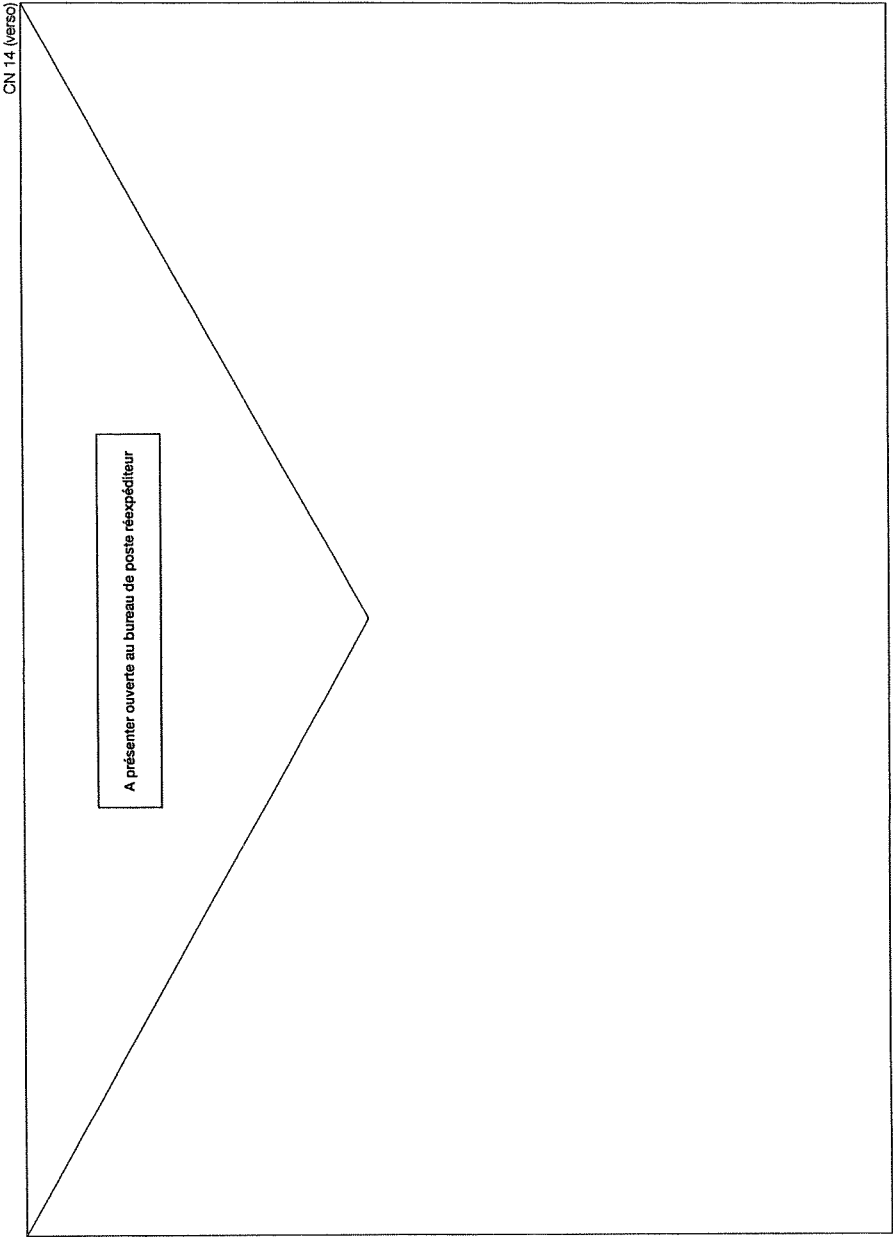
Il ne peut y être inséré aucun envoi à soumettre au contrôle douanier ou de nature à occasionner des déchirures

S'il y a des taxes à percevoir, appliquer le timbre T au milieu de la partie supérieure de l'enveloppe collectrice

Si les envois sont destinés aux marins ou passagers embarqués sur un même navire, ou à des personnes prenant part en commun à un voyage, l'enveloppe collectrice est munie de l'adresse du navire ou de l'agence à qui les envois doivent être remis

**Adresse complète du destinataire**

Nom du destinataire
Aux bons soins de (éventuellement)
Rue et n°
Localité ou bureau de destination
Pays de destination



## **Article 28**

### **Envois non distribuables**

- 1. Sont considérés comme envois non distribuables ceux qui n'ont pu être remis aux destinataires pour une cause quelconque.**
- 2. Le renvoi des envois non distribuables ainsi que leur délai de garde relèvent du Règlement.**
- 3. Aucun supplément de taxe n'est perçu pour les envois non distribuables renvoyés au pays d'origine, sauf les exceptions prévues au Règlement. Toutefois, les Administrations qui perçoivent une taxe de renvoi dans leur service intérieur sont autorisées à percevoir cette même taxe pour les envois du régime international qui leur sont renvoyés.**

## **Article RE 2801**

**Envois non distribuables. Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur et délai de garde**

- 1. Généralités**
  - 1.1 Les envois non distribuables mentionnés à l'article 28 de la Convention sont renvoyés au pays d'origine, sous réserve des dispositions de la législation du pays de destination.**
  - 1.2 Le renvoi doit avoir lieu immédiatement pour les envois refusés par le destinataire ou dont la livraison est manifestement impossible.**
  - 1.3 Les autres envois non distribuables sont gardés par l'Administration de destination pendant un délai fixé par sa réglementation. Toutefois, le délai de garde ne peut dépasser un mois, sauf dans des cas particuliers où l'Administration de destination juge nécessaire de le prolonger jusqu'à deux mois au maximum. Le renvoi au pays d'origine doit avoir lieu dans un délai plus court si l'expéditeur l'a demandé par une annotation portée sur la suscription en une langue connue dans le pays de destination.**
- 2. Modalités particulières**
  - 2.1 Les envois du régime intérieur non distribuables ne sont réexpédiés à l'étranger, en vue de leur restitution aux expéditeurs, que s'ils satisfont aux conditions requises pour le nouveau transport. Il en est de même des envois du régime international dont l'expéditeur a transféré sa résidence dans un autre pays.**
  - 2.2 Les cartes postales qui ne portent pas l'adresse de l'expéditeur ne sont pas renvoyées. Toutefois, les cartes postales recommandées doivent toujours être renvoyées.**
  - 2.3 Le renvoi à l'origine des imprimés non distribuables n'est pas obligatoire, sauf si l'expéditeur en a demandé le retour par une annotation portée sur l'envoi en une langue connue dans le pays de destination. Les Administrations s'efforcent néanmoins d'effectuer ce retour à l'expéditeur, ou de l'en**

informer comme il convient, lorsqu'il s'agit de la répétition de tentatives infructueuses de remise ou d'envois en nombre. Les imprimés recommandés et les livres doivent toujours être renvoyés.

- 2.4 Doivent être considérés comme non distribuables les envois pour des tiers:
  - 2.4.1 adressés aux soins des services diplomatiques ou consulaires et rendus par ceux-ci au bureau de poste comme non réclamés;
  - 2.4.2 adressés à des hôtels, des logements, des agences de compagnies aériennes ou maritimes et restitués au bureau de poste en raison de l'impossibilité de les remettre aux destinataires.
- 2.5 En aucun cas, les envois visés sous 2.4 ne doivent être considérés comme de nouveaux envois soumis à affranchissement.
- 3. Acheminement
  - 3.1 Lorsque la voie de surface n'est plus employée par le pays qui fait le renvoi, il a l'obligation de transmettre les envois non distribuables par la voie la plus adéquate qu'il utilise.
  - 3.2 Les envois prioritaires, les lettres-avion et les cartes postales-avion à renvoyer à l'origine le sont par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).
  - 3.3 Les envois-avion non distribuables, autres que les lettres-avion et les cartes postales-avion, sont renvoyés à l'origine par les moyens de transport normalement utilisés pour les envois non prioritaires ou de surface (S.A.L. compris), sauf:
    - 3.3.1 en cas d'interruption de ces moyens de transport;
    - 3.3.2 si l'Administration de destination a choisi de façon systématique la voie aérienne pour le renvoi de ces envois.
  - 3.4 Pour le renvoi des envois à l'origine par la voie prioritaire ou aérienne à la demande de l'expéditeur, l'article RE 2701.2.2 et 3 est applicable par analogie.

#### ■ Commentaires

**2801.3.2 et 3** Le Congrès recommande aux Adm. qui n'utilisent pas déjà systématiquement la voie aérienne pour le renvoi à l'origine des AO-avion de recourir à cette voie, dans la plus grande mesure possible, selon leurs possibilités économiques (recommandation C 35/Washington 1989).

#### Article RE 2802

##### Traitement des envois non distribuables

1. Avant de renvoyer à l'Administration d'origine les envois non distribués pour un motif quelconque, le bureau de destination doit indiquer, en langue française, la cause de la non-remise. Le motif sera mentionné, d'une manière claire et concise, si possible au recto de l'envoi, sous la forme suivante: inconnu, refusé, déménagé, non réclamé, adresse insuffisante, etc. En ce qui concerne les cartes postales et les imprimés sous forme de cartes, la cause de la non-remise est indiquée sur la moitié droite du recto.

2. Cette indication est fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette CN 15 à remplir selon le cas. Chaque Administration a la faculté d'ajouter la traduction, dans sa propre langue, de la cause de la non-remise et les autres indications qui lui conviennent. Dans les relations avec les Administrations qui se sont déclarées d'accord, ces indications peuvent se faire en une seule langue convenue. De même, les inscriptions manuscrites relatives à la non-remise faites par les agents ou par les bureaux de poste peuvent, dans ce cas, être considérées comme suffisantes.

3. Le bureau de destination doit barrer les indications de lieu qui le concernent de façon qu'elles restent lisibles et porter au recto de l'envoi la mention «Retour» à côté de l'indication du bureau d'origine. Il doit en outre appliquer son timbre à date au verso des envois prioritaires sous enveloppe et des lettres et au recto des cartes postales.

4. Les envois non distribuables sont renvoyés au bureau d'échange du pays d'origine, soit isolément, soit en une liasse spéciale étiquetée «Envois non distribuables», comme s'il s'agissait d'envois à diriger sur ce pays. Les envois non distribuables ordinaires qui portent des indications suffisantes pour leur retour sont renvoyés directement à l'expéditeur.

5. Les envois avec valeur déclarée non distribués doivent être renvoyés dès que possible et au plus tard dans les délais fixés à l'article RE 2801.1.3. Ces envois sont inscrits sur la feuille d'envoi CN 16 et compris dans le paquet, l'enveloppe ou le sac étiqueté «Valeurs déclarées».

6. Les envois non distribuables renvoyés au pays d'origine sont traités d'après l'article RE 2701.3.

■ **Commentaires**

**2802.5** Pour le modèle de la form. CN 16, v. art. RE 4309.

<b>RETOUR</b>		<b>CN 15</b>	
		(ancien C 33/CP 10)	
<hr/>			
<input type="checkbox"/> Inconnu	<input type="checkbox"/> Refusé		
<input type="checkbox"/> Déménagé	<input type="checkbox"/> Non réclamé		
<input type="checkbox"/> Adresse insuffisante			
<input type="checkbox"/>			

Convention, Séoul 1994, art. RE 2802.2 –  
Dimensions maximales 52 x 52 mm, couleur rose

## **Article 29**

### **Retrait. Modification ou correction d'adresse à la demande de l'expéditeur**

- 1. L'expéditeur d'un envoi de la poste aux lettres peut le faire retirer du service, en faire modifier ou corriger l'adresse tant que cet envoi:**
  - 1.1 n'a pas été livré au destinataire;**
  - 1.2 n'a pas été confisqué ou détruit par l'autorité compétente pour infraction à l'article 26;**
  - 1.3 n'a pas été saisi en vertu de la législation du pays de destination.**
- 2. Chaque Administration est tenue d'accepter les demandes de retrait, de modification ou de correction d'adresse concernant tout envoi de la poste aux lettres déposé dans les services des autres Administrations, si sa législation le permet.**
- 3. L'expéditeur doit payer, pour chaque demande, une taxe spéciale de 1,31 DTS au maximum.**
- 4. La demande est transmise par voie postale ou par voie des télécommunications aux frais de l'expéditeur. Les conditions de transmission et les dispositions relatives à l'emploi de la voie des télécommunications ressortent du Règlement.**
- 5. Pour chaque demande de retrait, de modification ou de correction d'adresse concernant plusieurs envois remis simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, il n'est perçu qu'une seule fois les taxes prévues sous 3 et 4.**

## **Prot. Article X**

### **Retrait. Modification ou correction d'adresse**

- 1. L'article 29 ne s'applique pas à Antigua-et-Barbuda, aux Bahamas, à Bahrain, à la Barbade, au Belize, au Botswana, au Brunei Darussalam, au Canada, à la Dominique, aux Fidji, à la Gambie, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, à Grenade, à la Guyane, à l'Iraq, à l'Irlande, à la Jamaïque, au Kenya, à Kiribati, à Kuwait, au Lesotho, à la Malaisie, au Malawi, à Myanmar, à Nauru, au Nigéria, à la Nouvelle-Zélande, à l'Ouganda, à la Papouasie – Nouvelle-Guinée, à la Rép. pop. dém. de Corée, à Saint-Christophe-et-Nevis, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-Grenadines, à Salomon (îles), au Samoa occidental, aux Seychelles, à la Sierra Leone, à Singapour, au Swaziland, à la Tanzanie (Rép. unie), à la Trinité-et-Tobago, à Tuvalu, à Vanuatu et à la Zambie, dont la législation ne permet pas le retrait ou la modification d'adresse d'envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur.**
- 2. L'article 29 s'applique à l'Australie dans la mesure où il est compatible avec la législation intérieure de ce pays.**

■ **Commentaires**

**29.3** La demande par voie postale est transmise sous pli recommandé au bureau de destination. La taxe de recommandation est comprise dans la taxe spéciale; elle ne doit pas être déduite lors de l'utilisation de la voie des télécommunications.

**Prot. X.1** Ces renseignements sont publiés dans le Recueil de la Conv.

Article RE 2901

Traitement des demandes de retrait d'envois, de modification ou de correction d'adresse

1. Généralités
- 1.1 Toute demande de retrait d'envois, de modification ou de correction d'adresse donne lieu à l'établissement, par l'expéditeur, d'une formule CN 17. Une seule formule peut être utilisée pour plusieurs envois remis simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire.
- 1.2 En remettant la demande au bureau de poste, l'expéditeur doit justifier de son identité et produire, s'il y a lieu, le récépissé de dépôt. L'Administration du pays d'origine assume la responsabilité de la justification.
- 1.3 Une simple correction d'adresse (sans modification du nom ou de la qualité du destinataire) peut être demandée directement par l'expéditeur au bureau de destination. La taxe prévue à l'article 29.3 de la Convention n'est pas perçue dans un tel cas.
- 1.4 Par une notification adressée au Bureau international, toute Administration peut prévoir l'échange des demandes CN 17, en ce qui la concerne, par l'entremise de son Administration centrale ou d'un bureau spécialement désigné. Ladite notification doit comporter le nom de ce bureau.
- 1.5 Les Administrations qui usent de la faculté prévue sous 1.4 prennent à leur charge les frais que peut entraîner la transmission, dans leur service intérieur, par voie postale ou par voie des télécommunications, des communications à échanger avec le bureau de destination. Le recours à la voie des télécommunications ou à un service analogue est obligatoire lorsque l'expéditeur a lui-même fait usage de cette voie et que le bureau de destination ne peut pas être prévenu en temps utile par voie postale.
- 1.6 Si l'envoi se trouve encore dans le pays d'origine, la demande est traitée selon la législation de ce pays.

■ **Commentaires**

**2901.1.4** Les renseignements fournis à ce sujet sont publiés dans le Recueil de la Conv.

2. Transmission par voie postale
- 2.1 Si la demande est destinée à être transmise par voie postale, la formule CN 17, accompagnée si possible d'un fac-similé parfait de l'enveloppe ou de la suscription de l'envoi, est expédiée directement au bureau de destination, sous pli recommandé et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).



- 2.2 Si l'échange des demandes s'effectue par l'entremise des Administrations centrales, un double de la demande peut, en cas d'urgence, être expédié directement par le bureau d'origine au bureau de destination. Il doit être tenu compte des demandes expédiées directement. Les envois concernés sont exclus de la distribution jusqu'à l'arrivée de la demande de l'Administration centrale.
- 2.3 A la réception de la formule CN 17, le bureau destinataire recherche l'envoi signalé et donne à la demande la suite nécessaire.
- 2.4 La suite donnée par le bureau de destination à toute demande de retrait d'envois, de modification ou de correction d'adresse est communiquée immédiatement au bureau d'origine, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), au moyen d'une copie de la formule CN 17 dûment remplie dans la partie «Réponse du bureau de destination». Le bureau d'origine prévient le réclamant. Il en est de même dans les cas ci-après:
- 2.4.1 recherches infructueuses;
- 2.4.2 envoi déjà remis au destinataire;
- 2.4.3 envoi confisqué, détruit ou saisi.
- 2.5 Le renvoi à l'origine d'un envoi non prioritaire ou de surface à la suite d'une demande de retrait a lieu par voie prioritaire ou par voie aérienne lorsque l'expéditeur s'engage à payer la différence d'affranchissement correspondante. Lorsqu'un envoi est réexpédié par voie prioritaire ou par voie aérienne à la suite d'une demande de modification ou de correction d'adresse, la différence d'affranchissement correspondant au nouveau parcours est perçue sur le destinataire et reste acquise à l'Administration distributrice.
3. Transmission par voie des télécommunications
- 3.1 Si la demande doit être faite par voie des télécommunications, la formule CN 17 est déposée au service correspondant chargé d'en transmettre les termes au bureau de poste de destination. L'expéditeur doit payer la taxe correspondant à ce service.
- 3.2 A la réception du message reçu par voie des télécommunications, le bureau destinataire recherche l'envoi signalé et donne à la demande la suite nécessaire.
- 3.3 Toute demande de modification ou de correction d'adresse relative à un envoi avec valeur déclarée formulée par voie des télécommunications doit être confirmée postalement, par le premier courrier, dans la forme prévue sous 2.1. La formule CN 17 doit alors porter en tête, en caractères très apparents, la mention «Confirmation de la demande transmise par voie des télécommunications du ...». En attendant cette confirmation, le bureau de destination se borne à retenir l'envoi. Toutefois, l'Administration de destination peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à la demande transmise par voie des télécommunications sans attendre la confirmation postale.

- 3.4 Dans les relations entre deux pays admettant cette procédure, l'expéditeur peut demander d'être informé par voie des télécommunications des dispositions prises par le bureau de destination à la suite de sa demande. Il doit payer la taxe y relative. En cas d'utilisation de télégrammes, il doit acquitter la taxe d'un télégramme calculée sur la base de quinze mots. Lorsqu'il est fait usage du télex, la taxe perçue sur l'expéditeur s'élève, en principe, au même montant que celui perçu pour transmettre la demande par télex.
- 3.5 Si l'expéditeur d'une demande transmise par voie des télécommunications a demandé d'être informé par un moyen analogue, la réponse est envoyée par cette voie au bureau d'origine. Celui-ci renseigne l'expéditeur le plus rapidement possible. Il en est de même lorsqu'une demande par voie des télécommunications n'est pas suffisamment explicite pour identifier sûrement l'envoi.

Pays d'origine

## DEMANDE

CN 17  
(ancien C 7)

Date

## Indications

A transmettre sous recommandation

☐ de retrait    ☐ de modification ou de correction d'adresse    ☐ d'annulation ou de modification du montant du remboursement

Bureau d'origine

Bureau de destination

Notre n° de télécopie

Télécopie n°

Désignation de l'envoi	Nature de l'envoi	N° de l'envoi	Date d'expédition
	Bureau d'origine	<input type="checkbox"/> Fac-similé annexé	
	Description (format, couleur de l'envoi, etc.)		
	Expéditeur (nom et adresse complète)		
	Destinataire (nom et adresse complète)		
	Montant du remboursement initial en chiffres (le cas échéant)		
Retrait	Prière de renvoyer l'envoi par voie <input type="checkbox"/> prioritaire/aérienne <input type="checkbox"/> S.A.L. <input type="checkbox"/> non prioritaire/de surface		
Modification ou correction d'adresse	Prière de réexpédier l'envoi par voie <input type="checkbox"/> prioritaire/aérienne <input type="checkbox"/> S.A.L. <input type="checkbox"/> non prioritaire/de surface		
	Nouvelle adresse ou modification demandée		
Modification/annulation du montant du remboursement	<input type="checkbox"/> Prière d'annuler le remboursement <input type="checkbox"/> Prière de modifier le montant du remboursement Nouveau montant du remboursement (en lettres et en chiffres)		

Signature

## Réponse du bureau de destination

<input type="checkbox"/> L'envoi en question a déjà été remis au destinataire	<input type="checkbox"/> La demande n'étant pas assez explicite, prière de communiquer des détails complémentaires
<input type="checkbox"/> L'envoi en question a été saisi en vertu de la législation interne du pays	<input type="checkbox"/> La recherche a été infructueuse
Informations supplémentaires	

Lieu, date et signature

A renvoyer dûment complété au bureau d'origine

## Article RE 2902

Retrait. Modification ou correction d'adresse. Envois déposés dans un pays autre que celui qui reçoit la demande

1. Tout bureau qui reçoit une demande de retrait d'envois, de modification ou de correction d'adresse introduite conformément à l'article 29.2 de la Convention vérifie l'identité de l'expéditeur de l'envoi. Il s'assure notamment que l'adresse de l'expéditeur figure bien à l'endroit prévu à cette fin sur la formule CN 17. Il transmet ensuite la formule CN 17 au bureau d'origine ou de destination de l'envoi.

2. Si la demande concerne un envoi recommandé ou avec valeur déclarée, le récépissé de dépôt doit être présenté par l'expéditeur et la formule CN 17 doit être revêtue de la mention «Vu l'original du récépissé de dépôt». Avant d'être rendu à l'expéditeur, le récépissé de dépôt est muni de la mention suivante: «Demande de retrait (de modification ou de correction d'adresse) déposée le ... au bureau ...». Cette indication est appuyée de l'empreinte du timbre à date du bureau qui reçoit la demande. La formule CN 17 est alors transmise au bureau de destination par l'intermédiaire du bureau d'origine de l'envoi.

3. Toute demande introduite par voie des télécommunications dans les conditions prévues sous 1 est adressée directement au bureau de destination de l'envoi. Si, toutefois, elle se rapporte à un envoi recommandé ou avec valeur déclarée, une formule CN 17, revêtue des mentions «Vu l'original du récépissé de dépôt» et «Demande transmise par voie des télécommunications déposée le ... au bureau de ...», doit, en outre, être envoyée au bureau d'origine de l'envoi. Après en avoir vérifié les indications, le bureau d'origine inscrit en tête de la formule CN 17, en caractères très apparents, la mention «Confirmation de la demande transmise par voie des télécommunications du ...» et la transmet au bureau de destination. Le bureau de destination retient l'envoi recommandé ou avec valeur déclarée jusqu'à la réception de cette confirmation.

4. Pour permettre de prévenir l'expéditeur, le bureau de destination de l'envoi informe le bureau qui reçoit la demande de la suite qui lui a été donnée. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un envoi recommandé ou avec valeur déclarée, cette information doit passer par le bureau d'origine de l'envoi. En cas de retrait, l'envoi retiré est joint à cette information.

5. L'article RE 2901 est applicable, par analogie, au bureau qui reçoit la demande et à son Administration.

### ■ Commentaires

**2902.1** Il est indispensable, lorsqu'il s'agit d'un envoi recommandé ou avec valeur déclarée, que la demande soit transmise par l'intermédiaire du bureau d'origine de l'envoi.

**2902.2** Le récépissé de dépôt étant la seule pièce prouvant que l'envoi a bien été déposé, il doit être conservé par l'expéditeur.

**2902.3** Le bureau d'origine d'un envoi recommandé ou avec valeur déclarée doit être avisé d'une demande par voie des télécommunications faite dans un pays tiers pour être en mesure de confirmer cette demande par écrit au bureau de destination.

## **Article 30**

### **Réclamations**

- 1. Les réclamations sont admises dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour du dépôt d'un envoi.**
- 2. Pendant cette période, les réclamations sont acceptées dès que le problème est signalé par l'expéditeur ou par le destinataire. Cependant, lorsque la réclamation d'un expéditeur concerne un envoi non distribué et que le délai d'acheminement prévu n'est pas encore expiré, il convient d'informer l'expéditeur de ce délai.**
- 3. Chaque Administration est tenue d'accepter les réclamations concernant tout envoi déposé dans les services des autres Administrations.**
- 4. Le traitement des réclamations est gratuit. Toutefois, si l'emploi de la voie des télécommunications ou du service EMS est demandé, les frais supplémentaires sont en principe à la charge du demandeur. Les dispositions y relatives ressortent du Règlement.**

## **Prot. Article XI**

### **Réclamations**

- 1. Par dérogation à l'article 30.4, les Administrations postales de l'Arabie saoudite, du Cap-Vert, du Gabon, des Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, de la Grèce, de l'Iran (Rép. islamique), de la Mongolie, de Myanmar, de la Syrienne (Rép. arabe), du Tchad et de la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients.**
- 2. Par dérogation à l'article 30.4, les Administrations postales de l'Argentine, de la Slovaquie et de la Tchèque (Rép.) se réservent le droit de percevoir une taxe spéciale lorsque, à l'issue des démarches entreprises suite à la réclamation, il se révèle que celle-ci est injustifiée.**

## **Article RE 3001**

### **Traitement des réclamations**

- 1. Généralités**
- 1.1 Toute réclamation donne lieu à l'établissement d'une formule CN 08.**
- 1.2 La formule CN 08 doit être accompagnée, autant que possible, d'un fac-similé de la suscription de l'envoi. La formule de réclamation doit être remplie avec tous les détails que comporte la contexture et d'une manière très lisible. Il sera fait usage de préférence de lettres capitales latines et de chiffres arabes ou, mieux encore, de la machine à écrire.**

- 1.3 Si la réclamation concerne un envoi contre remboursement, elle doit être accompagnée, en outre, d'un duplicata de mandat R 3, R 3bis, R 6, R 6bis ou R 8 de l'Arrangement concernant les envois contre remboursement ou d'un bulletin de versement, selon le cas.
- 1.4 Une seule formule peut être utilisée pour plusieurs envois remis simultanément au même bureau par le même expéditeur et expédiés par la même voie à l'adresse du même destinataire.
- 1.5 Toute Administration peut demander, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations CN 08 qui concernent son service soient transmises à l'Administration centrale ou à un ou plus d'un bureau spécialement désigné.
- 1.6 La formule CN 08 et les pièces qui y sont jointes doivent, dans tous les cas, être renvoyées à l'Administration d'origine de l'envoi réclamé dans le plus bref délai, au plus tard dans un délai de deux mois à partir de la date de la réclamation originale. Elles seront accompagnées de la déclaration du destinataire, établie sur une formule CN 18 et certifiant la non-réception de l'envoi recherché. Une fois ladite période écoulée, une réponse est adressée, sous une quelconque forme, à l'Administration d'origine, aux frais de l'Administration de destination, par télégramme, télex ou tout autre moyen de télécommunication.
- 1.7 Si l'expéditeur fait valoir que, malgré l'attestation de livraison de l'Administration de destination, le destinataire prétend ne pas avoir reçu l'envoi recherché, il est procédé comme suit. Sur demande expresse de l'Administration d'origine, l'Administration de destination est tenue de fournir une confirmation de la remise par lettre, avis de réception CN 07 ou autre moyen, signé conformément à l'article RE 2002.1 ou RE 2101.2, selon le cas.

#### ■ Commentaires

**3001.1.1** La form. CN 08 doit être utilisée exclusivement pour les irrégularités concernant les envois postaux. Elle n'est pas à utiliser pour d'autres plaintes des clients telles que la qualité de l'accueil, etc.

**3001.1.5** Les renseignements éventuels concernant l'adresse à laquelle les réclamations doivent être adressées sont publiés dans le Recueil de la Conv.

2. Réclamations concernant les envois ordinaires ou les envois à livraison attestée
- 2.1 Le bureau qui reçoit la réclamation la transmet d'office directement au bureau correspondant. Celui-ci, après avoir recueilli les renseignements nécessaires auprès de l'expéditeur ou du destinataire, selon le cas, envoie la formule CN 08 d'office au bureau qui l'a établie. La transmission se fait sous enveloppe et sans lettre d'envoi, de préférence sous recommandation et par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).
- 2.2 Si la réclamation est reconnue fondée, le bureau qui l'a établie fait parvenir la formule CN 08 à son Administration centrale en vue des investigations ultérieures.

3. Réclamations concernant les envois recommandés et les envois avec valeur déclarée
  - 3.1 Pour la recherche des envois recommandés échangés selon le système de l'inscription globale, le numéro et la date d'expédition de la dépêche ne doivent pas nécessairement être portés sur la réclamation CN 08. Les Administrations peuvent convenir entre elles de la façon de fournir ces indications, sur la formule CN 08 ou par un autre moyen. La transmission a lieu d'office, sans lettre d'envoi et sous recommandation, toujours par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).
  - 3.2 Si l'Administration d'origine ou l'Administration de destination le demande, la réclamation est transmise directement du bureau d'origine au bureau de destination.
  - 3.3 Si, lors de la réception de la réclamation, l'Administration centrale du pays de destination ou le bureau spécialement désigné en cause est en état de fournir les renseignements sur le sort définitif de l'envoi, il complète la formule CN 08 à la partie «Renseignements à fournir par le service de destination». En cas de livraison retardée, de mise en instance ou de renvoi à l'origine, le motif est indiqué succinctement sur la formule CN 08.
  - 3.4 L'Administration qui ne peut établir ni la remise au destinataire ni la transmission régulière à une autre Administration ordonne immédiatement l'enquête nécessaire. Elle consigne obligatoirement sa décision concernant la responsabilité au tableau «Réponse définitive» de la formule CN 08.
  - 3.5 La formule CN 08, dûment complétée dans les conditions prévues sous 3.3 et 3.4, est renvoyée par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et sous recommandation à l'adresse du bureau qui l'a établie.
  - 3.6 Toute Administration intermédiaire qui transmet une réclamation CN 08 à l'Administration suivante est tenue d'en informer l'Administration d'origine au moyen d'une formule CN 21. Si, dans un délai d'un mois, l'Administration d'origine n'a pas reçu l'avis CN 21, elle adresse à l'Administration concernée un rappel appuyé d'une copie de la formule CN 08.
  - 3.7 Si une réclamation n'est pas parvenue en retour dans un délai d'un mois, un duplicata de la formule CN 08, muni des données d'acheminement, est adressé à l'Administration centrale du pays de destination. Le duplicata doit porter bien visiblement la mention «Duplicata» et mentionner également la date d'expédition de la réclamation originale.

#### ■ Commentaires

**3001.3.3** Considérant que le manque d'information occasionne un nouv. retard, le Congrès, par sa résolution C 64/Washington 1989, a recommandé aux Adm. d'instruire leurs bureaux de la nécessité de remplir toutes les cases de la form. CN 08 et, particulièrement, de donner le motif de la livraison retardée, de la mise en instance ou du renvoi à l'origine, afin d'informer avec exactitude le réclamant.

4. Demandes à transmettre par voie des télécommunications ou par le service EMS
  - 4.1 Si la transmission télégraphique d'une réclamation est demandée, un télégramme est adressé, en lieu et place de la formule CN 08, soit à l'Administration centrale du pays de destination, soit au bureau spécialement désigné en cause. La taxe télégraphique est perçue sur le demandeur.

- 4.2 S'il est formulé une demande de transmission par d'autres moyens des télécommunications ou par le service EMS, les taxes normalement prévues au titre de ces services peuvent être perçues auprès du demandeur.
- 4.3 Dans les relations entre deux pays admettant cette procédure, l'expéditeur peut demander d'être avisé par télégramme de la suite donnée à sa réclamation. Dans ce cas, il doit acquitter la taxe d'un télégramme calculée sur la base de quinze mots. Lorsqu'il est fait usage du télex, la taxe perçue sur l'expéditeur s'élève, en principe, au même montant que celui perçu pour transmettre la réclamation par télex. A titre de réciprocité, il est renoncé à la récupération des coûts d'une réponse transmise par d'autres moyens de télécommunication ou par le service EMS.
- 4.4 Si la réclamation par voie des télécommunications ne permet pas de déterminer le sort d'un envoi recommandé ou avec valeur déclarée, la réclamation doit être reprise par voie postale avant d'examiner le droit à l'indemnité. Il est alors établi une formule CN 08, à traiter selon 3.1 à 3.7.

■ **Commentaires**

**3001.4.4** Pour déterminer la responsabilité, une réclamation par la voie télégraphique est insuffisante. Elle doit être complétée par la procédure normale, qui est la form. CN 08.



Administration des postes d'origine		RÉCLAMATION		CN 08 (anciennement G 8/0 9)
Bureau d'origine (où la formule est renvoyée)		<input type="checkbox"/> Ordinaire Date de la réclamation	<input type="checkbox"/> Recommandé Valeur déclarée Timbre du bureau d'origine	<input type="checkbox"/> Livraison attestée
		Date du duplicata		
		Références		
Renseignements à fournir par le service d'origine				
Motif de la réclamation	<input type="checkbox"/> Envoi non parvenu	<input type="checkbox"/> Contenu manquant	<input type="checkbox"/> Avarie	<input type="checkbox"/> Retard
	<input type="checkbox"/> Prioritaire	<input type="checkbox"/> Non prioritaire	<input type="checkbox"/> Colis	<input type="checkbox"/> Jour d'arrivée
Envoi réclamé	<input type="checkbox"/> Lettre	<input type="checkbox"/> Imprimé	<input type="checkbox"/> Petit paquet	<input type="checkbox"/> N° de l'envoi
	Montant de la valeur déclarée		Montant et monnaie du remboursement	
Mentions spéciales	<input type="checkbox"/> Par avion	<input type="checkbox"/> S.A.L.	<input type="checkbox"/> Express	<input type="checkbox"/> Avis de réception
	<input type="checkbox"/> Remboursement		<input type="checkbox"/> Date	
Dépôt	Vu récapissé, signature		Bureau	
Expéditeur	Nom et adresse complète			
	N° de téléphone			
Destinataire	Nom et adresse complète			
	N° de téléphone			
Contenu (description exacte)				
Description extérieure	Fac-similé de l'envoi			
	<input type="checkbox"/> annexé <input type="checkbox"/> non annexé			
Envoi retrouvé	A remettre			
	<input type="checkbox"/> à l'expéditeur <input type="checkbox"/> au destinataire			
Renseignements à fournir par le bureau d'origine et le bureau d'échange				
Dépêche de transmission dans le service intérieur du pays	<input type="checkbox"/> Prioritaire/Avion	<input type="checkbox"/> Non prioritaire/Surface	De	
	Date		Pour	
Dépêche de transmission pour l'étranger (à remplir par le bureau d'échange)	<input type="checkbox"/> Prioritaire/Avion	<input type="checkbox"/> S.A.L.	<input type="checkbox"/> Non prioritaire/Surface	Bureau d'échange expéditeur
	N°	Date		Bureau d'échange de destination
Timbre du bureau	N° de la feuille/liste	Feuille d'avis (CN 31 ou CN 32)		<input type="checkbox"/> Liste spéciale (CN 33)
	N° d'ordre	Feuille d'envoi (CN 16)		<input type="checkbox"/> Feuille de route (CP 86 ou CP 87)
	<input type="checkbox"/> Signature			
	<input type="checkbox"/> Inscription globale			

A fournir uniquement pour les colis et les envois recommandés et avec valeur déclarée

Renseignements à fournir par les services intermédiaires ou par le service de destination			
Dépêche de transmission	<input type="checkbox"/> Prioritaire/ Avion	<input type="checkbox"/> S.A.L. Date	<input type="checkbox"/> Non prioritaire/Surface
			Bureau d'échange expéditeur Bureau d'échange de destination
	N° de la feuille/liste	<input type="checkbox"/> Feuille d'avis (CN 31 ou CN 32)	<input type="checkbox"/> Liste spéciale (CN 33)
	N° d'ordre	<input type="checkbox"/> Feuille d'envoi (CN 16)	<input type="checkbox"/> Feuille de route (CP 86 ou CP 87)
	Signature		
Dépêche de transmission	<input type="checkbox"/> Prioritaire/ Avion	<input type="checkbox"/> S.A.L. Date	<input type="checkbox"/> Non prioritaire/Surface
			Bureau d'échange expéditeur Bureau d'échange de destination
	N° de la feuille/liste	<input type="checkbox"/> Feuille d'avis (CN 31 ou CN 32)	<input type="checkbox"/> Liste spéciale (CN 33)
	N° d'ordre	<input type="checkbox"/> Feuille d'envoi (CN 16)	<input type="checkbox"/> Feuille de route (CP 86 ou CP 87)
	Signature		
Inscription globale			
Renseignements à fournir par le service de destination			
En cas de distribution (En cas d'avarie ou de retard, indiquer le motif dans la rubrique «Réponse définitive» sous «Autres communications éventuelles»)	<input type="checkbox"/> L'envoi a été dûment livré à l'ayant droit	Date de livraison	
	Transmission du montant du remboursement	Date	N° du mandat
	Le montant a été transmis		
	<input type="checkbox"/> à l'expéditeur de l'envoi <input type="checkbox"/> au bureau de chèques postaux	Nom du bureau de chèques postaux	
	<input type="checkbox"/> Le montant a été inscrit au compte courant postal	N°	
En cas de non-distribution	L'envoi	Nom du bureau	Motif
	<input type="checkbox"/> est en instance <input type="checkbox"/> a été renvoyé au bureau d'origine	Date	Motif
	<input type="checkbox"/> Timbre du bureau distributeur <input type="checkbox"/> a été réexpédié Date	Nouvelle adresse complète	
<input type="checkbox"/> L'envoi n'est pas parvenu à destination. La déclaration CN 18 du destinataire est ci-jointe Signature			
Réponse définitive			
Réponse	Nos recherches sont demeurées infructueuses. Si l'envoi n'est pas parvenu en retour à l'expéditeur, nous vous autorisons à dédommager le réclamant dans les limites réglementaires et à nous débiter dans un compte CP 75 ou CN 48, selon le cas		
	Références		
	<input type="checkbox"/> le montant entier payé <input type="checkbox"/> la moitié du montant payé <input type="checkbox"/> (inscription globale)		
	<input type="checkbox"/> Conformément à l'accord entre nos deux pays, il vous incombe de dédommager le réclamant Autres communications éventuelles		
	Signature		
Timbre du bureau			

Renseignements à fournir uniquement pour les colis et les envois recommandés et avec valeur déclarée

A donner par l'Administration de destination ou, le cas échéant, par l'Administration intermédiaire ou ne peut établir la transmission régulière de l'envoi réclamé à l'Administration suivante

Administration des postes

**DÉCLARATION**  
**concernant la non-réception**  
**(ou la réception) d'un envoi postal**
**CN 18**  
 (ancien C 32)

Nature de l'envoi	<input type="checkbox"/> Prioritaire <input type="checkbox"/> Non prioritaire <input type="checkbox"/> Colis <input type="checkbox"/> Ordinaire <input type="checkbox"/> Recommandé <input type="checkbox"/> Lettre <input type="checkbox"/> Imprimé <input type="checkbox"/> Petit paquet <input type="checkbox"/> Valeur déclarée <input type="checkbox"/> Livraison attestée
	Montant de la valeur déclarée  <input type="checkbox"/> Par avion <input type="checkbox"/> S.A.L. <input type="checkbox"/> Exprès <input type="checkbox"/> Avis de réception <input type="checkbox"/> Montant et monnaie du remboursement <input type="checkbox"/> Remboursement Autres renseignements
Dépôt	N° de l'envoi
	Date du dépôt    Bureau de dépôt
	Poids de l'envoi
Expéditeur	Nom et adresse complète
Destinataire	Nom et adresse complète
Contenu	Description exacte du contenu

Déclaration	Date <input type="checkbox"/> Cet envoi m'a été délivré le
	<input type="checkbox"/> Cet envoi ne m'est parvenu ni par la poste ni par une autre voie Lieu et date
	Signature

Convention, Séoul 1994, art. RE 3001.1.6 – Dimensions 210 x 297 mm

Administration des postes d'origine

AVIS  
Réexpédition d'une formule CN 08  
Date  
Notre référence

CN 21  
(ancien C 9bis)

Votre date

Votre référence

Bureau ou service expéditeur de l'avis	Administration d'origine de la réclamation
--	--

Envoi concerné

Nature de l'envoi	<input type="checkbox"/> Prioritaire <input type="checkbox"/> Non prioritaire <input type="checkbox"/> Colis <input type="checkbox"/> Ordinaire <input type="checkbox"/> Recommandé
	<input type="checkbox"/> Lettre <input type="checkbox"/> Imprimé <input type="checkbox"/> Petit paquet <input type="checkbox"/> Valeur déclarée <input type="checkbox"/> Livraison attestée
	N° de l'envoi    Poids de l'envoi
Montant de la valeur déclarée    Montant et monnaie du remboursement	
Mentions spéciales	<input type="checkbox"/> Par avion <input type="checkbox"/> S.A.L. <input type="checkbox"/> Express <input type="checkbox"/> Avis de réception <input type="checkbox"/> Remboursement <input type="checkbox"/>
Dépôt	Date    Bureau
Expéditeur	
Destinataire	
Réexpédition de la formule CN 08 ce jour à	Nom du bureau

Renseignements sur le réacheminement de l'envoi concerné

Indications	Le bureau d'échange destinataire a reçu l'envoi sans faire d'observations  Si la réclamation reste sans réponse dans le délai voulu, prière d'en adresser un duplicata au service auquel nous avons réexpédié la réclamation, en y indiquant les renseignements ci-dessous. L'affaire peut être considérée comme terminée en ce qui concerne notre service	
Dépêche	De	Pour
	N° de la dépêche	Date
Inscription	<input type="checkbox"/> Inscription globale	N° d'inscription
	<input type="checkbox"/> Feuille d'avis (CN 31 ou CN 32)	N° d'inscription
	<input type="checkbox"/> Liste spéciale (CN 33)	N° d'inscription
	<input type="checkbox"/> Feuille d'envoi (CN 16)	N° d'inscription
	<input type="checkbox"/> Feuille de route (CP 87 ou CP 88)	N° d'inscription
Autres renseignements		

Signature

## Article RE 3002

### Réclamations concernant des envois déposés dans un autre pays

1. Si la réclamation concerne un envoi déposé dans un autre pays, la formule CN 08 est transmise à l'Administration centrale ou au bureau spécialement désigné de l'Administration d'origine de l'envoi. Le récépissé de dépôt doit être produit, mais n'est pas joint à la formule CN 08. Celle-ci doit être revêtue de la mention «Vu récépissé de dépôt n° ... délivré le ... par le bureau de ...».
2. La formule doit parvenir à l'Administration d'origine dans le délai prévu pour la conservation des documents.

#### ■ Commentaires

**3002.1** Les renseignements éventuels concernant l'adresse à laquelle les réclamations doivent être adressées sont publiés dans le Recueil de la Conv.

Le récépissé de dépôt étant la seule pièce prouvant que l'envoi a bien été déposé, il doit être conservé par l'expéditeur.



## Chapitre 4

### Questions douanières

#### Article 31

##### Contrôle douanier

**1. L'Administration postale du pays d'origine et celle du pays de destination sont autorisées à soumettre les envois de la poste aux lettres au contrôle douanier, selon la législation de ces pays.**

■ **Commentaires**

**31.1** Le Congrès a adopté le vœu C 40/Hamburg 1984, incitant les Adm. à intervenir auprès des autorités de leur pays chargées des questions douanières, afin que leur gouvernement ratifie l'Annexe F.4 à la Convention douanière de Kyoto.

Par sa résolution C 11/Washington 1989, le Congrès a invité les Pays-membres à mettre tout en œuvre pour créer des comités de contact nationaux poste/douane afin de mieux résoudre les problèmes qui se présentent.

Les conditions de présentation des envois à la douane relèvent de toute loi nationale que la douane est chargée d'appliquer.

Chaque pays a le droit de faire opérer le dédouanement des lettres qui paraîtraient contenir des objets passibles de droits de douane et qui n'auraient pas été déclarées comme telles.

Pour la liste des Adm. qui font des restrictions à l'acceptation des objets passibles de droits de douane, v. Prot. Art. IX.

#### Article RE 3101

##### Envois soumis au contrôle douanier

**1.** Les envois à soumettre au contrôle douanier doivent être revêtus d'une étiquette gommée CN 22 ou pourvus d'une étiquette volante du même modèle. L'étiquette gommée CN 22 est apposée du côté de la suscription, autant que possible dans l'angle supérieur gauche, le cas échéant sous le nom et l'adresse de l'expéditeur. Avec l'autorisation de l'Administration d'origine, les usagers peuvent utiliser des enveloppes ou des emballages portant préimprimé, à l'endroit prévu pour l'emplacement de l'étiquette CN 22, un fac-similé de celle-ci. Les dimensions et la couleur doivent être conformes à l'étiquette CN 22. Si la valeur du contenu déclarée par l'expéditeur excède 300 DTS ou si l'expéditeur le préfère, les envois sont en outre accompagnés de déclarations en douane séparées CN 23 et au nombre prescrit. Dans ce cas, la partie supérieure de l'étiquette CN 22 est seule apposée sur l'envoi.

2. Les déclarations en douane CN 23 sont attachées à l'envoi extérieurement et d'une manière solide, de préférence insérées dans une enveloppe transparente adhésive. A titre exceptionnel, ces déclarations peuvent, si l'expéditeur le préfère, être également insérées dans les envois recommandés sous enveloppe close contenant les valeurs visées à l'article 26.2 de la Convention ou dans les envois avec valeur déclarée.

3. Pour les petits paquets, les formalités prévues sous 1 sont obligatoires dans tous les cas.

4. Pour les sacs M, l'étiquette CN 22 est collée sur l'étiquette-adresse si le pays de destination le demande. Lorsque la valeur du contenu déclarée par l'expéditeur excède 300 DTS ou si l'expéditeur le préfère, la partie supérieure de l'étiquette CN 22 est apposée sur l'étiquette-adresse et les déclarations en douane CN 23 sont fixées à cette même étiquette. Lorsque l'Administration du pays de destination le demande, elles sont attachées à un des envois compris dans le sac.

5. L'absence de l'étiquette CN 22 ne peut, en aucun cas, entraîner le renvoi au bureau d'origine des envois d'imprimés, de sérums, de vaccins, de matières biologiques périssables, de matières radioactives ainsi que des envois de médicaments d'urgence nécessité qu'il est difficile de se procurer.

6. Le contenu de l'envoi doit être indiqué en détail dans la déclaration en douane CN 23. Des mentions de caractère général ne sont pas admises.

7. Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane. Elles font néanmoins tout leur possible pour renseigner les expéditeurs sur la manière correcte de remplir les étiquettes CN 22 ou les déclarations en douane CN 23.

## Prot. Article RE V

### Envois soumis au contrôle douanier

1. Par dérogation à l'article RE 3101, l'Administration postale du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'accepte pas la responsabilité d'obtenir la signature de l'expéditeur sur les formules CN 22 et CN 23 afin d'avoir la confirmation que l'envoi ne contient pas d'objet dangereux, interdit par la législation postale.

#### ■ Commentaires

**3101.1** Le Congrès invite les Adm. à intervenir auprès des autorités douanières de leur pays pour réduire au strict min. le nombre des déclarations en douane à joindre aux envois de la poste dont la valeur du contenu excède 300 DTS (vœu C 18/Bruxelles 1952).

Les renseignements à cet égard sont publiés dans le Recueil de la Conv.



Seuls les envois dont la valeur du contenu excède 300 DTS doivent être accompagnés d'une form. de déclaration en douane CN 23. Les envois de valeur inférieure à soumettre au contrôle douanier sont revêtus de l'étiquette verte CN 22. Les Adm. de destination n'ont pas la faculté de demander que des déclarations en douane CN 23 soient jointes aux envois de valeur inférieure à 300 DTS.

**3101.2** La déclaration en douane CN 23 doit être autant que possible attachée à l'extérieur de l'envoi pour qu'il ne soit pas indispensable d'ouvrir celui-ci, et l'insertion de la déclaration dans l'envoi devrait être limitée aux cas où l'Adm. de destination le demande.

**3101.4** Les renseignements concernant la fixation de la déclaration en douane sur l'envoi sont publiés dans le Recueil de la Conv.

**3101.7** Les difficultés rencontrées par la douane du fait de déclarations inexactes ou insuffisantes proviennent en grande partie de l'ignorance des prescriptions douanières par les expéditeurs. Il est recommandé que la poste apporte son concours pour améliorer cet état de choses. Pour faciliter la collaboration douane/poste dans le pays de destination, il est indispensable que l'expéditeur établisse une déclaration en douane conformément aux disp. des Actes et qu'il soit rendu attentif à la nécessité d'observer strictement les instructions qui figurent au verso des form. CN 22 et CN 23. A cet effet, il est recommandé aux Adm.:

- a) de vérifier que tous les envois de la poste aux lettres passibles de droits de douane et tous les colis postaux soient accompagnés d'une form. CN 22 ou CN 23, selon le cas, dans le nombre requis d'exemplaires;
- b) de veiller à ce que ces form. soient complètement remplies, conformément aux instructions figurant à leur verso;
- c) lorsqu'une déclaration est manifestement insuffisante, d'attirer l'attention de l'expéditeur sur les prescriptions douanières et de n'accepter que les envois accompagnés d'une déclaration complète;
- d) d'avertir les exportateurs d'envois commerciaux de la nécessité, le cas échéant, de joindre un certificat d'origine à chaque envoi.

<b>DOUANE</b>		<b>CN 22</b>
Peut être ouvert d'office		(ancien C 1)
<i>Partie à détacher si l'envoi est accompagné d'une déclaration en douane. Sinon, à remplir</i>		
<b>Voir instructions au verso</b>		
<b>Désignation détaillée du contenu</b>	<b>Valeur en douane</b> <i>(préciser la monnaie)</i>	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
_____	_____	
<b>Poids net</b>	<b>Valeur totale</b>	
<input type="checkbox"/> Cadeau	<input type="checkbox"/> Echantillon commercial	
Je certifie que cet envoi ne contient aucun objet dangereux interdit par la réglementation postale. Signature		

**Instructions**

Quand la valeur du contenu excède 300 DTS ou l'équivalent en monnaie du pays expéditeur, coller sur l'envoi la partie supérieure de cette étiquette seulement et remplir la déclaration en douane CN 23

Le contenu de votre envoi, **même s'il s'agit d'un cadeau ou d'un échantillon**, doit être décrit d'une manière exacte et complète

L'inobservation de cette condition pourrait occasionner un retard de l'envoi et des inconvénients au destinataire, ou même entraîner la saisie de l'envoi par les autorités douanières à l'étranger

Votre envoi ne doit contenir aucun objet dangereux interdit par la réglementation postale

Convention, Séoul 1994, art. RE 3101.1 –  
Dimensions 52 x 74 mm, couleur verte

**Remarque.** – Il est recommandé aux Administrations postales d'indiquer l'équivalent de 300 DTS dans leur monnaie nationale

AVANT DE REMPLIR CETTE DÉCLARATION, LIRE ATTENTIVEMENT LES INSTRUCTIONS AU VERSO	(Administration des postes)		<b>DÉCLARATION EN DOUANE</b>		<b>CN 23</b> (ancien C 2/CP 3)	
	De	Nom et adresse de l'expéditeur  Référence de l'expéditeur (si elle existe)				
	A	Nom et adresse du destinataire, y compris le pays de destination		L'envoi peut être ouvert d'office		
	Désignation du contenu (et nombre d'objets)		Pays d'origine des marchandises			
<input type="checkbox"/> Echantillon commercial <input type="checkbox"/> Documents <input type="checkbox"/> Cadeau Observations		Nombre de certificats et factures  Poids brut total de l'envoi		Bureau d'origine/Date de dépôt		
		Je certifie que les renseignements donnés dans la présente déclaration en douane sont exacts et que cet envoi ne contient aucun objet dangereux interdit par la réglementation postale  Date et signature de l'expéditeur				

**Instructions**

La déclaration en douane sera établie en français ou dans une autre langue admise dans le pays de destination

Pour dédouaner votre envoi, la douane du pays de destination doit en connaître le contenu. Vous devez, en conséquence, remplir la déclaration d'une manière complète, exacte et lisible. Dans le cas contraire, il peut en résulter des retards dans l'acheminement de l'envoi et d'autres inconvénients pour le destinataire. De plus, toute déclaration fautive, ambiguë ou incomplète risque d'entraîner notamment la saisie de l'envoi

Il vous incombe, par ailleurs, de vous enquérir des possibilités d'importation et d'exportation (interdictions, conditionnement, etc.) et de vous renseigner sur les documents (certificat d'origine, certificat sanitaire, facture, etc.), éventuellement exigibles dans le pays de destination, et de les annexer à la présente déclaration

Case «De (Nom et adresse de l'expéditeur)»	Indiquer le nom et adresse de l'expéditeur
Case «A (Nom et adresse du destinataire, y compris le pays de destination)»	Indiquer le nom et adresse complète du destinataire, y compris le pays de destination
Cases «Echantillon commercial», «Documents», «Cadeau»	Faire une croix (x) dans la case appropriée. L'indication exigée ici ne dispense pas de l'obligation de remplir la déclaration de manière détaillée et n'implique pas nécessairement l'admission en franchise de l'envoi dans le pays de destination: <ul style="list-style-type: none"> <li>– par «échantillon commercial», on entend les articles considérés par la douane comme étant de valeur négligeable et qui ne sont utilisés que pour rechercher des commandes de marchandises du genre de celles qu'ils représentent</li> <li>– par «documents», on entend tout support destiné à contenir et contenant effectivement un ensemble de données qui, de par leur qualité ou leur nature, sont considérées par la douane comme étant de valeur négligeable</li> </ul>
Case «Désignation du contenu (et nombre d'objets)»	Indiquer séparément les différentes espèces de marchandises et leur nombre. Ne sont pas admises les indications génériques telles que «produits alimentaires», «échantillons», «pièces de rechange», etc.
Case «Pays d'origine des marchandises»	Indiquer le nom du pays d'origine pour chaque espèce de marchandise
Case «N° tarifaire (si connu)»	Indiquer, s'il est connu, le numéro tarifaire du pays de destination
Case «Poids net»	Indiquer le poids net de chaque espèce de marchandise
Case «Valeur (en douane)»	Indiquer la valeur (en douane) de chaque espèce de marchandise, en précisant l'unité monétaire utilisée
Case «Date et signature de l'expéditeur»	Votre signature au recto est un engagement de votre part que l'envoi ne contient aucun objet dangereux interdit par la réglementation postale
Case «Observations»	Donner, dans cette case, le cas échéant, toute autre indication utile («marchandises en retour», «admission temporaire», par exemple)

## **Article 32**

### **Taxe de présentation à la douane**

**1. Les envois soumis au contrôle douanier dans le pays d'origine ou de destination, selon le cas, peuvent être frappés au titre postal d'une taxe spéciale de 2,61 DTS au maximum. Pour chaque sac M, la taxe spéciale peut aller jusqu'à 3,27 DTS au maximum. Cette taxe n'est perçue qu'au titre de la présentation à la douane et du dédouanement des envois qui ont été frappés de droits de douane ou tout autre droit de même nature.**

### **Prot. Article XII**

#### **Taxe de présentation à la douane**

**1. L'Administration postale du Gabon se réserve le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur ses clients.**

#### **■ Commentaires**

**32.1** Il est permis aux Adm. de percevoir la taxe de dédouanement sur les envois soumis au contrôle douanier uniquement lorsque ceux-ci sont grevés de droits de douane.

Pour les termes «tout autre droit de même nature», v. comm. 33.1.



## **Article 33**

### **Droits de douane et autres droits**

**1. Les Administrations postales sont autorisées à percevoir sur les expéditeurs ou sur les destinataires des envois, selon le cas, les droits de douane et tous autres droits éventuels.**

#### **■ Commentaires**

**33.1** L'expression «droits de douane» doit être interprétée dans un sens large, afin de couvrir tous les droits et taxes à l'importation que les administrations douanières sont chargées de percevoir en application des législations nationales de chaque pays. C'est la législation interne qui est applicable dans tous les cas.

Les Adm. s'engagent à intervenir auprès des autorités compétentes de leur pays pour que les livres et les catalogues, ainsi que les journaux et écrits périodiques, étant donné leur valeur culturelle, ne soient pas soumis au paiement de droits de douane (recommandation C 4/Ottawa 1957).

## **Article RE 3301**

### **Annulation des droits de douane et autres droits**

**1. Les Administrations postales s'engagent à intervenir auprès des services intéressés de leur pays pour que les droits de douane et autres droits soient annulés sur les envois:**

- 1.1** renvoyés à l'origine;
- 1.2** détruits pour cause d'avarie complète du contenu;
- 1.3** réexpédiés sur un pays tiers.





## Chapitre 5

### Responsabilité

#### Article 34

#### Responsabilité des Administrations postales. Indemnités

##### 1. Généralités

##### 1.1 Sauf dans les cas prévus à l'article 35, les Administrations postales répondent:

##### 1.1.1 de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois recommandés et des envois avec valeur déclarée;

##### 1.1.2 de la perte des envois à livraison attestée.

##### 1.2 Les Administrations postales peuvent s'engager à couvrir les risques découlant d'un cas de force majeure.

#### Prot. Article XIII

#### Responsabilité des Administrations postales

1. Les Administrations postales du Bangladesh, du Bénin, du Burkina Faso, du Congo (Rép.), de la Côte d'Ivoire (Rép.), de Djibouti, de l'Inde, du Liban, de Madagascar, du Mali, de la Mauritanie, du Népal, du Niger, du Sénégal, du Togo et de la Turquie sont autorisées à ne pas appliquer l'article 34.1.1.1 en ce qui concerne la responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie des envois recommandés.

2. Par dérogation aux articles 34.1.1.1 et 35.1, les Administrations postales du Chili, de la Chine (Rép. pop.) et de la Colombie ne répondent que de la perte et de la spoliation totale ou de l'avarie totale du contenu des envois recommandés.

3. Par dérogation à l'article 34, l'Administration postale de l'Arabie saoudite n'assume aucune responsabilité en cas de perte ou d'avarie des envois contenant les objets visés à l'article 26.2.

#### ■ Commentaires

**34** Par sa recommandation C 77/Washington 1989, le Congrès a invité les Adm. à s'abstenir de formuler des réserves relatives aux disp. traitant de la responsabilité. Les Adm. sont priées, en outre, de faire tout leur possible auprès des autorités nationales compétentes pour que de telles réserves puissent être reconsidérées et retirées des Prot. des Actes de l'UPU.

Le principe de la responsabilité s'applique aussi aux envois en franchise.

##### **34.1.1.1** La spoliation totale et l'avarie totale sont assimilées à la perte.

Il y a aussi «perte» si l'envoi a été livré, par la faute de la poste, à une personne autre que le destinataire. La question de savoir qui, en l'espèce, peut être considéré comme l'ayant droit se résout selon la législation intérieure.

La poste ne répond pas du retard survenu dans l'expédition, le transport ou la remise d'un envoi.

Les Adm. n'assument aucune responsabilité pour l'exécution des disp. ultérieures des ayants droit, à moins qu'elles ne soient arrivées en temps utile aux bureaux intéressés. En d'autres termes, les Adm. assument la responsabilité pour l'exécution des instructions relatives au retrait, à la modification ou à la correction d'adresse, à l'annulation ou à la modification d'un remboursement, si celles-ci parviennent en temps utile aux bureaux intéressés.

## **2. Envois recommandés**

- 2.1 L'expéditeur d'un envoi recommandé a droit à une indemnité en cas de perte de son envoi.**
- 2.1.1 L'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé s'élève à 30 DTS, y inclus la valeur des taxes payées lors du dépôt de l'envoi.**
- 2.1.2 L'indemnité pour la perte d'un sac M recommandé s'élève à 150 DTS, y inclus la valeur des taxes payées lors du dépôt du sac M.**
- 2.2 L'expéditeur d'un envoi recommandé a droit à une indemnité si le contenu de son envoi est spolié ou avarié. L'emballage doit cependant avoir été reconnu suffisant pour garantir efficacement le contenu contre les risques accidentels de spoliation ou d'avarie.**
- 2.2.1 L'indemnité pour un envoi recommandé spolié ou avarié correspond, en principe, au montant réel du dommage. Elle ne peut toutefois en aucun cas dépasser les montants fixés sous 2.1.1 et 2.1.2. Les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération.**

### **■ Commentaires**

**34.2** Le client a droit au montant de l'indemnité en vigueur au moment du dépôt de l'envoi (avis du Bureau international).

**34.2.1** La recommandation n'étant pas destinée aux envois de valeurs matérielles, elle répond uniquement à l'intérêt que l'expéditeur attache à la remise de son envoi. Aussi le paiement de la somme due en cas de perte a-t-il le caractère d'une indemnité forfaitaire se rapportant à cet intérêt lésé, et non celui d'un remboursement de valeurs.

L'équivalent dans la monnaie nationale de chaque pays des montants mentionnés sous 2.1.1 et 2.1.2 est publié dans le Recueil de la Conv.

Si l'expéditeur réclame une somme inférieure à l'indemnité forfaitaire, il lui est payé seulement la somme demandée.

## **3. Envois à livraison attestée**

- 3.1 En cas de perte d'un envoi à livraison attestée, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées.**
- 3.2 L'expéditeur a également droit au remboursement des taxes acquittées si le contenu a été entièrement spolié ou avarié. L'emballage doit cependant avoir été reconnu suffisant pour garantir efficacement le contenu contre les risques accidentels de spoliation ou d'avarie.**

### **■ Commentaires**

**34.3.1** La responsabilité en cas de perte d'envois à livraison attestée incombe aux Adm. dans les mêmes cas, bien définis, qui sont prévus pour les envois recommandés. En revanche, il n'est pas envisagé de couvrir les cas de force majeure, pas plus que de désintéresser d'autres personnes que l'expéditeur. Le montant de l'indemnité est égal à la somme des taxes acquittées par l'expéditeur; autrement dit, toutes les taxes sont restituées en cas de perte. Il n'est pas envisagé d'autre compensation.

## **4. Envois avec valeur déclarée**

- 4.1 En cas de perte, de spoliation ou d'avarie d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité correspondant, en principe, au montant réel du dommage. Les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération. Cependant, cette indemnité ne peut en aucun cas dépasser le montant, en DTS, de la valeur déclarée.**

- 4.2** L'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en DTS, des objets de valeur de même nature, au lieu et à l'époque où ils ont été acceptés au transport. A défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire des objets évalués sur les mêmes bases.
- 4.3** Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur ou, selon le cas, le destinataire a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés. Toutefois, la taxe d'assurance n'est en aucun cas remboursée; elle reste acquise à l'Administration d'origine.

■ **Commentaires**

**34.4.1** C'est-à-dire l'équivalent dans la monnaie du pays d'origine correspondant aussi près que possible à la valeur déclarée en DTS.

**34.4.3** C'est l'Adm. qui aura perçu les frais de réclamation qui les restituera, le cas échéant, aux intéressés.

**5.** Par dérogation aux dispositions prévues sous 2.1 et 4.1, le destinataire a droit à l'indemnité après avoir pris livraison d'un envoi recommandé ou d'un envoi avec valeur déclarée spolié ou avarié.

**6.** L'Administration d'origine a la faculté de verser aux expéditeurs dans son pays les indemnités prévues par sa législation intérieure pour les envois recommandés, à condition qu'elles ne soient pas inférieures à celles qui sont fixées sous 2.1. Il en est de même pour l'Administration de destination lorsque l'indemnité est payée au destinataire. Les montants fixés sous 2.1 restent cependant applicables:

- 6.1** en cas de recours contre l'Administration responsable;
- 6.2** si l'expéditeur se désiste de ses droits en faveur du destinataire ou inversement.

**Article RE 3401**

**Application de la responsabilité des Administrations postales**

- 1.** La responsabilité des Administrations postales est engagée tant pour les envois transportés à découvert que pour ceux acheminés en dépêches closes.
- 2.** Les Administrations postales qui s'engagent à couvrir les risques découlant d'un cas de force majeure sont responsables, envers les expéditeurs des envois déposés dans leur pays, des dommages dus à un cas de force majeure qui surviennent durant le parcours tout entier des envois. L'engagement couvre éventuellement le parcours de réexpédition ou de renvoi à l'origine.
- 3.** L'Administration dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu doit décider, suivant la législation de son pays, si cette perte, cette spoliation ou cette avarie est due à des circonstances constituant un cas de force majeure. Celles-ci sont portées à la connaissance de l'Administration du pays d'origine si cette dernière le demande.

■ Commentaires

**3401.2** Le pays expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure est responsable dans tous les cas, sauf à exercer son droit de recours, si l'Adm. correspondante, sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte a eu lieu, se charge également des risques dérivant du cas de force majeure.

**3401.3** La décision à prendre relevant de la seule législation intérieure du pays où a eu lieu la perte, il est superflu que les circonstances constituant le cas de force majeure soient automatiquement et dans tous les cas communiquées à l'Adm. d'origine. Il suffit que celle-ci puisse en avoir connaissance lorsqu'elle en exprime le désir.

**Article 35****Non-responsabilité des Administrations postales**

**1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des envois recommandés, des envois à livraison attestée et des envois avec valeur déclarée dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur réglementation pour les envois de même nature. La responsabilité est toutefois maintenue:**

- 1.1** lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi;
- 1.2** lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié;
- 1.3** lorsque, la réglementation intérieure le permettant, l'envoi recommandé a été distribué dans une boîte aux lettres et que le destinataire déclare ne pas l'avoir reçu lors de la procédure de réclamation;
- 1.4** lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur d'un envoi avec valeur déclarée, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'Administration qui lui a livré l'envoi avoir constaté un dommage. Il doit administrer la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison.

**2. Les Administrations postales ne sont pas responsables:**

- 2.1** en cas de force majeure, sous réserve de l'article 34.1.2;
- 2.2** lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;
- 2.3** lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature du contenu;
- 2.4** lorsqu'il s'agit d'envois dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 26, et pour autant que ces envois aient été confisqués ou détruits par l'autorité compétente en raison de leur contenu;
- 2.5** en cas de saisie, en vertu de la législation du pays de destination, selon notification de l'Administration de ce pays;
- 2.6** lorsqu'il s'agit d'envois avec valeur déclarée ayant fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
- 2.7** lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de dépôt de l'envoi.

**3. Les Administrations postales n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des envois soumis au contrôle douanier.**

## Prot. Article XIV

### Non-responsabilité des Administrations postales

1. L'Administration postale de la Bolivie n'est pas tenue d'observer l'article 35.1 pour ce qui concerne le maintien de la responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie des envois recommandés.

#### ■ Commentaires

**35.2.1** Est généralement considéré comme force majeure, au sens juridique, un événement n'émanant pas des dangers inhérents à l'exploitation même et non imputable à faute d'homme, événement contre lequel, en outre, toutes les prévisions et précautions sont inopérantes et auquel on ne peut pas résister quand il se produit. Cependant, la jurisprudence varie entre des interprétations plus ou moins restrictives. En général, la perte ou l'avarie de dépêches dues à des actes de guerre, y compris la confiscation de dépêches par suite d'opérations de censure militaire, est considérée comme cas de force majeure.

**35.2.7** Le délai d'un an vise les rapports entre les réclamants et les Adm. et n'englobe pas le délai de transmission des réclamations d'Adm. à Adm.

Le pays qui, selon cet art., est dégagé de toute responsabilité pour la perte d'un envoi recommandé peut renoncer à cette clause d'exception dans le cas où la preuve satisfaisante est fournie que le retard a été inévitable (recommandation C 7/Paris 1947).

## Article RE 3501

### Livraison d'un envoi avec valeur déclarée spolié ou avarié

1. Le bureau effectuant la livraison d'un envoi avec valeur déclarée spolié ou avarié établit un procès-verbal CN 24 de vérification contradictoire et le fait contresigner, autant que possible, par le destinataire. Une copie du procès-verbal est remise au destinataire ou, en cas de refus de l'envoi ou de réexpédition, annexée à celui-ci. Une copie est conservée par l'Administration qui a établi le procès-verbal.

2. La copie du procès-verbal CN 24 établi conformément à l'article RE 4323.10.2 est annexée à l'envoi et traitée, en cas de livraison, selon la réglementation du pays de destination. En cas de refus de l'envoi, elle reste annexée à celui-ci.

3. Lorsque la réglementation intérieure l'exige, un envoi traité selon 1 est renvoyé à l'expéditeur si le destinataire refuse de contresigner le procès-verbal CN 24.

Administration des postes

## PROCÈS-VERBAL

CN 24  
(anciens VD 4/CP 14)

Bureau qui dresse le procès-verbal

Date

Référence

☐ Envoi de la poste aux lettres ☐ Colis postal

Motif du procès-verbal	<input type="checkbox"/> Perte <input type="checkbox"/> Spoliation <input type="checkbox"/> Avarie <input type="checkbox"/> Diminution de poids		
	<input type="checkbox"/> Irrégularités <input type="checkbox"/>		
Expéditeur	Nom et adresse complète		
Destinataire	Nom et adresse complète		
Dépôt de l'envoi	Bureau de dépôt	Date	N° de dépôt
Mentions spéciales	Valeur déclarée	Montant du remboursement et monnaie	Poids indiqué   Poids constaté
	Autres mentions		
Contenu	<input type="checkbox"/> D'après les indications de la facture <input type="checkbox"/> D'après la déclaration en douane <input type="checkbox"/> Suivant le destinataire ou l'expéditeur		
	Description détaillée		
	Le contenu a été examiné en présence		
	<input type="checkbox"/> du destinataire <input type="checkbox"/> de l'expéditeur		
	Contenu constaté à l'examen		
	Contenu avarié		
	Contenu manquant		
Emballage	Emballage extérieur		
	Emballage intérieur		
	L'envoi est scellé par		
	<input type="checkbox"/> cachets de cire <input type="checkbox"/> rubans de sécurité <input type="checkbox"/>		
	Nombre de scellés		Signe particulier des scellés
<input type="checkbox"/> L'envoi n'est pas scellé			
L'emballage doit être considéré comme réglementaire			
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			

Avarie/Spoliation	Description	
	Le dommage est attribuable à	
Estimation du dommage	Montant et monnaie	
Dépêche de transmission de l'envoi	<input type="checkbox"/> Suivant le destinataire <input type="checkbox"/> Suivant l'expéditeur	
	Date d'expédition	Bureau expéditeur I N°
	Date d'arrivée	Bureau de destination
	L'envoi était renfermé dans un sac La fermeture (plombage) du sac était	
Mode d'acheminement	<input type="checkbox"/> intérieur <input type="checkbox"/> extérieur <input type="checkbox"/> intacte <input type="checkbox"/> non intacte	
	<input type="checkbox"/> Par avion <input type="checkbox"/> Par le train <input type="checkbox"/> Par le paquebot <input type="checkbox"/>	
	N° de la ligne aérienne/train n°/Nom du paquebot	
	<input type="checkbox"/> En sac <input type="checkbox"/> Hors sac	
Traitement ultérieur de l'envoi	<input type="checkbox"/> Après remballage et pesage, l'envoi a été réacheminé sur sa destination I Nouveau poids	
	<input type="checkbox"/> Le contenu a été détruit par les soins du bureau soussigné <input type="checkbox"/> L'emballage est conservé ici	
	<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse l'envoi <input type="checkbox"/> L'expéditeur refuse l'envoi	
	<input type="checkbox"/> Le destinataire a accepté l'envoi <input type="checkbox"/> L'expéditeur a accepté l'envoi	
	Montant de l'indemnité demandée	
Signature du destinataire ou de l'expéditeur		

Attestation	En foi de quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal dont un double a été transmis (avec un bulletin de vérification CP 78 s'il s'agit d'un colis postal) à l'organe indiqué ci-dessous
	Organe auquel le procès-verbal doit être transmis

Bureau qui dresse le procès-verbal  
Signature des agents postaux

Signature de l'agent des douanes (le cas échéant)



## **Article 36**

### **Responsabilité de l'expéditeur**

- 1. L'expéditeur d'un envoi de la poste aux lettres est responsable de tous les dommages causés aux autres envois postaux par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission.**
- 2. L'expéditeur est responsable dans les mêmes limites que les Administrations postales.**
- 3. L'expéditeur demeure responsable même si le bureau de dépôt accepte un tel envoi.**
- 4. L'expéditeur n'est pas responsable s'il y a eu faute ou négligence des Administrations ou des transporteurs.**

## **Article RE 3601**

### **Constat de la responsabilité de l'expéditeur**

- 1. L'Administration qui constate un dommage dû à la faute de l'expéditeur en informe l'Administration d'origine, à laquelle il appartient d'intenter, le cas échéant, l'action contre l'expéditeur.**



## **Article 37**

### **Païement de l'indemnité**

- 1.** Sous réserve du droit de recours contre l'Administration responsable, l'obligation de payer l'indemnité incombe, selon le cas, à l'Administration d'origine ou à l'Administration de destination. L'obligation de restituer les taxes pour les envois à livraison attestée incombe à l'Administration d'origine.
- 2.** L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits à l'indemnité en faveur du destinataire. Inversement, le destinataire a la faculté de se désister de ses droits en faveur de l'expéditeur. L'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité si la législation intérieure le permet.
- 3.** L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'Administration qui, ayant participé au transport et régulièrement saisie, a laissé s'écouler deux mois sans donner de solution définitive à l'affaire ou sans avoir signalé:
  - 3.1** que le dommage paraissait dû à un cas de force majeure;
  - 3.2** que l'envoi avait été retenu, confisqué ou détruit par l'autorité compétente en raison de son contenu ou saisi en vertu de la législation du pays de destination.
- 4.** L'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, est aussi autorisée à désintéresser l'ayant droit dans le cas où la formule de réclamation est insuffisamment remplie et a dû être retournée pour complément d'information, entraînant le dépassement du délai prévu sous 3.

## **Prot. Article XV**

### **Païement de l'indemnité**

- 1.** Les Administrations postales du Bangladesh, de la Bolivie, de la Guinée, du Mexique, du Népal et du Nigéria ne sont pas tenues d'observer l'article 37.3, pour ce qui est de donner une solution définitive dans un délai de deux mois ou de porter à la connaissance de l'Administration d'origine ou de destination, selon le cas, qu'un envoi postal a été retenu, confisqué ou détruit par l'autorité compétente en raison de son contenu, ou a été saisi en vertu de sa législation intérieure.
- 2.** Les Administrations postales du Congo (Rép.), de Djibouti, de la Guinée, du Liban et de Madagascar ne sont pas tenues d'observer l'article 37.3, pour ce qui est de donner une solution définitive à une réclamation dans le délai de deux mois. Elles n'acceptent pas, en outre, que l'ayant droit soit désintéressé, pour leur compte, par une autre Administration à l'expiration du délai précité.

#### **■ Commentaires**

**37.3** Une Adm. qui a laissé s'écouler deux mois sans répondre à une réclamation ne peut invoquer l'art. 46.2 pour ne prendre à sa charge que la moitié du montant de l'indemnité.

## Article RE 3701

### Délai de paiement de l'indemnité

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de trois mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

#### ■ Commentaires

**3701.1** La notion «jour de la réclamation» signifie la date de dépôt de la réclamation formelle, c'est-à-dire la date qui figure sous la rubrique réservée à cet effet dans la form. CN 08 ou, à défaut, celle de l'empreinte du timbre à date du bureau de poste de dépôt de la form.

## Article RE 3702

### Paiement d'office de l'indemnité

1. Le renvoi de la formule CN 08, dont les tableaux «Renseignements à fournir par les services intermédiaires ou par le service de destination», «Renseignements à fournir par le service de destination» et «Réponse définitive» n'ont pas été complétés, ne peut être considéré comme une réponse définitive au sens de l'article 37.3 de la Convention.

2. Les Administrations postales qui ont formulé des réserves au Protocole final de la Convention concernant l'application de l'article 37.3 de la Convention doivent communiquer un délai, qui ne pourra pas être supérieur à six mois, dans lequel elles donnent une solution définitive à l'affaire.

#### ■ Commentaires

**3702.1** Il importe d'assurer une vérification approfondie de chaque réclamation. Trop souvent, les form. CN 08 sont renvoyées sans les indications nécessaires (date de livraison, déclaration du destinataire établie sur une form. conforme au modèle CN 18, etc.). Dans certains cas, l'Adm. de destination autorise l'Adm. d'origine de l'envoi réclamé à payer la moitié de l'indemnité pour son compte, sans vérification approfondie de la réclamation.

**3702.2** La communication d'un tel délai est indispensable, afin que la clientèle puisse en être informée.

## **Article 38**

### **Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire**

1. Si, après paiement de l'indemnité, un envoi recommandé ou un envoi avec valeur déclarée ou une partie du contenu antérieurement considéré comme perdu est retrouvé, l'expéditeur ou, selon le cas, le destinataire est avisé que l'envoi est tenu à sa disposition pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité payée. Il lui est demandé, en même temps, à qui l'envoi doit être remis. En cas de refus ou de non-réponse dans le délai imparti, la même démarche est effectuée auprès du destinataire ou de l'expéditeur, selon le cas.

2. Si l'expéditeur et le destinataire renoncent à prendre livraison de l'envoi, celui-ci devient la propriété de l'Administration ou, s'il y a lieu, des Administrations qui ont supporté le dommage.

3. En cas de découverte ultérieure d'un envoi avec valeur déclarée dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise de l'envoi, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur.

#### **■ Commentaires**

**38.1** Il demeure entendu que l'ayant droit a toute latitude de conserver l'indemnité qu'il a reçue en renonçant à se faire remettre l'objet retrouvé.



## **Chapitre 6**

### **Courrier électronique**

#### **Article 39**

##### **Dispositions générales**

- 1. Les Administrations postales peuvent convenir entre elles de participer aux services de courrier électronique.**
- 2. Le courrier électronique est un service postal qui utilise la voie des télécommunications pour transmettre, conformes à l'original et en quelques secondes, des messages reçus de l'expéditeur sous forme physique ou électronique et qui doivent être remis au destinataire sous forme physique ou électronique. Dans le cas de la remise sous forme physique, les informations sont en général transmises par voie électronique sur la plus grande distance possible et reproduites sous forme physique aussi près que possible du destinataire. Les messages sous forme physique sont remis sous pli au destinataire comme envoi de la poste aux lettres.**
- 3. Les tarifs relatifs au courrier électronique sont fixés par les Administrations en considération des coûts et des exigences du marché.**





**Article 40**

**Services de télécopie**

- 1. La gamme de services du type bureaufax permet de transmettre des textes et illustrations conformes à l'original, par télécopie.**



**Article 41**

**Services de téléimpression**

- 1. La gamme de services permet la transmission de textes et d'illustrations générés par des installations d'informatique (PC, ordinateur central).**



## **Troisième partie**

### **Dispositions concernant la poste aux lettres: relations entre les Administrations postales**

#### **Chapitre 1**

#### **Traitement des envois de la poste aux lettres**

##### **Article 42**

##### **Objectifs en matière de qualité de service**

1. Les Administrations doivent fixer un délai pour le traitement des envois prioritaires et envois-avion ainsi que pour celui des envois non prioritaires et de surface à destination ou en provenance de leur pays. Ce délai ne doit pas être moins favorable que celui appliqué aux envois comparables de leur service intérieur.
2. Les Administrations d'origine doivent publier les objectifs en matière de qualité de service pour les envois prioritaires et envois-avion à destination de l'étranger en prenant comme point de repère les délais fixés par les Administrations d'origine et de destination et comprenant le temps de transport.
3. Les Administrations postales entreprennent de vérifier périodiquement le respect des délais établis soit dans le cadre des enquêtes organisées par le Bureau international ou par les Unions restreintes, soit sur la base d'accords bilatéraux.
4. Il est également souhaitable que les Administrations postales vérifient périodiquement le respect des délais établis par le moyen d'autres systèmes de contrôle, notamment des contrôles externes.
5. Autant que possible, les Administrations appliquent des systèmes de contrôle de la qualité de service pour les dépêches de courrier international (aussi bien arrivant que partant); il s'agit d'une évaluation effectuée, dans la mesure du possible, à partir du dépôt jusqu'à la distribution (de bout en bout).
6. Tous les Pays-membres fournissent au Bureau international des informations actualisées sur les derniers délais d'admission (heures limites de dépôt), qui leur servent de référence dans l'exploitation de leur service postal international.
7. Autant que possible, des informations doivent être fournies séparément pour les flux de courrier prioritaire et non prioritaire.

■ **Commentaires**

42 Sur la conclusion d'accords bilatéraux relatifs aux objectifs de service, le Congrès a adopté la recommandation C 33/Washington 1989, dont le dispositif est reproduit ci-après:

«Le Congrès recommande:

- aux Administrations d'origine et de destination de conclure un accord bilatéral en ce qui concerne les objectifs de service pour les envois de la poste aux lettres, sur la base d'une analyse détaillée des arrangements entre les deux Administrations en matière de transport et d'exploitation;
- aux Administrations de se mettre d'accord sur les mesures que chacune s'engage à prendre pour atteindre les objectifs fixés;
- aux Administrations d'établir des systèmes de contrôle afin d'identifier les problèmes existants;
- aux Administrations de revoir régulièrement les accords bilatéraux afin de vérifier le degré de réalisation des objectifs fixés et pour prendre toute décision éventuelle en cas de besoin.»

Par la recommandation C 85/Séoul 1994, le Congrès a de plus recommandé aux Adm. qui concluent des accords bilatéraux concernant les objectifs en matière de qualité de service d'inclure dans ces accords les références appropriées aux objectifs concernant les délais de manutention et de transmission des envois expédiés en transit à découvert.

## Article RE 4201

### Priorité de traitement des envois prioritaires et des envois-avion

1. Les Administrations sont tenues d'acheminer par les communications aériennes qu'elles utilisent pour le transport de leurs propres envois prioritaires ou envois-avion les envois de l'espèce qui leur parviennent des autres Administrations.

2. Les Administrations qui ne disposent pas d'un service aérien acheminent les envois prioritaires et les envois-avion par les voies les plus rapides utilisées par la poste. Il en est de même si, pour une raison quelconque, l'acheminement par voie de surface offre des avantages sur l'utilisation des lignes aériennes.

3. Les Administrations prennent toutes les mesures utiles pour:

- 3.1 assurer dans les meilleures conditions la réception et le réacheminement des dépêches contenant des envois prioritaires et des envois-avion;
- 3.2 veiller au respect des accords conclus avec les transporteurs concernant la priorité due à de telles dépêches;
- 3.3 accélérer les opérations relatives au contrôle douanier des envois prioritaires et des envois-avion à destination de leur pays;
- 3.4 réduire au strict minimum les délais nécessaires pour acheminer vers les pays de destination les envois prioritaires et les envois-avion déposés dans leur pays et pour faire distribuer aux destinataires les envois prioritaires et les envois-avion arrivant de l'étranger.

4. Les Administrations de transit et de destination doivent traiter de façon égale les envois prioritaires et les envois-avion; les Administrations doivent également accorder le même traitement aux envois LC de surface quand aucun niveau de service plus élevé n'est à la disposition de l'expéditeur. De la même manière, aucune différence en ce qui concerne la vitesse de traitement n'est faite entre les envois non prioritaires, les envois AO de surface et les envois S.A.L.

**■ Commentaires**

**4201** En 1948, l'IATA s'est déclarée disposée à accorder la priorité suivante au courrier aérien: «L'IATA accepterait que le courrier de première catégorie bénéficie de la priorité aux conditions suivantes: après accord entre les compagnies aériennes et les offices postaux, et pour une liaison déterminée, la quantité maximum à livrer à chaque départ sera évaluée d'après des statistiques et la capacité (volume, poids) correspondante sera réservée dans l'avion. Au cas où le volume du courrier dépasserait cette capacité, le transporteur débarquera la cargaison nécessaire et n'acceptera aucune réservation de place tant que le courrier en excédent ne sera pas acheminé. L'admission d'un voyageur ayant déjà réservé sa place ne sera pas refusée, mais la compagnie fera tout son possible pour transporter le supplément de courrier soit en cédant les passagers à un autre transporteur, soit en utilisant un autre avion. Pour le courrier de deuxième catégorie «AO», la priorité ne jouera qu'à l'égard du fret qui, au besoin, sera débarqué par les compagnies; en outre, la priorité sera accordée aux AO sur les passagers dont les places n'ont pas été retenues à l'avance. Quant aux colis postaux, ils auront la priorité sur le fret.» Des pourparlers sont en cours pour réviser cet accord.

Le Congrès a pris la résolution C 60/Lausanne 1974, qui affirme les principes de la liberté de transit à propos des actes dits de «piraterie aérienne». Les dépêches affectées par de tels actes sont inviolables et doivent être réacheminées sur leur destination en priorité par le pays où l'avion s'est rendu ou a été libéré, même si cet avion fait l'objet de litiges d'une nature extra-postale.





**Article 43****Echange des envois**

- 1. Les Administrations peuvent s'expédier réciproquement, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles, aussi bien des dépêches closes que des envois à découvert, suivant les besoins et les convenances du service.**
- 2. Lorsque le transport en transit de courrier à travers un pays a lieu sans participation de l'Administration postale de ce pays, cette dernière doit en être informée d'avance. Cette forme de transit n'engage pas la responsabilité de l'Administration postale du pays de transit.**
- 3. Les Administrations ont la faculté d'expédier par avion, avec priorité réduite, les dépêches de courrier de surface, sous réserve de l'accord des Administrations qui reçoivent ces dépêches dans les aéroports de leur pays.**
- 4. Les échanges se déroulent sur la base des dispositions du Règlement.**

**■ Commentaires**

**43.2** Cette forme de transit vise notamment les échanges de courrier en conteneurs par les transports routiers internationaux.

**Article RE 4301****Dépêches**

- 1. Les dépêches se divisent comme suit.**
  - 1.1 Les «dépêches-avion», transportées par la voie aérienne avec priorité. Les dépêches-avion peuvent contenir des envois-avion et des envois prioritaires.**
  - 1.2 Les «dépêches prioritaires», transportées par la voie de surface, mais qui ont la même priorité que les dépêches-avion. Les dépêches prioritaires peuvent contenir des envois prioritaires et des envois-avion.**
  - 1.3 Les «dépêches-surface transportées par la voie aérienne (S.A.L.)», qui contiennent des envois S.A.L. et des envois non prioritaires.**
  - 1.4 Les «dépêches-surface», qui contiennent du courrier de surface et des envois non prioritaires.**
- 2. Les dépêches transportées par la voie aérienne et par la voie de surface contenant exclusivement des envois déposés en nombre sont dénommées «dépêches de courrier en nombre».**
  - 2.1 Les dispositions du présent Règlement applicables aux dépêches sous 1.1 à 1.4 s'appliquent également aux dépêches de courrier en nombre de même voie ou mode d'acheminement, sauf si des dispositions spécifiques sont expressément prévues.**

■ **Commentaires**

**4301.1.1** Le Congrès de Hamburg 1984 a adopté la notion «priorité» pour distinguer les «envois-avion» (envois de la poste aux lettres transportés par la voie aérienne) du courrier de surface transporté par la voie aérienne. Le terme «priorité» ne vise pas uniquement la priorité accordée au courrier par les compagnies aériennes, mais également la priorité de traitement accordée par les Adm. aux corr.-avion en vertu de l'art. RE 4201.

**4301.1.3** La mention «S.A.L.» est une abréviation des termes anglais «Surface Air Lifted» (surface par avion).

**Article RE 4302**

**Echange en dépêches closes**

1. Il est obligatoire de créer des dépêches closes toutes les fois qu'une des Administrations intermédiaires le demande en se fondant sur le fait que le nombre ou le poids des envois à découvert est de nature à entraver les opérations. Les expéditions d'envois à découvert dont le poids moyen excède 3 kilogrammes par dépêche ou par jour (lorsque plusieurs expéditions sont effectuées dans la journée) peuvent être considérées comme étant de nature à entraver les opérations en ce qui concerne le poids.

2. Les envois à découvert acheminés par voie de surface sont soumis au paiement de frais de transit lorsque le poids total des envois expédiés à un pays de destination déterminé excède 3 kilogrammes, que ces envois soient compris dans une même dépêche ou par jour, lorsque plusieurs dépêches sont reçues dans la journée. Dans ce cas, les barèmes figurant à l'article 48 de la Convention, majorés de 10 pour cent, sont appliqués.

3. L'échange des envois en dépêches closes est réglé d'un commun accord entre les Administrations intéressées. Les modifications d'acheminement éventuelles sont notifiées par l'Administration expéditrice à l'Administration de destination dans les meilleurs délais et si possible avant la date de mise en application.

3bis. Afin de participer à une bonne qualité d'acheminement, chaque Administration devrait former un minimum de trois dépêches de lettres prioritaires par semaine pour chaque destination. Si le volume et le poids des envois ne justifient pas une telle fréquence, il y a lieu d'envisager un acheminement en transit à découvert.

4. Les Administrations par l'intermédiaire desquelles des dépêches closes sont à expédier doivent être prévenues en temps opportun.

5. Dans le cas où un nombre exceptionnellement important d'envois ordinaires ou recommandés doit être expédié à destination de pays pour lesquels le courrier est normalement acheminé en transit à découvert, l'Administration d'origine est autorisée à former des dépêches closes pour les bureaux d'échange du pays de destination. Elle en avertit les pays de transit et de destination.

## Article RE 4303

### Transit à découvert

1. La transmission des envois à découvert à une Administration intermédiaire doit se limiter strictement aux cas où la confection de dépêches closes pour le pays de destination ne se justifie pas. L'Administration expéditrice doit consulter les Administrations intermédiaires pour savoir si la voie par laquelle elle désire expédier ses envois à découvert est favorable. Les envois prioritaires et les envois-avion en transit à découvert doivent, autant que possible, être transmis à une Administration qui forme des dépêches prioritaires ou dépêches-avion pour l'Administration de destination.

2. Sauf entente spéciale, tous les envois déposés à bord d'un navire et non inclus dans une dépêche close mentionnée à l'article 44 de la Convention doivent être remis à découvert, par l'agent du navire, directement au bureau de poste de l'escale, que ces envois aient été timbrés à bord ou non.

3. Sauf entente spéciale, les envois en transit à découvert doivent être enliassés comme suit:

- 3.1 les envois prioritaires expédiés par avion et les envois-avion sont réunis dans des liasses identifiées par des étiquettes CN 25;
- 3.2 les envois prioritaires expédiés par surface, les envois non prioritaires et les envois de surface sont réunis dans des liasses identifiées par des étiquettes CN 26.

4. Lorsque leur nombre et leur conditionnement le permettent, les envois transmis à découvert à une Administration doivent être séparés par pays de destination. Ils sont réunis en liasses munies d'une étiquette portant en caractères latins le nom de chacun des pays.

#### ■ Commentaires

**4303.3.1** Pour les autres modèles des étiquettes CN 25, v. art. RE 4305.

**4303.3.2** Pour les modèles des étiquettes CN 26, v. art. RE 4305.

**4303.4** La séparation par pays de destination est indispensable dans tous les cas où le poids moyen des envois transmis à découvert dépasse 500 g par dépêche ou par jour (lorsqu'il est confectionné plusieurs dépêches par jour), à moins que le nombre d'objets ne soit inférieur ou égal à dix objets par dépêche. Les liasses contenant des envois à réacheminer comme envois prioritaires par la voie aérienne ou de surface sont étiquetées sur la base de la Liste CN 68. Lorsque le poids des envois en transit à découvert à réacheminer par la voie aérienne ne justifie pas la confection de liasses étiquetées au nom de chaque pays de destination, l'Adm. d'expédition les réunit, classées par catégories, en liasses identifiées par les étiquettes CN 25 correspondantes, par groupes de pays de destination suivant les renseignements figurant dans la Liste CN 68. Lorsque le poids total des diverses liasses étiquetées expédiées à une Adm. intermédiaire dépasse 3 kg, les liasses sont placées dans un ou plusieurs sacs dont les étiquettes portent en lettres apparentes le mot «Transit». Lorsque le poids total de ces liasses est inférieur à 3 kg, celles-ci sont placées, dans la mesure du possible, dans un sac ultraléger (qui peut être en plastique transparent), scellé, muni d'une étiquette «Transit» et inséré dans le sac contenant la feuille d'avis.

**Prioritaire – LC**

Envois  
à découvert **CN 25**  
(ancien AV 10)  
Par avion

Administration expéditrice

**Suède**

Bureau expéditeur

**Stockholm Flyg**

Agent expéditeur

Bureau de destination

**MADRID AP**

N° du groupe du pays de destination

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

Convention, Séoul 1994, art. RE 4303.3.1 – Dimensions 105 x 74 mm ou 148 x 105 mm,  
couleur blanche

**AO**

Envois  
à découvert **CN 25**  
(ancien AV 10)  
Par avion

Administration expéditrice

**Suède**

Bureau expéditeur

**Stockholm Flyg**

Agent expéditeur

Bureau de destination

**MADRID AP**

N° du groupe du pays de destination

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

Convention, Séoul 1994, art. RE 4303.3.1 – Dimensions 105 x 74 mm ou 148 x 105 mm,  
couleur bleu clair

**Remarque.** – Pour tenir compte des besoins de leur service, les Administrations ont la latitude de modifier légèrement le texte, les dimensions et la couleur de ces formules, toutefois sans trop s'écarter des directives que le modèle comporte

<b>R</b>	<input type="checkbox"/>	Prioritaire –	Nombre de recommandés
		LC	
	<input type="checkbox"/>	AO	
			<b>Recommandés CN 25</b> <b>à découvert</b> (ancien AV 10)
			<b>Par avion</b>
Administration expéditrice			
<b>Suède</b>			
Bureau expéditeur			
<b>Stockholm Flyg</b>			
Agent expéditeur			
Bureau de destination			
<b>MADRID AP</b>			
N° du groupe du pays de destination			
En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification			

Convention, Séoul 1994, art. RE 4303.3.1 – Dimensions 105 x 74 mm ou 148 x 105 mm, couleur rose

**Remarque.** – Pour tenir compte des besoins de leur service, les Administrations ont la latitude de modifier légèrement le texte, les dimensions et la couleur de ces formules, toutefois sans trop s'écarter des directives que le modèle comporte

## Article RE 4304

### Voies et modes de transmission des envois avec valeur déclarée

1. Au moyen des tableaux CN 27 reçus de ses correspondants, chaque Administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses envois avec valeur déclarée.
2. Dans les rapports entre pays séparés par un ou plusieurs services intermédiaires, les envois avec valeur déclarée doivent suivre la voie la plus directe. Toutefois, les Administrations intéressées peuvent s'entendre pour assurer la transmission à découvert par des voies détournées, au cas où la transmission par la voie la plus directe ne comporterait pas la garantie de responsabilité sur tout le parcours.
3. Suivant les convenances du service, les envois avec valeur déclarée peuvent être expédiés dans des dépêches closes. Ils peuvent aussi être livrés à découvert à la première Administration intermédiaire, si celle-ci est à même d'assurer la transmission dans les conditions prévues par les tableaux CN 27.
4. Les Administrations d'origine et de destination peuvent s'entendre entre elles pour échanger les envois avec valeur déclarée en dépêches closes, au moyen des services d'un ou de plusieurs pays intermédiaires participant ou non au service des envois avec valeur déclarée. Les Administrations intermédiaires doivent être prévenues un mois au moins avant le début du service.

#### ■ Commentaires

**4304** Au sujet de la sécurité des envois de valeur transportés par la poste, le Congrès a adopté la recommandation C 63/Lausanne 1974, qui préconise les mesures générales de sécurité et de protection à prendre dans les bureaux d'échange et dans les aéroports.

Administration des postes

**TABLEAU**  
**Voies et modes de transmission**  
**des envois avec valeur déclarée****CN 27**  
(ancien VD 1)**Indications**

Pays pour lesquels l'Administration susmentionnée accepte en transit  
les envois avec valeur déclarée aux conditions indiquées ci-dessous

N° d'ordre	Pays de destination	Voies de transmission	Désignation des pays intermédiaires et des services maritimes à employer	Limite de la déclaration de valeur	Observations
1	2	3	4	5	6

Convention, Séoul 1994, art. RE 4304.1 – Dimensions 210 x 297 mm

## Article RE 4305

### Confection des dépêches

#### 1. Formation de liasses

- 1.1 Tous les envois ordinaires qui peuvent être enliassés sont classés d'après leur format (envois normalisés, grandes enveloppes et autres envois) et disposés dans le sens de l'adresse. Les Administrations appliquant le système de classification prévu à l'article 8.3 de la Convention enliassent les envois selon les catégories suivantes:
  - 1.1.1 lettres et cartes postales;
  - 1.1.2 journaux et écrits périodiques mentionnés à l'article RE 4315.5;
  - 1.1.3 autres envois AO.
- 1.2 Les liasses sont désignées par des étiquettes portant en caractères latins l'indication du bureau de destination ou du bureau réexpéditeur des envois insérés dans les liasses. Il est utilisé des étiquettes CN 25 s'il s'agit d'envois prioritaires expédiés par avion ou des envois-avion et CN 26 s'il s'agit d'envois prioritaires expédiés par surface, d'envois non prioritaires ou d'envois de surface.
- 1.3 Les envois non ou insuffisamment affranchis font l'objet de liasses distinctes qui doivent être placées dans le sac contenant la feuille d'avis. L'étiquette de liasse est frappée du timbre T.
- 1.4 L'épaisseur des liasses d'envois normalisés est limitée à 150 mm après enlissement. Le poids des liasses d'envois non normalisés ne peut dépasser 5 kilogrammes.
- 1.5 Les envois prioritaires et les lettres portant des traces d'ouverture, de détérioration ou d'avarie doivent être munis d'une mention du fait et frappés du timbre à date du bureau qui l'a constaté. En outre, lorsque la sécurité de leur contenu l'exige, les envois sont insérés de préférence dans une enveloppe transparente ou dans un nouvel emballage sur lequel les indications portées sur l'enveloppe doivent être reproduites.

#### ■ Commentaires

**4305.1.1** Par sa recommandation C 75/Washington 1989, le Congrès a recommandé aux Adm. l'utilisation de matériel d'emballage approprié.

**4305.1.2** Pour les modèles des étiquettes CN 25 concernant le transit à découvert, v. art. RE 4303.

#### 2. Formation de sacs

- 2.1 Les dépêches, y compris celles qui sont composées exclusivement de sacs vides, sont renfermées dans des sacs dont le nombre doit être réduit au strict minimum. Ces sacs doivent être en bon état pour protéger leur contenu. Chaque sac doit être étiqueté.
- 2.2 Les sacs sont clos, de préférence avec des plombs. Les scellés peuvent aussi être en métal léger ou en matière plastique. La fermeture doit être telle qu'elle ne puisse être ouverte sans laisser des traces de manipulation ou de violation. Les empreintes des scellés doivent reproduire, en caractères latins très lisibles, le nom du bureau d'origine ou une indication suffisante pour permettre de déterminer ce bureau.



- 2.3 Pour la confection des dépêches-avion, il est fait usage de sacs entièrement bleus ou à larges bandes bleues. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, les sacs-avion sont utilisés également pour les dépêches prioritaires. Pour la confection des dépêches-surface transportées par la voie aérienne, il est fait usage des sacs de surface ou de sacs de même couleur.
- 2.4 Les Administrations peuvent convenir bilatéralement d'utiliser des sacs-avion spéciaux ou des récipients, tels que des bacs, etc., en y inscrivant des marques indiquant qu'ils ne contiennent que des envois exprès.
- 2.5 Les sacs doivent indiquer d'une façon lisible, en caractères latins, le bureau ou le pays d'origine et porter la mention «Postes» ou toute autre analogue les signalant comme dépêches postales.
- 2.6 Lorsque le nombre ou le volume des envois exige l'emploi de plus d'un sac, des sacs distincts doivent, autant que possible, être utilisés:
  - 2.6.1 pour les lettres et les cartes postales;
  - 2.6.2 le cas échéant, pour les journaux et écrits périodiques mentionnés à l'article RE 4315.5;
  - 2.6.3 pour les autres envois AO;
  - 2.6.4 le cas échéant, pour les petits paquets; les étiquettes de ces derniers sacs portent la mention «Petits paquets».
- 2.7 Le paquet ou le sac des envois recommandés ou avec valeur déclarée est placé dans un des sacs de lettres ou dans un sac distinct; le sac extérieur doit porter, en tout cas, une étiquette rouge. Lorsqu'il y a plusieurs sacs d'envois recommandés ou avec valeur déclarée, tous ces sacs doivent être munis d'une étiquette rouge.
- 2.8 Les Administrations peuvent convenir bilatéralement de ne pas insérer de courrier ordinaire dans le sac contenant la feuille d'avis, mais de réserver exclusivement ce sac aux envois recommandés, avec valeur déclarée et exprès.
- 2.9 Le poids de chaque sac ne peut en aucun cas dépasser 30 kilogrammes.

#### ■ Commentaires

**4305.2** Les sacs doivent être fermés aussi près que possible du contenu, de manière à assurer à celui-ci un max. de stabilité (résolution C 69/Hamburg 1984).

**4305.2.1** Il est avantageux de former des dépêches spéciales de sacs vides, qui sont le plus souvent travaillées dans des sections spécialisées.

**4305.2.2** Il devrait être fait usage de scellés en métal léger ou en matière plastique seulement dans les cas où les Adm. sont certaines que ces moyens de fermeture sont suffisants pour empêcher toute spoliation. Dans les relations entre les Adm. qui se sont mises d'accord à ce sujet, les sacs renfermant uniquement des envois non prioritaires non recommandés et des envois AO non recommandés ainsi que des sacs vides peuvent ne pas être plombés; il en est de même des sacs contenant des envois non recommandés s'ils sont transportés dans un conteneur plombé par service direct ou s'ils sont acheminés par un pays d'embarquement qui les met dans un tel conteneur pour le pays de destination. Lorsqu'il est fait usage de ficelle, celle-ci, avant d'être nouée, doit être passée deux fois autour du col du sac, de manière qu'un des deux bouts soit tiré par-dessous les enroulements. Après être plombés, les bouts de la ficelle ne doivent pas ressortir du plomb plus que nécessaire, c'est-à-dire pour que la ficelle ne puisse pas être relâchée ou enlevée sans endommager le plomb.

**4305.2.3** Les sacs destinés à la confection des dépêches-avion devraient être munis d'un rebord renforcé, d'une épaisseur min. de 8 mm, afin que la ficelle ne puisse être enlevée et remplacée sans que des traces apparaissent.

Les mots «ou sacs de même couleur» visent la possibilité d'utiliser des sacs de faible poids ayant l'apparence des sacs de surface.

**4305.2.7** En ce qui concerne l'utilisation des étiquettes rouges, v. art. RE 4315.3.1.

### 3. Formation de paquets ou d'enveloppes

3.1 Sauf entente spéciale, les dépêches peu volumineuses sont simplement enveloppées de papier fort, de manière à éviter toute détérioration du contenu.

3.2 Les paquets doivent être ficelés, cachetés, plombés ou munis de scellés en métal léger ou en matière plastique.

3.3 Lorsque les paquets ne contiennent que des envois ordinaires, ils peuvent être fermés au moyen de cachets gommés portant l'indication imprimée du bureau d'origine.

3.4 Pour les dépêches-avion d'envois prioritaires et d'envois-avion expédiés en petit nombre, il peut être fait usage d'enveloppes CN 28. Celles-ci sont confectionnées soit avec du papier fort de couleur bleue, soit en matière plastique ou autre et portant une étiquette bleue.

3.5 Les envois prioritaires et les envois-avion déposés en petit nombre en dernière limite d'heure aux bureaux de poste établis dans les aéroports peuvent être expédiés, par les avions en partance, sous enveloppe CN 28. Ce procédé est admis seulement à l'adresse des bureaux d'échange des Administrations de destination qui ont accepté ce mode de confection des dépêches-avion.

### ■ Commentaires

**4305.3.2** En cas de fermeture au moyen de plombs ou de scellés en métal léger ou en matière plastique, ces dépêches doivent être conditionnées de telle façon que la ficelle ne puisse pas être détachée.

**4305.3.3** Les Adm. peuvent s'entendre en vue d'utiliser la même fermeture pour les dépêches contenant des envois recommandés qui, en raison de leur petit nombre, sont transportés en paquets ou sous enveloppe. Dans ce cas, les suscriptions des paquets et des enveloppes doivent correspondre, en ce qui concerne les indications imprimées et les couleurs, aux disp. prévues à l'art. RE 4315 pour les étiquettes des sacs de dépêches. En revanche, la fermeture au moyen de cachets gommés n'est pas admise pour les dépêches contenant des envois avec valeur déclarée.

### 4. Sacs collecteurs. Transport en conteneurs

4.1 Les bureaux d'échange insèrent autant que possible, dans leurs propres dépêches pour un bureau déterminé, toutes les dépêches de petites dimensions (paquets ou sacs) qui leur parviennent pour ce bureau.

4.2 Lorsque le nombre des sacs de faible poids, des enveloppes ou des paquets à transporter sur un même parcours aérien le justifie, il est formé, dans la mesure du possible, des sacs collecteurs. Ceux-ci sont confectionnés par les bureaux de poste chargés de la remise des dépêches-avion à la compagnie aérienne assurant le transport. Les étiquettes des sacs collecteurs doivent porter, en caractères très apparents, la mention «Sac collecteur». Les Administrations intéressées se mettent d'accord quant à l'adresse à porter sur ces étiquettes.

- 4.3 En vue de leur transport, les dépêches peuvent être insérées dans des conteneurs, sous réserve d'un accord spécial entre les Administrations intéressées sur les modalités de l'utilisation de ces derniers.
- 4.4 Les Administrations peuvent convenir, bilatéralement, d'échanger des dépêches dans des récipients autres que des sacs (par exemple des bacs, des palettes, etc.) lorsqu'il est établi que cela facilitera les opérations de traitement et préservera l'état du courrier.

■ **Commentaires**

**4305.4.3** Le Congrès de Washington a recommandé aux Adm. qui ont un programme de conteneurisation de rechercher activement la conclusion d'accords bilatéraux en faveur de l'utilisation de ces récipients dans leur service international (recommandation C 76/1989).

**Prioritaire – LC**

**CN 25**  
(ancien AV 10)

**Par avion**

Administration expéditrice

**Suède**

Bureau expéditeur

**Stockholm Flyg**

Agent expéditeur

---

Bureau de destination

**MADRID AP**

---

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

Convention, Séoul 1994, art. RE 4303.3.1 – Dimensions 105 x 74 mm ou 148 x 105 mm, couleur blanche

**AO**

**CN 25**  
(ancien AV 10)

**Par avion**

Administration expéditrice

**Suède**

Bureau expéditeur

**Stockholm Flyg**

Agent expéditeur

---

Bureau de destination

**MADRID AP**

---

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

Convention, Séoul 1994, art. RE 4303.3.1 – Dimensions 105 x 74 mm ou 148 x 105 mm, couleur bleu clair

**Remarque.** – Pour tenir compte des besoins de leur service, les Administrations ont la latitude de modifier légèrement le texte, les dimensions et la couleur de ces formules, toutefois sans trop s'écarter des directives que le modèle comporte

<b>R</b>	<input type="checkbox"/> Prioritaire –	Nombre de recommandés
	<input type="checkbox"/> LC	
	<input type="checkbox"/> AO	
Administration expéditrice		<b>Par avion</b>
<b>Suède</b>		
Bureau expéditeur		
<b>Stockholm Flyg</b>		
Agent expéditeur		
Bureau de destination		
<b>MADRID AP</b>		
En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification		

Convention, Séoul 1994, art. RE 4303.3.1 – Dimensions 105 x 74 mm ou 148 x 105 mm, couleur rose

<b>Prioritaire – LC</b>	<b>CN 26</b> (ancien C 30)
Administration expéditrice	
<b>Portugal</b>	
Bureau expéditeur	
<b>Lisboa</b>	
Agent expéditeur	
Bureau de destination	
<b>ANKARA</b>	
En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification	

Convention, Séoul 1994, art. RE 4303.3.2 – Dimensions 105 x 74 mm ou 148 x 105 mm, couleur blanche

**Remarque.** – Pour tenir compte des besoins de leur service, les Administrations ont la latitude de modifier légèrement le texte, les dimensions et la couleur de ces formules, toutefois sans trop s'écarter des directives que le modèle comporte

**Non prioritaire – AO**

**CN 26**  
(ancien C 30)

Administration expéditrice

**Portugal**

Bureau expéditeur

**Lisboa**

Agent expéditeur

Bureau de destination

**ANKARA**

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

Convention, Séoul 1994, art. RE 4303.3.2 – Dimensions 105 x 74 mm ou 148 x 105 mm, couleur bleu clair

**R**

☐  
☐

Prioritaire – LC

Non prioritaire –

AO

Nombre de recommandés

**CN 26**  
(ancien C 30)

Administration expéditrice

**Portugal**

Bureau expéditeur

**Lisboa**

Agent expéditeur

Bureau de destination

**ANKARA**

En cas d'irrégularité, cette étiquette doit être jointe au bulletin de vérification

Convention, Séoul 1994, art. RE 4303.3.2 – Dimensions 105 x 74 mm ou 148 x 105 mm, couleur rose

**Remarque.** – Pour tenir compte des besoins de leur service, les Administrations ont la latitude de modifier légèrement le texte, les dimensions et la couleur de ces formules, toutefois sans trop s'écarter des directives que le modèle comporte

Administration expéditrice de la dépêche

Bureau expéditeur

**CN 28**  
(ancien AV 9)  
Timbre à date

**ENVELOPPE POUR LA CONFECTION  
DE DÉPÊCHES-AVION**

DÉPÊCHE-AVION

N° \_\_\_\_\_

Poids Prioritaire – LC/AO  
grammes

\_\_\_\_\_

Ligne n°

\_\_\_\_\_

Aéroport de transbordement

**LONDON-HEATHROW (LHR)**

DÉPÊCHE-AVION

pour

**MONROVIA (MLW)**  
**(Liberia)**

## Article RE 4306

### Feuille d'avis

1. Une feuille d'avis CN 31 accompagne chaque dépêche, sauf les dépêches de courrier en nombre, lesquelles sont accompagnées d'une feuille d'avis CN 32 comme prévu à l'article RE 4314. La feuille d'avis est placée dans une enveloppe portant, en caractères très apparents, la mention «Feuille d'avis». Cette enveloppe est de couleur rose si la dépêche contient des envois avec valeur déclarée et de couleur bleue si elle n'en contient pas. Elle est fixée extérieurement au paquet ou au sac d'envois recommandés. S'il n'y a pas d'envois recommandés, l'enveloppe est, dans la mesure du possible, attachée sur une liasse d'envois ordinaires.

2. A l'exception des cas prévus aux articles RE 4310.1 et RE 4311.2, lorsqu'une dépêche ne contient pas de courrier recommandé ou avec valeur déclarée, les Administrations peuvent convenir bilatéralement d'attacher la feuille d'avis à l'extérieur d'un des sacs de la dépêche, dans une pochette imperméable solide pouvant résister aux rudesses du transport.

3. Dans les relations entre pays dont les Administrations se sont entendues à ce sujet, le bureau d'échange d'expédition transmet par avion un exemplaire de la formule CN 31 au bureau d'échange de destination. Les Administrations peuvent, par des arrangements spéciaux, convenir que les dépêches contenant exclusivement des sacs vides ne soient pas accompagnées d'une feuille d'avis.

4. Le bureau expéditeur remplit la feuille d'avis avec tous les détails qu'en comporte la contexture et en tenant compte de ce qui suit.

4.1 En-tête: sauf entente spéciale, les bureaux expéditeurs numérotent les feuilles d'avis d'après une série annuelle pour chaque bureau de destination séparément pour le courrier de surface, le courrier S.A.L. et le courrier-avion, ou courrier prioritaire et non prioritaire. Chaque dépêche doit ainsi porter un numéro distinct. A la première expédition de chaque année, la feuille d'avis doit porter, outre le numéro d'ordre de la dépêche, celui de la dernière dépêche de l'année précédente. Si une dépêche est supprimée, le bureau expéditeur porte, à côté du numéro de la dernière dépêche, la mention «Dernière dépêche».

4.2 Tableau 1: les Administrations peuvent s'entendre pour que seuls les sacs munis d'étiquettes rouges soient inscrits au tableau 1 des feuilles d'avis.

4.3 Tableau 4: le nombre de sacs utilisés par l'Administration expéditrice, d'une part, et le nombre de sacs renvoyés à l'Administration destinataire, d'autre part, sont indiqués dans ce tableau. Le cas échéant, le nombre de sacs vides appartenant à une Administration autre que celle à laquelle la dépêche est adressée doit être mentionné séparément, avec indication de cette Administration. Lorsque deux Administrations se sont mises d'accord pour la seule inscription des sacs munis d'étiquettes rouges (4.2), le nombre des sacs employés pour la confection de la dépêche et le nombre des sacs vides appartenant à l'Administration de destination ne doivent



pas être indiqués au tableau 4. Lorsque la dépêche contient des envois CCRI, il y a lieu de remplir la case intitulée «Autres indications», en notant séparément le nombre et le poids des sacs et liasses CCRI et le nombre total d'envois CCRI.

4.4 Lorsque des Administrations sont convenues bilatéralement d'échanger des dépêches dans des récipients autres que des sacs, elles doivent inscrire sur la feuille d'avis CN 31 le nombre et le poids de chaque type de récipient. La formule CN 31 doit donc être aménagée de manière à recevoir cette information.

5. Les Administrations peuvent s'entendre pour créer des tableaux ou rubriques supplémentaires sur la feuille d'avis ou pour modifier les tableaux conformément à leurs besoins lorsqu'elles le jugent nécessaire.

6. Dans le cas d'envois à découvert par voie de surface d'un poids supérieur à 3 kilogrammes par dépêche ou par jour expédiés à un pays de destination déterminé, l'Administration de transit est habilitée à établir une feuille d'avis CN 31 à destination de chaque pays, dont elle expédie une copie à l'Administration d'origine.

7. Une feuille d'avis négative est transmise dans la prochaine dépêche lorsqu'un bureau d'échange n'a aucun envoi à livrer à un bureau correspondant et que, par entente spéciale entre les Administrations intéressées, les feuilles d'avis ne sont pas numérotées. S'il s'agit de dépêches numérotées annuellement, il n'est pas expédié de feuille d'avis négative.

#### ■ Commentaires

**4306.1** Pour le modèle de la form. CN 32, v. art. RE 4314.

**4306.4** Le nom du navire qui transporte la dépêche ou l'abréviation officielle correspondant à la ligne aérienne à emprunter sont indiqués lorsque le bureau expéditeur est à même de les connaître. Dans le tableau 1, le bureau expéditeur inscrit le nombre de sacs qui composent la dépêche par catégorie (prioritaires/non prioritaires ou LC/AO, sacs M, sacs vides) et par type d'étiquette (rouge ou blanche/bleue). Dans le tableau 2, le bureau expéditeur inscrit le poids des sacs soumis aux frais de transit et aux frais terminaux selon les catégories auxquelles ils appartiennent (prioritaires/non prioritaires ou LC/AO, d'une part, et sacs M, d'autre part). Les sacs M sont inscrits selon le poids (poids et nombre des sacs jusqu'à 5 kg et poids des sacs de plus de 5 kg). Le poids du courrier exempt de frais de transit et de frais terminaux doit être égal au poids total des sacs qui ne contiennent que des sacs vides et de ceux qui portent l'indication «Exempt».

**4306.4.3** Sont en outre mentionnées dans ce tableau les lettres de service ouvertes et les communications ou recommandations diverses du bureau expéditeur ayant trait au service d'échange.

**4306.4.4** Il appartient aux Adm. concernées de s'entendre sur le modèle de feuille d'avis à utiliser.

Administration expéditrice

Bureau d'échange expéditeur

**FEUILLE D'AVIS**  
**Echange des dépêches**  
Date d'expédition

**CN 31**  
(ancien C 12)  
Dépêche n°

☐ Prioritaire  
☐ Non prioritaire

☐ Par avion  
☐ Par S.A.L.  
☐ Par voie de surface

Bureau d'échange de destination	Vol n°/Train n°/Nom du paquebot
	Administration(s) de transit

1 Nombre de sacs	Prioritaire/Non prioritaire – LC/AO		Sacs M		Sacs vides
	Etiquettes rouges	Etiquettes blanches/bleues	Etiquettes rouges	Etiquettes blanches/bleues	Pochées de sacs vides (SV)
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
	Nombre total de sacs de la dépêche				

2 Frais de transit et frais terminaux	Prioritaire/Non prioritaire – LC/AO		Sacs M		
	Courier soumis aux frais de transit et/ou aux frais terminaux <sup>2</sup>	Courier exempt des frais de transit et des frais terminaux	Jusqu'à 5 kg		Plus de 5 kg
	Poids kg    1 g	Poids kg    1 g	Poids kg    1 g	Nombre	Poids kg    1 g
	Poids total de la dépêche				

3 Récapitulation des envois inscrits dans la dépêche	Nombre de sacs contenant des envois	Nombre de paquets contenant des envois	Nombre de	Nombre total d'envois compris dans la dépêche
	Recommandés <sup>2</sup>	Recommandés <sup>2</sup>	Listes spéciales CN 33 <sup>2</sup>	Recommandés <sup>2</sup>
	Avec valeur déclarée <sup>2</sup>	Avec valeur déclarée <sup>2</sup>	Feuilles d'envoi CN 16 <sup>2</sup>	Avec valeur déclarée <sup>2</sup>

4 Indications de service	Présence d'envois ordinaires		Présence d'envois recommandés	
	<input type="checkbox"/> exprès	<input type="checkbox"/> avion	<input type="checkbox"/> exprès	<input type="checkbox"/> avion
	<input type="checkbox"/> Un bulletin CN 44 est joint à la dépêche		Nombre de bordereaux CN 65	
	Autres indications		Nombre	Poids
	Sacs CCRI:		Nombre	Poids
	Liasses CCRI:			
	Sacs de l'Administration expéditrice		Nombre	
	Sacs vides en retour appartenant à l'Administration de destination		Nombre	

5 Dépêches closes insérées dans la dépêche	Dépêche n°	Bureau d'origine	Bureau de destination	Nombre de sacs ou paquets

6 Envois recommandés <sup>2</sup>	Inscription globale	En chiffres
	En lettres	
	Inscription individuelle	

Bureau d'échange expéditeur  
Signature

Bureau d'échange de destination  
Signature

## Liste des envois recommandés

CN 31 (verso)

N° d'ordre	N° de l'envoi	Bureau d'origine	Observations	N° d'ordre	N° de l'envoi	Bureau d'origine	Observations
1				31			
2				32			
3				33			
4				34			
5				35			
6				36			
7				37			
8				38			
9				39			
10				40			
11				41			
12				42			
13				43			
14				44			
15				45			
16				46			
17				47			
18				48			
19				49			
20				50			
21				51			
22				52			
23				53			
24				54			
25				55			
26				56			
27				57			
28				58			
29				59			
30				60			

## Article RE 4307

### Transmission des envois recommandés

1. Les envois recommandés sont transmis inscrits individuellement au verso de la feuille d'avis. Il peut être fait usage d'une ou de plusieurs listes spéciales CN 33, soit pour remplacer le verso de la feuille d'avis, soit comme supplément à cette feuille. L'emploi de listes spéciales est obligatoire si l'Administration de destination en fait la demande. Les listes dont il s'agit doivent indiquer le même numéro de dépêche que celui qui est mentionné sur la feuille d'avis de la dépêche correspondante. Lorsque plusieurs listes spéciales sont employées, elles doivent en outre être numérotées d'après une série propre à chaque dépêche. Le nombre des envois recommandés qui peuvent être inscrits sur une seule et même liste spéciale ou au verso de la feuille d'avis est limité au nombre que comporte la texture de la formule respective.
2. Les Administrations peuvent s'entendre pour l'inscription globale des envois recommandés. Le nombre total des envois est inscrit au tableau 3 de la feuille d'avis. Lorsque la dépêche comprend plusieurs sacs d'envois recommandés, chaque sac, sauf celui dans lequel est insérée la feuille d'avis, doit contenir une liste spéciale CN 33 indiquant, en lettres et en chiffres à l'emplacement prévu, le nombre total des envois recommandés qu'il renferme. Le nombre d'envois insérés dans le sac contenant la feuille d'avis est mentionné sur celle-ci dans le cadre du tableau 6 réservé à cet effet.
3. Les envois recommandés et, s'il y a lieu, les listes spéciales prévues sous 1 sont réunis en un ou plusieurs paquets ou sacs distincts qui doivent être convenablement enveloppés ou fermés et cachetés ou plombés, de manière à en préserver le contenu. Les sacs et paquets ainsi confectionnés peuvent être remplacés par des sacs en matière plastique fermés par soudure à chaud. Les envois recommandés sont classés dans chaque paquet d'après leur ordre d'inscription. Quand on emploie une ou plusieurs listes spéciales, chacune d'elles est enliassée avec les envois recommandés auxquels elle se rapporte et placée au-dessus du premier envoi de la liasse. En cas d'utilisation de plusieurs sacs, chacun d'eux doit contenir une liste spéciale sur laquelle sont inscrits les envois qu'il renferme.
4. Sous réserve d'entente entre les Administrations intéressées et lorsque le volume des envois recommandés le permet, ces envois peuvent être insérés dans l'enveloppe spéciale contenant la feuille d'avis. Cette enveloppe doit être cachetée.
5. En aucun cas, les envois recommandés ne peuvent être insérés dans la même liasse que les envois ordinaires.
6. Autant que possible, un même sac ne doit pas comprendre plus de 600 envois recommandés.

7. Un sac M recommandé est inscrit comme un seul envoi au tableau 6 ou au verso de la feuille d'avis CN 31 ou encore sur une liste spéciale CN 33. La lettre M doit être portée dans la colonne «Observations».

■ **Commentaires**

**4307.1** Si une Adm. veut dresser des listes spéciales au départ, l'Adm. de destination doit admettre ces listes.

**4307.2** Les Adm. peuvent convenir, pour des raisons de sécurité, que cette disp. n'est pas applicable aux mandats soumis à la recommandation d'office (cf. art. RE 501.1.1 du Règl. Mandats).

Administration expéditrice  
Bureau d'échange expéditeur

**LISTE SPÉCIALE**  
**Envois recommandés**  
Date

**CN 33**  
(ancien C 13)  
Dépêche n° Liste spéciale n°

☐ Prioritaire  
☐ Non prioritaire  
☐ Par avion  
☐ Par S.A.L.  
☐ Par voie de surface

Bureau d'échange de destination	Vol n°/Train n°/Nom du paquebot
---------------------------------	---------------------------------

**Inscription globale**

Nombre (en lettres)	Nombre (en chiffres)
---------------------	----------------------

**Inscription individuelle**

N° d'ordre	N° de l'envoi	Bureau d'origine	Observations	N° d'ordre	N° de l'envoi	Bureau d'origine	Observations
1				21			
2				22			
3				23			
4				24			
5				25			
6				26			
7				27			
8				28			
9				29			
10				30			
11				31			
12				32			
13				33			
14				34			
15				35			
16				36			
17				37			
18				38			
19				39			
20				40			

Bureau d'échange expéditeur  
Signature

Bureau d'échange de destination  
Signature

## Article RE 4308

### Transmission des envois à livraison attestée

1. Les envois à livraison attestée sont transmis de la même façon que les envois ordinaires.

#### ■ Commentaires

**4308.1** A leur arrivée au bureau de destination, les envois en question sont extraits des liasses d'envois ordinaires et mis à part pour la distribution contre signature.

## Article RE 4309

### Transmission des envois avec valeur déclarée

1. Le bureau d'échange expéditeur inscrit les envois avec valeur déclarée sur des feuilles d'envoi CN 16 avec tous les détails que comportent ces formules.

2. Les envois avec valeur déclarée forment avec la ou les feuilles d'envoi un ou plusieurs paquets spéciaux qui sont ficelés entre eux. Ceux-ci sont enveloppés de papier solide, ficelés extérieurement et cachetés à la cire fine sur tous les plis au moyen du cachet du bureau d'échange expéditeur. Ces paquets portent la mention «Valeurs déclarées».

3. Au lieu d'être réunies en un paquet, les envois avec valeur déclarée peuvent être insérés dans une enveloppe de papier fort, fermée au moyen de cachets de cire.

4. Les paquets ou enveloppes des envois avec valeur déclarée peuvent aussi être fermés au moyen de cachets gommés portant l'indication imprimée de l'Administration d'origine de la dépêche. Une empreinte du timbre à date du bureau expéditeur doit être apposée sur le cachet gommé de manière qu'elle figure à la fois sur celui-ci et sur l'emballage. Cette fermeture n'est pas utilisable si l'Administration de destination de la dépêche exige le cachetage à la cire ou le plombage des paquets ou enveloppes des envois avec valeur déclarée.

5. Si le nombre ou le volume des envois avec valeur déclarée le nécessite, ils peuvent être insérés dans un sac convenablement clos et cacheté à la cire ou plombé.

6. Le paquet, l'enveloppe ou le sac contenant les envois avec valeur déclarée est inséré dans le paquet ou le sac contenant les envois recommandés ou, à défaut de ceux-ci, dans le paquet ou le sac renfermant normalement lesdits envois. Lorsque les envois recommandés sont renfermés dans plusieurs sacs, le paquet, l'enveloppe ou le sac contenant les envois avec valeur déclarée doit être placé dans le sac au col duquel est fixée l'enveloppe spéciale renfermant la feuille d'avis.

7. Le sac extérieur contenant des envois avec valeur déclarée doit être en parfait état et pourvu, si possible, à son bord supérieur, d'un bourrelet empêchant l'ouverture illicite sans que cela laisse des traces visibles.

■ **Commentaires**

**4309.2** Le mot «paquet» est un terme général qui comprend aussi l'«enveloppe».



Administration expéditrice  
Bureau d'échange expéditeur

**FEUILLE D'ENVOI**  
**Envois avec valeur déclarée**  
Date

**CN 16**  
(ancien VD 3)  
Dépêche n°

<input type="checkbox"/> Prioritaire	<input type="checkbox"/> Par avion
<input type="checkbox"/> Non prioritaire	<input type="checkbox"/> Par S.A.L.
	<input type="checkbox"/> Par voie de surface

Bureau d'échange de destination	N° de la feuille d'envoi
---------------------------------	--------------------------

Inscription

N° totale	N° de l'envoi	Bureau d'origine	Lieu de destination	Montant de la valeur déclarée	Observations
1	2	3	4	5	6
1				DTS	
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					

Bureau d'échange expéditeur  
Signature

Bureau d'échange de destination  
Signature

## Article RE 4310

### Transmission des mandats de poste et des envois contre remboursement non recommandés

1. Les mandats de poste expédiés à découvert sont réunis en une liasse distincte qui doit être insérée dans un paquet ou un sac contenant des envois recommandés ou éventuellement dans le paquet ou le sac avec valeurs déclarées. Il en est de même des envois contre remboursement non recommandés. Si la dépêche ne comprend ni envois recommandés ni valeurs déclarées, les mandats et, le cas échéant, les envois contre remboursement non recommandés sont placés dans l'enveloppe contenant la feuille d'avis ou enliassés avec celle-ci.

#### ■ Commentaires

**4310.1** Cf. art. RE 501 du Règl. Mandats.

## Article RE 4311

### Transmission des envois exprès

1. La présence d'envois exprès est signalée par une croix (X) dans la case correspondante du tableau 4 de la feuille d'avis CN 31 (tableau 3 de la feuille d'avis CN 32).

2. Les envois exprès sont réunis en liasses distinctes munies d'étiquettes portant, en caractères très apparents, la mention «Exprès». Ces liasses sont insérées, par les bureaux d'échange, dans l'enveloppe contenant la feuille d'avis qui accompagne la dépêche.

3. Toutefois, si cette enveloppe doit être fixée au paquet ou au sac des envois recommandés, les liasses des envois exprès sont placées dans le sac extérieur.

4. Les envois exprès recommandés sont classés, à leur ordre, parmi les autres envois recommandés. La mention «Exprès» est portée dans la colonne «Observations» au verso de la feuille d'avis ou des listes spéciales CN 33, en regard de l'inscription de chacun d'eux. En cas d'inscription globale, la présence de ces envois recommandés est également signalée par une croix dans la case correspondante du tableau 4 de la feuille d'avis. Une mention analogue est portée dans la colonne «Observations» des feuilles d'envoi CN 16, en regard de l'inscription des envois avec valeur déclarée à remettre par exprès.

#### ■ Commentaires

**4311.2** Le Congrès de Séoul a recommandé aux Adm. de mettre leurs envois par exprès en liasse et de les placer à l'intérieur d'une enveloppe spéciale, de préférence plastifiée, afin de préserver leur intégrité et les rendre facilement reconnaissables (recommandation C 53).

## Article RE 4312

### Transmission des envois CCRI

1. Les Administrations qui assurent le service désignent le bureau d'échange de destination spécialisé dans le traitement des dépêches contenant des envois CCRI. Si des raisons opérationnelles le justifient, les Administrations peuvent désigner plusieurs bureaux d'échange à cet effet.
2. Les envois CCRI sont mis en liasses spécifiques. L'étiquette de liasse CN 25 porte la mention «CCRI» et le nombre d'envois. Les liasses d'envois CCRI sont insérées dans le sac contenant la feuille d'avis. Toutefois, elles ne doivent pas être incluses dans le sac des envois recommandés.
  - 2.1 Lorsque la dépêche contient plus de 2 kilogrammes d'envois CCRI, ces envois sont mis dans un sac spécifique. L'étiquette du sac porte la mention «CCRI» et, au verso, le nombre d'envois.
3. Les envois CCRI contenus dans une dépêche sont indiqués sur la feuille d'avis CN 31, sous le tableau 4 (tableau 3 de la feuille d'avis CN 32), dans la case réservée aux «Autres indications», de la manière suivante:
  - 3.1 pour les envois compris dans des sacs spécifiques, écrire «Sacs CCRI», le nombre et le poids des sacs et le nombre des envois;
  - 3.2 pour les envois expédiés avec le reste du courrier, écrire «Liasses CCRI», le nombre et le poids des liasses et le nombre des envois.
4. Eu égard au volume de trafic concerné, les Administrations peuvent convenir, à titre bilatéral, de procédures spécifiques.

## Article RE 4313

### Transmission des sacs M

1. Chaque sac M doit être muni d'une étiquette CN 34, CN 35 ou CN 36 complétée par la lettre M en gros caractère dans l'angle supérieur droit. Cette étiquette s'ajoute à l'étiquette-adresse fournie par l'expéditeur.

#### ■ Commentaires

**4313.1** Pour les modèles des étiquettes CN 34, CN 35 et CN 36, v. art. RE 4315.

## Article RE 4314

### Transmission des envois en nombre

1. Sur demande de l'Administration de destination, les envois en nombre sont expédiés dans des dépêches spécifiques, accompagnées d'une feuille d'avis CN 32.
2. La feuille d'avis CN 32 comporte le nombre et le poids des envois.
  - 2.1 Pour les Administrations qui se sont mises d'accord à ce sujet, les indications du nombre et du poids des envois peuvent être données selon le format.
3. Les dispositions de l'article RE 4306 s'appliquent par analogie aux feuilles d'avis CN 32.
4. Les Administrations peuvent convenir bilatéralement d'employer d'autres formules et procédures comptables pour leurs échanges de courrier en nombre.

Administration expéditrice

## FEUILLE D'AVIS

CN 32

Bureau d'échange expéditeur

## Dépêches de courrier en nombre

Dépêche n°

Date d'expédition

<input type="checkbox"/>	Prioritaire	<input type="checkbox"/>	Par avion
<input type="checkbox"/>	Non prioritaire	<input type="checkbox"/>	Par S.A.L.
		<input type="checkbox"/>	Par voie de surface

Bureau d'échange de destination	Vol n°/Train n°/Nom du paquebot
	Administration(s) de transit

1 Nombre et poids des sacs et des envois	Sacs					Envois
	Etiquettes rouges	Etiquettes violettes	Total de la dépêche			
	Nombre	Nombre	Nombre	Poids kg	g	Nombre

2 Récapitulation des envois inscrits dans la dépêche	Nombre de sacs contenant des envois	Nombre de paquets contenant des envois	Nombre de	Nombre total d'envois compris dans la dépêche
	Recommandés <sup>1</sup>	Recommandés <sup>1</sup>	Listes spéciales CN 33 <sup>1</sup>	Recommandés <sup>1</sup>
	Avec valeur déclarée <sup>1</sup>	Avec valeur déclarée <sup>1</sup>	Feuilles d'envoi CN 16 <sup>1</sup>	Avec valeur déclarée <sup>1</sup>

3 Indications de service	Présence d'envois ordinaires		Présence d'envois recommandés	
	<input type="checkbox"/> exprès	<input type="checkbox"/> avion	<input type="checkbox"/> exprès	<input type="checkbox"/> avion
	<input type="checkbox"/> Un bulletin CN 44 est joint à la dépêche		Nombre de bordereaux CN 65	
	Autres indications (p. ex. nombre d'envois CCR1)			
	Sacs de l'Administration expéditrice		Nombre	
Sacs vides en retour appartenant à l'Administration de destination		Nombre		

4 Dépêches closes de courrier en nombre insérées dans la dépêche	Dépêche n°	Bureau d'origine	Bureau de destination	Nombre de sacs ou paquets

5 Envois recommandés <sup>1</sup>	Inscription globale En lettres	En chiffres
	Inscription individuelle Inscrire les envois recommandés au verso de la formule	

<sup>1</sup> Apporter la mention «Néant» en cas d'absence d'envois recommandés ou avec valeur déclaréeBureau d'échange expéditeur  
SignatureBureau d'échange de destination  
Signature

## Liste des envois recommandés

CN 32 (verso)

N° d'ordre	N° de l'envoi	Bureau d'origine	Observations	N° d'ordre	N° de l'envoi	Bureau d'origine	Observations
1				31			
2				32			
3				33			
4				34			
5				35			
6				36			
7				37			
8				38			
9				39			
10				40			
11				41			
12				42			
13				43			
14				44			
15				45			
16				46			
17				47			
18				48			
19				49			
20				50			
21				51			
22				52			
23				53			
24				54			
25				55			
26				56			
27				57			
28				58			
29				59			
30				60			

Article RE 4315

Etiquetage des dépêches

1. Les étiquettes des sacs doivent être confectionnées en toile suffisamment rigide, en matière plastique, en carton fort, en parchemin ou en papier collé sur une planchette. Elles doivent être munies d'un œillet. Leur conditionnement et leur texte doivent être conformes aux modèles ci-annexés et mentionnés ci-après:
  - 1.1 CN 34 s'il s'agit de sacs de surface;
  - 1.2 CN 35 s'il s'agit de sacs-avion;
  - 1.3 CN 36 s'il s'agit de sacs de surface transportés par la voie aérienne (S.A.L.).
2. Dans les relations entre bureaux limitrophes, il peut être fait usage d'étiquettes en papier fort. Celles-ci doivent toutefois avoir une consistance suffisante pour résister aux diverses manipulations imposées aux dépêches en cours d'acheminement.
3. Les sacs contenant des envois recommandés, des envois avec valeur déclarée et/ou la feuille d'avis sont pourvus d'une étiquette rouge vermillon.
  - 3.1 Toutefois, les Administrations ont la faculté de décider de ne pas utiliser, dans leurs relations bilatérales, les étiquettes rouges et d'opter, pour des raisons de sécurité, pour une autre méthode, convenue entre elles.
4. Une étiquette blanche est utilisée pour les sacs ne contenant que des envois ordinaires des catégories ci-après:
  - 4.1 envois prioritaires;
  - 4.2 lettres et cartes postales expédiées par voie de surface et aérienne;
  - 4.3 envois mixtes (lettres, cartes postales, journaux et écrits périodiques et autres envois).
5. Une étiquette blanche est aussi utilisée pour les sacs contenant des journaux déposés en nombre par les éditeurs ou leurs agents et expédiés par voie de surface seulement, à l'exception de ceux qui sont renvoyés à l'expéditeur. La mention «Journaux» ou l'indication «Jx» doit être portée sur l'étiquette blanche lorsque les sacs ne contiennent que des envois de cette catégorie.
6. Une étiquette bleu clair est utilisée pour les sacs contenant exclusivement des envois ordinaires des catégories non prioritaires, imprimés, cécogrammes, petits paquets.
7. Une étiquette bleu clair est utilisée également pour les sacs contenant des écrits périodiques autres que ceux qui sont mentionnés sous 5. La mention «Ecrits périodiques» peut être portée sur l'étiquette bleue lorsque les sacs ne contiennent que des envois de cette catégorie.
8. Une étiquette violette est utilisée pour les sacs contenant exclusivement des envois en nombre ordinaires.

9. Une étiquette verte est utilisée pour les sacs contenant seulement des sacs vides renvoyés à l'origine.

10. Lorsqu'il s'agit d'une dépêche prioritaire acheminée par la voie de surface, l'étiquette CN 34 doit porter en gros caractères très apparents la mention «PRIOR».

11. L'étiquette du sac ou du paquet contenant la feuille d'avis est toujours revêtue de la lettre F, tracée d'une manière apparente. Elle peut comporter l'indication du nombre de sacs composant la dépêche.

12. L'étiquette des récipients contenant des envois exprès doit être dotée d'une fiche ou de la mention «Exprès». Lorsque la fiche ou la mention «Exprès» vient se superposer à un code à barres ou à un texte quel qu'il soit inscrit sur l'étiquette CN 35, il est permis de fixer sur le sac une autre étiquette de renfort, plus grande, portant la mention «Exprès».

13. Une étiquette blanche peut être également utilisée conjointement avec une fiche de 5 x 3 cm de l'une des couleurs visées sous 3 à 7 et 9. Une étiquette bleue ou violette peut être également utilisée conjointement avec une fiche analogue rouge.

14. Les envois contenant des matières biologiques périssables infectieuses sont renfermés dans des sacs distincts. Chaque sac doit être muni d'une fiche de signalisation de couleur et de présentation semblables à celles de l'étiquette prévue à l'article RE 2401, mais de format augmenté de la place nécessaire à la fixation de l'œillet. Outre le symbole particulier aux envois de substances infectieuses, cette fiche porte les mentions «Substance infectieuse» et «En cas de dommage ou de fuite, avertir immédiatement les autorités de santé publique».

15. Lorsqu'il s'agit de sacs ne contenant que des envois exempts de frais de transit et de frais terminaux, l'étiquette du sac doit porter en caractères très apparents l'indication «Exempt».

16. Le poids brut de chaque sac, enveloppe ou paquet faisant partie de la dépêche doit être indiqué sur l'étiquette du sac ou sur la suscription extérieure. En cas d'emploi d'un sac collecteur, il n'est pas tenu compte du poids de ce sac. Le poids est arrondi à l'hectogramme supérieur quand la fraction de l'hectogramme est égale ou supérieure à 50 grammes et arrondi à l'hectogramme inférieur dans le cas contraire. L'indication du poids est remplacée par le chiffre 0 pour les dépêches-avion pesant 50 grammes ou moins.

17. Les bureaux intermédiaires ne doivent porter aucun numéro d'ordre sur les étiquettes des sacs ou des paquets de dépêches closes en transit.



■ **Commentaires**

**4315.1** Il va de soi que, pour tenir compte des besoins de leurs services, les Adm. ont la latitude de modifier légèrement le texte et les dimensions des form. mentionnées sous 1.1, 1.2 et 1.3, sans toutefois trop s'écarter des directives que les modèles comportent.

Les sigles de l'IATA (codes à trois lettres) peuvent être utilisés sur les form. CN 35 et CN 36 pour désigner l'aéroport de destination et, le cas échéant, celui de transbordement. Les codes de l'IATA sont reproduits, à titre d'information, dans la Liste des distances aéropostales (troisième et quatrième partie).

En lieu et place de l'étiquette CN 36, les Adm. ont la faculté d'utiliser des étiquettes CN 35, en y portant en caractères apparents la mention «S.A.L. Surface par avion».

**4315.5** Les Adm. d'origine ont la faculté d'insérer également dans les sacs à étiquette blanche, portant la mention «Journaux» ou l'indication «Jx», les écrits périodiques d'actualité publiés au moins une fois par semaine et déposés en nombre auxquels elles appliquent dans leur régime intérieur le traitement prioritaire accordé aux journaux.

**4315.13** L'utilisation d'une étiquette bleue avec une fiche rouge signale que le sac contenant des envois recommandés ou/et la feuille d'avis ne renferme que des envois non prioritaires ou des AO.

Postes	de		CN 34 (ancien C 28)
	Le Havre		
	Dépêche n°	pour	<b>JAKARTA</b> (Indonésie)
	Date d'expédition		
	Prioritaire/ Non prioritaire – Courrier en nombre <sup>1</sup>		
	Nombre d'envois <sup>2</sup>	Via	
Exempt <sup>3</sup> <input type="checkbox"/>	Paquebot		
kg	Port de débarquement		

Convention, Séoul 1994, art. RE 4313.1 – Dimensions 148 x 74 mm, couleur rouge vermillon, blanche, bleu clair, violette ou verte

Postes	de		CN 34 (ancien C 28)
	Le Havre		
	Dépêche n°	pour	<b>JAKARTA</b> (Indonésie)
	Date d'expédition		
	Prioritaire/ Non prioritaire – Courrier en nombre <sup>1</sup>	Via	
	Nombre d'envois <sup>2</sup>	Paquebot	
Exempt <sup>3</sup> <input type="checkbox"/>	Port de débarquement		
kg			 FRLEHA IDJKTC CUA5 0003 00200 0155

Convention, Séoul 1994, art. RE 4313.1 – Dimensions 148 x 90 mm, couleur rouge vermillon, blanche, bleu clair, violette ou verte


- <sup>1</sup> Sur les étiquettes rouges: Prioritaire/Non prioritaire – Courrier en nombre ou LC/AO – Courrier en nombre  
Sur les étiquettes blanches: Prioritaire ou LC/AO  
Sur les étiquettes bleues: Non prioritaire ou AO; les Administrations ont la faculté d'imprimer des cases à cocher pour «Non prioritaire (AO)» et pour «Sac M»  
Sur les étiquettes violettes: Courrier en nombre

<sup>2</sup> Seulement pour les étiquettes rouges et violettes<sup>3</sup> Seulement pour les étiquettes rouges, blanches, bleues ou vertes; pour les étiquettes vertes «SV (Exempt)», sans la case à cocher**Remarques:**

- Pour tenir compte des besoins de leur service, les Administrations ont la latitude de modifier légèrement le texte et les dimensions de cette formule, toutefois sans trop s'écarter des directives que le modèle comporte
- Les étiquettes vertes doivent porter la mention «Sacs vides»
- Les Administrations utilisant des codes à barres dans leur service peuvent utiliser des étiquettes CN 34 similaires au modèle ci-dessus portant lesdits codes en plus des indications déjà prévues. Ce modèle n'est donné qu'à titre d'exemple. Les Administrations ont la latitude d'utiliser les codes à barres à 13 ou à 29 caractères

Postes	de	Par avion		CN 35 (ancien AV 8)
	Lisboa – EPA			
	Dépêche n°	pour		
	Date d'expédition	<b>MONROVIA</b>		
	Prioritaire – Courrier en nombre¹	(Liberia)		
	Nombre d'envois²	Ligne n°		
	Exempt³ <input type="checkbox"/>	Aéroport de transbordement	Aéroport de déchargement	
	kg			<b>MLW</b>

Convention, Séoul 1994, art. RE 4313.1 – Dimensions 148 x 74 mm, couleur rouge vermillon, blanche, bleu clair, violette ou verte

Postes	de	Par avion		CN 35 (ancien AV 8)
	Lisboa – EPA			
	Dépêche n°	pour		
	Date d'expédition	<b>MONROVIA</b>		
	Prioritaire – Courrier en nombre¹	(Liberia)		
	Nombre d'envois²	Ligne n°		
	Exempt³ <input type="checkbox"/>	Aéroport de transbordement	Aéroport de déchargement	
	kg			<b>MLW</b>
		 PTLISA LRMLWA AURS 0006 00311 0237		


Convention, Séoul 1994, art. RE 4313.1 – Dimensions 148 x 90 mm, couleur rouge vermillon, blanche, bleu clair, violette ou verte

¹ Sur les étiquettes rouges: Prioritaire – Courrier en nombre ou LC/AO – Courrier en nombre  
Sur les étiquettes blanches: Prioritaire ou LC/AO  
Sur les étiquettes bleues: AO; les Administrations ont la faculté d'imprimer des cases à cocher pour «AO» et pour «Sac M»  
Sur les étiquettes violettes: Courrier en nombre  
² Seulement pour les étiquettes rouges et violettes  
³ Seulement pour les étiquettes rouges, blanches, bleues ou vertes; pour les étiquettes vertes «SV (Exempt)», sans la case à cocher

Remarques:  
– Pour tenir compte des besoins de leur service, les Administrations ont la latitude de modifier légèrement le texte et les dimensions de cette formule, toutefois sans trop s'écarter des directives que le modèle comporte  
– Les étiquettes vertes doivent porter la mention «Sacs vides»  
– Les Administrations utilisant des codes à barres dans leur service peuvent utiliser des étiquettes CN 35 similaires au modèle ci-dessus portant lesdits codes en plus des indications déjà prévues. Ce modèle n'est donné qu'à titre d'exemple. Les Administrations ont la latitude d'utiliser les codes à barres à 13 ou à 29 caractères

Postes	de	S.A.L. surface par avion		CN 36 (ancien AV 8bis)
	Basel 2			
	Dépêche n°	pour		
	Date d'expédition	<b>TORONTO</b>		
	Non prioritaire – Courrier en nombre <sup>1</sup>	(Canada)		
	Nombre d'envois <sup>2</sup>	Ligne n°		
Exempt <sup>3</sup> <input type="checkbox"/>	Aéroport de transbordement		Aéroport de déchargement	
kg			<b>YYZ</b>	

Convention, Séoul 1994, art. RE 4313.1 – Dimensions 148 x 74 mm, couleur rouge vermillon, blanche, bleu clair, violette ou verte

Postes	de	S.A.L. surface par avion		CN 36 (ancien AV 8bis)
	Basel 2			
	Dépêche n°	pour		
	Date d'expédition	<b>TORONTO</b>		
	Non prioritaire – Courrier en nombre <sup>1</sup>	(Canada)		
	Nombre d'envois <sup>2</sup>	Ligne n°		
Exempt <sup>3</sup> <input type="checkbox"/>	Aéroport de transbordement		Aéroport de déchargement	
kg			<b>YYZ</b>	
		 CHBSLA CAYTOA BUN5 0027 00400 0225		

Convention, Séoul 1994, art. RE 4313.1 – Dimensions 148 x 90 mm, couleur rouge vermillon, blanche, bleu clair, violette ou verte

<sup>1</sup> Sur les étiquettes rouges: Non prioritaire – Courrier en nombre ou LC/AO – Courrier en nombre

Sur les étiquettes blanches: LC/AO

Sur les étiquettes bleues: Non prioritaire ou AO; les Administrations ont la faculté d'imprimer des cases à cocher pour

«Non prioritaire (AO)» et pour «Sac M»

Sur les étiquettes violettes: Courrier en nombre

<sup>2</sup> Seulement pour les étiquettes rouges et violettes<sup>3</sup> Seulement pour les étiquettes rouges, blanches, bleues ou vertes; pour les étiquettes vertes «SV (Exempt)», sans la case à cocher**Remarques:**

- Pour tenir compte des besoins de leur service, les Administrations ont la latitude de modifier légèrement le texte et les dimensions de cette formule, toutefois sans trop s'écarter des directives que le modèle comporte
- Les étiquettes vertes doivent porter la mention «Sacs vides»
- Les Administrations utilisant des codes à barres dans leur service peuvent utiliser des étiquettes CN 36 similaires au modèle ci-dessus portant lesdits codes en plus des indications déjà prévues. Ce modèle n'est donné qu'à titre d'exemple. Les Administrations ont la latitude d'utiliser les codes à barres à 13 ou à 29 caractères

## Article RE 4316

## Acheminement des dépêches

1. Les dépêches closes sont acheminées par la voie la plus directe possible.
2. Lorsqu'une dépêche se compose de plusieurs sacs, ceux-ci doivent, autant que possible, rester réunis et être acheminés par le même courrier.
3. L'Administration du pays d'origine a la faculté d'indiquer la voie à suivre par les dépêches closes qu'elle expédie, pourvu que l'emploi de cette voie n'entraîne pas, pour une Administration intermédiaire, des frais spéciaux. Les renseignements sur la voie d'acheminement sont inscrits sur les bordereaux CN 37, CN 38 ou CN 41 et sur les étiquettes CN 34, CN 35 ou CN 36.
4. Les dépêches-avion closes doivent être acheminées par le vol demandé par l'Administration du pays d'origine, sous réserve que ce vol soit utilisé par l'Administration du pays de transit pour la transmission de ses propres dépêches. Si tel n'est pas le cas ou si le temps pour le transbordement n'est pas suffisant, l'Administration du pays d'origine doit en être avertie.
5. En cas de changement dans un service d'échange en dépêches closes établi entre deux Administrations par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs pays tiers, l'Administration d'origine de la dépêche en donne connaissance aux Administrations de ces pays.
6. S'il s'agit d'une modification dans la voie d'acheminement des dépêches, la nouvelle voie à suivre doit être indiquée aux Administrations qui effectuaient précédemment le transit. L'ancienne voie est signalée, pour mémoire, aux Administrations qui assureront désormais ce transit.

## Prot. Article RE VI

## Acheminement des dépêches

1. Les Administrations postales de l'Azerbaïdjan, du Bélarus\*, de la Bolivie, de l'Estonie, de la Lettonie, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan ne reconnaîtront que les frais du transport effectué en conformité de la disposition concernant la ligne indiquée sur les étiquettes des sacs CN 35 de la dépêche-avion et sur les bordereaux de livraison CN 38.
2. Eu égard à la disposition sous 1, les Administrations postales de l'Amérique (Etats-Unis), de la France, de la Grèce, de l'Italie, du Sénégal et de la Thaïlande n'assureront l'acheminement des dépêches-avion closes que dans les conditions prévues à l'article RE 4316.4.

## ■ Commentaires

**4316.3** Pour les modèles des form. CN 37, CN 38 et CN 41, v. art. RE 4321.

**Prot. RE VI.1** L'Adm. marquée d'un astérisque (\*) a renoncé à sa réserve après l'entrée en vigueur des Actes de Séoul.

## Article RE 4317

Transbordement des dépêches-avion et des dépêches-surface transportées par la voie aérienne (S.A.L.)

1. En principe, le transbordement des dépêches en cours de route, dans un même aéroport, est assuré par l'Administration du pays où il a lieu.
2. Cela ne s'applique pas lorsque le transbordement s'effectue entre les appareils de deux lignes successives de la même compagnie aérienne.
3. Dans le cas mentionné sous 2, et lorsque les Administrations d'origine, de destination et la compagnie aérienne concernée se sont entendues à l'avance, la compagnie aérienne qui effectue le transbordement a la faculté d'établir, si nécessaire, un bordereau de livraison spécial qui remplacera le bordereau CN 38 ou CN 41 original. Les parties concernées s'entendent réciproquement sur les procédures à suivre et la formule à employer.
4. Lorsque l'Administration du pays d'origine le désire, ses dépêches sont transbordées directement, à l'aéroport de transit, entre deux compagnies aériennes différentes. Les compagnies aériennes intéressées doivent toutefois accepter d'assurer le transbordement et l'Administration du pays de transit doit en être préalablement informée.
5. Dans le cas mentionné sous 4, et lorsque les Administrations d'origine, de destination et les compagnies aériennes concernées se sont entendues à l'avance, les compagnies aériennes qui effectuent le transbordement ont la faculté d'établir, si nécessaire, un bordereau de livraison spécial qui remplacera le bordereau CN 38 ou CN 41 original. Les parties concernées s'entendent réciproquement sur les procédures à suivre et la formule à employer.
6. Dans les cas visés sous 2 et 4, les sacs de dépêches peuvent être munis, en plus des étiquettes prévues pour le transport aérien du courrier, d'une étiquette CN 42.
7. Lorsque les dépêches-surface en provenance d'une Administration sont réacheminées par avion par les soins d'une autre Administration, les conditions de ce réacheminement font l'objet d'un accord particulier entre les Administrations intéressées.

### ■ Commentaires

**4317.2 et 4317.4** Formule d'application pratique pour le transbordement direct des dépêches-avion par les compagnies aériennes

*A. Transbordement direct des dépêches-avion entre appareils de deux lignes successives de la même compagnie aérienne*

- 1° L'Adm. qui désire le transbordement direct de ses dépêches entre deux lignes successives de la même compagnie aérienne dans l'aéroport du pays d'une autre Adm. s'entend avec le représentant local de cette compagnie sur les modalités du transbordement.
- 2° L'Adm. expéditrice des dépêches peut s'entendre avec la compagnie intéressée pour leur réacheminement par un vol subséquent de cette même compagnie si, pour une raison ou une autre, le transbordement initialement prévu ne peut s'effectuer.

- 3° Si l'Adm. expéditrice des dépêches n'a pas fourni les indications visées sous le point 2°, la compagnie doit remettre ces dépêches immédiatement aux services postaux à l'aéroport de transbordement, à moins qu'elle ne soit en mesure de les faire réacheminer dans les vingt-quatre heures qui suivent leur arrivée à cet aéroport (les dépêches doivent être remises aux services postaux dès que la compagnie aérienne constate l'impossibilité de les faire réacheminer dans ce délai).

*B. Transbordement direct des dépêches-avion entre appareils de deux compagnies aériennes différentes*

- 1° L'Adm. qui désire le transbordement direct de ses dépêches-avion entre deux compagnies aériennes différentes dans l'aéroport du pays d'une autre Adm. saisit le représentant de la première compagnie de tous les renseignements y relatifs.
- 2° Si la première compagnie accepte de transporter les dépêches sur la première partie du parcours et estime que le temps pour le transbordement à l'aéroport de transit est suffisant, elle prend contact avec le représentant de la seconde compagnie prévue.
- 3° Avant d'accepter le transport des dépêches sur la seconde partie du parcours, le deuxième transporteur s'assure que, dans des conditions normales, rien ne s'oppose à leur réacheminement par la liaison demandée (capacité disponible, droits commerciaux, etc.).
- 4° Ayant obtenu l'accord du second transporteur, le premier en informe l'Adm. expéditrice des dépêches, laquelle avise l'Adm. Intermédiaire du transbordement convenu avant de procéder à l'expédition des dépêches en question.
- 5° L'Adm. expéditrice des dépêches peut s'entendre avec la première compagnie pour leur réacheminement par un vol ultérieur, à préciser, si, pour une raison ou une autre, le transbordement initialement prévu ne peut s'effectuer.
- 6° Si l'Adm. expéditrice des dépêches n'a pas fourni les indications visées sous le point 5°, la première compagnie doit remettre ces dépêches immédiatement aux services postaux à l'aéroport de transbordement, à moins qu'elle ne soit en mesure de les faire réacheminer dans les vingt-quatre heures qui suivent leur arrivée à cet aéroport (les dépêches doivent être remises aux services postaux dès que la compagnie aérienne constate l'impossibilité de les faire réacheminer dans ce délai).
- 7° L'Adm. expéditrice s'entend avec le premier transporteur sur le nombre d'exemplaires du bordereau de livraison CN 38 à lui remettre si le nombre exigé pour le transbordement dépasse celui prévu par le Régl. de la Conv., ainsi que sur la remise d'un exemplaire supplémentaire de l'enveloppe CN 45.
- 8° A la suite d'un changement d'horaires des compagnies aériennes, l'Adm. expéditrice revoit avec le premier transporteur les disp. prises pour le transbordement et, le cas échéant, avise l'Adm. Intermédiaire de toute modification intervenue.

**CN 42**  
(ancien AV 8ter)

Postes

# Transbordement direct

## Direct Transfer

## Article RE 4318

Mesures à prendre lorsqu'un transbordement direct des dépêches-avion ne peut s'effectuer comme prévu

1. Si, à l'aéroport de transbordement, les dépêches signalées sur les documents pour être transbordées directement n'ont pu être réacheminées par le vol prévu, la compagnie aérienne remet immédiatement ces dépêches aux agents postaux de l'aéroport de transbordement en vue de leur réacheminement par les voies les plus rapides (aériennes ou de surface).
2. Cela ne s'applique pas lorsque:
  - 2.1 l'Administration qui expédie les dépêches a pris les dispositions nécessaires pour assurer leur réacheminement par un vol ultérieur;
  - 2.2 en l'absence des dispositions visées sous 2.1, la compagnie aérienne chargée de la remise des dépêches est en mesure de les faire réacheminer dans les vingt-quatre heures qui suivent leur arrivée à l'aéroport de transbordement.
3. Dans le cas visé sous 1, le bureau ayant assuré le réacheminement est tenu d'informer le bureau d'origine de chaque dépêche par bulletin de vérification CN 43, en y indiquant notamment le service aérien qui l'a livrée et les services utilisés (voie aérienne ou de surface) pour le réacheminement jusqu'à destination.

### ■ Commentaires

**4318.3** Pour le modèle de la form. CN 43, v. art. RE 4324.

## Article RE 4319

Etablissement des bulletins d'essai

1. Afin de déterminer le parcours le plus favorable et la durée de transmission d'une dépêche, le bureau d'échange d'origine peut adresser au bureau de destination de cette dépêche un bulletin d'essai CN 44. Ce bulletin doit être inséré dans la dépêche et joint à la feuille d'avis CN 31, sur laquelle sa présence est signalée par une croix dans la case correspondante du tableau 4 (tableau 3 de la feuille d'avis CN 32). Si, lors de l'arrivée de la dépêche, la formule CN 44 manque, le bureau de destination doit en établir un duplicata. Le bulletin d'essai, dûment complété par le bureau de destination, est renvoyé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), soit à l'adresse indiquée, soit, à défaut d'une telle indication, au bureau qui l'a établi.
2. Afin de déterminer le parcours le plus favorable et la durée de transmission des envois à découvert par l'intermédiaire d'une Administration, le bureau d'échange d'origine peut adresser à l'Administration de destination de ces envois un bulletin d'essai CN 44. Ce bulletin doit être inséré dans une enveloppe sur laquelle est portée la mention «CN 44» à l'angle supérieur droit du recto. Le bulletin d'essai, dûment complété par l'Administration de destination, est renvoyé par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).



3. Toutes les fois que l'Administration de destination constate des retards importants et découvre une voie d'acheminement plus rapide, elle peut établir un bulletin d'essai CN 44 et suggérer le parcours le plus favorable aussi bien pour les dépêches closes que pour les envois expédiés à découvert par l'intermédiaire d'une autre Administration. L'Administration d'origine doit prendre dûment en considération la requête du bureau de destination.

Administration expéditrice

## BULLETIN D'ESSAI

CN 44  
(ancien C 27)

Date

Détermination du parcours le plus favorable

- ☐ d'une dépêche de la poste aux lettres ou de colis  
des envois transmis à découvert

Administration de destination	A renvoyer à
-------------------------------	--------------

## Indications

A renvoyer dûment complété, par la voie la plus rapide  
(aérienne ou de surface)

## A remplir par le bureau expéditeur

Dépêche	<input type="checkbox"/> Poste aux lettres – Prioritaire/Avion	<input type="checkbox"/> Poste aux lettres – S.A.L.	<input type="checkbox"/> Poste aux lettres – Non prioritaire/Surface
	<input type="checkbox"/> Colis-avion	<input type="checkbox"/> Colis – S.A.L.	<input type="checkbox"/> Colis-surface
	N° Bureau expéditeur		
Date d'expédition		Bureau de destination	
Mode d'acheminement	<input type="checkbox"/> Par avion	Vol n°	
	<input type="checkbox"/> Par le train	N°	
	<input type="checkbox"/> Par le paquebot	Nom du paquebot	
	<input type="checkbox"/> Par		

Signature

## A remplir par le bureau de destination

Arrivée	Bureau qui a reçu la dépêche	
	Date d'arrivée	Heure
Mode d'arrivée	<input type="checkbox"/> Par avion	Vol n°
	<input type="checkbox"/> Par le train	N°
	<input type="checkbox"/> Par le paquebot	Nom du paquebot
	<input type="checkbox"/> Par	
Autres renseignements		

Signature

## Article RE 4320

## Remise des dépêches

1. Dépêches prioritaires et dépêches-surface
- 1.1 Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, la remise des dépêches entre deux bureaux correspondants s'effectue au moyen d'un bordereau de livraison CN 37. Ce bordereau est établi en deux exemplaires. Le premier est destiné au bureau réceptionnaire, le deuxième au bureau cédant. Le bureau réceptionnaire donne décharge sur le deuxième exemplaire, qu'il renvoie immédiatement par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).
- 1.2 Le bordereau de livraison CN 37 peut être établi en trois exemplaires lorsque la remise des dépêches entre deux bureaux correspondants a lieu par l'entremise d'un service transporteur. Dans ce cas, le premier exemplaire est destiné au bureau réceptionnaire et accompagne les dépêches. Le deuxième reçoit la décharge du service transporteur et est remis au bureau cédant. Le troisième est conservé par le service transporteur après signature du bureau réceptionnaire.
- 1.3 Le bordereau de livraison CN 37 peut être également établi en trois exemplaires lorsque la transmission des dépêches s'effectue par l'intermédiaire d'un moyen de transport sans intervention de personnel d'accompagnement. Les deux premiers exemplaires sont transmis avec les dépêches et le troisième est conservé par le bureau cédant. Le premier exemplaire est destiné au bureau réceptionnaire et le deuxième, dûment signé par ce dernier, est renvoyé par la voie la plus rapide au bureau cédant.
- 1.4 En raison de leur organisation intérieure, certaines Administrations peuvent demander que des bordereaux CN 37 distincts soient établis pour les dépêches de la poste aux lettres, d'une part, et pour les colis postaux, d'autre part.
- 1.5 Lorsque la remise des dépêches entre deux bureaux correspondants a lieu par l'entremise d'un service maritime, le bureau d'échange cédant peut établir un quatrième exemplaire du bordereau de livraison CN 37 que lui renvoie le bureau d'échange réceptionnaire après l'avoir approuvé. Dans ce cas, les troisième et quatrième exemplaires accompagnent les dépêches. Sauf entente spéciale entre les Administrations d'expédition et de réception des dépêches maritimes, une copie du bordereau CN 37 doit être transmise par avion ou par courrier électronique, ou tout autre moyen de télécommunication approprié, soit au bureau d'échange réceptionnaire du port de débarquement, soit à son Administration centrale.
2. Dépêches-avion et dépêches-surface transportées par la voie aérienne (S.A.L.)
- 2.1 Les dépêches à remettre à l'aéroport sont accompagnées de cinq exemplaires, par escale aérienne, d'un bordereau de livraison CN 38 s'il s'agit de dépêches-avion ou CN 41 s'il s'agit de dépêches-surface transportées par la voie aérienne (S.A.L.).

- 2.2 Un exemplaire du bordereau CN 38 ou CN 41, signé contre remise des dépêches par la compagnie aérienne ou l'organisme chargé du service terrestre, est conservé par le bureau expéditeur.
- 2.3 Deux exemplaires du bordereau CN 38 ou CN 41 sont conservés à l'aéroport d'embarquement par la compagnie transportant les dépêches.
- 2.4 Deux exemplaires du bordereau CN 38 ou CN 41 sont insérés dans une enveloppe CN 45. Ceux-ci sont transportés dans la sacoche de bord de l'avion ou autre sac spécial où sont conservés les documents de bord. A l'arrivée à l'aéroport de déchargement des dépêches, le premier exemplaire, dûment signé contre livraison des dépêches, est conservé par la compagnie aérienne ayant transporté les dépêches. Le deuxième exemplaire accompagne les dépêches au bureau de poste auquel le bordereau CN 38 ou CN 41 est adressé.
- 2.5 Les bordereaux CN 38 ou CN 41 transmis électroniquement par le transporteur aérien peuvent être acceptés au bureau d'échange d'arrivée lorsque les deux exemplaires visés sous 2.4 ne sont pas immédiatement disponibles. Dans cette éventualité, deux exemplaires du bordereau CN 38 ou CN 41 sont signés par le représentant de la compagnie aérienne à l'aéroport de destination avant remise à l'Administration de réception. Un exemplaire est signé par l'Administration de réception en tant que reçu des dépêches et conservé par le transporteur aérien. Le deuxième exemplaire accompagne les dépêches jusqu'au bureau de poste auquel le bordereau CN 38 ou CN 41 est adressé.
- 2.6 Les Administrations peuvent s'entendre entre elles pour l'utilisation systématique du courrier électronique ou de tout autre moyen de télécommunication approprié pour transmettre les bordereaux CN 38 ou CN 41 entre le bureau qui établit le document et le bureau qui le reçoit.
- 2.7 Lorsque les dépêches sont transmises par voie de surface à une Administration intermédiaire pour être réacheminées par la voie aérienne, elles sont accompagnées d'un bordereau CN 38 ou CN 41, à l'intention du bureau intermédiaire. Un bordereau CN 38 ou CN 41 est également établi à l'intention du pays de destination pour les dépêches-avion réacheminées par voie de surface.

■ **Commentaires**

**4320.2.1** Par «escale aérienne», il y a lieu d'entendre l'escale aérienne où le courrier est débarqué, et non chaque «escale aérienne de la route».

3. Les dépêches doivent être livrées en bon état. Cependant, une dépêche ne peut pas être refusée pour cause d'avarie ou de spoliation.

4. Les dispositions prévues sous 1 à 3 s'appliquent également aux dépêches de courrier en nombre.

**CN 45**  
(ancien AV 6)  
Timbre à date

**ENVELOPPE DE TRANSMISSION  
DES BORDEREAUX CN 38, CN 41 ET CN 47**

Aéroport de déchargement

**MONROVIA (MLW)**

Compagnie aérienne

N° du vol

Date du départ

Heure

## Article RE 4321

## Etablissement et vérification des bordereaux de livraison CN 37, CN 38 ou CN 41

1. Les bordereaux de livraison sont remplis selon leur contexture sur la base des indications figurant sur les étiquettes de sacs ou sur les suscriptions. Le nombre total et le poids total des sacs et plis de chaque dépêche sont inscrits globalement par catégorie. Les Administrations d'origine peuvent, si elles le désirent, opter pour l'inscription individuelle de chaque sac. Le nombre et le poids des sacs munis d'étiquettes rouges doivent être indiqués à part; ils sont signalés par un «R» dans la colonne «Observations» du bordereau de livraison. Si les poids inscrits incluent ceux du courrier exempt de frais de transit et de frais terminaux, la colonne «Observations» est également utilisée pour signaler, par catégorie, le poids à déduire.

## ■ Exemple

## Inscription

Dépêche n°	Bureau d'origine	Bureau de destination	Nombre de			Poids brut des sacs, etc.			Observations
			sacs poste aux lettres <sup>1</sup>	sacs CP et colis hors sac <sup>1</sup>	pochées de sacs vides	Poste aux lettres	CP	Sacs vides	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	LONDON FS	ROTTERDAM	6			kg <sup>2</sup> 88,3	kg <sup>2</sup>	kg <sup>2</sup>	R. Sacs M = 1
1	"	"	44			351,7			Sacs M = 10

2. La présence de dépêches prioritaires acheminées par la voie de surface est signalée par la mention «PRIOR» dans la colonne «Observations» du bordereau CN 37.

3. Sont également inscrites sur le bordereau CN 38:

- 3.1 individuellement, les dépêches insérées dans un sac collecteur, avec indication qu'elles sont contenues dans un tel sac;
- 3.2 les dépêches sous enveloppe CN 28.

4. Tout bureau intermédiaire ou de destination qui constate des erreurs dans les indications figurant sur le bordereau CN 38 ou CN 41 doit immédiatement les rectifier. Il les signale, par bulletin de vérification CN 43, au dernier bureau d'échange expéditeur et au bureau d'échange qui a confectionné la dépêche. Les Administrations peuvent s'entendre pour signaler les irrégularités en utilisant systématiquement le courrier électronique ou tout autre moyen de télécommunication approprié.

5. Quand les dépêches expédiées sont insérées dans des conteneurs scellés par le service postal, le numéro d'ordre et le numéro du scellé de chaque conteneur sont inscrits dans le cadre de la rubrique du bordereau CN 37, CN 38 ou CN 41 réservée à cet effet.

■ **Commentaires**

**4321.1** Si l'Adm. de réception constate que plus de 10 pour cent des dépêches originales d'une même Adm. ne correspondent pas aux indications portées sur les bordereaux CN 38 ou ne sont pas accompagnées de bordereaux CN 38, elle peut demander à cette Adm. d'indiquer désormais individuellement chaque sac et son poids correspondant sur les bordereaux CN 38.







Bureau de destination du bordereau

## Date

N° de série

(ancien C 18bis)

Ligne n°	Date du départ	Heure
Aéroport de transbordement direct <b>LONDON-HEATHROW (LHR)</b>	Aéroport de déchargement <b>MONROVIA (MLW)</b>	
En cas d'utilisation de conteneur	N° du conteneur	N° du scellé

### Inscription

[illegible]

Le nombre des sacs M et/ou des colis hors sac doit être signalé dans la colonne «Observations»  
Kg avec une décimale

Bureau d'échange de destination  
Date et signature

Article RE 4322

Absence du bordereau de livraison CN 37, CN 38 ou CN 41

1. En cas d'absence du bordereau CN 37, le bureau réceptionnaire doit en établir un, en trois exemplaires, d'après le chargement reçu. Deux exemplaires, accompagnés d'un bulletin de vérification CN 43, sont transmis au bureau cédant, qui en renvoie un exemplaire après examen et signature.
2. Lorsqu'une dépêche parvient à l'aéroport de destination – ou à un aéroport intermédiaire devant en assurer le réacheminement par les soins d'une autre entreprise de transport – sans être accompagnée d'un bordereau CN 38 ou CN 41, l'Administration dont dépend cet aéroport établit d'office ce document. Celui-ci doit être dûment visé par l'agent de transport de qui la dépêche a été reçue. Le fait est signalé par bulletin de vérification CN 43, avec deux exemplaires du bordereau CN 38 ainsi établi, au bureau responsable du chargement de cette dépêche. Ce dernier est invité à en retourner une copie dûment authentifiée.
3. Si le bordereau CN 38 ou CN 41 original manque, l'Administration recevant la dépêche doit accepter le bordereau de substitution CN 46 établi par la compagnie aérienne. Le fait est signalé par un bulletin de vérification CN 43 transmis au bureau d'origine, accompagné de deux copies du bordereau de substitution CN 46.
4. Les Administrations peuvent s'entendre pour régler les cas d'absence du bordereau CN 38 ou CN 41 en utilisant systématiquement le courrier électronique ou tout autre moyen de télécommunication approprié.
5. Le bureau d'échange de l'aéroport de destination – ou d'un aéroport intermédiaire chargé de l'acheminement par un autre transporteur – peut accepter, sans établissement d'un bulletin de vérification CN 43, un bordereau CN 38 ou CN 41 fourni par le premier transporteur et transmis électroniquement depuis son bureau à l'aéroport d'expédition et dûment signé par son représentant à l'aéroport de déchargement de la dépêche.
6. Si l'escale de chargement ne peut être déterminée, le bulletin de vérification est adressé directement au bureau expéditeur de la dépêche, à charge pour lui de le faire suivre au bureau par lequel la dépêche a transité.

Compagnie aérienne d'origine du bordereau de substitution  
Aéroport d'origine du bordereau de substitution

**BORDEREAU DE LIVRAISON  
DE SUBSTITUTION**  
Date

**CN 46**  
(ancien AV 77C 18bis)

☐ CN 38  
☐ CN 41

Observations concernant les dépêches trouvées	Administration d'origine des dépêches
---	---------------------------------------

**Description des dépêches trouvées (à partir des étiquettes CN 35, CN 36, CP 84 ou CP 85)**

De	Pour	Vol n°	Aéroport de trans- bordement	Aéroport de déchar- gement	Dépêche n°	Date de la dépêche	Nombre de sacs		Poids brut
							Poste aux lettres	CP	Sacs vides
									kg <sup>1</sup>
Totaux									

<sup>1</sup> Kg avec une décimale

**Acheminement des dépêches**

Aéroport de chargement	Vol n°	Date du départ
Aéroport de déchargement	Bureau de destination des dépêches	

La compagnie aérienne à l'aéroport  
de chargement  
Signature

La compagnie aérienne à l'aéroport  
de déchargement  
Signature

L'Administration postale  
destinataire des dépêches  
Date et signature

**Principes directeurs de l'utilisation du bordereau de livraison de substitution CN 46**

Les directives ci-après sont destinées à être observées par les Administrations postales et les compagnies aériennes dans les cas où une dépêche devant faire l'objet d'un transbordement direct entre transporteurs aériens serait parvenue à l'aéroport de transbordement non accompagnée des bordereaux CN 38 ou CN 41 originaux:

- 1 Quand une dépêche-avion, ou S.A.L., arrive à un aéroport dépourvu du bordereau d'accompagnement CN 38 ou CN 41, la compagnie aérienne à laquelle est remise la dépêche établit, à l'aide des étiquettes CN 35, CN 36, CP 84 et/ou CP 85, un bordereau de substitution conforme au modèle conçu conjointement par l'UPU et l'IATA
- 2 Le nombre d'exemplaires à établir varie selon les circonstances. Outre les exemplaires requis par la compagnie aérienne établissant les documents pour ses besoins internes d'archivage et de comptabilité, les copies suivantes sont à prévoir:
  - une copie pour l'Administration d'origine
  - deux copies pour l'Administration de destination ou, si le courrier est transmis à une Administration intermédiaire, pour cette dernière
  - si le courrier faisant l'objet d'un transbordement direct est confié à une autre, ou plusieurs autres compagnies aériennes, trois copies pour chacune d'elles
- 3 Il incombe à l'Administration recevant la dépêche accompagnée d'un bordereau de substitution d'en fournir la copie à l'Administration d'origine, en annexe à un bulletin de vérification CN 43 faisant état de l'arrivée du courrier sans les documents originaux
- 4 Il incombe aux compagnies aériennes d'imprimer le bordereau de substitution et de lui donner une présentation conforme au modèle agréé. L'original et les copies doivent être de couleur blanche
- 5 Les Administrations postales doivent accepter le bordereau de livraison de substitution, dûment signé par le bureau d'arrivée, pour le règlement des comptes en faveur des compagnies aériennes

## Article RE 4323

### Vérification des dépêches

1. Tout bureau qui reçoit une dépêche doit vérifier:
  - 1.1 l'origine et la destination des sacs composant la dépêche et inscrits sur le bordereau de livraison;
  - 1.2 la fermeture et le conditionnement des sacs portant des étiquettes rouges;
  - 1.3 l'exactitude des informations figurant sur le bordereau de livraison.
2. Le poids indiqué sur l'étiquette CN 34, CN 35 ou CN 36 est vérifié par échantillonnage ou systématiquement. Les données du bureau d'origine sont tenues pour valables si elles diffèrent des poids ou du nombre d'envois constatés:
  - 2.1 de 200 grammes ou moins s'il s'agit de sacs de dépêches-surface ou de dépêches-surface transportées par la voie aérienne (S.A.L.);
  - 2.2 de 100 grammes ou moins s'il s'agit de sacs de dépêches-avion, de dépêches prioritaires ou de dépêches de courrier en nombre;
  - 2.3 de 100 grammes ou moins ou de 20 envois ou moins lorsqu'il s'agit d'envois CCRI.
3. Lorsque le bureau intermédiaire ou de destination constate que la différence entre le poids réel et le poids annoncé d'un sac ou la différence entre le poids réel ou le nombre réel d'envois CCRI et leur poids ou leur nombre annoncé dépasse les limites prévues sous 2.1, 2.2 ou 2.3, selon le cas, il rectifie l'étiquette du sac et le bordereau de livraison. Il signale immédiatement l'erreur au bureau d'échange expéditeur et, le cas échéant, au dernier bureau d'échange intermédiaire par bulletin de vérification CN 43.
4. Lorsqu'un bureau intermédiaire reçoit une dépêche en mauvais état, il doit en vérifier le contenu s'il présume que celui-ci n'est pas resté intact. Il la remet telle quelle sous un nouvel emballage. Ce bureau doit reporter les indications de l'étiquette originale sur la nouvelle étiquette et apposer sur celle-ci une empreinte de son timbre à date, précédée de la mention «Remballé à ...». Il établit un bulletin de vérification CN 43 et insère une copie de celui-ci dans la dépêche remballée.
5. Dès réception d'une dépêche, le bureau de destination procède comme suit.
  - 5.1 Il vérifie si la dépêche est complète et si elle est arrivée dans l'ordre de son expédition.
  - 5.2 Il vérifie si les inscriptions de la feuille d'avis et, le cas échéant, des feuilles d'envois CN 16 et des listes spéciales CN 33 sont exactes.
  - 5.3 Il s'assure que le sac extérieur et le paquet, l'enveloppe ou le sac intérieur contenant des envois avec valeur déclarée ne présentent aucune anomalie quant à leur état extérieur.
  - 5.4 Il procède au pointage du nombre des envois avec valeur déclarée et à la vérification individuelle de ceux-ci.
  - 5.5 En cas de manque d'une dépêche ou d'un ou plusieurs sacs en faisant partie, le fait est constaté immédiatement par deux agents. Ceux-ci font les rectifications nécessaires sur les feuilles d'avis ou listes spéciales. Ils

- prennent soin, le cas échéant, de biffer les indications erronées, mais de manière à laisser lisibles les inscriptions primitives. A moins d'une erreur évidente, les rectifications prévalent sur la déclaration originale.
- 5.6 La procédure prévue sous 5.5 s'applique également lorsqu'il s'agit de toute autre irrégularité telle que le manque d'envois avec valeur déclarée, d'envois recommandés, d'une feuille d'avis, d'une feuille d'envoi ou d'une liste spéciale.
- 5.7 En cas de manque de la feuille d'avis, d'une feuille d'envoi ou d'une liste spéciale, le bureau d'arrivée doit établir, en outre, une feuille d'avis, une feuille d'envoi ou une liste spéciale supplémentaire ou prendre exactement note des envois avec valeur déclarée ou des envois recommandés reçus.
6. Particularités additionnelles concernant les dépêches de courrier en nombre
- 6.1 Un bulletin de vérification CN 43 est adressé à l'Administration d'origine, accompagné d'une feuille d'avis CN 32 de substitution qui comporte les caractéristiques des envois en nombre reçus dans les cas suivants:
- 6.1.1 l'Administration de destination a demandé la confection de dépêches de courrier en nombre et reçoit des envois en nombre dans d'autres dépêches;
- 6.1.2 les dépêches de courrier en nombre ne sont pas accompagnées d'une feuille d'avis CN 32;
- 6.1.3 l'Administration de destination reçoit des envois en nombre non signalés pour lesquels la rémunération spécifique est appliquée avec effet immédiat; dans ce cas, l'Administration de destination transmet les formules CN 43 et CN 32 par voie des télécommunications à l'Administration d'origine des dépêches.
- 6.2 Dans les cas prévus sous 6.1.1 et 6.1.3, la feuille d'avis CN 31 de la dépêche qui contenait les envois en nombre est rectifiée en conséquence et transmise jointe au bulletin de vérification CN 43.
7. A l'ouverture des dépêches, les éléments constitutifs de la fermeture (plombs, cachets, scellés, ficelles, étiquettes) doivent rester unis. Pour atteindre ce but, la ficelle est coupée en un seul endroit.
8. Lorsqu'un bureau reçoit des feuilles d'avis, des feuilles d'envoi ou des listes spéciales qui ne lui sont pas destinées, il envoie au bureau de destination par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) ces documents ou, si sa réglementation le prescrit, des copies certifiées conformes.
9. Les irrégularités constatées à la réception d'une dépêche contenant des envois avec valeur déclarée font immédiatement l'objet de réserves envers le service cédant. La constatation d'un manquant, d'une altération ou de toutes autres irrégularités de nature à engager la responsabilité des Administrations du chef des envois avec valeur déclarée est immédiatement signalée par voie des télécommunications au bureau d'échange expéditeur ou au service intermédiaire. En outre, un procès-verbal CN 24 est établi. L'état dans lequel l'emballage de la dépêche a été trouvé doit y être indiqué. Le procès-verbal est envoyé, sous recommandation, à l'Administration centrale du pays auquel appartient le bureau d'échange expéditeur, indépendamment du bulletin de vérification CN 43 à trans-

mettre immédiatement à ce bureau. Un double du procès-verbal est en même temps adressé soit à l'Administration centrale de laquelle ressort le bureau d'échange réceptionnaire, soit à tout autre organe de direction désigné par elle.

10. Le bureau d'échange qui reçoit d'un bureau correspondant un envoi avec valeur déclarée avarié ou insuffisamment emballé doit y donner cours en observant les règles suivantes.

10.1 S'il s'agit d'un dommage léger ou d'une destruction partielle des scellés, il suffit de sceller l'envoi avec valeur déclarée de nouveau pour assurer le contenu. Cela est autorisé à la condition que, de toute évidence, le contenu ne soit ni endommagé ni, d'après la constatation du poids, amoindri. Les scellés existants doivent être respectés. S'il y a lieu, les envois avec valeur déclarée doivent être remballés en maintenant autant que possible l'emballage primitif. Le cas échéant, le remballage peut être effectué par l'insertion de l'envoi endommagé dans un sac muni d'une étiquette et plombé. Dans ces cas, il est inutile de sceller de nouveau l'envoi endommagé. L'étiquette du sac doit porter la mention «Envoi avec valeur déclarée endommagé». Elle doit être pourvue des renseignements suivants: numéro de série, bureau d'origine, montant de la valeur déclarée, nom et adresse du destinataire, empreinte du timbre à date et signature de l'agent ayant ensaché l'envoi.

10.2 Si l'état de l'envoi avec valeur déclarée est tel que le contenu ait pu en être soustrait, le bureau doit procéder à l'ouverture d'office de l'envoi lorsque la législation du pays ne s'y oppose pas et à la vérification du contenu. Le résultat de cette vérification doit faire l'objet d'un procès-verbal CN 24. Une copie du procès-verbal est jointe à l'envoi avec valeur déclarée. Celui-ci doit être remballé.

10.3 Dans tous les cas, le poids de l'envoi avec valeur déclarée à l'arrivée et le poids après réfection doivent être constatés et indiqués sur l'enveloppe. Cette indication est suivie de la mention «Scellé d'office à ...» ou «Remballé à ...». Cette indication est complétée d'une empreinte du timbre à date et de la signature des agents ayant apposé les scellés ou effectué le remballage.

11. La constatation, lors de la vérification, d'une quelconque irrégularité ne peut en aucun cas motiver le retour d'un envoi contenu dans la dépêche examinée, sauf application de l'article 26 de la Convention.

#### ■ Commentaires

**4323.9** Les n<sup>os</sup> de téléphone, de télex et de téléfax des bureaux d'échange figurent dans le Recueil de la Conv. (dépêches de surface) et dans la Liste CN 68 (dépêches-avion).

#### Article RE 4324

##### Bulletins de vérification

1. Les irrégularités constatées sont signalées immédiatement au bureau d'origine de la dépêche au moyen d'un bulletin de vérification CN 43, établi en double exemplaire, dès vérification complète de la dépêche. S'il y a eu transit, le bulletin de vérification est adressé au dernier bureau intermédiaire qui a transmis la dépêche en mauvais état.



2. Les indications du bulletin de vérification doivent spécifier aussi exactement que possible de quel sac, pli, paquet ou envoi il s'agit. Si la dépêche contient des liasses munies d'étiquettes CN 26 et CN 25, ces étiquettes doivent, en cas d'irrégularités, être jointes au bulletin de vérification. Lorsqu'il s'agit d'irrégularités importantes permettant de présumer une perte ou une spoliation, l'état dans lequel l'emballage de la dépêche a été trouvé doit être indiqué, d'une manière aussi détaillée que possible, sur le bulletin de vérification.

3. A moins d'impossibilité motivée, les éléments ci-après sont gardés intacts pendant six semaines à compter de la date de la vérification et sont transmis à l'Administration d'origine si celle-ci le demande:

- 3.1 le sac, l'enveloppe, avec les ficelles, étiquettes, cachets, plombs ou scellés de fermeture;
- 3.2 tous les paquets ou sacs intérieurs et extérieurs dans lesquels les envois avec valeur déclarée et les envois recommandés étaient insérés;
- 3.3 l'emballage des envois endommagés dont la remise pourrait être obtenue du destinataire.

4. Lorsque la transmission des dépêches a lieu par l'entremise d'un transporteur, le bordereau de livraison CN 37, CN 38 ou CN 41 sur lequel sont mentionnées les irrégularités constatées à la prise en charge des dépêches par l'Administration intermédiaire ou de destination doit être autant que possible contresigné par le transporteur ou son représentant. Les exemplaires du bordereau CN 37, CN 38 ou CN 41 doivent obligatoirement comporter la mention des réserves prises à l'encontre du service transporteur. Dans le cas de transport de dépêches par conteneur, ces réserves portent uniquement sur l'état du conteneur, de ses éléments de fermeture et de ses scellés.

5. Dans les cas prévus à l'article RE 4323.4, 5 et 8, le bureau d'origine et, le cas échéant, le dernier bureau d'échange intermédiaire peuvent, en outre, être avisés par voie des télécommunications aux frais de l'Administration qui expédie l'avis. Un tel avis doit être émis toutes les fois que la dépêche présente des traces évidentes de spoliation, afin que le bureau expéditeur ou intermédiaire procède sans aucun retard à l'instruction de l'affaire. Le cas échéant, le bureau intermédiaire avise également par voie des télécommunications l'Administration précédente pour la continuation de l'enquête.

6. Lorsque l'absence d'une dépêche est le résultat d'un défaut de coïncidence des courriers ou lorsqu'elle est dûment expliquée sur le bordereau de livraison, un bulletin de vérification CN 43 est établi seulement si la dépêche ne parvient pas au bureau de destination par le prochain courrier.

7. Dès l'arrivée d'une dépêche dont l'absence avait été signalée au bureau d'origine et, le cas échéant, au dernier bureau d'échange intermédiaire, il y a lieu d'adresser à ces bureaux par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) un second bulletin de vérification annonçant la réception de cette dépêche.

8. Lorsqu'un bureau réceptionnaire auquel la vérification de la dépêche incombait n'a pas fait parvenir au bureau d'origine et, le cas échéant, au dernier bureau d'échange intermédiaire, par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), un bulletin CN 43 constatant des irrégularités quelconques, il est considéré, jusqu'à preuve du contraire, comme ayant reçu la dépêche et son contenu. La même présomption existe pour les irrégularités dont la mention a été omise ou signalée d'une manière incomplète dans le bulletin de vérification. Il en est ainsi lorsque les dispositions du présent article et de l'article RE 4323 concernant les formalités à remplir n'ont pas été observées.

9. Les bulletins de vérification et les pièces annexées sont transmis par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Lorsque l'Administration d'origine a demandé d'obtenir les objets visés sous 3, ceux-ci, accompagnés d'une copie du bulletin de vérification, peuvent être envoyés sous pli recommandé par voie de surface, si les deux Administrations intéressées n'ont pas convenu de les transmettre par voie aérienne.

10. Les bulletins de vérification sont expédiés dans des enveloppes portant, en lettres apparentes, la mention «Bulletin de vérification». Ces enveloppes peuvent être soit préalablement imprimées, soit signalées au moyen d'un timbre reproduisant avec netteté ladite mention.

11. Les bureaux auxquels sont adressés les bulletins de vérification les renvoient le plus promptement possible au bureau d'échange d'où ils émanent, après les avoir examinés et y avoir mentionné leurs observations, s'il y a lieu. Les bulletins de vérification sont considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme dûment acceptés:

- 11.1 s'ils ne sont pas renvoyés dans le délai d'un mois à compter de la date de leur expédition;
- 11.2 si l'Administration d'origine n'est pas avisée dans ce délai des enquêtes qui pourraient s'avérer encore nécessaires ou de l'envoi supplémentaire des documents utiles.

#### ■ Commentaires

**4324.4** Doivent obligatoirement comporter la mention des réserves les troisième et quatrième exemplaires du bordereau CN 37 selon RE 4320.1.4 ou les quatrième et cinquième exemplaires des bordereaux CN 38 et CN 41 selon RE 4320.2.4.

Administration des postes d'origine

Bureau d'origine du bulletin

**BULLETIN DE VÉRIFICATION**  
**Echange des dépêches**

Date

Bulletin n°

**CN 43**  
(ancien C 14)

Bureau de destination du bulletin	<input type="checkbox"/> Prioritaire <input type="checkbox"/> Non prioritaire	<input type="checkbox"/> Par avion <input type="checkbox"/> Par S.A.L. <input type="checkbox"/> Par voie de surface
	Dépêche n°	Date d'expédition
		Vol n°/Train n°/Nom du paquebot
Bureau d'échange de destination	Bureau d'échange expéditeur	

**1. Irrégularités concernant des sacs ou des plis**

Dépêche n°	Bureau d'origine	Bureau de destination	Nombre d'éléments litigieux					
			Sacs			Plis		
			rouges	blancs	bleus	violet	verts	CP

Les sacs et plis décrits ci-dessus

☐ ne sont pas parvenus ici      ☐ sont parvenus en mauvais état  
☐ sont mal dirigés      ☐ ont été réparés ici  
☐ sont parvenus en excédent      ☐ sont-ils parvenus à votre bureau?  
☐ sont parvenus sans étiquette      ☐

**2. Irrégularités concernant des documents**

Documents manquants (prière d'accepter la formule de substitution ci-jointe)			Nombre des envois recommandés reçus	
<input type="checkbox"/> Bordereau de livraison	<input type="checkbox"/> CN 37	<input type="checkbox"/> Feuille d'avis CN 31		
	<input type="checkbox"/> CN 38	<input type="checkbox"/> Feuille d'avis CN 32		
<input type="checkbox"/> Bordereau CN 65	<input type="checkbox"/> CN 41	<input type="checkbox"/> Liste spéciale CN 33	I N°	
<input type="checkbox"/> Le bordereau de livraison a été corrigé ainsi d'après les indications de poids de l'étiquette (éventuellement corrigées)  <input type="checkbox"/> En raison d'une erreur de calcul, les totaux du bordereau de livraison ont été corrigés ainsi	Poste aux lettres	CP	Sacs vides	Le poids total a été contrôlé ici
Irrégularités concernant la feuille d'avis sous les tableaux		Inscrit	Reçu	Observations
<input type="checkbox"/> Nombre des sacs				
<input type="checkbox"/> Poids des sacs (voir la partie 3 au verso)				
<input type="checkbox"/> Total des envois recommandés				
<input type="checkbox"/> Listes spéciales				
<input type="checkbox"/> Feuilles d'envois				
<input type="checkbox"/> Total des envois avec valeur déclarée				
<input type="checkbox"/> Sacs en retour, etc. (nombre)				

CN 43 (verso)

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

41

42

43

44

45

46

47

48

49

50

51

52

53

54

55

56

57

58

59

60

61

62

63

64

65

66

67

68

69

70

71

72

73

74

75

76

77

78

79

80

81

82

83

84

85

86

87

88

89

90

91

92

93

94

95

96

97

98

99

100

101

102

103

104

105

106

107

108

109

110

111

112

113

114

115

116

117

118

119

120

121

122

123

124

125

126

127

128

129

130

131

132

133

134

135

136

137

138

139

140

141

142

143

144

145

146

147

148

149

150

151

152

153

154

155

156

157

158

159

160

161

162

163

164

165

166

167

168

169

170

171

172

173

174

175

176

177

178

179

180

181

182

183

184

185

186

187

188

189

190

191

192

193

194

195

196

197

198

199

200

201

202

203

204

205

206

207

208

209

210

211

212

213

214

215

216

217

218

219

220

221

222

223

224

225

226

227

228

229

230

231

232

233

234

235

236

237

238

239

240

241

242

243

244

245

246

247

248

249

250

251

252

253

254

255

256

257

258

259

260

261

262

263

264

265

266

267

268

269

270

271

272

273

274

275

276

277

278

279

280

281

282

283

284

285

286

287

288

289

290

291

292

293

294

295

296

297

298

299

300

301

302

303

304

305

306

307

308

309

310

311

312

313

314

315

316

317

318

319

320

321

322

323

324

325

326

327

328

329

330

331

332

333

334

335

336

337

338

339

340

341

342

343

344

345

346

347

348

349

350

351

352

353

354

355

356

357

358

359

360

361

362

363

364

365

366

367

368

369

370

371

372

373

374

375

376

377

378

379

380

381

382

383

384

385

386

387

388

389

390

391

392

393

394

395

396

397

398

399

400

401

402

403

404

405

406

407

408

409

410

411

412

413

414

415

416

417

418

419

420

421

422

423

424

425

426

427

428

429

430

431

432

433

434

435

436

437

438

439

440

441

442

443

444

445

446

447

448

449

450

451

452

453

454

455

456

457

458

459

460

461

462

463

464

465

466

467

468

469

470

471

472

473

474

475

476

477

478

479

480

481

482

483

484

485

486

487

488

489

490

491

492

493

494

495

496

497

498

499

500

501

502

503

504

505

506

507

508

509

510

511

512

513

514

515

516

517

518

519

520

521

522

523

524

525

52

☐ Vu et accepté      ☐ Vu et noté      ☐ Copie(s) ci-jointe(s)

Bureau de destination du bulletin

Lieu, date et signature du chef

#### Article RE 4325

##### Envois mal dirigés

1. Les envois de toute nature mal dirigés sont, sans aucun délai, réacheminés sur leur destination par la voie la plus rapide.

#### Article RE 4326

##### Mesures à prendre en cas d'accident

1. Lorsque, par suite d'un accident survenu en cours de transport, un navire, un train, un avion ou tout autre moyen de transport ne peut poursuivre son voyage et livrer le courrier aux escales ou aux stations prévues, le personnel de bord doit remettre les dépêches au bureau de poste le plus proche du lieu de l'accident ou le plus qualifié pour le réacheminement du courrier. En cas d'empêchement du personnel de bord, ce bureau, informé de l'accident, intervient sans délai pour prendre livraison du courrier et le faire réacheminer à destination par la voie la plus rapide après constatation de l'état et, éventuellement, remise en état des envois endommagés.
2. L'Administration du pays où l'accident s'est produit doit renseigner par voie des télécommunications toutes les Administrations des escales ou stations précédentes sur le sort du courrier. Celles-ci avisent à leur tour par la même voie toutes les autres Administrations intéressées.
3. Les Administrations d'origine dont le courrier se trouvait dans le moyen de transport accidenté doivent envoyer une copie des bordereaux de livraison CN 37, CN 38 ou CN 41 à l'Administration du pays où l'accident s'est produit.
4. Le bureau qualifié signale ensuite, par bulletin de vérification CN 43, aux bureaux de destination des dépêches accidentées les détails des circonstances de l'accident et des constatations faites. Une copie de chaque bulletin de vérification est adressée aux bureaux d'origine des dépêches correspondantes et une autre à l'Administration du pays dont dépend la compagnie de transport. Ces documents sont expédiés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

#### Article RE 4327

##### Mesures à prendre en cas d'interruption de vol, de déviation ou de mauvais acheminement du courrier-avion

1. Lorsqu'un avion interrompt son voyage pour une durée susceptible de causer du retard au courrier ou lorsque, pour une cause quelconque, le courrier est débarqué à un aéroport autre que celui qui est indiqué sur le bordereau CN 38, la compagnie aérienne remet immédiatement ce courrier aux agents de l'Administration du pays où a lieu l'escale. Ceux-ci le réacheminent par les voies les plus rapides (aériennes ou de surface).

2. L'Administration qui reçoit des dépêches-avion ou des sacs mal acheminés par suite d'une erreur d'étiquetage doit apposer une nouvelle étiquette sur la dépêche ou le sac, avec l'indication du bureau d'origine, et le réacheminer sur sa destination véritable.

3. Dans tous les cas, le bureau ayant assuré le réacheminement est tenu d'informer le bureau d'origine de chaque dépêche ou sac par bulletin de vérification CN 43, en y indiquant notamment le service aérien qui l'a livré et les services utilisés (voie aérienne ou de surface) pour le réacheminement jusqu'à destination.

#### Article RE 4328

Mesures à prendre en cas d'interruption de vol, de déviation ou de mauvais acheminement du courrier de surface transporté par la voie aérienne (S.A.L.)

1. Lorsque du courrier faisant partie d'une dépêche-surface transportée par la voie aérienne (S.A.L.) fait l'objet d'une interruption de vol ou est débarqué à un aéroport autre que celui qui est indiqué sur le bordereau CN 41, il est procédé comme suit.

- 1.1 Les agents de l'Administration du pays où le courrier se trouve en transit le prennent en charge et le réacheminent par les voies de surface si les conditions du réacheminement assurent la transmission au pays de destination dans le meilleur délai. L'Administration d'origine est informée par voie des télécommunications.
- 1.2 Si la transmission rapide du courrier par la voie de surface, sur le pays de destination, ne peut être assurée, l'Administration du pays de transit prend contact, par voie des télécommunications, avec l'Administration d'origine du courrier pour déterminer de quelle manière le courrier doit être réacheminé à destination et comment la rémunération éventuelle pour le nouvel acheminement doit être calculée et réglée.
- 1.3 L'Administration du pays de transit établit un nouveau bordereau de livraison (CN 37, CN 41 ou CN 38, selon le cas) et réexpédie le courrier selon les instructions reçues de l'Administration d'origine.

#### Article RE 4329

Renvoi des sacs vides

1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, les sacs doivent être renvoyés vides, par le prochain courrier, dans une dépêche pour le pays auquel ces sacs appartiennent et si possible par la voie normale suivie à l'aller. Le nombre des sacs renvoyés par chaque dépêche doit être inscrit au tableau 4 de la feuille d'avis CN 31 (tableau 3 de la feuille d'avis CN 32). Il est renoncé à cette inscription lorsque deux Administrations ont convenu de mentionner sur la feuille d'avis uniquement les sacs munis d'étiquettes rouges.

2. Les Administrations d'origine peuvent former des dépêches spéciales pour le renvoi des sacs vides. Toutefois, la formation de dépêches spéciales est

obligatoire lorsque les Administrations de transit ou de destination le demandent. Pour les sacs-avion, la formation de dépêches spéciales est obligatoire dès que le nombre des sacs à retourner atteint dix. Les dépêches spéciales sont décrites sur des bordereaux CN 47. Si des dépêches spéciales ne sont pas formées, le nombre et le poids des pochées de sacs vides sont indiqués dans la colonne appropriée du bordereau CN 37, CN 38 ou CN 41.

3. Le renvoi est effectué entre les bureaux d'échange désignés à cet effet. Les Administrations intéressées peuvent s'entendre pour les modalités du renvoi. Dans les relations à longue distance, elles ne doivent, en règle générale, désigner qu'un seul bureau chargé d'assurer la réception des sacs vides qui leur sont renvoyés.

4. Les sacs vides doivent être roulés en paquets convenables. Le cas échéant, les planchettes à étiquettes ainsi que les étiquettes en toile, parchemin ou autre matière solide doivent être placées à l'intérieur des sacs.

5. Si les sacs vides à renvoyer ne sont pas trop nombreux, ils peuvent être placés dans les sacs contenant des envois de la poste aux lettres. Dans le cas contraire, ils doivent être placés à part dans des sacs étiquetés au nom des bureaux d'échange. Ces sacs pourraient être scellés après accord des Administrations concernées. Les étiquettes doivent porter la mention «Sacs vides».

6. Les sacs renfermant des imprimés à l'adresse du même destinataire et pour la même destination (sacs M) doivent être récupérés lors de leur remise aux destinataires et renvoyés, selon les dispositions précitées, aux Administrations des pays auxquels ils appartiennent.

7. Si le contrôle exercé par une Administration établit que des sacs lui appartenant n'ont pas été renvoyés à ses services dans un délai supérieur à celui qui est nécessité par la durée des acheminements (aller et retour), elle est en droit de réclamer le remboursement de la valeur des sacs prévue sous 8. Ce remboursement ne peut être refusé par l'Administration en cause que si elle est en mesure de prouver le renvoi des sacs manquants.

8. Chaque Administration fixe, périodiquement et uniformément pour toutes les espèces de sacs qui sont utilisés par ses bureaux d'échange, une valeur en DTS et la communique aux Administrations intéressées par l'intermédiaire du Bureau international. En cas de remboursement, il est tenu compte du coût de remplacement des sacs.

9. Moyennant accord préalable, une Administration peut utiliser pour la formation de ses dépêches-avion les sacs appartenant à l'Administration de destination.

#### ■ Commentaires

**4329** Par sa résolution C 71/Washington 1989, le Congrès a invité toutes les Adm. à renvoyer, dans des conditions d'efficacité et de promptitude, les sacs postaux vides aux pays auxquels ils appartiennent.

Il a en outre recommandé:

- a) aux Adm. pour lesquelles le non-renvoi de sacs postaux pose des problèmes d'envisager la mise en place de systèmes d'enregistrement simples mais efficaces pour déterminer:
  - la proportion de sacs non renvoyés;
  - si cette proportion peut être considérée comme acceptable;
  - les Adm. pouvant être principalement considérées comme responsables du non-renvoi des sacs;
- b) aux Adm. se heurtant à ces problèmes de se mettre en rapport direct avec les Adm. en cause pour obtenir le retour de leurs sacs ou d'appliquer, faute de quoi, les disp. pertinentes afin d'être remboursées;
- c) à toutes les Adm. d'étudier la possibilité d'appliquer des systèmes de partage ou d'utilisation réciproque de sacs postaux et d'envisager l'utilisation de sacs servant une fois, afin d'augmenter le nombre des sacs postaux disponibles;
- d) à toutes les Adm. d'étudier la possibilité d'utiliser plus largement des conteneurs pour le transport de colis en vrac, de lettres dans des bacs ou des boîtes et d'autres types analogues d'objets ne nécessitant pas l'emploi de sacs postaux.

**4329.2** La formule d'application pratique concernant le renvoi des sacs-avion admise par le Comité de contact IATA/UPU est reproduite ci-après:

«Principes généraux

- 1° Le renvoi des sacs vides sera assuré gratuitement, pour autant que la capacité soit disponible.
- 2° La responsabilité du transporteur n'est pas engagée par ce renvoi.
- 3° Le renvoi des sacs vides sera confié, en principe, à la compagnie aérienne qui a assuré le transport du courrier à l'aller.
- 4° Le retour des sacs vides se fera en petits lots.
- 5° Les sacs-avion vides ne seront pas expédiés par la voie aérienne entre des pays limitrophes ou lorsque le retour par la voie de surface ne dépasse normalement pas dix jours.

Nonobstant cet accord, il est recommandé aux Administrations des Pays-membres d'étendre autant que faire se peut l'utilisation réciproque des sacs-avion par la conclusion d'arrangements bilatéraux.

Mesures d'exécution

- 1° Les Administrations établissent, à l'avance et d'entente avec les compagnies aériennes intéressées, un plan indiquant, dans la mesure du possible, les services qui seront normalement empruntés pour le retour des sacs-avion vides. Les compagnies aériennes seront consultées préalablement au sujet de tout changement impliquant une sensible augmentation dans le poids des sacs-avion vides à transporter.
- 2° Les Administrations désignent, dans les relations de pays à pays, un seul bureau d'échange auquel les sacs vides doivent être renvoyés.
- 3° Les Administrations forment des dépêches de sacs vides selon les points 3° et 4° des principes généraux.
- 4° Les dépêches de sacs-avion vides sont munies de l'étiquette CN 35 portant en caractères très apparents la mention «SACS-AVION VIDES – PAR AVION».
- 5° Le poids des sacs est inscrit au verso de l'étiquette.
- 6° Les dépêches de sacs-avion vides sont inscrites sur un bordereau CN 47 distinct portant en caractères gras la mention «SACS VIDES».
- 7° Les dépêches de sacs-avion vides ainsi formées sont remises à la compagnie aérienne intéressée. Celle-ci, à défaut de capacité disponible, est en droit de différer ou de refuser le chargement. En cas d'envoi différé, la compagnie devra modifier en conséquence la date d'expédition mentionnée sur le bordereau CN 47. En cas de refus, elle rendra le bordereau CN 47 y relatif avec une mention appropriée et avisera l'Administration intéressée du moment à partir duquel elle sera en mesure de reprendre le chargement.
- 8° Toutefois, une Administration intermédiaire qui réachemine des sacs vides à l'Administration d'origine peut les confier à n'importe quelle autre compagnie ayant de la capacité disponible.»

L'art. RE 4320 est applicable, mutatis mutandis, aux bordereaux CN 47.





## Article RE 4330

### Utilisation de codes à barres

1. Les Administrations ont la faculté d'utiliser dans le service postal international des codes à barres générés par ordinateur et un système d'identification unique aux fins de pistage et de recherche ou d'autres besoins d'identification. Les spécifications sont définies par le Conseil d'exploitation postale.

2. Les Administrations qui optent pour l'emploi de codes à barres dans le service postal international doivent respecter les spécifications techniques définies par le Conseil d'exploitation postale.

#### ■ Commentaires

**4330.1** Les codes à barres et le système d'identification unique peuvent être utilisés pour identifier, p. ex:

- des envois isolés;
- des réceptifs de courrier (sacs, conteneurs, bacs de lettres, etc.);
- des doc connexes (form., étiquettes, etc.).

Les Adm. qui optent pour l'emploi de codes à barres dans le service postal international devraient respecter les spécifications techniques définies par le CEP. Ces spécifications sont notifiées à toutes les Adm. par le BI.

Il n'est pas requis des Adm. qui n'appliquent pas un système de codes à barres informatisé de tenir compte des spécifications définies par le CEP.

Néanmoins, les Adm. n'utilisant pas un système de codes à barres informatisé pourront estimer utile d'adopter le système unique d'identification des envois, réceptifs et doc connexes spécifié par le CEP. Ce système pourra être utilisé par les pays appliquant des systèmes traditionnels manuels pour la numérotation d'envois, de réceptifs et de doc dans les services postaux internationaux.

Les pays utilisant un système d'identification manuel qui choisissent d'appliquer le système unique devraient se conformer aux spécifications définies par le CEP.

**4330.2** La situation actuelle pour ce qui concerne les normes applicables aux codes à barres, au sein de l'UPU, se présente comme suit:

- une norme de code à barres statique à 13 caractères, utilisant la symbolique 39, a été adoptée en 1989 pour les envois, réceptifs et documents (recommandation CCEP 1/1988/Rev 1990); depuis, de nouv. possibilités sont apparues et sont offertes aux Adm.;
- il est admis que les Adm. choisissent la symbolique 128 pour le code à barres statique à 13 caractères;
- le GNTE a soumis au CCEP une nouv. norme proposée prescrivant pour l'identification des réceptifs un code à barres dynamique à 29 caractères, suivant la symbolique 128; cette norme proposée figure au statut 1 dans la procédure d'évaluation des normes et est actuellement au stade de l'expérimentation.

**Article 44****Echange de dépêches closes avec des unités militaires**

- 1. Des dépêches closes peuvent être échangées par l'intermédiaire des services territoriaux, maritimes ou aériens d'autres pays:**
  - 1.1 entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies;**
  - 1.2 entre les commandants de ces unités militaires;**
  - 1.3 entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants de divisions navales ou aériennes, de navires de guerre ou avions militaires de ce même pays en station à l'étranger;**
  - 1.4 entre les commandants de divisions navales ou aériennes, de navires de guerre ou avions militaires du même pays.**
- 2. Les envois de la poste aux lettres compris dans les dépêches visées sous 1 doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des membres des unités militaires ou des états-majors et des équipages des navires ou avions de destination ou expéditeurs des dépêches. Les tarifs et les conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après sa réglementation, par l'Administration postale du pays qui a mis à disposition l'unité militaire ou auquel appartiennent les navires ou les avions.**
- 3. Sauf entente spéciale, l'Administration du pays qui a mis à disposition l'unité militaire ou dont relèvent les navires de guerre ou avions militaires est redevable, envers les Administrations concernées, des frais de transit des dépêches, des frais terminaux et des frais de transport aérien.**

**■ Commentaires**

44.3 V. art. RE 5105.

**Article RE 4401****Dépêches échangées avec des unités militaires**

- 1. L'établissement d'un échange en dépêches closes mentionné à l'article 44 de la Convention doit être notifié, autant que possible à l'avance, aux Administrations intermédiaires.**
- 2. La suscription de ces dépêches est rédigée comme suit:**

Du bureau de .....  
 Pour } la division navale (ou aérienne) (nationalité) de (désignation de la division) à ..... } (pays)  
       } le navire (nationalité) le (nom du navire) à ..... }

ou

De la division navale (ou aérienne) (nationalité) de (désignation de la division) à .....	}	(pays)
Du navire (nationalité) le (nom du navire) à .....		
Pour le bureau de .....		

ou

De la division navale (ou aérienne) (nationalité) de (désignation de la division) à .....	}	(pays)
Du navire (nationalité) le (nom du navire) à .....		
Pour { la division navale (ou aérienne) (nationalité) de (désignation de la division) à .....	}	(pays)
le navire (nationalité) le (nom du navire) à .....		

3. Les dépêches dont il s'agit sont acheminées par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) selon l'indication portée sur l'adresse et dans les mêmes conditions que les dépêches échangées entre bureaux de poste.

4. Le capitaine d'un paquebot postal qui transporte des dépêches à destination d'une division navale ou d'un navire de guerre les tient à la disposition du commandant de la division ou du navire de destination en prévision du cas où celui-ci viendrait lui en demander la livraison en route.

5. Si les navires ne se trouvent pas au lieu de destination quand les dépêches à leur adresse y parviennent, ces dépêches sont conservées au bureau de poste jusqu'à leur retrait par le destinataire ou leur réexpédition sur un autre point. La réexpédition peut être demandée soit par l'Administration d'origine, soit par le commandant de la division navale ou du navire de destination, soit enfin par un consul de même nationalité.

6. Les dépêches dont il s'agit qui portent la mention «Aux soins du Consul d...» sont consignées au consulat indiqué. Elles peuvent ultérieurement, à la demande du consul, être réintégrées dans le service postal et réexpédiées sur le lieu d'origine ou sur une autre destination.

7. Les dépêches à destination d'un navire de guerre sont considérées comme étant en transit jusqu'à leur remise au commandant de ce navire, alors même qu'elles auraient été primitivement adressées aux soins d'un bureau de poste ou à un consul chargé de servir d'agent de transport intermédiaire. Elles ne sont donc pas considérées comme étant parvenues à leur adresse tant qu'elles n'ont pas été livrées au navire de guerre de destination.

8. Après accord entre les Administrations intéressées, la procédure ci-dessus est également applicable, le cas échéant, aux dépêches échangées avec des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies et avec des avions militaires.

**Article 45****Suspension temporaire de services**

**1. Lorsque des circonstances extraordinaires obligent une Administration postale à suspendre temporairement et d'une manière générale ou partielle l'exécution de services, elle doit informer immédiatement les Administrations intéressées.**

**■ Commentaires**

**45.1** En ce qui concerne le maintien des relations postales en cas de différend, de conflit ou de guerre, le Congrès a adopté la résolution C 37/Lausanne 1974, reproduite ci-après:

«Le Congrès, considérant le rôle pacifique et humanitaire que remplit l'Union postale universelle en facilitant le rapprochement des peuples et des individus, convaincu de la nécessité de maintenir, dans la mesure du possible, les échanges postaux avec ou entre les régions frappées par des différends, des troubles, des conflits ou des guerres, vu les initiatives prises et les expériences faites dans ce domaine par certains gouvernements ou organisations humanitaires, lance un appel urgent aux Gouvernements des Pays-membres pour qu'ils s'abstiennent, dans la mesure du possible et dans le cas où l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité des Nations Unies n'aurait pas recommandé ou décidé le contraire (conformément à l'article 41 de la Charte des Nations Unies), d'interrompre ou d'entraver le trafic postal – en particulier l'échange de correspondances comportant des communications de caractère personnel – en cas de différend, de conflit ou de guerre, les efforts entrepris dans ce sens devant s'appliquer même aux pays directement intéressés, autorise le Directeur général du Bureau international de l'UPU:

- 1° à prendre les initiatives qu'il jugera opportunes pour faciliter, dans le respect des souverainetés nationales, le maintien ou le rétablissement des échanges postaux avec ou entre les parties à un différend, à un conflit ou à une guerre;
- 2° à offrir ses «bons offices» pour trouver une solution aux problèmes postaux qui peuvent se poser en cas de différend, de conflit ou de guerre.»

Il est entendu que chaque Adm. est seule juge en matière d'appréciation des circonstances extraordinaires.

**Article RE 4501****Mesures à prendre en cas de suspension temporaire et de reprise de services**

**1.** En cas de suspension temporaire de services, l'Administration ou les Administrations intéressées doivent être avisées par voie des télécommunications, en indiquant, si possible, la durée probable de la suspension de services. La même procédure doit être appliquée lors de la reprise des services suspendus.

**2.** Le Bureau international doit être avisé de la suspension ou de la reprise des services si une notification générale est jugée nécessaire. Le cas échéant, le Bureau international doit aviser les Administrations par voie des télécommunications.

**3.** L'Administration d'origine a la faculté de rembourser à l'expéditeur les taxes d'affranchissement, les taxes spéciales et les surtaxes aériennes si, en raison de la suspension de services, la prestation liée au transport de son envoi n'a été fournie que partiellement ou pas du tout.



## Chapitre 2

### Traitement des cas de responsabilité

#### Article 46

##### Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration postale qui, ayant reçu l'envoi sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la remise au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à une autre Administration.
2. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage à parts égales.
3. La responsabilité d'une Administration à l'égard des autres Administrations n'est en aucun cas engagée au-delà du maximum de déclaration de valeur qu'elle a adopté.
4. Les Administrations postales qui n'assurent pas le service des envois avec valeur déclarée assument, pour de tels envois transportés en dépêches closes, la responsabilité prévue pour les envois recommandés. Cette disposition s'applique également lorsque les Administrations postales n'acceptent pas la responsabilité des valeurs pour les transports effectués à bord des navires ou des avions qu'elles utilisent.
5. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite sur le territoire ou dans le service d'une Administration intermédiaire qui n'assure pas le service des envois avec valeur déclarée, l'Administration d'origine supporte le dommage non couvert par l'Administration intermédiaire. La même règle est applicable si le montant du dommage est supérieur au maximum de valeur déclarée adopté par l'Administration intermédiaire.
6. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des Administrations responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.
7. L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue pour tout recours éventuel soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

■ **Commentaires**

**46.2** Si un envoi avec déclaration de valeur est perdu dans les circonstances ici mentionnées et si la part du dommage, après division par portions égales, excède le montant pour lequel un des pays de transit peut être tenu pour responsable selon 46.5, la différence doit être répartie entre les Adm. de tous les autres pays intéressés.

Lorsque l'échange des envois recommandés se fait sous le régime de l'inscription globale, la charge du paiement de l'indemnité due éventuellement pour la perte d'un objet est également répartie par moitié entre chacune des Adm. d'origine et de destination de la dépêche présumée avoir contenu l'envoi perdu, à moins que la responsabilité d'une Adm. intermédiaire puisse être établie, ou que l'une des Adm. d'origine ou de destination admette ou découvre que la perte a eu lieu dans ses propres services.

Les Adm. ayant souscrit un accord pour traiter globalement les objets recommandés ne peuvent dégager leur responsabilité en arguant de constatations unilatérales permises par une inscription ou une reconnaissance individuelle, même accidentelle, faite par leurs services.

L'inscription en détail de certains recommandés, notamment, constitue une dérogation unilatérale au principe de l'inscription globale et ne peut être invoquée par l'Adm. qui l'a pratiquée pour dégager sa part de responsabilité (voir C 50/Tokyo 1969).

## Article RE 4601

### Modalités pour déterminer la responsabilité des Administrations postales

1. Une Administration intermédiaire ou de destination est, jusqu'à preuve du contraire et sous réserve de l'article 46.2 de la Convention, dégagée de toute responsabilité:

- 1.1 lorsqu'elle a observé les dispositions relatives à la vérification des dépêches et à la constatation des irrégularités;
- 1.2 lorsqu'elle peut établir qu'elle a été saisie de la réclamation après la destruction des documents de service relatifs à l'envoi recherché, le délai de conservation étant expiré; cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant;
- 1.3 lorsque, en cas d'inscription individuelle des envois recommandés, la remise régulière de l'envoi recherché ne peut être établie parce que l'Administration d'origine n'a pas inscrit en détail les envois recommandés dans la feuille d'avis CN 31 ou CN 32 ou dans les listes spéciales CN 33.

2. Jusqu'à preuve du contraire, l'Administration expéditrice d'un envoi avec valeur déclarée est dégagée de toute responsabilité si le bureau d'échange auquel l'envoi a été livré n'a pas fait parvenir, par le premier courrier utilisable après la vérification, un procès-verbal CN 24 constatant l'absence ou l'altération soit du paquet entier des valeurs déclarées, soit de l'envoi lui-même.

3. Si la spoliation ou l'avarie d'un envoi avec valeur déclarée a été constatée dans le pays de destination ou, en cas de renvoi à l'expéditeur, dans le pays d'origine, il incombe à l'Administration de ce pays de prouver:

- 3.1 que ni le paquet, l'enveloppe ou le sac et sa fermeture, ni l'emballage et la fermeture de l'envoi ne portaient des traces apparentes de spoliation ou d'avarie;
- 3.2 que le poids constaté lors du dépôt n'a pas varié.



4. Lorsque la preuve mentionnée sous 3 a été apportée, aucune des autres Administrations en cause ne peut décliner sa part de responsabilité en invoquant le fait qu'elle a livré l'envoi sans que l'Administration suivante ait formulé d'objections.

5. Lorsqu'un envoi recommandé ou avec valeur déclarée a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Administration sur le territoire ou dans les services de laquelle le dommage s'est produit en est responsable envers l'Administration d'origine seulement si les deux Administrations se chargent des risques résultant du cas de force majeure.

#### Article RE 4602

##### Récupération des indemnités payées auprès des entreprises de transport aérien

1. Lorsque la perte s'est produite dans le service d'une entreprise de transport aérien, l'Administration du pays qui perçoit les frais de transport est tenue de rembourser à l'Administration d'origine l'indemnité payée à l'expéditeur. Il lui appartient de recouvrer ce montant auprès de l'entreprise de transport aérien responsable. Si l'Administration d'origine règle les frais de transport directement à la compagnie aérienne, elle doit demander elle-même le remboursement de l'indemnité à cette compagnie.

#### Article RE 4603

##### Remboursement de l'indemnité à l'Administration payeuse

1. L'Administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué doit rembourser à l'Administration payeuse le montant de l'indemnité versée à l'ayant droit. Ce remboursement doit avoir lieu dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification du paiement.

2. Si l'indemnité doit être supportée par plusieurs Administrations, l'intégralité de l'indemnité due doit être versée à l'Administration payeuse, dans le délai mentionné sous 1, par la première Administration qui, ayant dûment reçu l'envoi réclamé, ne peut en établir la transmission régulière au service correspondant. Il appartient à cette Administration de récupérer sur les autres Administrations responsables la quote-part éventuelle de chacune d'elles dans le dédommagement de l'ayant droit.

3. L'Administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

#### ■ Commentaires

**4603.3** Sont à considérer comme «frais accessoires» p. ex. les intérêts, les frais bancaires et les différences de cours, même si ces deux dernières catégories de frais incombent, dans les cas normaux, sous certaines conditions, aussi à l'Adm. créancière. Peuvent également être compris dans les «frais accessoires» les dépenses administratives ainsi que les frais judiciaires éventuels causés à l'Adm. créancière par une action qu'elle aurait dû entreprendre dans l'intérêt de l'Adm. responsable ou dans son propre intérêt.

Il appartient, en définitive, à l'Adm. créancière de déterminer, dans chaque cas particulier, quels sont les frais accessoires qu'elle considère comme tels. En déterminant ces frais accessoires, l'Adm. en question doit strictement respecter la seule condition indispensable suivante: il doit exister un rapport direct de cause à effet entre le retard non justifié apporté au paiement de l'indemnité par l'Adm. débitrice, d'une part, et les frais causés à l'Adm. créancière, d'autre part. L'étendue de la notion «frais accessoires» dépendra des circonstances de chaque cas concret.

#### Article RE 4604

##### Liquidation des indemnités entre les Administrations postales

1. Immédiatement après avoir payé l'indemnité, l'Administration payeuse doit communiquer à l'Administration responsable la date et le montant du paiement effectué. Si, un an après la date d'expédition de l'autorisation de paiement de l'indemnité, l'Administration payeuse n'a pas communiqué la date et le montant du paiement ou n'a pas débité le compte de l'Administration responsable, l'autorisation est considérée comme sans effet. L'Administration qui l'a reçue n'a alors plus le droit de réclamer le remboursement de l'indemnité éventuellement payée.

2. Lorsque la responsabilité a été reconnue, de même que dans le cas prévu à l'article 37.3 de la Convention, le montant de l'indemnité peut également être repris d'office sur l'Administration responsable par la voie d'un décompte quelconque soit directement, soit par l'intermédiaire d'une Administration qui établit régulièrement des décomptes avec l'Administration responsable.

3. Lorsque la preuve de la livraison est apportée après le délai prévu à l'article RE 3701.1, l'indemnité versée reste à la charge de l'Administration intermédiaire ou de destination si la somme payée ne peut, pour une raison quelconque, être récupérée sur l'expéditeur.

4. Si l'expéditeur ou le destinataire prend livraison d'un envoi retrouvé après coup contre remboursement du montant de l'indemnité, ce montant est restitué à l'Administration ou, s'il y a lieu, aux Administrations qui ont supporté le dommage, dans un délai d'un an à compter de la date du remboursement.

5. Les Administrations peuvent s'entendre pour liquider périodiquement les indemnités qu'elles ont payées aux ayants droit et dont elles ont reconnu le bien-fondé.

6. Les Administrations d'origine et de destination peuvent s'entendre pour laisser en totalité la charge du dommage à celle qui doit effectuer le paiement à l'ayant droit.

7. Le remboursement à l'Administration créditrice est effectué d'après les règles de paiement prévues à l'article RE 5503.

#### Article RE 4605

Décompte des sommes dues au titre d'indemnité pour envois de la poste aux lettres

1. Lorsqu'il y a lieu d'imputer des paiements aux Administrations responsables, l'Administration créancière établit mensuellement ou trimestriellement des comptes CN 48.

2. Le compte CN 48 est transmis en deux exemplaires à l'Administration débitrice par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) et au plus tard dans les deux mois qui suivent la période à laquelle il se rapporte. Il n'est pas établi de compte négatif.

3. Après vérification et acceptation, un exemplaire du compte CN 48 est renvoyé à l'Administration créancière, au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à partir du jour de l'envoi. Si l'Administration créancière n'a reçu aucune notification rectificative dans le délai imparti, le compte est considéré comme accepté de plein droit.

4. En principe, ces comptes donnent lieu à une liquidation spéciale. Toutefois, les Administrations peuvent s'entendre pour qu'ils soient réglés avec les comptes particuliers CN 51 ou avec les comptes généraux CN 52, ou éventuellement avec les comptes CP 75.

#### ■ Commentaires

**4605.4** Pour les modèles des form. CN 51 et CN 52, v. art. RE 5305.

Administration créancière

**COMPTE**  
**Sommes dues au titre d'indemnité** (anciens C 31/CP 22)  
Date

**CN 48**

Administration débitrice	Mois	<input type="checkbox"/> Poste aux lettres	<input type="checkbox"/> Colis postaux
	Trimestre		
Année			

**Indications<sup>1</sup>**

A remplir par machine à écrire ou imprimante d'ordinateur

N° d'ordre	Date de dépôt, n° de l'envoi et bureau d'origine	Destination	Lettres autorisant les reprises (n° de l'état, nom du bureau, date, n° du dossier de l'Administration débitrice)	Montant en DTS	
1	2	3	4	5	
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
Total					

<sup>1</sup> Les observations éventuelles peuvent être indiquées sur la partie libre du recto ou au verso de la formule

L'Administration créancière  
Signature

Vu et accepté par l'Administration débitrice  
Lieu, date et signature

## Chapitre 3

### Frais de transit et frais terminaux

#### Article 47

##### Frais de transit

**1. Sous réserve de l'article 50, les dépêches closes échangées entre deux Administrations ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services d'une ou de plusieurs autres Administrations (services tiers) sont soumises au paiement des frais de transit. Ceux-ci constituent une rétribution pour les prestations concernant le transit territorial et le transit maritime.**

**2. Les envois à découvert peuvent également être soumis à des frais de transit. Les modalités d'application ressortent du Règlement.**

##### ■ Commentaires

**47.1** Par «prestations», on entend des prestations faites par un organisme transporteur du pays traversé. Cet organisme peut être la poste seule, un autre service transporteur seul ou une combinaison des deux. Vu que c'est le pays comme tel et non pas son Adm. qui doit être rétribué pour ses services, il est sans importance que le service postal intervienne ou non si un autre service transporteur de ce pays est engagé.

Sauf entente spéciale entre les parties intéressées, l'allocation des frais de transit maritime entraîne pour le service qui effectue le transport l'obligation de pourvoir à l'embarquement et au débarquement des dépêches.

**47.2** V. art. RE 4302.2.

#### Article RE 4701

##### Application des frais de transit

**1. Sont considérés comme services tiers, à moins d'entente spéciale, les transports maritimes effectués directement entre deux pays au moyen de navires de l'un deux.**

**2. Le transit maritime commence au moment où les dépêches cessent d'être sous le contrôle d'une Administration postale et prend fin lorsque les dépêches sont remises à l'Administration de destination. Les frais de transit maritime incluent tous les coûts encourus par la compagnie maritime au port d'arrivée. Cependant, tous les frais de magasinage encourus après que la compagnie maritime a fait savoir que les dépêches sont à disposition et peuvent être prises en charge physiquement sont assumés par l'Administration de destination. Si l'Administration de destination doit payer des frais supplémentaires au titre des services fournis avant la notification, tels que des taxes portuaires, des péages de canaux, des frais de traitement au terminal ou sur les quais pour le service en question et tous autres frais analogues pour le traitement de dépêches en conteneur ou en**

vrac, l'Administration de destination peut obtenir de l'Administration expéditrice un remboursement de ces frais supplémentaires.

3. Lorsqu'un service de transport étranger traverse le territoire d'un pays sans la participation des services de ce dernier, selon l'article 43.2 de la Convention, les dépêches ainsi acheminées ne sont pas soumises au paiement des frais de transit territorial.

■ **Commentaires**

**4701.3** S'il n'y a pas de prestations rendues, le droit de percevoir les frais de transit n'existe pas. Ainsi, un pays admettant que son territoire soit traversé par un service étranger sans participation de ses propres services ne saurait prétendre aux droits de transit. Car le principe de la liberté exclut un droit purement régalien et ne répondant à aucun service effectif. Les échanges postaux sont soumis à une redevance au profit du pays tiers uniquement en raison du transport effectué par les services de ce pays.

**Article 48****Barèmes des frais de transit**

1. Les frais de transit sont calculés d'après les barèmes indiqués dans le tableau ci-après:

Parcours		Frais par kg brut
1		2
<b>1.1 Parcours territoriaux exprimés en kilomètres</b>		<b>DTS</b>
Jusqu'à 50 km .....		0,15
Au-delà de 50	jusqu'à 100 .....	0,17
100	200 .....	0,19
200	300 .....	0,22
300	400 .....	0,24
400	500 .....	0,26
500	600 .....	0,28
600	700 .....	0,30
700	800 .....	0,32
800	900 .....	0,34
900	1 000 .....	0,36
1000	1 100 .....	0,38
1100	1 200 .....	0,39
1200	1 300 .....	0,41
1300	1 400 .....	0,43
1400	1 500 .....	0,44
1500	1 600 .....	0,46
1600	1 700 .....	0,48
1700	1 800 .....	0,49
1800	1 900 .....	0,51
1900	2 000 .....	0,52
2000	2 500 .....	0,57
2500	3 000 .....	0,64
3000	4 000 .....	0,74
4000	5 000 .....	0,87
5000	7 000 .....	1,05
7000	8 000 .....	1,22
8000	9 000 .....	1,33
9000	11 000 .....	1,49

Parcours		Frais par kg brut	
1		2	
1.2	Parcours maritimes exprimés en milles marins	exprimés en kilomètres après conversion sur la base de 1 mille marin = 1,852 km	DTS
	Jusqu'à 50 milles marins	Jusqu'à 93 km	0,15
	Au-delà de 50 jusqu'à 100	Au-delà de 93 jusqu'à 185	0,16
	100 500	185 926	0,19
	500 750	926 1 389	0,21
	750 1 000	1 389 1 852	0,23
	1 000 1 500	1 852 2 778	0,25
	1 500 2 000	2 778 3 704	0,27
	2 000 2 500	3 704 4 630	0,29
	2 500 3 000	4 630 5 556	0,30
	3 000 3 500	5 556 6 482	0,32
	3 500 4 000	6 482 7 408	0,33
	4 000 4 500	7 408 8 334	0,34
	4 500 5 000	8 334 9 260	0,36
	5 000 5 500	9 260 10 186	0,37
	5 500 6 000	10 186 11 112	0,38
	6 000 6 500	11 112 12 038	0,39
	6 500 7 000	12 038 12 964	0,40
	7 000 8 000	12 964 14 816	0,42
	8 000 9 000	14 816 16 668	0,44
	9 000 10 000	16 668 18 520	0,45
	10 000 11 000	18 520 20 372	0,47
	11 000 15 000	20 372 27 780	0,51
	15 000 17 000	27 780 31 484	0,56

2. Le Conseil d'exploitation postale est autorisé à reviser et à modifier les barèmes mentionnés sous 1 dans l'intervalle entre deux Congrès. La revision, qui pourra être faite grâce à une méthodologie qui assure une rémunération équitable aux Administrations effectuant des opérations de transit, devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourra être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil d'exploitation postale.



Prot. Article XVI

Frais de transit particuliers

1. L'Administration postale de la Grèce se réserve le droit de majorer, d'une part, de 30 pour cent les frais de transit territoriaux et, d'autre part, de 50 pour cent les frais de transit maritimes prévus à l'article 48.1.
2. L'Administration postale de la Russie (Fédération de) est autorisée à percevoir un supplément de 0,65 DTS en plus des frais de transit mentionnés à l'article 48.1.1 pour chaque kilogramme d'envois de la poste aux lettres transporté en transit par le Transsibérien.
3. Les Administrations postales de l'Egypte et du Soudan sont autorisées à percevoir un supplément de 0,16 DTS sur les frais de transit mentionnés à l'article 48.1 pour chaque sac de la poste aux lettres en transit par le lac Nasser entre le Shallal (Egypte) et Wadi Halfa (Soudan).
4. L'Administration postale du Panama (Rép.) est autorisée à percevoir un supplément de 0,98 DTS sur les frais de transit mentionnés à l'article 48.1 pour chaque sac de la poste aux lettres en transit par l'isthme de Panama entre les ports de Balboa, dans l'océan Pacifique, et de Cristobal, dans l'océan Atlantique.
5. A titre exceptionnel, l'Administration postale du Panama (Rép.) est autorisée à percevoir une taxe de 0,65 DTS par sac pour toutes les dépêches entreposées ou transbordées dans le port de Balboa ou de Cristobal, pourvu que cette Administration ne reçoive aucune rémunération au titre du transit territorial ou maritime pour ces dépêches.
6. Par dérogation à l'article 48.1, l'Administration postale de l'Afghanistan est autorisée provisoirement, en raison des difficultés particulières qu'elle rencontre en matière de moyens de transport et de communication, à effectuer le transit des dépêches closes et des correspondances à découvert à travers son pays à des conditions spécialement convenues entre elle et les Administrations postales intéressées.
7. Par dérogation à l'article 48.1, les services automobiles Syrie-Iraq sont considérés comme services extraordinaires donnant lieu à la perception de frais de transit spéciaux.

■ Commentaires

48 Les nouv. barèmes figurant à l'art. 48 ont été adoptés par le CEP 1998. Ils sont entrés en vigueur le 1.1.1999.

## Article RE 4801

### Distances kilométriques

1. Les distances servant à déterminer les frais de transit pour les parcours territoriaux d'après l'article 48.1.1 de la Convention sont empruntées à la Liste des distances kilométriques afférentes aux parcours territoriaux des dépêches en transit, publiée par le Bureau international.

## Article RE 4802

### Services extraordinaires. Transport multimodal

1. Les frais de transit spécifiés à l'article 48 de la Convention ne s'appliquent pas au transport au moyen de services extraordinaires spécialement créés ou entretenus par une Administration postale sur la demande d'une ou de plusieurs autres Administrations. Les conditions de cette catégorie de transport sont réglées de gré à gré entre les Administrations intéressées.

2. Lorsque les dépêches de surface en provenance d'une Administration sont réacheminées par des moyens de transport à la fois territoriaux et maritimes, les conditions de ce réacheminement font l'objet d'un accord particulier entre les Administrations intéressées.

#### ■ Commentaires

**4802.1** A part les «services extraordinaires» proprement dits, il y a les «services donnant lieu à des frais spéciaux». Cf. Prot. Art. XVI, reproduit à la suite de l'art. 48.

## Article RE 4803

### Frais de transit des dépêches déviées ou mal acheminées

1. Les Administrations postales de transit font tout leur possible pour acheminer les dépêches sur les voies déterminées par l'Administration expéditrice. Si les dépêches sont cependant déviées ou mal acheminées, les frais de transit sont dus aux Administrations participant au transport en transit desdites dépêches, sans que l'article 51.1.5 de la Convention soit applicable. L'Administration d'origine pourra, à son tour, se faire rembourser par l'Administration dont les services ont commis l'erreur d'acheminement.

## **Article 49**

### **Frais terminaux**

- 1. Sous réserve de l'article 50, chaque Administration qui reçoit d'une autre Administration des envois de la poste aux lettres a le droit de percevoir de l'Administration expéditrice une rémunération pour les frais occasionnés par le courrier international reçu.**
- 2. Rémunération**
  - 2.1 La rémunération pour les envois de la poste aux lettres, à l'exclusion des sacs M, est de 3,427 DTS par kilogramme.**
  - 2.2 Pour les sacs M, le taux à appliquer est de 0,653 DTS par kilogramme.**
  - 2.2.1 Les sacs M de moins de 5 kilogrammes sont considérés comme pesant 5 kilogrammes pour la rémunération des frais terminaux.**
- 3. Mécanisme de revision**
  - 3.1 Lorsque, dans une relation donnée, une Administration expéditrice ou destinataire d'un flux de courrier de plus de 150 tonnes par an (sacs M exclus) constate que le nombre moyen d'envois contenus dans un kilogramme de courrier expédié ou reçu s'écarte de la moyenne mondiale de 17,26 envois, elle peut obtenir la revision du taux si, par rapport à cette moyenne mondiale:**
    - 3.1.1 le nombre d'envois est supérieur à 21 ou**
    - 3.1.2 le nombre d'envois est inférieur à 14.**
    - 3.1.3 Dans le cas prévu sous 3.1.2, la revision n'est pas applicable si le flux en question est destiné à un pays en développement figurant dans la liste retenue à cet effet par le Congrès.**
    - 3.1.4 Lorsqu'une Administration demande l'application de la revision prévue sous 3.1, l'Administration correspondante peut également le faire, même si le flux dans l'autre sens est inférieur à 150 tonnes par an.**
    - 3.1.4.1 Les dispositions prévues sous 3.1.4 ne s'appliquent pas aux pays en développement figurant dans la liste retenue à cet effet par le Congrès.**
  - 3.2 La revision est effectuée selon les conditions précisées au Règlement.**
- 4. Courrier en nombre**
  - 4.1 Pour le courrier en nombre, l'Administration de destination peut demander une rémunération spécifique selon l'une des formules suivantes:**
    - 4.1.1 application des taux moyens mondiaux de 0,14 DTS par envoi et de 1 DTS par kilogramme;**
    - 4.1.2 application des taux par envoi et par kilogramme reflétant les coûts de traitement dans le pays de destination; ces coûts doivent être en relation avec les tarifs intérieurs selon les conditions précisées au Règlement.**

**4.2** Sous réserve des dispositions mentionnées sous 3.1.3, lorsqu'une Administration de destination demande la rémunération spécifique pour le courrier en nombre, l'Administration expéditrice est habilitée à demander que le reste du flux soit soumis à la revision prévue sous 3.1.

**5.** Le Conseil d'exploitation postale est autorisé à modifier les rémunérations mentionnées sous 2 et 4.1.1 dans l'intervalle entre deux Congrès. La revision qui pourrait être faite devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourrait être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil d'exploitation postale. Ce dernier est également autorisé à définir les modalités de mise en œuvre du système de rémunération mentionné sous 4.1.2.

**6.** Toute Administration peut renoncer totalement ou partiellement à la rémunération prévue sous 1.

**7.** Les Administrations intéressées peuvent, par accord bilatéral ou multilatéral, appliquer d'autres systèmes de rémunération pour le règlement des comptes au titre des frais terminaux.

■ **Commentaires**

**49.1** Le Congrès a adopté la recommandation C 78/Washington 1989, invitant les gouvernements des Pays-membres de l'Union à affecter intégralement les recettes des frais terminaux à leur service postal, afin que ce dernier puisse à la fois couvrir les coûts du traitement du courrier en provenance de l'étranger et constituer des fonds de réserve nécessaires au remplacement et à l'amélioration de son infrastructure.

**Article RE 4901**

**Revision des taux de frais terminaux. Mécanisme de revision**

**1.** Si l'Administration expéditrice ou destinataire d'un trafic supérieur à 150 tonnes de courrier par an (sacs M exclus) constate que le nombre moyen d'envois expédiés ou reçus est supérieur au nombre cité à l'article 49.3.1.1 ou inférieur à celui cité à l'article 49.3.1.2 de la Convention, sous réserve des exceptions prévues à l'article 49, elle peut demander à l'Administration correspondante l'application du mécanisme de revision décrit ci-après et visant à déterminer le nouveau taux de frais terminaux adapté à leur trafic. Cette demande peut intervenir à tout moment de l'année.

**2.** Le mécanisme de revision consiste à réaliser une statistique spéciale destinée à calculer le nombre moyen d'envois par kilogramme, conformément aux modalités pratiques précisées à l'article RE 4902.

**3.** L'Administration ayant l'intention d'appliquer le mécanisme de revision doit en avertir, au moins trois mois à l'avance, l'Administration correspondante.

4. La demande doit être appuyée par des données statistiques montrant que le nombre d'envois par kilogramme du flux en question s'écarte de la moyenne mondiale. Les données requises sous 3 doivent être obtenues d'après un échantillonnage d'au moins six jours d'observation sur une période d'un mois.

5. Dans le respect du délai prévu sous 3, la période statistique commence au début d'une période comptable trimestrielle. Le nouveau taux prend effet à partir de ce moment et reste en vigueur au moins pendant une année et jusqu'à une nouvelle demande de revision qui peut être faite par l'une des Administrations concernées aux termes de l'article 49 de la Convention.

6. Si les résultats de la statistique confirment la constatation de l'Administration demandant le mécanisme de revision, celle-ci a le droit d'appliquer au trafic en question le nouveau taux de frais terminaux, calculé en DTS de la manière suivante:

taux = (nombre moyen d'envois par kg x 0,14) + 1.

7. Au cas où le nombre d'envois par kilogramme résultant de cette revision est compris entre 14 et 21 envois, le taux prévu à l'article 49.2.1 de la Convention s'applique au trafic en question.

#### Article RE 4902

##### Statistique spéciale pour l'application du mécanisme de revision

1. Pour l'application du mécanisme de revision, sauf entente spéciale, une statistique est réalisée d'après un échantillonnage du flux en question.

1.1 L'échantillonnage doit refléter la composition du courrier. La statistique doit comporter au minimum vingt-quatre jours d'observation dans la période de douze mois à laquelle elle se réfère.

1.2 Les jours d'observation sont choisis sur une base mensuelle, trimestrielle ou annuelle, comme suit (ne sont pris en considération que les jours ouvrables pour le bureau d'échange en question):

1.2.1 base mensuelle: vingt-quatre jours d'observation dans un mois ou, à défaut, l'ensemble des jours ouvrables pour ce mois; la statistique a lieu pendant le mois de mai les années impaires et le mois d'octobre les années paires;

1.2.2 base trimestrielle: au moins six jours d'observation dans le trimestre; chaque jour ouvrable de la semaine doit être observé au moins une fois, le même processus étant répété de la même manière les trois trimestres suivants;

1.2.3 base annuelle: au moins vingt-quatre jours d'observation dans la période de douze mois; chaque jour ouvrable de la semaine doit être observé au moins une fois par trimestre.

2. L'Administration qui demande l'application du mécanisme de revision choisit le système statistique à appliquer et en informe l'Administration correspondante pour que celle-ci puisse prendre d'éventuelles mesures de contrôle.
3. L'Administration qui demande l'application du mécanisme de revision n'est pas tenue d'informer à l'avance des jours d'observation qu'elle a choisis.
4. Pendant les jours d'observation, le bureau d'échange de l'Administration qui demande l'application du mécanisme de revision inscrit, pour chaque dépêche échantillonnée, le nombre et le poids des envois sur un relevé CN 53.
5. A l'aide des relevés CN 53, l'Administration ayant demandé la statistique spéciale établit un relevé récapitulatif CN 54 qui consolide les données relatives aux dépêches échantillonnées. A l'aide du relevé récapitulatif CN 54, l'Administration qui a demandé la statistique calcule le nombre moyen d'envois par kilogramme et le nouveau taux de frais terminaux par application de la formule décrite à l'article RE 4901.6.
6. Le relevé récapitulatif CN 54, accompagné des formules CN 53, est transmis à l'autre Administration intéressée après chaque trimestre et/ou à la fin de la période d'échantillonnage, au plus tard dans le délai d'un mois qui suit l'expédition ou la réception de la dernière dépêche soumise à la statistique.
7. Si l'autre Administration intéressée n'a pas fait d'observation dans un délai de trois mois à compter de la date de transmission du relevé récapitulatif CN 54, il est considéré comme admis de plein droit.
8. Au cas où l'autre Administration intéressée a réalisé une statistique de contrôle, les données établies par l'Administration ayant demandé l'application du mécanisme de revision seront considérées comme valables si elles ne diffèrent pas de plus de 10 pour cent de celles établies par l'autre Administration.
  - 8.1 En cas de différence supérieure à 10 pour cent, les Administrations en question s'entendent sur les valeurs à utiliser pour le règlement des frais terminaux en prenant en considération la précision des systèmes statistiques utilisés par chaque Administration.
9. En cas de désaccord entre les deux parties à propos de l'application du mécanisme de revision, les Administrations peuvent recourir à la procédure d'arbitrage prévue à l'article 51.3 de la Convention.

Administration expéditrice

Bureau expéditeur

**RELEVÉ PAR DÉPÊCHE**  
**Nombre d'envois et poids des sacs**  
Date  
Dépêche n°

**CN 53**  
(ancien C 17)

Date d'échantillonnage

<input type="checkbox"/> Courrier reçu	<input type="checkbox"/> Courrier expédié	<input type="checkbox"/> Prioritaire	<input type="checkbox"/> Par avion
		<input type="checkbox"/> Non prioritaire	<input type="checkbox"/> Par S.A.L.
			<input type="checkbox"/> Par voie de surface
Administration de destination		Vol n°/Train n°/Nom du paquebot	
Bureau de destination		Administration(s) de transit	

Renseignements sur la dépêche

Nombre total de sacs dans la dépêche	Poids total de la dépêche		Observations
	kg	g	

Sacs échantillonnés

N° d'ordre	Contenu du sac			Observations
	Nombre d'envois	Poids		
		kg	g	
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				
13				
14				
15				
16				
17				
Total				

Bureau d'échange qui établit la formule  
Signature

Administration expéditrice

**RELEVÉ RÉCAPITULATIF DES ENVOIS CN 54**  
**Mécanisme de revision**  
(ancien C 17bis)

Date

☐ Courrier reçu ☐ Courrier expédié

Administration de destination

Période d'enregistrement

Mois	Prioritaire/Avion		S.A.L.		Non prioritaire/Surface		Observations
	Poids	Nombre d'envois	Poids	Nombre d'envois	Poids	Nombre d'envois	
<b>Totaux</b>							

Résultats	Poids total  Nombre total d'envois  Nombre moyen d'envois par kg	Prioritaire/Non prioritaire – Avion/S.A.L./Surface	Observations
		kg	
	Taux des frais terminaux	DTS/kg	

L'Administration qui établit le relevé  
Lieu et signature

Vu et accepté par l'Administration  
Lieu, date et signature



## Article RE 4903

## Rémunération du courrier en nombre en relation avec les tarifs intérieurs

1. Les Administrations qui optent pour la rémunération prévue à l'article 49.4.1.2 de la Convention communiquent au Bureau international, au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre, la taxe exprimée en monnaie locale pour une lettre de 20 grammes du régime intérieur.

1.1 Dans le respect des proportions entre les taux de l'article 49.4.1.1 de la Convention, le Bureau international transforme la valeur communiquée en taux par envoi et en taux par kilogramme, exprimés en DTS au dernier cours disponible.

1.1.1 Pour 1996, les taux par envoi et par kilogramme ne pourront être supérieurs à ceux qui ont été calculés à partir de 60 pour cent de la taxe d'une lettre de 20 grammes du régime intérieur, ni dépasser 0,175 DTS par envoi et 1,25 DTS par kilogramme.

1.1.2 Pour les années 1997 à 2000, le Conseil d'exploitation postale déterminera les augmentations à appliquer en fonction de facteurs économiques et commerciaux. A la fin de la période, les taux par envoi et par kilogramme ne pourront être supérieurs à ceux qui ont été calculés à partir de 80 pour cent de la taxe d'une lettre de 20 grammes du régime intérieur, ni dépasser 0,28 DTS par envoi et 2 DTS par kilogramme.

1.1.2.1 Pour 1998, les taux par envoi et par kilogramme ne pourront être supérieurs à ceux qui ont été calculés à partir de 67 pour cent de la taxe d'une lettre de 20 grammes du régime intérieur, ni dépasser 0,204 DTS par envoi et 1,46 DTS par kilogramme.

2. Les taux qui en découlent sont communiqués, par voie de circulaire, au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre. Ils prennent effet au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante et restent en vigueur pendant une année civile au minimum. Pour les années suivantes, sauf nouvelle notification, le Bureau international reconduira l'option choisie et recalculera les taux selon la procédure prévue sous 1.1.

3. Ces taux s'appliquent au courrier en nombre reçu de toutes les Administrations vis-à-vis desquelles l'option courrier en nombre a été demandée.

4. Si une Administration appliquant au courrier en nombre un taux fondé sur les tarifs intérieurs a adhéré à un système de règlement des frais terminaux multilatéral fondé spécifiquement sur les coûts ou fondé sur les tarifs intérieurs, cette Administration doit offrir pour le courrier reçu de toutes les autres Administrations des conditions au moins aussi favorables que celles qu'elle offre aux participants au système auquel elle a adhéré.

## ■ Commentaires

4903 Art. adopté par le Congrès de Séoul 1994.

4903.1.1.2 Le CEP 1996 a décidé que les taux du courrier en nombre prévus à l'art. RE 4903.1.1.1 resteraient valables pendant l'année 1997.

Les taux du courrier en nombre prévus à l'art. RE 4903.1.1.2.1 resteront valables pendant les années 1999 et 2000.

## Article RE 4904

### Demande de la rémunération spécifique au courrier en nombre

1. Cas général
  - 1.1 Lorsque l'Administration de destination constate que, pendant une période de trente jours, elle reçoit d'une façon répétée des envois en nombre d'une même Administration, elle est habilitée à demander que ces envois soient expédiés dans des dépêches ne contenant que du courrier en nombre et d'appliquer la rémunération spécifique pour ce type de courrier. La demande doit être appuyée par des pièces justificatives.
  - 1.2 La rémunération spécifique pour le courrier en nombre devient applicable trois mois après la demande formulée par l'Administration de destination. A partir de cette date, l'Administration d'origine doit commencer la confection des dépêches de courrier en nombre.
2. Cas exceptionnel
  - 2.1 L'Administration de destination est habilitée à appliquer, avec effet immédiat, la rémunération spécifique au courrier en nombre lorsqu'elle constate:
    - 2.1.1 la réception, dans une même dépêche, ou en un jour lorsque plusieurs dépêches sont confectionnées par jour, de 5000 envois ou plus déposés par un même expéditeur;
    - 2.1.2 la réception, dans la période de deux semaines, de 15 000 envois ou plus déposés par un même expéditeur.
  - 2.2 Lorsque l'Administration de destination a utilisé une fois la possibilité d'appliquer avec effet immédiat la rémunération spécifique au courrier en nombre faisant partie d'une expédition d'au moins 5000 envois déposés par un même expéditeur, l'Administration d'origine peut appliquer cette rémunération spécifique à tout le courrier en nombre qu'elle expédiera à cette Administration.
  - 2.3 Si l'Administration d'origine a choisi d'appliquer la rémunération spécifique à tout le courrier en nombre qu'elle expédie à une Administration qui a demandé la rémunération applicable au cas exceptionnel, cette rémunération spécifique du traitement de tout le courrier en nombre devient applicable trois mois après l'application avec effet immédiat de la rémunération spécifique pour cas exceptionnel. A partir de cette date, l'Administration d'origine commence de confectionner des dépêches de courrier en nombre, à moins que les deux Administrations ne s'entendent bilatéralement pour commencer la comptabilité du courrier en nombre à partir d'une date antérieure.
  - 2.4 Entre le jour où l'Administration de destination applique avec effet immédiat la rémunération spécifique au courrier en nombre et celui où l'Administration d'origine commence de tenir une comptabilité séparée pour le courrier en nombre, l'Administration de destination a la faculté d'appliquer la rémunération spécifique au courrier en nombre pour n'importe quelle expédition d'au moins 5000 envois déposés par un même expéditeur, provenant de cette même Administration.

- 3. Durée de la comptabilité du courrier en nombre
- 3.1 L'Administration demandant une rémunération spécifique au traitement du courrier en nombre peut clore les comptes séparés du courrier en nombre et mettre fin à la rémunération spécifique à ce courrier à la fin d'une année civile, après que l'Administration d'origine a tenu une comptabilité distincte et payé une rémunération spécifique pour ce courrier pendant au moins un an.
- 3.2 Pour mettre un terme à la rémunération spécifique du traitement du courrier en nombre à la fin d'une année civile, l'Administration de destination doit informer de cette décision l'Administration d'origine, au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre de l'année en question.



**Article 50**

**Exemption de frais de transit et de frais terminaux**

**1. Sont exempts des frais de transit territorial ou maritime et des frais terminaux les envois de la poste aux lettres relatifs au service postal mentionnés à l'article 7.2.2, les envois postaux non distribués retournés à l'origine dans des dépêches closes, ainsi que les envois de sacs postaux vides.**



**Article 51****Décompte des frais de transit et des frais terminaux****1. Frais de transit**

- 1.1** Le décompte des frais de transit du courrier de surface est établi annuellement par l'Administration de transit pour chaque Administration d'origine. Il se fonde sur le poids des dépêches reçues en transit, expédiées pendant l'année considérée. Les barèmes fixés à l'article 48 sont appliqués.
- 1.2** Les frais de transit sont à la charge de l'Administration d'origine des dépêches. Ils sont payables, sous réserve de l'exception prévue sous 1.4, aux Administrations des pays traversés ou dont les services participent au transport territorial ou maritime des dépêches.
- 1.3** Lorsque l'Administration du pays traversé ne participe pas au transport territorial ou maritime des dépêches, les frais de transit correspondants sont payables à l'Administration de destination si celle-ci supporte les coûts afférents à ce transit.
- 1.4** Les frais de transport maritime des dépêches en transit peuvent être réglés directement entre les Administrations postales d'origine des dépêches et les compagnies de navigation maritime ou leurs agents. L'Administration postale du port d'embarquement concerné doit donner son accord préalable.
- 1.5** L'Administration débitrice est exonérée du paiement des frais de transit lorsque le solde annuel ne dépasse pas 163,35 DTS.

**2. Frais terminaux**

- 2.1** Pour les envois de la poste aux lettres, à l'exception des sacs M, le décompte des frais terminaux est établi annuellement par l'Administration créancière d'après le poids réel des dépêches reçues de l'année considérée. Les taux fixés à l'article 49 sont appliqués.
- 2.2** Pour les sacs M, le décompte des frais terminaux est établi annuellement par l'Administration créancière d'après le poids soumis aux frais terminaux selon les conditions fixées à l'article 49.
- 2.3** Pour permettre de déterminer le poids annuel, les Administrations d'origine des dépêches doivent indiquer en permanence pour chaque dépêche:
  - le poids du courrier (sacs M exclus);
  - le poids des sacs M de plus de 5 kilogrammes;
  - le nombre de sacs M jusqu'à 5 kilogrammes.
- 2.4** Lorsqu'il s'avère nécessaire de déterminer le nombre et le poids des envois en nombre, les modalités indiquées dans le Règlement pour cette catégorie de courrier sont appliquées.
- 2.5** Les Administrations intéressées peuvent convenir de décompter les frais terminaux dans leurs relations réciproques par des méthodes statistiques différentes. Elles peuvent également convenir d'une périodicité autre que celles prévues dans le Règlement pour la période de statistique.

**2.6 L'Administration débitrice est exonérée du paiement des frais terminaux lorsque le solde annuel ne dépasse pas 326,70 DTS.**

**3. Toute Administration est autorisée à soumettre à l'appréciation d'une commission d'arbitres les résultats annuels qui, d'après elle, différeraient trop de la réalité. Cet arbitrage est constitué ainsi qu'il est prévu à l'article 128 du Règlement général. Les arbitres ont le droit de fixer en bonne justice le montant des frais de transit ou des frais terminaux à payer.**

■ **Commentaires**

**51** Après chaque Congrès, le BI élabore un guide à l'usage des Adm. destiné à faciliter la tâche du personnel chargé des opérations de frais de transit et de frais terminaux. Le CEP 1995 a décidé de l'élaboration d'un guide de la comptabilité de la poste aux lettres.

**51.1.3** Certaines Adm. ne sont pas en mesure d'assurer le transit territorial ou maritime. Dans ces circonstances, une Adm. de destination, avec l'accord préalable de l'Adm. de transit, prend directement en charge les frais de transport du courrier en transit qui lui est destiné. Cette disp. vise à donner à l'Adm. de destination la possibilité de se faire rembourser les frais de transit si elle a dû les payer.

**Article RE 5101**

**Etablissement des relevés des dépêches CN 55 et CN 56**

1. Après la réception de la dernière dépêche de chaque mois, le bureau d'échange de destination établit, par type de dépêche et par bureau d'échange expéditeur d'après les données des feuilles d'avis CN 31, un relevé des dépêches CN 55. Il transmet ensuite ces relevés à son Administration centrale.

2. Pour chaque Administration d'origine des dépêches, ainsi que, le cas échéant, pour chaque Administration de transit, l'Administration de destination établit trimestriellement, d'après les relevés CN 55, par type de dépêche, par bureau d'origine et par bureau de destination et, le cas échéant, par voie d'acheminement, un relevé récapitulatif des dépêches CN 56.

3. Les relevés CN 55 sont fournis à l'appui du relevé récapitulatif CN 56 à l'Administration d'origine. Le cas échéant, celle-ci, après leur acceptation, répartit les relevés récapitulatifs CN 56 entre les Administrations de transit et renvoie un exemplaire à l'Administration de destination des dépêches.

4. Dans les cas de différences, l'Administration de transit peut reporter les poids indiqués sur le bordereau de livraison CN 37, comme il est stipulé sous 1 à 3.

■ **Commentaires**

**5101.2** Le relevé récapitulatif des dépêches CN 56 peut être établi pour chaque voie d'acheminement si l'Adm. d'origine des dépêches a indiqué la ou les voies d'acheminement sur la feuille d'avis CN 31, dans la case «Administration(s) de transit», et si les form. CN 55 ont également été établies par voie d'acheminement.







## Article RE 5102

## Transmission et acceptation des relevés des dépêches CN 55 et CN 56

1. Le relevé récapitulatif CN 56 est transmis en double exemplaire aux Administrations d'origine des dépêches dans le délai maximal de six mois après la fin du trimestre auquel il se rapporte.

2. Après son acceptation, l'Administration d'origine des dépêches en renvoie un exemplaire à l'Administration qui l'a établi. Si l'Administration concernée n'a reçu aucune observation rectificative dans le délai de trois mois à compter du jour de l'envoi, elle le considère comme admis de plein droit. Si les vérifications font apparaître des divergences, le relevé CN 55 rectifié doit être joint à l'appui du relevé récapitulatif CN 56 dûment modifié et accepté. Si l'Administration de destination des dépêches conteste les modifications portées sur ce relevé CN 55, l'Administration d'origine confirme les données réelles en transmettant des photocopies des formules CN 31 établies par le bureau d'origine lors de l'expédition des dépêches litigieuses.

3. Les Administrations peuvent se mettre d'accord pour que les relevés CN 55 et CN 56 soient établis par l'Administration d'origine des dépêches. Dans ce cas, la procédure d'acceptation prévue sous 1 et 2 est adaptée en conséquence.

## ■ Commentaires

**5003.3** Par cette disp., les Adm. ayant conclu des arrangements réciproques ont la possibilité d'accélérer le règlement des comptes afférents aux frais de transit et aux frais terminaux.

## Article RE 5103

## Comptabilité relative au courrier en nombre

## 1. Cas général

1.1 Lorsque l'Administration de destination a demandé la confection de dépêches de courrier en nombre, les relevés CN 55 établis par le bureau d'échange de destination comprennent aussi le courrier en nombre, d'après les données des feuilles d'avis CN 32.

1.2 Les données concernant le courrier en nombre sont utilisées pour l'établissement trimestriel des relevés récapitulatifs CN 56.

1.3 En cas de divergence concernant les données relatives au courrier en nombre sur les relevés CN 55, l'Administration d'origine transmet des photocopies des feuilles d'avis CN 32 concernant les dépêches litigieuses.

## 2. Cas exceptionnel

2.1 Lorsque l'Administration de destination a appliqué la rémunération spécifique pour le courrier en nombre avec effet immédiat selon l'article RE 4904.2, les procédures sous 1.1 à 1.3 sont applicables.

- 2.2 Lors de l'établissement des relevés récapitulatifs CN 56, l'Administration de destination établit un compte CN 57 d'après les feuilles d'avis CN 32 transmises à l'Administration d'origine des dépêches, conformément à l'article RE 4323.6.1.3.
  - 2.3 Le compte CN 57 doit être réglé par l'Administration d'origine dans les six semaines qui suivent son établissement.
  - 2.4 Les comptes CN 57 réglés par l'Administration d'origine des dépêches font l'objet d'un relevé récapitulatif CN 58. Le montant du relevé récapitulatif CN 58 est déduit du compte particulier CN 61. Une copie de la formule CN 58 est jointe au compte particulier CN 61.
3. Les Administrations peuvent convenir bilatéralement d'employer d'autres formules et procédures comptables pour leurs échanges de courrier en nombre.

#### Prot. Article RE VII

##### Comptabilité relative au courrier en nombre

- 1. Par dérogation à l'article RE 5103.2.3, les comptes soumis à l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique ne sont pas considérés comme admis, ni les paiements considérés comme dus, dans la période de six semaines suivant la réception de ces comptes, à moins que ceux-ci ne parviennent dans les sept jours suivant la date à laquelle ils ont été expédiés par l'Administration créancière.

#### ■ Commentaires

**5103.2.4** Pour le modèle de la form. CN 61, v. art. RE 5106.

Administration de destination

**COMPTE**  
**Courrier en nombre reçu**
**CN 57**

Bureau de destination

Date

Dépêche n°

Administration expéditrice	Voi n°/Train n°/Nom du paquebot
Bureau expéditeur	Administration(s) de transit

**Indications**

Veuillez régler ce montant dans les 6 semaines suivant la date du présent compte

Expéditeur	Nom et adresse
	Numéro d'autorisation
	Observations

Renseignements concernant le courrier en nombre	Date de réception	Nombre d'envois	Poids brut		Montant dû	Observations
			kg	g		

 L'Administration de destination  
 Signature

 Vu et accepté par l'Administration expéditrice  
 Lieu, date et signature

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_



#### Article RE 5104

##### Dépêches-avion et S.A.L. en transit par voie de surface

1. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, les dépêches-avion ainsi que les dépêches S.A.L. transportées fréquemment par voie de surface sur une partie de leur parcours dans des pays tiers sont soumises à la rémunération des frais de transit.
2. Dans le cas prévu ci-dessus, les frais de transit sont établis d'après les poids bruts réels indiqués sur les bordereaux CN 38 pour les dépêches-avion et sur les bordereaux CN 41 et, le cas échéant, d'après les étiquettes CN 36 pour les dépêches S.A.L.

#### Article RE 5105

##### Dépêches closes échangées avec des unités militaires

1. Il incombe aux Administrations postales des pays dont relèvent des unités militaires, des navires de guerre ou des avions militaires de régler directement avec les Administrations concernées les frais de transit et les frais terminaux découlant des dépêches expédiées par ces unités militaires, ces navires ou ces avions.
2. Si ces dépêches sont réexpédiées, l'Administration réexpéditrice en informe l'Administration du pays dont l'unité militaire, le navire ou l'avion relève.

#### Article RE 5106

##### Etablissement, transmission et approbation des comptes de frais de transit et de frais terminaux

1. Le soin d'établir les comptes incombe à l'Administration créancière, qui les transmet à l'Administration débitrice. La transmission des comptes ne sera cependant pas requise dans la mesure où le solde concerné est inférieur au minimum prévu à cet effet à l'article 51.1.5 et 2.6 de la Convention.
2. Les comptes particuliers sont établis comme suit.
  - 2.1 Frais de transit. Sur une formule CN 62 et d'après le poids total des catégories de courrier tel qu'il ressort des relevés récapitulatifs CN 56.
  - 2.2 Frais terminaux. Sur une formule CN 61 et d'après la différence des montants à comptabiliser basés sur les poids de courrier reçu et expédié pour chaque catégorie de courrier tels qu'ils ressortent des relevés récapitulatifs CN 56 et des comptes CN 19.
3. Les comptes particuliers CN 62 et CN 61 sont adressés en double exemplaire à l'Administration débitrice aussitôt que possible après la fin de l'année à laquelle ils se rapportent.

4. L'Administration débitrice n'est pas tenue d'accepter les comptes particuliers qui ne lui ont pas été transmis dans un délai de dix-huit mois suivant l'expiration de l'année concernée.

5. Si l'Administration qui a envoyé le compte particulier n'a reçu aucune observation rectificative dans un intervalle de trois mois à compter de l'envoi, ce compte est considéré comme admis de plein droit.

6. Les Administrations peuvent convenir de régler séparément les comptes des frais terminaux des dépêches de surface et des dépêches-avion. Dans ce cas, les Administrations intéressées déterminent les modalités d'établissement, d'acceptation et de règlement de ces comptes.



Administration créancière

**COMPTE PARTICULIER**  
**Frais terminaux**  
 Date

**CN 61**  
 (ancien C 206a)  
 Année de compte

Administration débitrice

**1. Courrier reçu/expédié**

(Données à reprendre des formules CN 56 et CN 19 – Indiquer les poids en kg seulement)

	Tri- mestre	Poids Prioritaire/Non prioritaire – LC/AO			Poids des sacs M			Courrier en nombre	
		Prioritaire – Par avion	Non prioritaire – Surface/S.A.L.	Total	Prioritaire – Par avion	Non prioritaire – Surface/S.A.L.	Total	Poids	Nombre d'envois
Courrier reçu	1 <sup>er</sup>	kg	kg	kg	kg	kg	kg	kg	
	2 <sup>e</sup>								
	3 <sup>e</sup>								
	4 <sup>e</sup>								
	Total								
Envois CCRI (à déduire)			—		—	—	—	—	—
Total pour l'année									
Courrier expédié	1 <sup>er</sup>	kg	kg	kg	kg	kg	kg	kg	
	2 <sup>e</sup>								
	3 <sup>e</sup>								
	4 <sup>e</sup>								
	Total								
Envois CCRI (à déduire)			—		—	—	—	—	—
Total pour l'année									

**2. Frais terminaux**

Courrier reçu (par catégorie)	Poids du courrier soumis au		Poids des sacs M	Courrier en nombre	
	taux moyen mondial	mécanisme de révision		Nombre d'envois	Poids
	kg	kg	kg		kg
x taux	DTS 3,427	DTS	DTS 0,653	DTS	DTS
Totaux (DTS)	A	B	C	D	E
Montant total (DTS)	F = A + B + C + D + E				
Courrier expédié (par catégorie)	kg	kg	kg		kg
	DTS 3,427	DTS	DTS 0,653	DTS	DTS
x taux	G	H	I	J	K
Totaux (DTS)	L = G + H + I + J + K				
Montant total (DTS)					

### 3. Récapitulation

	Montant total (DTS)	Comptes CN 57 réglés <sup>1</sup> (DTS)	Différence (DTS)
Frais terminaux du courrier reçu	F	M	$N = F - M$
Frais terminaux du courrier expédié	L	O	$P = L - O$
<sup>1</sup> A reprendre des formules CN 58		<b>A recevoir</b>	$Q = N - P$

L'Administration créancière  
Signature

Vu et accepté par l'Administration débitrice  
Lieu, date et signature

---

Convention, Séoul 1994, art. RE 5103.2.4 – Dimensions 210 x 297 mm, couleur jaune

Administration créancière

**COMPTE PARTICULIER****Frais de transit**

Date

**CN 62**

(ancien C 20)

Année du compte

Administration débitrice

**Récapitulation des relevés CN 56**

Administration de destination des dépêches	Poids trimestriel des dépêches Prioritaire/ Non prioritaire – LC/AO, M et/ou Courrier en nombre	Parcours de l'acheminement	Frais de transit territorial et/ou maritime par kg (barèmes)	Total
1	2	3	4	5
	kg		DTS	DTS
	1 <sup>er</sup>			
	2 <sup>e</sup>			
	3 <sup>e</sup>			
	4 <sup>e</sup>			
Total pour l'année				
	1 <sup>er</sup>			
	2 <sup>e</sup>			
	3 <sup>e</sup>			
	4 <sup>e</sup>			
Total pour l'année				
	1 <sup>er</sup>			
	2 <sup>e</sup>			
	3 <sup>e</sup>			
	4 <sup>e</sup>			
Total pour l'année				
		Total		
		Majoration de 10% sur le montant total du transit à découvert		
		<b>Montant total à recevoir</b>		
L'Administration créancière		Vu et accepté par l'Administration débitrice		
Signature		Lieu, date et signature		

## Récapitulation des relevés CN 56 (suite)

CN 62 (verso)

Administration de destination des dépêches	Poids trimestriel des dépêches Prioritaire/ Non prioritaire – LC/AO, M et/ou Courrier en nombre	Parcours de l'acheminement	Frais de transit territorial et/ou maritime par kg (barèmes)	Total
1	2	3	4	5
	kg		DTS	DTS
	1 <sup>er</sup>			
	2 <sup>e</sup>			
	3 <sup>e</sup>			
	4 <sup>e</sup>			
Total pour l'année				
	1 <sup>er</sup>			
	2 <sup>e</sup>			
	3 <sup>e</sup>			
	4 <sup>e</sup>			
	Total pour l'année			
	1 <sup>er</sup>			
	2 <sup>e</sup>			
	3 <sup>e</sup>			
	4 <sup>e</sup>			
	Total pour l'année			
	1 <sup>er</sup>			
	2 <sup>e</sup>			
	3 <sup>e</sup>			
	4 <sup>e</sup>			
	Total pour l'année			
	1 <sup>er</sup>			
	2 <sup>e</sup>			
	3 <sup>e</sup>			
	4 <sup>e</sup>			
	Total pour l'année			
		A reporter au recto		

#### Article RE 5107

##### Paiements provisoires des frais de transit et des frais terminaux

1. Les Administrations créditrices peuvent prétendre à des paiements provisoires au titre des frais de transit et des frais terminaux. Les paiements provisoires relatifs à une année sont calculés d'après les poids de courrier ayant servi de base aux règlements définitifs de l'année précédente. Si ces poids n'ont pas encore été établis, les paiements provisoires sont calculés sur la base des relevés récapitulatifs CN 56 dûment acceptés pour les quatre derniers trimestres. Les paiements provisoires au titre d'une année interviennent au plus tard avant la fin du mois de juillet de cette année. Il est procédé ensuite à une régularisation des paiements provisoires aussitôt que les comptes définitifs de l'année sont acceptés ou admis de plein droit.

#### Article RE 5108

##### Adresse spéciale pour la transmission des formules concernant les frais de transit et les frais terminaux

1. Chaque Administration notifie aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international, l'adresse spéciale à laquelle doivent être transmises toutes les formules entrant en ligne de compte pour le règlement des frais de transit et des frais terminaux (CN 43, CN 54, CN 56, CN 57, CN 58, CN 61 et CN 62).

#### ■ Commentaires

**5108.1** Les informations nécessaires figurent dans le Recueil de la Conv.

#### Article RE 5109

##### Paiement des frais de transit et des frais terminaux

1. Aussitôt que les comptes particuliers CN 62 et CN 61 entre les Administrations sont acceptés ou considérés comme admis de plein droit, l'Administration créancière établit, en double exemplaire, un relevé distinct pour les frais de transit et pour les frais terminaux CN 63 et CN 64.

2. Les relevés CN 63 ou CN 64 sont envoyés, en double exemplaire, à l'Administration intéressée par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface). Si, dans le délai d'un mois à compter du jour de l'envoi de ces relevés, l'Administration qui les a établis n'a reçu aucune objection de l'Administration intéressée, les relevés sont considérés comme admis de plein droit.

3. Dans le cas prévu sous 2, les relevés doivent porter la mention «Aucune observation de l'Administration débitrice n'est parvenue dans le délai réglementaire».

4. Les relevés CN 63 ou CN 64 concernant les paiements provisoires, fixés à l'article RE 5107, sont adressés par l'Administration créancière à l'Administration débitrice le deuxième trimestre de l'année civile correspondante.

5. Les règlements peuvent s'effectuer conformément aux dispositions des articles RE 5501 et RE 5501bis.

Administration des postes

**RELEVÉ**  
**Frais de transit**  
 Date

**CN 63**  
 (ancien C 21)
**Indications**

Relevé indiquant le solde du compte particulier CN 62

Sommes dues	Année pour laquelle les sommes sont dues	
	<input type="checkbox"/> à titre provisoire	<input type="checkbox"/> à titre définitif

Report du compte particulier CN 62	Administration qui établit le relevé	Administration correspondante
	DTS	DTS
Paiement provisoire effectué		
	Administration ayant payé	
Totaux		
	Déduction	
	Administration créditrice	
Solde		
Informations supplémentaires		

 L'Administration qui établit le relevé  
 Signature

Administration des postes

**RELEVÉ**  
**Frais terminaux**  
Date

**CN 64**  
(ancien C 21bis)

**Indications**

Relevé indiquant le solde du compte particulier CN 61

Sommes dues	Année pour laquelle les sommes sont dues	
	<input type="checkbox"/> à titre provisoire	<input type="checkbox"/> à titre définitif

Report du compte particulier CN 61	Administration qui établit le relevé	Administration correspondante
	DTS	DTS
Paiement provisoire effectué		
Administration ayant payé	_____	_____
Totaux		
Déduction		
Administration créditrice	_____	_____
Solde		
Informations supplémentaires		

L'Administration qui établit le relevé  
Signature



## Article RE 5110

### Païement des frais de transit et des frais terminaux

1. Si le paiement du solde des frais de transit ou des frais terminaux résultant du décompte général du Bureau international n'est pas effectué dans les trois mois suivant l'expiration du délai réglementaire prévu à l'article RE 5503.9, le Bureau international fait figurer ces sommes dans le décompte général suivant à l'avoir de l'Administration créancière. Dans ce cas, des intérêts composés sont dus, c'est-à-dire que l'intérêt est ajouté au capital à la fin de chaque année, jusqu'à parfait paiement.

2. Lorsque les dispositions prévues sous 1 sont appliquées, le décompte général dont il s'agit et ceux des quatre années qui suivent ne doivent pas contenir, autant que possible, dans les soldes résultant du tableau de compensation, des sommes à payer par l'Administration défailante à l'Administration créancière intéressée.

#### ■ Commentaires

**5110.1** Le délai réglementaire s'applique aux paiements directs entre Adm. de la même façon qu'aux paiements par l'intermédiaire du décompte général (v. art. RE 5503.9).



## **Chapitre 4**

### **Frais de transport aérien**

#### **Article 52**

##### **Principes généraux**

- 1. Les frais de transport pour tout le parcours aérien sont:**
  - 1.1 lorsqu'il s'agit de dépêches closes, à la charge de l'Administration du pays d'origine;**
  - 1.2 lorsqu'il s'agit d'envois prioritaires et d'envois-avion en transit à découvert, y compris ceux qui sont mal acheminés, à la charge de l'Administration qui remet les envois à une autre Administration.**
- 2. Ces mêmes règles sont applicables aux dépêches-avion, aux envois prioritaires et aux envois-avion en transit à découvert exempts de frais de transit.**
- 3. Chaque Administration de destination qui assure le transport aérien du courrier international à l'intérieur de son pays a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par ce transport, pourvu que la distance moyenne pondérée des parcours effectués dépasse 300 kilomètres. Sauf accord prévoyant la gratuité, les frais doivent être uniformes pour toutes les dépêches prioritaires et les dépêches-avion provenant de l'étranger, que ce courrier soit réacheminé ou non par voie aérienne.**
- 4. Cependant, lorsque la compensation des frais terminaux perçue par l'Administration de destination est fondée spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs, aucun remboursement supplémentaire au titre des frais de transport aérien intérieur n'est effectué.**
- 5. L'Administration de destination exclut, en vue du calcul de la distance moyenne pondérée, le poids de toutes les dépêches pour lesquelles le calcul de la compensation des frais terminaux est spécifiquement fondé sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs de l'Administration de destination.**
- 6. Sauf entente spéciale entre les Administrations intéressées, l'article 48 s'applique aux dépêches-avion pour leurs parcours territoriaux ou maritimes éventuels. Toutefois, ne donnent lieu à aucun paiement de frais de transit:**
  - 6.1 le transbordement des dépêches-avion entre deux aéroports desservant une même ville;**
  - 6.2 le transport de ces dépêches entre un aéroport desservant une ville et un entrepôt situé dans cette même ville et le retour de ces dépêches en vue de leur réacheminement.**

Prot. Article XVII

Frais de transport aérien intérieur

1. Par dérogation à l'article 52.3, les Administrations postales de l'Arabie saoudite, des Bahamas, du Cap-Vert, du Congo (Rép.), de Cuba, de la Dominique (Rép.), d'El Salvador, de l'Equateur, du Gabon, de la Grèce, du Guatemala, de la Guyane, du Honduras (Rép.), de la Mongolie, de la Papouasie – Nouvelle-Guinée, de Salomon (îles) et de Vanuatu se réservent le droit de percevoir les paiements dus au titre de l'acheminement des dépêches internationales à l'intérieur du pays par voie aérienne.

2. Par dérogation à l'article 52.3, l'Administration postale de Myanmar se réserve le droit de percevoir les paiements dus au titre de l'acheminement des dépêches internationales à l'intérieur du pays, qu'elles soient ou non réacheminées par avion.

3. Par dérogation aux articles 52.4 et 52.5, les Administrations postales de l'Amérique (Etats-Unis), du Canada, de l'Iran (Rép. islamique) et de la Turquie sont autorisées à recouvrer, sous forme de taux uniformes, des Administrations postales en cause leurs frais de transport aérien intérieur occasionnés par le courrier d'arrivée en provenance de toute Administration pour laquelle elles appliquent la compensation pour frais terminaux fondée spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs.

**Article 53****Taux de base et calcul des frais de transport aérien**

- 1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre Administrations au titre des transports aériens est approuvé par le Conseil d'exploitation postale. Il est calculé par le Bureau international d'après la formule spécifiée dans le Règlement.**
- 2. Le calcul des frais de transport aérien des dépêches closes, des envois prioritaires et des envois-avion en transit à découvert, de même que les modes de décompte y relatifs, ressortent du Règlement.**

**■ Commentaires**

**53.1** Le CEP 1995 a décidé que, sous réserve d'un franchissement du seuil de 3 pour cent de variation du taux calculé à partir de la formule de l'art. RE 5301.1, le taux de base du transport aérien sera révisé annuellement, sans que la hausse ou la baisse pouvant intervenir ne dépasse 5 pour cent.

Pour l'année 1996, le CEP 1995 a fixé le taux de base à 0,486 millième de DTS.

Le CEP 1996 a fixé le taux de base à 0,462 millième de DTS à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Le CEP 1997 a fixé le taux de base à 0,439 millième de DTS à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998. Ce taux reste applicable pour les années 1999 et 2000.

**Article RE 5301****Formule d'établissement du taux de base et calcul des frais de transport aérien des dépêches closes**

- 1. Le taux de base maximal applicable au titre des transports aériens est établi à partir de la formule ci-dessous, dont les éléments sont tirés des renseignements financiers sur les entreprises de transport aérien international établis par l'Organisation de l'aviation civile internationale. Ce taux est fixé en millièmes de DTS par kilogramme de poids brut et par kilomètre; il s'applique proportionnellement aux fractions de kilogramme.**

$T = (A - B - C + D + E + F)$ , où

**T =** Taux de base par t/km (la priorité est garantie au courrier-avion transporté moyennant ce taux).

**A =** Dépenses d'exploitation moyennes par t/km.

**B =** Coût des services «passagers» par t/km.

**C =** Pourcentage au titre du coût de revient des billetterie, ventes, promotion (fondé sur le nombre de passagers par rapport au volume de trafic).

**D =** Dépenses afférentes au transport par t/km effectué des envois hors exploitation.

**E =** 10 pour cent de  $(A - B - C + D)$  au titre des bénéfices.

**F =** Impôts sur le revenu correspondant au transport d'une t/km.

2. Les frais de transport aérien relatifs aux dépêches-avion sont calculés d'après le taux de base effectif (inférieur et au plus égal au taux de base défini d'après la formule sous 1) et les distances kilométriques mentionnées dans la Liste des distances aéropostales, d'une part, et, d'autre part, d'après le poids brut de ces dépêches. Il n'est pas tenu compte, le cas échéant, du poids des sacs collecteurs.

3. Les frais dus au titre du transport aérien à l'intérieur du pays de destination sont, s'il y a lieu, fixés sous forme d'un prix unitaire. Ce prix unitaire inclut tous les frais de transport aérien à l'intérieur du pays, quel que soit l'aéroport d'arrivée des dépêches, moins les frais de transport correspondants par voie de surface. Il est calculé sur la base des taux effectivement payés pour le transport du courrier à l'intérieur du pays de destination, sans pouvoir dépasser le taux maximal défini d'après la formule sous 1, et d'après la distance moyenne pondérée des parcours effectués par le courrier international sur le réseau intérieur. Sous réserve de l'article 52.5 de la Convention, la distance moyenne pondérée est calculée par le Bureau international en fonction du poids brut total de toutes les dépêches-avion arrivant au pays de destination, y compris le courrier qui n'est pas réacheminé par voie aérienne à l'intérieur de ce pays.

3.1 Les Administrations qui appliquent une rémunération des frais terminaux fondée sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs sont tenues de communiquer au Bureau international, dans le délai prévu à l'article RE 5307, les informations permettant le calcul de la nouvelle distance moyenne pondérée.

4. Les frais dus au titre du transport aérien, entre deux aéroports d'un même pays, des dépêches-avion en transit peuvent également être fixés sous forme d'un prix unitaire. Ce prix est calculé sur la base du taux effectivement payé pour le transport aérien du courrier à l'intérieur du pays de transit, sans pouvoir dépasser le taux maximal défini d'après la formule sous 1, et d'après la distance moyenne pondérée des parcours effectués par le courrier international sur le réseau aérien intérieur du pays de transit. La distance moyenne pondérée est déterminée en fonction du poids brut de toutes les dépêches-avion transitant par le pays intermédiaire.

5. Le montant des frais visés sous 3 et 4 ne peut dépasser dans l'ensemble ceux qui doivent être effectivement payés pour le transport.

6. Les prix pour le transport aérien international et intérieur, obtenus en multipliant le taux de base effectif par la distance et servant à calculer les frais visés sous 2, 3 et 4, sont arrondis au décime supérieur lorsque le nombre formé par le chiffre des centièmes et celui des millièmes est égal ou supérieur à 50; ils sont arrondis au décime inférieur dans le cas contraire.

## **Prot. Article RE VIII**

Formule d'établissement du taux de base et calcul des frais de transport aérien des dépêches closes

1. Par dérogation à l'article RE 5301.3.1, l'Administration postale du Canada est autorisée à recouvrer des Administrations postales en cause les frais de transport aérien intérieur occasionnés par leur courrier d'arrivée qui ne sont pas tenus en compte dans la compensation des frais terminaux fondée spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs.

### **■ Commentaires**

**5301.1** Dispositions adoptées par le Congrès de Séoul 1994.

**5301.4** Les prix unitaires fixés par les Adm. figurent dans la Liste CN 68.

## **Article RE 5302**

Calcul et décompte des frais de transport aérien des envois prioritaires et des envois-avion en transit à découvert

### **1. Généralités**

1.1 Les frais de transport aérien relatifs aux envois prioritaires et aux envois-avion en transit à découvert sont calculés, en principe, comme il est indiqué à l'article RE 5301.2, mais d'après le poids net. Ils sont fixés sur la base d'un certain nombre de tarifs moyens ne pouvant dépasser dix et dont chacun, relatif à un groupe de pays de destination, est déterminé en fonction du tonnage du courrier débarqué aux diverses destinations de ce groupe. Le montant de ces frais, qui ne peut dépasser ceux qui doivent être payés pour le transport, est majoré de 5 pour cent.

1.2 Le décompte des frais de transport aérien des envois prioritaires et des envois-avion en transit à découvert a lieu, en principe, d'après les données de relevés statistiques.

1.3 Le décompte s'effectue sur la base du poids réel lorsqu'il s'agit d'envois prioritaires et d'envois-avion mal acheminés, déposés à bord des navires ou transmis à des fréquences irrégulières ou en quantités trop variables. Toutefois, ce décompte n'est établi que si l'Administration intermédiaire demande à être rémunérée pour le transport.

### **■ Commentaires**

**5302.1.3** La mention «envois transmis à des fréquences irrégulières» comprend les envois qui ne peuvent être envoyés à l'Adm. de transit que par des services maritimes ou aériens irréguliers ou peu fréquents et les envois déposés seulement à certaines occasions, tels les envois philatéliques, les envois expédiés lors d'un premier vol, etc.

### **2. Opérations de statistique**

2.1 Les opérations de statistique sont effectuées annuellement et alternativement pendant le mois de mai les années impaires et le mois d'octobre les années paires.

- 2.2 Pendant la période de statistique, les envois prioritaires et les envois-avion en transit à découvert sont accompagnés de bordereaux CN 65. L'étiquette de liasse CN 25 et le bordereau CN 65 doivent porter en surimpression la lettre S. Lorsqu'il n'y a pas d'envois prioritaires ou d'envois-avion à découvert recommandés ou non recommandés à insérer dans une dépêche qui d'ordinaire en contient, la feuille d'avis doit être accompagnée, selon le cas, d'un ou de deux bordereaux CN 65 portant la mention «Néant».
- 2.3 Durant la période de statistique, tous les envois prioritaires et tous les envois-avion en transit à découvert sont placés avec le bordereau CN 65 dans un sac clos, qui peut être un sac transparent en plastique, inséré dans le sac contenant la feuille d'avis.
- 2.4 Chaque Administration qui expédie des envois prioritaires ou des envois-avion en transit à découvert est tenue d'informer les Administrations intermédiaires de tout changement survenant au cours d'une période de décompte dans les dispositions prises pour l'échange de ce courrier.

■ **Commentaires**

**5302.2.1** La période de statistique du mois de mai commence le 2 mai, étant donné que le 1<sup>er</sup> mai est jour férié dans beaucoup de pays.

- 3. Etablissement et vérification des bordereaux CN 65
- 3.1 Les poids sont indiqués séparément pour chaque groupe de pays de destination sur les bordereaux CN 65. Ceux-ci sont soumis à une numérotation spéciale selon deux séries continues, l'une pour les envois non recommandés, l'autre pour les envois recommandés. Le nombre des bordereaux CN 65 est porté à la rubrique correspondante du tableau 4 de la feuille d'avis CN 31 (tableau 3 de la feuille d'avis CN 32). Les Administrations de transit ont la faculté de demander l'emploi de bordereaux CN 65 mentionnant dans un ordre fixe les groupes de pays les plus importants. Tous les bordereaux CN 65 sont insérés dans le sac contenant la feuille d'avis CN 31.
- 3.2 Le poids des envois prioritaires et des envois-avion à découvert pour chaque groupe de pays est arrondi au décagramme supérieur lorsque la fraction du décagramme est égale ou supérieure à 5 grammes; il est arrondi au décagramme inférieur dans le cas contraire.
- 3.3 Si le bureau intermédiaire constate que le poids réel des envois prioritaires et des envois-avion à découvert diffère de plus de 20 grammes du poids annoncé, il rectifie le bordereau CN 65 et signale immédiatement l'erreur au bureau d'échange expéditeur par un bulletin de vérification CN 43. Si la différence constatée reste dans la limite précitée, les indications du bureau expéditeur sont tenues pour valables.
- 3.4 En cas d'absence du bordereau CN 65, les envois prioritaires et les envois-avion à découvert doivent être réexpédiés par la voie aérienne, à moins que la voie de surface ne soit plus rapide. Le cas échéant, le bordereau CN 65 est établi d'office et l'irrégularité fait l'objet d'un bulletin CN 43 à l'adresse du bureau d'origine.



4. Envois prioritaires et envois-avion en transit à découvert exclus des opérations de statistique
- 4.1 Les envois prioritaires et les envois-avion en transit à découvert exclus des opérations de statistique et pour lesquels les comptes sont établis sur la base du poids réel doivent être accompagnés de bordereaux CN 65. Si le poids des envois prioritaires et des envois-avion mal acheminés, originaires d'un même bureau d'échange et contenus dans une dépêche de ce bureau, n'excède pas 50 grammes, l'établissement d'office du bordereau CN 65 selon 3.4 n'a pas lieu.
- 4.2 Les envois prioritaires et les envois-avion déposés à bord d'un navire en pleine mer affranchis au moyen de timbres-poste du pays auquel appartient ou dont dépend le navire doivent être accompagnés, au moment de leur remise à découvert à l'Administration dans un port d'escale intermédiaire, d'un bordereau CN 65. Si le navire n'est pas équipé d'un bureau de poste, ils sont accompagnés d'un relevé de poids qui doit servir de base à l'Administration intermédiaire pour réclamer les frais de transport aérien. Le bordereau CN 65 ou le relevé de poids doit comprendre le poids des envois prioritaires et des envois-avion pour chaque pays de destination, la date, le nom et le pavillon du navire, et être numéroté suivant une série annuelle continue pour chaque navire. Ces indications sont vérifiées par le bureau auquel les envois sont remis par le navire.



## Article RE 5303

### Modes de décompte des frais de transport aérien

1. Le décompte des frais de transport aérien est établi conformément aux articles RE 5301 et RE 5302.
2. Par dérogation à la règle mentionnée sous 1, les Administrations peuvent, d'un commun accord, décider que les règlements de compte pour les dépêches-avion auront lieu d'après des relevés statistiques. Dans ce cas, elles fixent elles-mêmes les modalités de confection des statistiques et d'établissement des comptes.

## Article RE 5304

### Etablissement des relevés de poids CN 66 et CN 67

1. Chaque Administration créancière établit, mensuellement ou trimestriellement à son choix, et d'après les indications relatives aux dépêches-avion portées sur les bordereaux CN 38, un relevé CN 66. Les dépêches transportées sur un même parcours aérien sont décrites sur ce relevé par bureau d'origine, puis par pays et bureau de destination et, pour chaque bureau de destination, dans l'ordre chronologique des dépêches. Lorsque les duplicata du relevé CN 55 sont utilisés pour le règlement des frais du transport aérien à l'intérieur du pays de destination selon l'article 52.3 de la Convention, il est fait usage de relevés CN 55 établis sur la base des feuilles d'avis CN 31 et CN 32.
2. Pour les envois prioritaires et les envois-avion parvenus à découvert et réacheminés par la voie aérienne, l'Administration créancière établit annuellement, à la fin de chaque période de statistique prévue à l'article RE 5302.2.1 et d'après les indications figurant sur les bordereaux CN 65 établis pendant cette période, un relevé CN 67. Les poids totaux sont multipliés par 12 sur le relevé CN 67. Si les comptes doivent être établis d'après le poids réel des envois prioritaires et des envois-avion, les relevés CN 67 sont établis selon la périodicité prévue sous 1 pour les relevés CN 66 et sur la base des bordereaux CN 65 correspondants.
3. Si, au cours d'une période de décompte, un changement survenu dans les dispositions prises pour l'échange des envois prioritaires et des envois-avion en transit à découvert provoque une modification d'au moins 20 pour cent et dépassant 163,35 DTS sur le total des sommes à payer par l'Administration expéditrice à l'Administration intermédiaire, ces Administrations, à la demande de l'une ou de l'autre, s'entendent pour remplacer le multiplicateur visé sous 2 par un autre qui vaut seulement pour l'année considérée.
4. Lorsque l'Administration débitrice le demande, des relevés CN 66, CN 55 et CN 67 séparés sont établis pour chaque bureau d'échange expéditeur de dépêches-avion ou d'envois prioritaires et d'envois-avion en transit à découvert.

#### ■ Commentaires

**5304.1** Le relevé CN 55 comportant également une col. pour les sacs M, il peut être utilisé à la fois pour le calcul des frais terminaux et pour le règlement de frais de transport aérien intérieur.





## Article RE 5305

### Etablissement des comptes particuliers CN 51 et des comptes généraux CN 52

1. L'Administration créancière établit, sur une formule CN 51, les comptes particuliers indiquant les sommes qui lui reviennent d'après les relevés CN 66, CN 55 et CN 67. Des comptes particuliers distincts sont établis pour les dépêches-avion closes, d'une part, et pour les envois prioritaires et les envois-avion à découvert, d'autre part.
2. Les sommes à comprendre dans les comptes particuliers CN 51 sont calculées:
  - 2.1 pour les dépêches closes, sur la base des poids bruts figurant sur les relevés CN 66 et CN 55;
  - 2.2 pour les envois prioritaires et les envois-avion à découvert, d'après les poids nets figurant sur les relevés CN 67, avec majoration de 5 pour cent.
3. Lorsque les frais de transport aérien à l'intérieur du pays de destination sont à régler, l'Administration de ce pays transmet, pour acceptation, les comptes CN 51 y relatifs simultanément avec les relevés CN 56 et CN 55.
4. Les comptes CN 51 sont établis à un rythme mensuel, trimestriel, semestriel ou annuel par l'Administration créancière, selon entente entre les Administrations intéressées.
5. Les comptes particuliers CN 51 peuvent être résumés dans un compte général CN 52 établi trimestriellement par les Administrations créancières qui ont adopté le système de règlement par compensation des comptes. Ce compte peut, toutefois, être établi semestriellement, après entente entre les Administrations intéressées.

Administration créancière

**COMPTE PARTICULIER**  
**Courrier-avion**  
 Date

**CN 51**  
 (ancien AV 5)

Administration débitrice	Mois	Trimestre	Année
	<input type="checkbox"/> Dépêches-avion closes		
	<input type="checkbox"/> Envois prioritaires/avion à découvert		

Parcours Pays de destination ou groupes de pays	Catégories d'envois	Poids transporté au cours du ou des mois de						Poids total		Prix du transport par kg	Total des frais de transport à payer
		3		4		5		6		7	8
1	2	kg	g	kg	g	kg	g	kg	g	DTS	DTS
	Prioritaire <sup>1</sup>										
	CP										
	Prioritaire <sup>1</sup>										
	CP										
	Prioritaire <sup>1</sup>										
	CP										
	Prioritaire <sup>1</sup>										
	CP										
	Prioritaire <sup>1</sup>										
	CP										
Majoration de 5% sur le montant total du transit à découvert											
Total général											—

<sup>1</sup> Le cas échéant, LC/AO
 L'Administration créancière  
 Signature

 Vu et accepté par l'Administration débitrice  
 Lieu, date et signature

Administration qui établit le compte

COMPTE GÉNÉRAL  
Date

CN 52  
(anciens AV 11/CP 18)

Administration correspondante	<input type="checkbox"/> Courrier-avion	<input type="checkbox"/> Colis postaux
	Mois	Année
	Trimestre	Semestre

Indications  
A remplir par machine à écrire ou imprimante d'ordinateur

Echange	Période	Solde des comptes CN 19/CN 51/CP 75 en faveur de l'Administration qui établit le compte		Observations
		qui établit le compte	correspondante	
1	2	3	4	5
Réception par l'Administration qui établit le compte		DTS	DTS	
Expédition par l'Administration qui établit le compte				
Totaux				
A déduire				
Solde créditeur				
Nom de l'Administration créancière				

L'Administration qui établit le compte  
Signature

Vu et accepté par l'Administration qui reçoit le compte  
Lieu, date et signature



## Article RE 5306

Transmission et acceptation des relevés CN 66, CN 55 et CN 67, des comptes particuliers CN 51 et des comptes généraux CN 52

1. Aussitôt que possible, et dans le délai maximal de six mois après la fin de la période à laquelle ils se rapportent, l'Administration créancière transmet ensemble et en double expédition à l'Administration débitrice les relevés CN 66, les duplicata des relevés CN 55 et les relevés CN 67 quand le paiement est effectué sur la base du poids réel des envois prioritaires et des envois-avion à découvert, et les comptes particuliers CN 51 correspondants. L'Administration débitrice peut refuser d'accepter les comptes qui ne lui ont pas été transmis dans ce délai.
2. Après avoir vérifié les relevés CN 66, CN 55 et CN 67 et accepté le compte particulier CN 51 correspondant, un exemplaire des comptes CN 51 n'est renvoyé à l'Administration créancière que dans le cas d'une rectification. Dans un tel cas, il est dûment modifié et accompagné des relevés CN 66, CN 55 et CN 67. Si l'Administration créancière conteste les modifications portées sur ces relevés, l'Administration débitrice confirmera les données réelles en transmettant des photocopies des formules CN 38 ou CN 65 établies par le bureau d'origine lors de l'expédition des dépêches litigieuses. L'Administration créancière qui n'a reçu aucune observation rectificative dans un délai de deux mois à compter du jour de l'envoi considère les comptes comme admis de plein droit.
3. Les Administrations qui avaient un solde créditeur net pendant l'année précédente peuvent choisir d'être payées selon une fréquence mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle. L'option choisie reste en vigueur pendant une année civile à partir du 1<sup>er</sup> janvier.
4. Les Administrations ont la faculté d'utiliser le système de la facturation directe ou celui de la compensation bilatérale.
5. Les dispositions sous 1 et 2 s'appliquent également aux envois prioritaires et aux envois-avion pour lesquels le paiement est effectué sur la base des statistiques.
6. Dans le cadre du système de facturation directe, les comptes CN 51 servent de facture à régler directement. L'Administration débitrice doit effectuer le paiement de la somme facturée dans le délai de six semaines prévu à l'article RE 5503.9. Elle peut refuser de vérifier et d'accepter tout compte CN 51 qui n'a pas été présenté par l'Administration créancière dans le délai de six mois qui s'écoule après la période à laquelle il se réfère. Toute différence dépassant 9,80 DTS qui pourrait être relevée par l'Administration débitrice est indiquée sur le compte CN 51, lequel est retourné à l'Administration créancière accompagné des relevés CN 66, CN 55 et CN 67. La différence constatée sera incorporée dans le prochain compte CN 51 soumis à l'Administration débitrice ou devra faire l'objet d'une contestation. Si cela n'est pas fait, l'Administration ayant signalé la différence la considérera comme acceptée de plein droit et la fera apparaître en tant que telle dans son prochain compte CN 51, modifié en conséquence.

7. Dans le cadre du système de compensation bilatérale, l'Administration créancière établit les comptes CN 51 et CN 52 et les soumet en même temps à l'Administration débitrice tous les mois, tous les trimestres, tous les semestres ou sur une base annuelle. L'Administration débitrice accepte ou modifie les comptes CN 51 et CN 52 et envoie son paiement à l'Administration créancière dans un délai de deux mois. En cas de modification des comptes CN 51 ou CN 52, le paiement s'effectue sur la base du montant modifié. Si l'Administration qui a envoyé les comptes n'a reçu aucune notification rectificative dans le délai de deux mois, les comptes sont considérés comme acceptés de plein droit.

8. Chaque fois que les statistiques ont lieu en octobre, les paiements annuels afférents aux envois prioritaires et aux envois-avion en transit à découvert peuvent être provisoirement effectués sur la base des statistiques établies en mai de l'année précédente. Les paiements provisionnels sont ensuite ajustés l'année suivante, lorsque les comptes établis d'après les statistiques d'octobre sont acceptés ou considérés comme admis de plein droit.

9. Si une Administration ne peut effectuer les opérations de statistique annuelle, elle s'entend avec les Administrations intéressées pour régler le paiement annuel sur la base de la statistique de l'année précédente et pour utiliser, s'il y a lieu, le multiplicateur spécial prévu à l'article RE 5304.3.

10. Si le solde d'un compte CN 51 ou CN 52 ne dépasse pas 163,35 DTS, celui-ci est reporté sur le compte CN 51 ou CN 52 suivant lorsque les Administrations intéressées participent au système de compensation du Bureau international.

11. Les relevés CN 66, CN 55 et CN 67 ainsi que les comptes CN 51 et CN 52 correspondants sont toujours transmis par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

12. Les règlements peuvent s'effectuer conformément aux dispositions des articles RE 5501 et RE 5502.

#### Prot. Article RE IX

Transmission et acceptation des relevés CN 66, CN 55 et CN 67, des comptes particuliers CN 51 et des comptes généraux CN 52

1. Par dérogation à l'article RE 5306.6, les comptes soumis aux Administrations postales de l'Amérique (Etats-Unis) et de la Lao (Rép. dém. pop.) ne sont pas considérés comme admis, ni les paiements considérés comme dus, dans la période de six semaines suivant la réception de ces comptes, à moins que ceux-ci ne parviennent dans les sept jours suivant la date à laquelle ils ont été expédiés par l'Administration créancière.

2. Par dérogation à l'article RE 5306.6 et 7, les comptes soumis à l'Administration postale de la Chine (Rép. pop.) ne sont pas considérés comme admis dans la période de deux mois, ni les paiements considérés comme dus dans la période de six semaines, en cas d'application du système de facturation directe, suivant la réception de ces comptes, à moins que ceux-ci ne parviennent dans les sept jours suivant la date à laquelle ils ont été expédiés par l'Administration créancière.

■ **Commentaires**

**5306** Le Congrès a adopté la recommandation C 71/Hamburg 1984, qui recommande aux Adm. certaines mesures qui sont énumérées ci-après:

- l'inclusion d'un compte de poste aérienne dans un compte général comportant différentes créances ne doit pas retarder le paiement dû à la compagnie aérienne intéressée;
- les Adm. qui désirent régler par compensation les comptes relatifs à la poste aérienne devraient avoir recours au compte général CN 52;
- le règlement des comptes CN 51 récapitulatifs et des comptes généraux CN 52 doit être accéléré.

**Article RE 5307**

**Modifications des taux des frais de transport aérien**

1. Les modifications apportées aux taux des frais de transport aérien visés aux articles RE 5301.3 et RE 5302.1 doivent:

- 1.1 entrer en vigueur exclusivement le 1<sup>er</sup> janvier;
- 1.2 être notifiées, au moins trois mois à l'avance, au Bureau international, qui les communique à toutes les Administrations au moins deux mois avant la date fixée sous 1.1.

**Article RE 5308**

**Paiement des frais de transport aérien**

1. Les frais de transport aérien relatifs aux dépêches-avion sont payables à la compagnie aérienne qui en assure le transport pour une partie ou la totalité du parcours.

2. Par dérogation à cette règle, les frais de transport peuvent être payés à l'Administration du pays dont relève la compagnie aérienne qui a assuré le transport des dépêches-avion, sous réserve d'un accord entre la compagnie aérienne intéressée et l'Administration concernée.

3. Les frais relatifs au transport aérien des envois prioritaires et des envois-avion en transit à découvert sont payés à l'Administration qui assure le réacheminement de ces envois.

4. A moins que d'autres dispositions n'aient été prises, les frais de transport des dépêches-avion transbordées directement entre deux compagnies aériennes différentes sont réglés par l'Administration d'origine:

- 4.1 soit au premier transporteur, qui est alors chargé de rémunérer le transporteur suivant;
- 4.2 soit à chaque transporteur intervenant dans le transbordement.

## Article RE 5309

### Frais de transport aérien des dépêches ou des sacs déviés ou mal acheminés

1. L'Administration d'origine d'une dépêche déviée en cours de route doit payer les frais de transport de cette dépêche relatifs aux parcours réellement suivis.
2. Elle règle les frais de transport jusqu'à l'aéroport de déchargement initialement prévu sur le bordereau de livraison CN 38 lorsque:
  - 2.1 la voie d'acheminement réelle n'est pas connue;
  - 2.2 les frais pour les parcours réellement suivis n'ont pas encore été réclamés;
  - 2.3 la déviation est imputable à la compagnie aérienne ayant assuré le transport.
3. Les frais supplémentaires résultant des parcours réellement suivis par la dépêche déviée sont remboursés dans les conditions suivantes:
  - 3.1 par l'Administration dont les services ont commis l'erreur d'acheminement;
  - 3.2 par l'Administration qui a perçu les frais de transport versés à la compagnie aérienne ayant effectué le débarquement en un lieu autre que celui qui est indiqué sur le bordereau de livraison CN 38.
4. Les dispositions prévues sous 1 à 3 sont applicables par analogie lorsqu'une partie seulement d'une dépêche est débarquée à un aéroport autre que celui qui est indiqué sur le bordereau CN 38.
5. L'Administration d'origine d'une dépêche ou d'un sac mal acheminé par suite d'une erreur d'étiquetage doit payer les frais de transport relatifs à tout le parcours aérien, conformément à l'article 52.1.1 de la Convention.

#### ■ Commentaires

**5309.1** Aux termes de l'accord convenu au sein du Comité de contact IATA/UPU et entériné par le Congrès de Vienne 1964, les compagnies aériennes prennent à leur charge les frais de transport aérien supplémentaires occasionnés par le réacheminement à destination du courrier débarqué en un lieu autre que celui indiqué sur le bordereau CN 38 par suite d'une erreur du service aérien ou de toute autre raison ne résultant pas d'une erreur du service postal.

L'Adm. d'origine des dépêches déviées paie normalement les frais de transport de cette dépêche jusqu'à l'aéroport de déchargement initialement prévu sur le bordereau CN 38 (ainsi que ceux relatifs aux parcours réellement suivis par la dépêche déviée) et s'adresse par la suite à l'Adm. dont les services ont commis l'erreur d'acheminement pour récupérer les frais supplémentaires. Le Congrès de Hambourg 1984 a limité l'application de cette procédure aux cas particuliers énoncés sous RE 5309.2.

## Article RE 5310

### Frais de transport aérien du courrier perdu ou détruit

1. En cas de perte ou de destruction du courrier par suite d'un accident survenu à l'aéronef ou de toute autre cause engageant la responsabilité de l'entreprise de transport aérien, l'Administration d'origine est exonérée de tout paiement, pour quelque partie que ce soit du trajet de la ligne empruntée, au titre du transport aérien du courrier perdu ou détruit.

■ **Commentaires**

**5310.1** Le terme «aéronef» désigne tout moyen de transport aérien.

Disp. convenue avec l'IATA. La rémunération est due pour le transport aérien des envois perdus ou détruits jusqu'à l'aéroport où ils sont chargés sur l'avion accidenté. Les termes «ou de toute autre cause engageant la responsabilité de l'entreprise de transport aérien» ont pour but de couvrir les cas de perte ou de destruction du courrier par suite d'une négligence ou d'une erreur du service aérien.



## **Chapitre 5**

### **Liaisons télématiques**

#### **Article 54**

##### **Dispositions générales**

- 1. Les Administrations postales peuvent convenir d'établir des liaisons télématiques entre elles et avec d'autres partenaires.**
- 2. Les Administrations postales concernées sont libres de choisir les fournisseurs et les supports techniques (matériel et logiciel informatiques) servant à la réalisation des échanges de données.**
- 3. En concertation avec le fournisseur de services de réseau, les Administrations postales conviennent bilatéralement du mode de paiement de ces services.**
- 4. Les Administrations postales ne sont ni financièrement ni juridiquement responsables si une autre Administration ne s'acquitte pas des paiements dus au titre des services liés à l'exécution d'échanges télématiques.**

#### **Article RE 5401**

##### **Généralités concernant les liaisons télématiques**

- 1. Les Administrations postales sont tenues d'observer les normes agréées au niveau international pour assurer la compatibilité des systèmes.**
- 2. Le Bureau international publie, tient à jour et actualise un guide de conception des messages de l'UPU et un manuel de l'utilisateur de l'UPU, à l'intention des Administrations postales.**
- 3. Dans leurs échanges de données avec d'autres Administrations postales et des partenaires extérieurs, les Administrations postales utilisent des messages mis au point dans le cadre de l'UPU et publiés par le Bureau international dans le Guide de conception des messages de l'UPU, si ces messages se prêtent aux échanges qu'elles souhaitent faire. Les messages élaborés par d'autres organisations peuvent également être utilisés, après avoir été approuvés par l'UPU et publiés dans le Guide de conception des messages.**
- 4. Les Administrations postales sont tenues de se conformer aux spécifications opérationnelles et techniques décrites dans le Manuel de l'utilisateur de l'UPU, qui définit les procédures d'échange de données.**

5. Le Bureau international publie régulièrement une liste de documents et de guides traitant des liaisons télématiques et les met sur demande à la disposition des Administrations assurant des services télématiques.

■ **Commentaires**

**5401.3** Le Congrès de Washington a recommandé à toutes les Adm. d'appliquer les règles de syntaxe des messages EDIFACT, ainsi que les mises à jour qui leur seront apportées ultérieurement, pour la rédaction des messages électroniques à échanger entre les Adm. et la douane, les transporteurs ou autres partenaires commerciaux (recommandation C 36/1989).

Le Congrès de Washington a également recommandé à toutes les Adm. d'utiliser les noms, les descriptions et les modes de représentation des éléments de données figurant dans le Répertoire d'éléments de données commerciales de l'ONU, ainsi que les mises à jour qui seront apportées ultérieurement à ce répertoire, dans les échanges de données avec la douane ainsi qu'avec les transporteurs ou autres partenaires commerciaux (recommandation C 37/1989).

La définition de «partenaire extérieur» adoptée par le Groupe normatif technique (GNT) de la Comm. 7 du CEP est la suivante: «une organisation qui collabore avec une ou plusieurs Administrations dans la prestation de services postaux au public (p. ex. compagnies aériennes)».

## Article RE 5402

### Règles de paiement des liaisons télématiques

1. Les Administrations postales décident du mode de paiement des services de réseau en choisissant l'une des trois procédures décrites ci-après:

- 1.1 l'Administration émettrice ne paie que pour les messages qu'elle envoie;
- 1.2 l'Administration réceptrice paie pour les messages qu'elle reçoit;
- 1.3 les Administrations émettrices et réceptrices s'accordent pour partager de façon égale le coût de transmission et de réception des messages.

2. Au cas où deux Administrations ne pourraient convenir d'un mode de paiement pour les services de réseau, c'est le mode décrit sous 1.1 qui s'applique automatiquement, à moins que ces deux Administrations puissent parvenir à un accord bilatéral concernant un tout autre mode de paiement.



## Chapitre 6

### Dispositions diverses

#### Article 55

##### Règlement des comptes

1. Les règlements, entre les Administrations postales, des comptes internationaux provenant du trafic postal peuvent être considérés comme transactions courantes et effectués conformément aux obligations internationales usuelles des Pays-membres intéressés, lorsqu'il existe des accords à ce sujet. En l'absence d'accords de ce genre, ces règlements de compte sont effectués conformément aux dispositions du Règlement.

#### Article RE 5501

##### Etablissement et liquidation des comptes

1. Sauf pour le cas des comptes CN 51 et CN 52, qui sont établis selon l'article RE 5306, chaque Administration établit ses comptes et les soumet à ses correspondants, en double expédition. L'un des exemplaires acceptés, éventuellement modifié ou accompagné d'un état des différences, est renvoyé à l'Administration créancière. Ce compte sert de base pour l'établissement, le cas échéant, du décompte final entre les deux Administrations.

2. Dans le montant de chaque compte établi en DTS sur les formules CN 02, CN 03, CN 48, CN 51, CN 52, CN 57, CN 61, CN 62, CN 63 et CN 64, il est fait abandon des décimales dans le total ou le solde. Les différences dans les comptes inscrits sur les formules énumérées ci-dessus ne sont pas prises en considération si elles ne dépassent pas au total 9,80 DTS par compte.

3. Les Administrations postales ont la faculté de régler leurs comptes soit bilatéralement, soit par le biais du système de compensation multilatérale du Bureau international, soit par tout autre système de liquidation des comptes.

4. L'Administration créancière choisit les modalités de liquidation, après consultation de l'Administration débitrice. En cas de désaccord, c'est toujours le choix de l'Administration créancière qui prévaut.

#### ■ Commentaires

**5501.2** Par sa recommandation C 65/Tokyo 1969, le Congrès a invité les Adm. à adopter uniformément, dans les écritures comptables, la présentation des chiffres suivante:

2 123 456,78 lorsqu'il y a des décimales;  
2 123 456 lorsqu'il n'y a pas de décimales.

Dans les doc établis en langue anglaise, la virgule est généralement remplacée par un point.

Il ne peut pas être fait abandon des décimales dans le total ou le solde figurant sur les autres form. comptables. Il faut entendre par comptes, au sens de l'art. RE 5501.2, uniquement les form. qui y sont expressément citées et qui servent au règlement d'une somme due.

Par sa recommandation C 82/Séoul 1994, le Congrès a recommandé aux Adm. d'éviter dans la mesure du possible de remplir à la main les doc comptables qui doivent être transmis aux autres Adm., mais d'utiliser dans ce but des machines à écrire ou imprimantes d'ordinateur afin d'assurer la lisibilité de ces doc.

#### Article RE 5501bis

##### Liquidation des comptes par l'intermédiaire du Bureau international

1. La liquidation des comptes par l'intermédiaire du système de compensation du Bureau international s'effectue conformément aux dispositions suivantes.
  - 1.1 La participation au système de compensation du Bureau international est ouverte aux Administrations postales ou aux services de ces Administrations. Dans ce dernier cas, les Administrations doivent annoncer quels sont les services qui sont autorisés à en bénéficier. La participation d'autres catégories de partenaires est soumise à l'approbation du Conseil d'exploitation postale.
  - 1.2 Le créancier notifie au Bureau international les montants à régler par chaque débiteur au moyen des relevés récapitulatifs CN 59. Des copies desdites formules sont adressées en même temps aux débiteurs concernés.
  - 1.3 Les litiges survenant entre les participants au sujet des comptes doivent être réglés directement entre les participants concernés.
  - 1.4 Le paiement des créances doit s'effectuer conformément aux articles RE 5502 et RE 5503.
  - 1.5 Si le débiteur ne s'acquitte pas de son paiement dans le délai fixé à l'article RE 5503.9, le créancier lui envoie un rappel, en fixant l'échéance du paiement à un mois. Il envoie une copie de ce rappel au Bureau international. Si les sommes sont restées impayées à l'expiration de ce délai supplémentaire, le créancier informe le Bureau international, qui inclut ces sommes dans l'opération suivante de compensation au crédit du créancier. Dans ce cas, un intérêt cumulé au taux de 6 pour cent par an est facturé jusqu'au règlement total. Le compte de compensation en question, pas plus que ceux des deux années suivantes, ne doit pas, dans la mesure du possible, inclure dans les soldes dus à la suite de l'établissement des tableaux de compensation les montants payables par le participant défaillant au créancier concerné.
  - 1.6 Si un participant ne s'acquitte pas de ses obligations ou s'il commet des erreurs de façon répétitive, le Bureau international prendra des mesures appropriées et en avisera les parties intéressées.

### RELEVÉ RÉCAPITULATIF

CN 59

**Montants inclus dans la compensation multilatérale  
du Bureau international (POST\*Clear)**

**POST\*Clear**

Créancier \_\_\_\_\_ Débiteur \_\_\_\_\_

Note. – Cette formule doit être remplie en caractères d'imprimerie par le créancier, qui transmet ensuite l'original au Bureau international et une copie au débiteur.

[illegible]

Montant total:

**Le créancier:**

Date et signature:

## Article RE 5502

### Païement des créances exprimées en DTS. Dispositions générales

1. Les règles de paiement prévues ci-après sont applicables à toutes les créances exprimées en DTS et nées d'un trafic postal. Les créances peuvent résulter soit de comptes généraux ou bordereaux arrêtés par le Bureau international, soit de décomptes ou relevés établis sans son intervention. Lesdites règles concernent également le règlement des différences, des intérêts ou, le cas échéant, des acomptes.
2. Toute Administration demeure libre de se libérer par acomptes versés d'avance et sur le montant desquels ses dettes sont imputées lorsqu'elles ont été arrêtées.
3. Toute Administration peut régler par compensation des créances postales arrêtées en DTS, à son crédit et à son débit, dans ses relations avec une autre Administration, sous réserve que les délais de paiement soient observés. La compensation peut être étendue d'un commun accord aux créances des services de télécommunication quand les deux Administrations assurent les services postaux et de télécommunication. La compensation avec des créances, résultant de trafics délégués à un organisme ou à une société sous le contrôle d'une Administration postale, ne peut être réalisée si cette Administration s'y oppose.
4. L'inclusion d'un compte de poste aérienne dans un compte général comprenant différentes créances ne doit pas avoir pour résultat de retarder le paiement des frais de transport aérien dus à la compagnie aérienne intéressée.

## Article RE 5503

### Règles de paiement

1. Les créances sont payées dans la monnaie choisie par l'Administration créancière après consultation de l'Administration débitrice. En cas de désaccord, le choix de l'Administration créancière doit prévaloir dans tous les cas. Si l'Administration créancière ne spécifie pas une monnaie particulière, le choix appartient à l'Administration débitrice.
2. Le montant du paiement, tel qu'il est déterminé ci-après dans la monnaie choisie, doit avoir une valeur équivalente à celle du solde du compte exprimé en DTS.
3. Sous réserve des dispositions prévues sous 4, le montant à payer dans la monnaie choisie est établi en convertissant le DTS en monnaie de paiement suivant les dispositions ci-après.
  - 3.1 S'il s'agit de monnaies dont le cours par rapport au DTS est publié par le Fonds monétaire international (FMI), il est appliqué le cours en vigueur la veille du paiement ou la dernière valeur publiée.

- 3.2 S'il s'agit d'autres monnaies de paiement, le montant en DTS est converti, dans un premier temps, dans une monnaie intermédiaire dont la valeur en DTS est publiée chaque jour par le FMI, par application de la dernière valeur publiée de ce cours. Dans un second temps, le résultat ainsi obtenu est converti dans la monnaie de paiement par application du dernier cours coté sur le marché de change du pays débiteur.
- 3.3 Dans le cas de paiements provisoires prévus à l'article RE 5107, les procédures décrites sous 3.1 et 3.2 ci-dessus diffèrent. Ainsi, lorsqu'il s'agit de monnaies dont le cours par rapport au DTS est publié par le Fonds monétaire international, il est appliqué le cours en vigueur le 30 juin de cette année ou le jour ouvrable suivant si le 30 juin est un jour férié; dans le cas prévu sous 3.2, la conversion dans une monnaie intermédiaire s'effectue au dernier cours publié au mois de juin de cette année.
- 3.4 Dans le cas de paiements par le biais du système de compensation du Bureau international prévu à l'article RE 5501, les procédures décrites sous 3.1 et 3.2 ci-dessus diffèrent. Ainsi, lorsqu'il s'agit de monnaies dont le cours par rapport au DTS est publié par le Fonds monétaire international, c'est le taux de change du dernier jour de la période concernée par l'opération de compensation qui s'applique, ou celui du jour ouvrable suivant si le dernier jour de la période est un jour férié. Dans le cas prévu sous 3.2, la conversion dans une monnaie intermédiaire s'effectue au dernier taux publié pour la période concernée.
4. Si, d'un commun accord, l'Administration créancière et l'Administration débitrice ont choisi la monnaie d'un pays qui n'est pas membre du FMI et dont les lois ne permettent pas l'application des dispositions prévues sous 3, les Administrations intéressées s'entendent sur le rapport entre le DTS et la valeur de la monnaie choisie.
5. Pour déterminer l'équivalent d'une monnaie sur le marché officiel des changes ou sur le marché normalement admis, il convient de se fonder sur le cours de clôture applicable dans la majorité des transactions commerciales ou sur le taux le plus récent.
6. A la date du paiement, l'Administration débitrice doit transmettre le montant de la monnaie choisie par un chèque bancaire, un virement ou tout autre moyen acceptable par les deux Administrations. Si l'Administration créancière n'émet pas de préférence, le choix appartient à l'Administration débitrice.
7. Les frais de paiement (droits, frais de clearing, provisions, commissions, etc.) perçus dans le pays débiteur sont à la charge de l'Administration débitrice. Les frais perçus dans le pays créancier, y compris les frais de paiement prélevés par les banques intermédiaires dans les pays tiers, sont à la charge de l'Administration créancière. Lorsque le virement postal en franchise de taxe est utilisé, la franchise est aussi accordée par le bureau d'échange du (ou des) pays tiers qui sert d'intermédiaire entre l'Administration débitrice et l'Administration créancière quand il n'existe pas d'échanges directs entre elles.

8. Si, entre l'envoi du moyen de paiement (chèque, par exemple) et la réception de ce dernier par l'Administration créancière, il se produit une variation de la valeur équivalente de la monnaie choisie, calculée comme il est indiqué sous 3, 4 ou 5, et si la différence résultant de cette variation dépasse 5 pour cent de la valeur de la somme due (calculée à la suite de ladite variation), la différence totale est partagée par moitié entre les deux Administrations.

9. Le paiement doit être effectué aussi rapidement que possible et, au plus tard, avant l'expiration d'un délai de six semaines à partir de la date d'envoi pour les décomptes généraux établis par le Bureau international et de la date d'acceptation ou de notification de l'admission de plein droit pour les autres décomptes et comptes indiquant les sommes ou soldes à régler. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêts à raison de 6 pour cent par an à dater du lendemain du jour d'expiration dudit délai. On entend par paiement l'envoi des fonds ou du titre (chèque, traite, etc.) ou la passation en écritures de l'ordre de virement ou de versement par l'organisme chargé du transfert dans le pays débiteur.

10. Lorsque le paiement est effectué, le chèque, la traite ou l'ordre de virement est accompagné de renseignements concernant l'intitulé, la période, le montant en DTS, le taux de conversion utilisé et la date d'application de ce taux pour chaque compte compris dans la somme totale payée. S'il n'est pas possible que les détails nécessaires accompagnent le titre de paiement, une lettre explicative doit être transmise par avion le jour où le paiement est effectué. L'explication détaillée doit être donnée en français ou dans une langue comprise dans l'Administration où le paiement est effectué.

#### ■ Commentaires

**5503.3.1** Le FMI calcule quotidiennement la valeur d'une cinquantaine de monnaies par rapport au DTS. Chaque jour ouvrable, ces taux sont communiqués par télex à un nombre de banques centrales ou ministères des finances de pays membres du FMI ainsi qu'aux agences de presse (AP, Reuters, Agence France-Presse) et aux journaux financiers spécialisés. De plus, ces taux sont disponibles sur le site Web du FMI: <http://www.imf.int>. Le taux de change de la plupart des monnaies du monde en DTS est publié dans les numéros mensuels de «Statistiques financières internationales». Adresse de l'éditeur: Fonds monétaire international, WASHINGTON DC 20431, ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

La dernière valeur publiée est en principe le taux publié sur le site Web du FMI paru au moment du paiement, étant entendu que les Adm. appliqueront cette disp. avec une certaine souplesse.

**5503.7** Pour que la somme reçue par l'Adm. créancière corresponde exactement au montant des fonds transférés par l'Adm. débitrice, il est nécessaire qu'aucun prélèvement ne soit opéré par l'Adm. du pays tiers qui accepte de servir d'intermédiaire dans leurs échanges réciproques.

## **Article 56**

### **Fourniture de renseignements, publications du Bureau international, conservation des documents, formules**

**1. Les dispositions relatives à la fourniture de renseignements concernant l'exécution du service postal, aux publications du Bureau international, à la conservation des documents et aux formules à utiliser ressortent du Règlement.**

## **Article RE 5601**

### **Renseignements à fournir par les Administrations**

1. Les Administrations doivent communiquer au Bureau international, sur des formules envoyées par celui-ci, les renseignements utiles concernant l'exécution du service postal. Ces renseignements portent notamment sur les questions suivantes:

- 1.1 les décisions prises au sujet de la faculté d'appliquer ou non certaines dispositions générales de la Convention et de son Règlement;
- 1.2 les taxes réduites adoptées en vertu de l'article 8 de la Constitution et l'indication des relations auxquelles ces taxes sont applicables;
- 1.3 les taxes postales intérieures appliquées;
- 1.4 conformément à l'article 42 de la Convention:
  - 1.4.1 les objectifs en matière de qualité de service fixés pour la distribution dans leur pays des envois prioritaires, des envois par avion et des envois non prioritaires et de surface;
  - 1.4.2 les heures limites d'acceptation du courrier international arrivant, à l'aéroport ou à d'autres endroits appropriés;
  - 1.4.3 les heures limites d'acceptation aux bureaux d'échange d'arrivée;
  - 1.4.4 le niveau de service à fournir (par exemple distribution le lendemain dans la capitale ou le surlendemain dans le reste du pays);
- 1.5 les différents taux de transport aérien perçus en vertu des articles RE 5301.3 et 4 et RE 5302.1.1, avec les dates d'application;
- 1.6 les surtaxes aériennes ou les taxes combinées pour les différentes catégories d'envois-avion et pour les différents pays, avec indication des noms des pays pour lesquels le service de courrier non surtaxé est admis.

2. Toutes modifications aux renseignements visés sous 1 doivent être transmises sans retard au Bureau international par la voie la plus rapide. Celles concernant les indications visées sous 1.5 doivent parvenir au Bureau international dans le délai prévu à l'article RE 5307.

3. Les Administrations peuvent s'entendre pour se communiquer directement les informations relatives aux services aériens qui les intéressent, plus spécialement les horaires et les heures limites auxquelles les envois provenant de l'étranger par avion doivent arriver pour atteindre les diverses distributions.

4. Les Administrations des pays participant au service des envois avec valeur déclarée qui assurent des échanges directs se notifient mutuellement, au moyen de tableaux CN 27, les renseignements concernant l'échange de ces envois.

5. Les Administrations doivent fournir au Bureau international deux exemplaires de la documentation qu'elles publient tant sur le service intérieur que sur le service international. Elles fournissent également, dans la mesure du possible, les autres ouvrages publiés dans leur pays et concernant le service postal.

#### ■ Commentaires

**5601.1** Détail des renseignements à fournir au BI par les Adm.:

- la mention adoptée, par application de l'art. RE 1302.2.1 et 3.1, pour indiquer que l'affranchissement a été payé;
- les frais de transport extraordinaire perçus en vertu de l'art. RE 4802.1 ainsi que la nomenclature des pays auxquels s'appliquent ces frais et, s'il y a lieu, la désignation des services qui en motivent la perception;
- le tarif des taxes d'assurance applicable aux envois avec valeur déclarée, en conformité de l'art. 18.5 de la Conv.;
- le max. jusqu'à concurrence duquel est admise la déclaration de valeur par les voies de surface et aérienne;
- le cas échéant, la liste des bureaux qui participent au service des envois avec valeur déclarée;
- le cas échéant, les services maritimes ou aériens réguliers, utilisés pour le transport des envois ordinaires de la poste aux lettres, qui peuvent être affectés, avec garantie de responsabilité, au transport des envois avec valeur déclarée;
- la liste des bureaux d'échange chargés du traitement de la poste aux lettres avec les renseignements concernant la dénomination exacte et l'adresse de chaque bureau, ainsi que leurs n°s de téléphone, télex et téléfax, dans la mesure où ils sont disponibles;
- les renseignements tenus à jour, énoncés de façon claire, précise et détaillée, concernant les prescriptions douanières ou autres ainsi que les interdictions ou restrictions réglant l'importation et le transit des envois postaux dans leurs services;
- le nombre de déclarations en douane éventuellement exigé pour les envois soumis au contrôle douanier à destination de leur pays et les langues dans lesquelles ces déclarations ou les étiquettes «Douane» peuvent être rédigées;
- la liste des distances kilométriques pour les parcours territoriaux suivis dans leur pays par les dépêches en transit;
- la liste des services de transport en partance de leur pays et utilisés pour le transport des dépêches de surface (y compris des dépêches S.A.L.), avec indication des localités de départ, des localités de destination, des types de services, de la périodicité, de la durée de transport, des limitations de capacité, des catégories de courrier pour lesquelles le transit à découvert est offert, des frais de transport par kg et, si les frais ne sont pas payables à l'Adm. du pays de départ, des observations nécessaires à ce sujet.

En matière de service postal aérien, chaque Adm. doit communiquer au BI:

- les régions et les villes principales sur lesquelles les dépêches ou les envois-avion originaires de l'étranger sont réexpédiés par des services aériens internes;
- le taux, par kg, des frais de transport aérien, calculé selon l'art. RE 5301.2, et sa date d'application;
- les décisions prises au sujet de l'application de certaines disp. facultatives concernant la poste aérienne, y compris leur accord quant à la réception de dépêches contenues dans des enveloppes CN 28;
- les taux, par kg, des frais de transport aérien qu'elle perçoit directement selon l'art. RE 5308.2, et leur date d'application;
- le taux, par kg, des frais de transport aérien des dépêches-avion en transit entre deux aéroports d'un même pays, fixé selon l'art. RE 5301.4, et sa date d'application;
- les pays pour lesquels elle forme des dépêches-avion;
- les bureaux effectuant le transbordement des dépêches-avion en transit d'une ligne aérienne à une autre et le min. de temps nécessaire pour les opérations du transbordement des dépêches-avion;
- la liste de ses bureaux d'échange chargés du service postal aérien, avec les renseignements concernant la dénomination exacte de chaque bureau, ainsi que leurs n°s de téléphone, télex et téléfax;



- les indications concernant les services du courrier de surface transporté par la voie aérienne (S.A.L.) assurés en vertu de l'art. 43.3 de la Conv.;
- les taux de transport aérien fixés pour le réacheminement des envois prioritaires et des envois-avion reçus à découvert selon le système des tarifs moyens prévu à l'art. RE 5302.1.1, et leur date d'application;
- les surtaxes aériennes ou les taxes combinées pour les envois prioritaires ou les différentes catégories d'envois-avion et pour les différents pays, avec indication des noms des pays pour lesquels le service de courrier non surtaxé est admis;
- le cas échéant, les taxes spéciales de réexpédition ou de renvoi à l'origine fixées selon les art. 27.3 et 28.3 de la Conv.

Les Adm. sont invitées à fournir au BI les renseignements demandés six mois au moins avant l'entrée en vigueur de la Conv.

Les renseignements dont il s'agit font, d'une manière générale, l'objet des publications du BI prévues à l'art. RE 5602. Quant aux renseignements de caractère exceptionnel ou particulier, ils sont publiés, dans chaque cas, par voie de circ.

En règle générale, tous faits intéressant le service postal international ou déterminant les relations postales entre les territoires des Pays-membres devraient être portés à la connaissance des Adm. de l'UPU par l'intermédiaire du BI. Si on ne les lui notifie pas ou si ces notifications ont lieu d'une manière irrégulière, le BI sera dans l'impossibilité de rendre les services que l'on pourrait en attendre.

## Article RE 5602

### Publications du Bureau international

1. Le Bureau international publie, d'après les informations fournies en vertu de l'article RE 5601, un recueil officiel des renseignements d'intérêt général relatifs à l'exécution, dans chaque Pays-membre, de la Convention et de son Règlement. Il publie également des recueils analogues se rapportant à l'exécution des Arrangements et de leurs Règlements, d'après les informations fournies par les Administrations intéressées en vertu des dispositions correspondantes du Règlement d'exécution de chacun des Arrangements.

2. Il publie, en outre, au moyen des éléments fournis par les Administrations et, éventuellement, par les Unions restreintes en ce qui concerne 2.1 ou par l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne 2.5:

- 2.1 une liste des adresses, des chefs et des fonctionnaires supérieurs des Administrations postales et des Unions restreintes;
- 2.2 une nomenclature internationale des bureaux de poste;
- 2.3 un recueil de transit contenant:
  - 2.3.1 une liste des distances kilométriques afférentes aux parcours territoriaux des dépêches en transit;
  - 2.3.2 une liste des services de transit offerts pour le courrier de surface (y compris le courrier S.A.L.);
- 2.4 un recueil des équivalents;
- 2.5 une liste des objets interdits, où sont également cités les stupéfiants tombant sous le coup des traités multilatéraux sur les stupéfiants ainsi que les définitions des marchandises dangereuses interdites pour le transport par la poste, établies par l'Organisation de l'aviation civile internationale;
- 2.6 un recueil des taxes intérieures des Administrations postales;
- 2.7 les données statistiques des services postaux (intérieur et international);

- 2.8 des études, des avis, des rapports et autres exposés relatifs au service postal;
  - 2.9 les trois catalogues ci-après:
    - 2.9.1 Catalogue de la bibliothèque du Bureau international (contenant la liste des ouvrages acquis par la bibliothèque);
    - 2.9.2 Catalogue de la périodicothèque du Bureau international (contenant la liste des périodiques reçus au Bureau international);
    - 2.9.3 Catalogue de la cinémathèque du Bureau international (contenant la liste des films que le Bureau international peut prêter aux Administrations postales);
  - 2.10 un fichier de l'équipement postal;
  - 2.11 une liste générale des services aéropostaux (dite «Liste CN 68»);
  - 2.12 une liste des distances aéropostales, établie en coopération avec les transporteurs aériens.
3. Il publie aussi:
- 3.1 les Manuels de la Convention, de l'Arrangement concernant les colis postaux et des Arrangements concernant les services financiers postaux;
  - 3.2 les autres Actes de l'UPU annotés par le Bureau international;
  - 3.3 le Vocabulaire polyglotte du service postal international.

4. Les modifications apportées aux diverses publications énumérées sous 1 à 3 sont notifiées par circulaire, bulletin, supplément ou autre moyen convenable. Toutefois, les modifications aux publications visées sous 2.11 et 2.12 ainsi que la date de mise en vigueur de ces modifications sont portées à la connaissance des Administrations par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface), dans les moindres délais et sous la forme la mieux appropriée.

■ **Commentaires**

**5602.1** Les recueils de renseignements d'intérêt général sont appelés communément Recueil de la Conv., Recueil des colis postaux et Recueil des services financiers postaux.

**5602.2.2** L'édition 1997 de cette publication est diffusée sous le nom «Liste postale universelle des localités».

**5602.2.4** Le CE 1993 a décidé d'arrêter cette publication.

**5602.2.6** Le CE 1993 a décidé d'arrêter cette publication.

**5602.2.10** Cette publication est diffusée sous le nom «Liste des fournisseurs d'équipement et de matériel postal».

## Article RE 5603

### Distribution des publications

- 1. Les publications éditées par le Bureau international sont distribuées aux Administrations selon les règles suivantes.
  - 1.1 Toutes les publications, à l'exception de celle qui est visée sous 1.2, sont distribuées en trois exemplaires, dont un dans la langue officielle. Les deux autres sont remis soit dans la langue officielle, soit dans la langue demandée selon l'article 108 du Règlement général.

- 1.2 La revue «Union Postale» est distribuée dans la proportion du nombre d'unités contributives assignées à chaque Administration par application de l'article 126 du Règlement général.
2. Au-delà du nombre d'exemplaires distribués à titre gratuit en vertu des règles prévues sous 1, les Administrations peuvent acquérir les publications du Bureau international au prix de revient.
3. Les publications éditées par le Bureau international sont également transmises aux Unions restreintes.

#### Article RE 5604

##### Adresses télégraphiques

1. Pour les communications télégraphiques qu'elles échangent entre elles, les Administrations font usage des adresses télégraphiques suivantes:
  - 1.1 «Postgen» pour les télégrammes destinés aux Administrations centrales;
  - 1.2 «Postbur» pour les télégrammes destinés aux bureaux de poste;
  - 1.3 «Postex» pour les télégrammes destinés aux bureaux d'échange.
2. Ces adresses télégraphiques sont suivies de l'indication de la localité de destination et, s'il y a lieu, de toute autre précision jugée nécessaire.
3. L'adresse télégraphique du Bureau international est «UPU Berne».
4. Les adresses télégraphiques indiquées sous 1 et 3 et complétées selon le cas par l'indication du bureau expéditeur servent également de signature des communications télégraphiques.

##### ■ Commentaires

**5604.1.1** Pour les cas spéciaux, v. Liste des adresses, des chefs et des fonctionnaires supérieurs des Administrations postales, du Bureau international et des Unions restreintes, publiée par le BI.

**5604.4** L'attention des Adm. est attirée sur l'opportunité de signaler leurs adresses télégraphiques aux services télégraphiques de leur pays.

#### Article RE 5605

##### Délai de conservation des documents

1. Les documents du service international doivent être conservés pendant une période minimale de dix-huit mois à partir du lendemain de la date à laquelle ces documents se réfèrent. Cependant, si les documents sont reproduits sur microfilm, microfiche ou un support analogue, ils peuvent être détruits dès qu'il est constaté que la reproduction est satisfaisante.

2. Les documents concernant un litige ou une réclamation doivent être conservés jusqu'à liquidation de l'affaire. Si l'Administration réclamante, régulièrement informée des conclusions de l'enquête, laisse s'écouler six mois à partir de la date de la communication sans formuler d'objections, l'affaire est considérée comme liquidée.

#### Article RE 5606

##### Formules

1. Les formules doivent être conformes aux modèles ci-annexés.
2. Les textes, couleurs et dimensions des formules ainsi que d'autres caractéristiques telles que l'emplacement réservé pour l'inscription du code à barres doivent être ceux que prescrit le présent Règlement.
3. Les formules à l'usage du public doivent comporter une traduction interlinéaire en langue française lorsqu'elles ne sont pas imprimées en cette langue.
4. Les formules à l'usage des Administrations postales pour leurs relations réciproques doivent être rédigées en langue française, avec ou sans traduction interlinéaire, à moins que les Administrations intéressées n'en disposent autrement par une entente directe.
5. Les formules ainsi que leurs copies éventuelles doivent être remplies de manière telle que les inscriptions soient parfaitement lisibles. La formule originale est transmise à l'Administration concernée ou à la partie la plus intéressée.

#### | Prot. Article RE X

##### Formules

1. Par dérogation à l'article RE 5606.2, les Administrations postales de l'Allemagne, de l'Amérique (Etats-Unis), du Brésil, de la Hongrie (Rép.) et du Luxembourg peuvent modifier les dimensions et le format de la formule CN 07.

#### ■ Commentaires

**5606** Le Congrès, par sa résolution C 13/Séoul 1994, a approuvé un nouv. principe de numérotation des form. qui consiste à:

- 1° regrouper les anc. séries des form. «C», «AV» et «VD» de la Conv. en une seule série avec la dénomination «CN 1 à CN XX», sans adjonction de «bis», «ter» et «S», où les n<sup>os</sup> «XX» correspondent à un n<sup>o</sup> d'ordre spécifique indiquant l'ordre dans lequel les form. apparaissent dans les Actes de l'Union;
- 2° introduire une certaine flexibilité dans la nouv. numérotation des form.; deux n<sup>os</sup> libres par dizaine ont été réservés; ils pourront être ultérieurement utilisés, en cas d'introduction d'une nouv. form., sans aucun changement de la numérotation des form. existantes;
- 3° garder l'indication de l'anc. n<sup>o</sup> au-dessous du nouv. n<sup>o</sup>, en petits caractères et entre parenthèses, pour toutes les form. pendant une période transitoire jusqu'en 2001.

**5606.1** Les modèles de form. sont reproduits sur feuilles volantes dans le Formulaire de l'UPU, publié par le BI. L'impression des form. par les Adm. est ainsi facilitée.

Afin de faciliter le déroulement des opérations postales et de garantir la bonne conservation de tous les doc du service postal pendant leur délai de garde, il est recommandé aux Adm. intéressées d'utiliser du matériel de bonne qualité pour leur confection (vœu C 78/Hamburg 1984).

Par sa recommandation C 31/Washington 1989, le Congrès a recommandé aux Adm. de choisir un papier aussi écologique que possible pour les imprimés utilisés dans les services postaux. Le terme «écologique» signifie surtout que ce papier n'est pas blanchi au chlore (c'est-à-dire gaz chlorure, hypochlorite ou peroxyde de chlore). Le blanchiment au chlore provoque l'émission de polluants particulièrement dangereux; il constitue également un gaspillage d'énergie et augmente de 10 à 15 pour cent le coût de production du papier.

**5606.2** Si possible, les form. doivent être imprimées en vert sur du papier de couleur ivoire, sauf celles pour lesquelles la Conv. et les Arr. prescrivent des couleurs déterminées.

**5606.5** Les Adm. doivent éviter dans la mesure du possible de remplir à la main les doc comptables qui doivent être transmis aux autres Adm., mais utiliser dans ce but des machines à écrire ou imprimantes d'ordinateur afin d'assurer la lisibilité de ces doc (recommandation C 82/Séoul 1994).

## Article RE 5607

### Formules à l'usage du public

1. En vue de l'application de l'article RE 5606.3, sont considérées comme formules à l'usage du public les formules:

CN 01 (Coupon-réponse international);

CN 07 (Avis de réception/de livraison/de paiement/d'inscription);

CN 08 (Réclamation);

CN 11 (Bulletin d'affranchissement);

CN 14 (Enveloppe collectrice);

CN 17 (Demande de retrait, de modification ou de correction d'adresse, d'annulation ou de modification du montant du remboursement);

CN 22 (Etiquette «Douane»);

CN 23 (Déclaration en douane).



## Quatrième partie

### Service EMS

#### Article 57

##### Service EMS

1. Le service EMS constitue le plus rapide des services postaux par moyens physiques. Il consiste à collecter, à transmettre et à distribuer dans des délais très courts des correspondances, des documents ou des marchandises.
2. Le service EMS est réglementé sur la base d'accords bilatéraux. Les aspects qui ne sont pas expressément régis par ces derniers sont soumis aux dispositions appropriées des Actes de l'Union.
3. Ce service est, dans la mesure du possible, identifié par un logotype du modèle ci-après composé des éléments suivants:
  - une aile orange;
  - des lettres EMS en bleu;
  - trois bandes horizontales orange.

Le logotype peut être complété par le nom du service national.



4. Les tarifs inhérents au service sont fixés par l'Administration d'origine compte tenu des coûts et des exigences du marché.

#### ■ Commentaires

57.1 Des disp. supplémentaires concernant le service EMS figurent dans la résolution C 48 du Congrès de Séoul 1994, reproduite dans le Recueil opérationnel EMS, publié par le BI.

#### Article RE 5701

##### Exploitation du service EMS

1. En vue de préserver le réseau EMS, et si les circonstances l'exigent, une Administration a la possibilité d'assurer le service EMS avec le concours de sociétés privées opérant dans un autre pays, sous réserve du respect de la législation interne de ce pays.

#### ■ Commentaires

5701.1 Le terme «circonstances» s'applique en particulier à la situation où le service EMS n'est pas assuré dans les pays de destination.





## **Cinquième partie**

### **Dispositions finales**

#### **Article 58**

##### **Engagements relatifs aux mesures pénales**

- 1. Les Gouvernements des Pays-membres s'engagent à prendre, ou à proposer aux pouvoirs législatifs de leur pays, les mesures nécessaires:**
  - 1.1 pour punir la contrefaçon des timbres-poste, même retirés de la circulation, et des coupons-réponse internationaux;**
  - 1.2 pour punir l'usage ou la mise en circulation:**
    - 1.2.1 de timbres-poste contrefaits (même retirés de la circulation) ou ayant déjà servi, ainsi que d'empreintes contrefaites ou ayant déjà servi de machines à affranchir ou de presses d'imprimerie;**
    - 1.2.2 de coupons-réponse internationaux contrefaits;**
  - 1.3 pour interdire et réprimer toutes opérations frauduleuses de fabrication et de mise en circulation de vignettes et timbres en usage dans le service postal, contrefaits ou imités de telle manière qu'ils pourraient être confondus avec les vignettes et timbres émis par l'Administration postale d'un des Pays-membres;**
  - 1.4 pour empêcher et, le cas échéant, punir l'insertion de stupéfiants et de substances psychotropes, de même que de matières explosibles, inflammables ou d'autres matières dangereuses, dans des envois postaux en faveur desquels cette insertion ne serait pas expressément autorisée par la Convention et les Arrangements.**



## **Article 59**

### **Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et son Règlement d'exécution**

- 1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Convention et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant. La moitié au moins des Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.**
- 2. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil d'exploitation postale pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale.**
- 3. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la présente Convention doivent réunir:**
  - 3.1 les deux tiers des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres de l'Union ayant répondu à la consultation, s'il s'agit de modifications aux articles premier à 7 (première partie), 8 à 11, 13, 16 à 18, 20, 24 à 26, 34 à 38 (deuxième partie), 43.2, 44 à 51, 55 (troisième partie), 58 à 60 (cinquième partie) de la Convention, et à tous les articles de son Protocole final;**
  - 3.2 la majorité des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres de l'Union ayant répondu à la consultation, s'il s'agit de modifications de fond à des dispositions autres que celles qui sont mentionnées sous 3.1;**
  - 3.3 la majorité des suffrages s'il s'agit:**
    - 3.3.1 de modifications d'ordre rédactionnel aux dispositions de la Convention autres que celles qui sont mentionnées sous 3.1;**
    - 3.3.2 de l'interprétation des dispositions de la Convention et de son Protocole final.**
- 4. Nonobstant les dispositions prévues sous 3.1, tout Pays-membre dont la législation nationale est encore incompatible avec la modification proposée a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette modification, dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date de notification de celle-ci.**



**Article 60**

**Mise à exécution et durée de la Convention**

1. La présente Convention sera mise à exécution le 1<sup>er</sup> janvier 1996 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé la présente Convention en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

**Fait à Séoul, le 14 septembre 1994.**

**Article RE 6001**

**Mise à exécution et durée du Règlement**

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de la Convention postale universelle.

2. Il aura la même durée que cette Convention, à moins que le Conseil d'exploitation postale n'en décide autrement.

**Fait à Berne, le 16 février 1995.**



## **Autres décisions en relation avec la Convention et son Règlement d'exécution**

### **Décision C 9/Séoul 1994**

#### **Frais de traitement des envois par avion en transit**

Le Congrès,

ayant accepté

le principe de la rémunération de l'Administration de transit pour lui permettre de couvrir les frais de traitement des dépêches-avion en transit par l'intermédiaire de cette dernière,

*charge*

le Conseil d'exploitation postale:

- de fixer après étude le taux adéquat;
- d'établir les modalités d'application à faire figurer dans le Règlement d'exécution.

(Proposition 20. 46.91, Commission 4, 1<sup>re</sup> séance)

### **Résolution C 12/Séoul 1994**

#### **Etablissement et mise en œuvre de la nouvelle édition de la Liste des objets interdits de l'UPU**

Le Congrès,

prenant note

des travaux en cours visant à préparer et à mettre en œuvre une nouvelle édition de la Liste des objets interdits de l'UPU se basant sur un nouveau modèle approuvé par le Congrès de Washington 1989,

convaincu

de la nécessité de mettre à la disposition des Administrations postales des Pays-membres de l'UPU cette nouvelle Liste afin de faciliter l'exécution des processus d'exploitation des services postaux internationaux,

conscient

de l'opportunité de l'informatisation de certaines publications de l'UPU, y compris celle de la Liste des objets interdits de l'UPU,

*invite*

les Administrations postales des Pays-membres de l'Union à:

- établir dans les meilleurs délais la liste de leurs objets interdits sur la base du modèle approuvé par le Congrès de Washington 1989 et avec le concours de leur administration douanière;
- communiquer leur propre liste au Bureau international afin de préparer et de rendre possible une nouvelle édition de la Liste des objets interdits au sein de l'UPU qui regroupe les données concernant le plus grand nombre de Pays-membres de l'Union,

*charge*

le Bureau international de l'UPU de continuer les travaux visant à l'établissement de la nouvelle édition de la Liste des objets interdits,

*charge*

le Conseil d'exploitation postale, avec le concours du Bureau international:

- d'étudier les possibilités d'informatisation de la nouvelle présentation de la Liste des objets interdits;
- de réaliser, le cas échéant, les travaux d'informatisation de cette Liste.

(Proposition 20. 0.10, Commission 4, 2<sup>e</sup> séance)

### **Résolution C 13/Séoul 1994**

#### **Application d'un nouveau principe de numérotation des formules**

Le Congrès,

prenant note

des résultats de l'étude du CE sur la rationalisation des formules de l'UPU (CE 1993/C 4 – Doc 4a),

considérant

que les impacts issus de la suppression de certaines dispositions de la Convention (Washington 1989), des propositions de fusion et de suppression de certaines formules et des travaux du CE sur la refonte des Actes remettront en cause ou même perturberont la numérotation successive des formules de l'UPU,

conscient

de la nécessité d'harmoniser dans la mesure du possible la présentation des textes refondus des Actes de l'Union,



*charge*

le Conseil d'exploitation postale d'appliquer le nouveau principe de numérotation des formules de l'UPU, qui consiste à:

- 1° regrouper les séries actuelles des formules «C», «AV» et «VD» de la Convention en une seule série avec la dénomination «CN 1 à CN XX» sans adjonction de «bis», «ter» et «S», où les numéros «XX» correspondront à un numéro d'ordre spécifique indiquant l'ordre dans lequel les formules apparaîtront dans les futurs Actes de l'Union;
- 2° introduire une certaine flexibilité dans la nouvelle numérotation des formules; deux numéros libres par dizaine ont été réservés; ils pourraient être ultérieurement utilisés, en cas d'introduction d'une nouvelle formule, sans aucun changement de la numérotation des formules existantes;
- 3° garder l'indication de l'ancien numéro au-dessous du nouveau numéro, en petits caractères et entre parenthèses, pour toutes les formules pendant une période transitoire jusqu'en 2001,

*charge*

en conséquence le Bureau international:

- d'adapter les textes des Actes refondus à la suite de l'application du nouveau principe de numérotation des formules;
- de procéder à une nouvelle numérotation des formules dans l'étape ultime du projet, lorsque le nouveau texte des Actes refondus aura été adopté par le Congrès.

(Proposition 20. 0.13, Commission 4, 2<sup>e</sup> séance)

**Recommandation C 14/Séoul 1994**

**Achèvement des travaux sur la rationalisation des formules de l'UPU**

Le Congrès,

ayant pris connaissance avec satisfaction

du résultat de l'étude du CE concernant la rationalisation des formules de l'UPU,

relevant

l'importance des objectifs prescrits par la décision C 84 du Congrès de Washington 1989, visant à limiter le nombre des formules de l'UPU, à les simplifier et à les adapter aux nouvelles technologies,

reconnaissant

que les décisions finales des débats sur les problèmes généraux de l'exploitation postale, essentiellement sur la mise en place d'un nouveau système des frais terminaux, et d'autres propositions au Congrès pourraient entraîner de nombreuses modifications des formules,

considérant

qu'il est préférable, dans ces conditions, que l'adaptation des formules soit effectuée d'une façon cohérente immédiatement après le Congrès,

*recommande*

- que les travaux sur la rationalisation des formules de l'UPU soient poursuivis après le Congrès jusqu'à la première session du Conseil d'exploitation postale, dans le but d'adapter les formules de l'UPU en fonction des décisions du Congrès;
- que cette tâche soit confiée au pays rapporteur de l'étude effectuée précédemment par le CE, assisté par le Bureau international;
- que la rationalisation des formules continue à être étudiée par le Conseil d'exploitation postale, notamment en ce qui concerne l'utilisation des codes à barres dynamiques.

(Proposition 20. 0.12, Commission 4, 2<sup>e</sup> séance)

### **Résolution C 15/Séoul 1994**

#### **Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU (Conseil de coopération douanière<sup>1</sup>/Union postale universelle)**

Le Congrès,

vu

le résultat positif des travaux effectués par le Comité de contact CCD/UPU,

estimant

que les efforts visant à accélérer et à simplifier le traitement douanier des envois postaux doivent être poursuivis,

tenant compte

de questions dont l'étude doit être développée,

considérant

que la collaboration qui s'est instaurée depuis 1965 entre l'UPU et le CCD sert les intérêts bien compris de chacune des deux organisations,

*autorise*

le Conseil d'exploitation postale à reconstituer le Comité de contact CCD/UPU en vue de poursuivre l'étude des problèmes communs.

(Proposition 20. 0.17, Commission 4, 2<sup>e</sup> séance)

<sup>1</sup> Le Conseil de coopération douanière est devenu l'Organisation mondiale des douanes.

**Résolution C 20/Séoul 1994**

**Reconstitution du Comité de contact Editeurs/UPU**

Le Congrès,

ayant pris acte  
des résultats des travaux du Comité de contact Editeurs/UPU,

estimant

que les efforts visant à moderniser et à simplifier la réglementation relative aux imprimés doivent être poursuivis,

tenant compte

de questions dont l'étude doit être développée,

estimant

que la collaboration instaurée entre l'UPU et les Editeurs sert l'intérêt des deux organisations,

considérant

que les relations entre les deux organisations devraient prendre une orientation plus commerciale,

*autorise*

le Conseil d'exploitation postale à reconstituer le Comité de contact Editeurs/UPU en vue de poursuivre l'étude des problèmes communs.

(Commission 4, 3<sup>e</sup> séance)

**Résolution C 29/Séoul 1994**

**Notification des Pays-membres au Bureau international au sujet de la désignation de la ou des entités devant assumer la responsabilité de remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements et notification de la séparation des activités réglementaires des activités commerciales et opérationnelles, dans le cas des pays qui appliquent cette séparation aux services postaux**

Le Congrès,

tenant compte

du fait que l'on assiste, dans un nombre de plus en plus grand de pays, à une séparation entre le pouvoir exercé par le gouvernement sur les services postaux et la gestion proprement commerciale et opérationnelle de ces services, le premier organe prenant souvent le nom de «régulateur» et le second celui d'«opérateur public»,

considérant

le cas où un Pays-membre déciderait de désigner plusieurs entités, publiques ou privées, pour jouer le rôle d'opérateur et s'acquitter des obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements,

*recommande*

afin que le Bureau international puisse faire état des changements intervenus dans le statut juridique et l'organisation des membres de l'Union:

- 1° aux Pays-membres qui font la séparation entre les activités gouvernementales et réglementaires, d'une part, et les activités commerciales et opérationnelles, d'autre part, d'aviser le Bureau international, dans les six mois suivant la signature des Actes de l'Union, du nom et de l'adresse de l'organe public chargé de la supervision des affaires postales et d'indiquer également le nom et l'adresse de la ou des entités désignées pour remplir les obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements;
- 2° aux Pays-membres de communiquer tout changement éventuel concernant ces renseignements au Bureau international, au moins trois mois avant le jour où ces changements prennent effet,

*décide*

que, dans le cas où un gouvernement désignerait officiellement plus d'une entité pour leur confier la responsabilité de s'acquitter de ses obligations découlant de l'adhésion à la Convention et aux Arrangements, conformément à la législation nationale et à la politique gouvernementale du pays, chacune de ces entités peut être représentée aux réunions des organes de l'Union traitant des services dont elle est responsable,

*déclare officiellement que*

- 1° le terme «Administration postale» figurant dans les Actes de l'Union doit être défini par chaque Pays-membre dans le cadre de sa législation nationale;
- 2° les mentions d'ordre formel et institutionnel contenues dans la Constitution ou le Règlement général et visant les Administrations postales s'appliqueront aux opérateurs du service public et aux autorités gouvernementales, en fonction des législations nationales de chaque pays.

(Proposition 040, Commission 3, 4<sup>e</sup> séance)

**Résolution C 32/Séoul 1994**  
**Etude permanente des frais terminaux**

Le Congrès,

ayant pris connaissance  
des travaux effectués par le Conseil exécutif,

considérant

que les problèmes posés par la rémunération des services rendus par les pays destinataires font partie des préoccupations majeures de l'Union,

estimant

que les rapports financiers entre pays expéditeurs et pays destinataires doivent être fondés sur des critères économiques tenant compte non seulement des coûts et des services rendus, mais aussi de l'environnement dans lequel se situent les postes, en particulier vis-à-vis de la concurrence,

notant

que certaines Administrations ont, pour cette raison, introduit dans leurs relations réciproques un système de frais terminaux autre que celui prévu par la Convention, et que ces Administrations, auxquelles se sont jointes d'autres Administrations faisant l'objet de pressions d'ordre commercial et réglementaire analogues, s'emploient à améliorer ce système afin qu'il reflète les coûts spécifiques à chaque pays de destination,

constatant

que ces systèmes, fondés sur le principe d'un calcul des frais terminaux comprenant deux éléments (un taux par kg et un taux par objet), permettent, en prenant en compte les coûts de distribution liés au nombre d'objets, à la fois aux pays de destination d'assurer une meilleure couverture de leurs coûts et aux pays expéditeurs d'assumer uniquement les coûts associés aux envois qu'ils expédient, et que, par ailleurs, le principe sous-tendant ces systèmes a été affiné de façon à permettre l'établissement de taux encore plus proches des coûts en fonction des différents formats, lettres, grandes enveloppes et envois volumineux,

notant

que le travail du Conseil exécutif a compris des études préliminaires qui visaient à lier les coûts de distribution et la compensation des frais terminaux aux formats du courrier,

considérant

qu'il est de la plus haute importance d'adopter des dispositions visant à développer l'affectation de toutes les recettes issues des frais terminaux à la rémunération du traitement du courrier dans le pays d'arrivée et au remboursement, en particulier, des coûts imputables à la mise en œuvre de programmes de remplacement et d'amélioration des infrastructures postales, et d'utiliser ces mêmes recettes

pour organiser et perfectionner les services postaux du régime international, conformément à l'article premier, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union,

considérant en outre

que les systèmes de frais terminaux adoptés par l'Union doivent protéger l'intégrité du réseau postal international tout entier, en préservant les intérêts financiers et économiques des pays en développement ainsi que des pays développés, soucieux de conserver leur part du marché postal intérieur dans un environnement commercial et concurrentiel,

*charge*

le Conseil d'administration et le Conseil d'exploitation postale, pour ce qui les concerne respectivement:

- de poursuivre l'étude de la question des frais terminaux en vue d'assurer aux Administrations de destination une rémunération équitable pour le traitement du courrier en provenance de l'étranger, en tenant compte des éléments exposés dans les considérants ci-dessus;
- d'examiner la possibilité d'établir une rémunération fondée sur les coûts spécifiques aux envois ayant fait l'objet d'un service spécial, avec en priorité une étude portant sur les envois recommandés;
- de continuer d'étudier la possibilité d'établir un lien spécifique entre les coûts et les formats de courrier et de déterminer comment ce lien peut être pris en compte dans la rémunération des frais terminaux, compte tenu des systèmes opérationnels des pays en développement;
- d'examiner le fonctionnement du processus comptable applicable au courrier en nombre et de recommander les modifications à y apporter entre les Congrès;
- de voir si le système comptable applicable au courrier en nombre continue d'être approprié, de manière à parer l'exploitation abusive du système des frais terminaux;
- de suivre le fonctionnement des systèmes statistiques et comptables servant au calcul et à la facturation des frais terminaux et de décider des modifications à apporter entre les Congrès pour en améliorer les règles;
- de présenter, si nécessaire, à l'occasion de chaque Congrès, leurs recommandations concernant les ajustements à faire au système de frais terminaux ainsi que les propositions de modification des Actes correspondants.

(Proposition 039, Commission 4, 5<sup>e</sup> séance)

## **Résolution C 33/Séoul 1994**

### **Amélioration des services postaux dans les zones rurales**

Le Congrès,

tenant compte

de l'article premier, paragraphe 2, de la Constitution, stipulant l'objectif de l'Union, qui est «d'assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux et de favoriser, dans ce domaine, le développement de la collaboration internationale»,

notant

que la majorité de la population de nombreux pays vit dans des zones rurales,

notant en outre

que les services postaux assurés dans les zones rurales de ces pays sont d'une qualité en deçà des espérances,

considérant

que les services postaux mondiaux n'arriveront pas à atteindre les objectifs si la qualité des services postaux des zones rurales des Pays-membres n'est pas élevée au niveau souhaité,

admettant

qu'il est urgent d'améliorer les services postaux des zones rurales des Pays-membres,

considérant

qu'il y a de nombreux facteurs de nature substantielle qui font obstacle à l'amélioration de ces services postaux,

considérant en outre

qu'il est hors des possibilités d'une seule Administration postale de surmonter bon nombre de ces obstacles,

reconnaissant

qu'il est essentiel d'adopter une approche mondiale unie pour surmonter les difficultés et atteindre les objectifs,

*charge*

le Conseil d'exploitation postale:

- a) d'entreprendre une étude en profondeur de l'état actuel des services postaux ruraux des Pays-membres;
- b) d'identifier les obstacles qui entravent l'amélioration des services postaux ruraux;
- c) de recommander des moyens de surmonter ces obstacles et d'atteindre les objectifs;

- d) de soumettre, à cette fin, des propositions au prochain Congrès;
- e) de recommander, le cas échéant, des mesures provisoires au Conseil d'administration, qui en demandera la réalisation.

(Proposition 09, Commission 6, 3<sup>e</sup> séance)

## **Résolution C 36/Séoul 1994**

### **Responsabilité**

Le Congrès,

se référant

aux dispositions relatives aux questions de responsabilité de différentes natures figurant aux articles 34 à 38 et 46 de la Convention ainsi qu'aux articles 26 à 30 et 33 de l'Arrangement concernant les colis postaux,

conscient du fait

que les opérateurs postaux doivent fournir des services de haute qualité aux clients,

considérant

que la réglementation postale en matière de responsabilité doit être adaptée aux exigences du marché de distribution en général,

constatant

que toutes les procédures postales pour la détermination de la responsabilité doivent être simplifiées pour réduire aussi bien le travail administratif que les coûts y relatifs,

*prie instamment*

les opérateurs postaux de faire face aux attentes légitimes des clients et d'accélérer le traitement des réclamations de ces derniers ainsi que le règlement qui en résulte,

*charge*

le Conseil d'exploitation postale d'établir et de présenter à l'organe compétent, pour approbation, des propositions concernant tous les aspects de la responsabilité reconnue par les opérateurs postaux à l'égard des envois postaux.

(Proposition 20. 0.3, Commission 4, 6<sup>e</sup> séance)



**Décision C 40/Séoul 1994**

**Définition d'une norme pour l'introduction d'un système de codes postaux internationaux**

Le Congrès

*charge*

le Conseil d'exploitation postale de poursuivre l'étude visant à définir une norme pour l'introduction d'un système de codes postaux internationaux, en tenant compte, d'une part, des résultats de la sous-étude 741.1 du CCEP et, d'autre part, des réserves et recommandations formulées à cet égard lors du Congrès.

(Proposition 20. 0.14, Commission 6, 3<sup>e</sup> séance)

**Résolution C 47/Séoul 1994**

**Services de courrier électronique**

Le Congrès,

notant avec satisfaction

- 1° le développement important des services de courrier électronique dans certains pays;
- 2° les travaux effectués pour le CCEP dans le domaine du courrier électronique,

conscient du fait

- que, sauf en ce qui concerne les services de type bureaufax, le nombre d'Administrations qui offrent des services de courrier électronique est encore relativement limité;
- qu'il existe une demande croissante de la part de la clientèle en ce qui concerne le développement de ces services au niveau international;
- que 70 pour cent des envois de la poste aux lettres dans certains pays sont générés par des ordinateurs;
- que les services de courrier électronique sont stratégiquement importants pour la poste,

*charge*

le Conseil d'exploitation postale d'élaborer, diffuser et tenir à jour:

- 1° un ou plusieurs types d'accords-cadres, avec leurs règlements, pour faciliter la conclusion des arrangements bilatéraux concernant les services de courrier électronique;
- 2° des recommandations concernant le fonctionnement des services de courrier électronique.

(Proposition 20. 0.25, Commission 5, 2<sup>e</sup> séance)

### **Résolution C 49/Séoul 1994**

#### **Service des envois à livraison attestée**

Le Congrès,

reconnaissant

que le Congrès de Washington 1989 a introduit un nouveau service facultatif «d'envois à livraison attestée» qui, dans la gamme des produits postaux, satisfait un besoin de la clientèle et se range entre les envois ordinaires et les envois recommandés,

notant

que la majorité des Administrations n'a pas adopté ce service facultatif et que cela rend difficile la fourniture de cette prestation pour les Administrations qui l'ont incluse dans leur gamme de services,

*charge*

le Conseil d'exploitation postale de:

- faire une étude approfondie de ce service d'envois à livraison attestée;
- présenter au prochain Congrès les propositions appropriées.

(Proposition 20. 0.4, Commission 4, 8<sup>e</sup> séance)

### **Résolution C 50/Séoul 1994**

#### **Etude concernant les coupons-réponse internationaux**

Le Congrès,

considérant

que le service des coupons-réponse internationaux a une utilisation de plus en plus restreinte dans certains pays, bien que le nombre total de coupons échangés augmente au niveau mondial,

notant

que, l'échange des coupons-réponse étant obligatoire, toute Administration postale est tenue de mettre en place des systèmes de contrôle, de comptabilité et d'assurance qui sont onéreux lorsque l'on considère le volume des objets traités,

tenant compte

des frais encourus par le Bureau international de l'UPU au titre de la production des coupons-réponse internationaux, en sus de la prise en charge de toutes les étapes de l'acheminement, du contrôle et de la régularisation finale des comptes concernant le service,

*charge*

le Conseil d'exploitation postale de:

- conduire une étude approfondie sur les coupons-réponse, de façon à analyser tous les aspects concernant ce service, y inclus sa comptabilité;
- présenter au prochain Congrès les propositions appropriées.

(Proposition 20. 0.5, Commission 4, 8<sup>e</sup> séance)

### **Résolution C 52/Séoul 1994**

#### **Réexpédition et correction des adresses**

Le Congrès,

se référant

aux dispositions de l'article 27 de la Convention, traitant de la réexpédition et du réacheminement du courrier vers un destinataire qui a changé d'adresse,

conscient du fait

que les Administrations postales donnent aux éditeurs et aux autres expéditeurs de courrier commercial des moyens de promouvoir leurs services et de communiquer avec leurs abonnés et leurs clients qui sont en concurrence avec d'autres moyens de communication et de promotion,

connaissant

l'importance pour les gros expéditeurs de courrier de faire parvenir leurs envois aux destinataires qui ont déménagé et de recevoir des indications sur les changements d'adresse afin de tenir à jour leurs fichiers d'adresses et de promouvoir et d'étendre leurs services,

considérant

que des services de réexpédition et de notification de changements d'adresse devraient être offerts le plus largement possible et assurés de la façon la plus efficace et la plus rentable,

n'ignorant pas

que les réglementations et les conditions d'exercice internes peuvent influencer sur la portée de tels services au niveau national et peuvent aussi être étendues au niveau international,

*invite instamment*

les Administrations postales à introduire des services de réexpédition et de notification de changements d'adresse, si elles n'en assurent pas déjà, et de prendre des mesures visant à améliorer l'efficacité et la rentabilité de ces services, si elles les assurent,

*charge*

le Conseil d'exploitation postale d'étudier les services et les procédures concernant la réexpédition du courrier et les notifications de changements d'adresse qui existent dans les Pays-membres, notamment les contraintes liées à la protection des libertés privées et d'autres conditions d'exercice, et d'élaborer des recommandations visant à:

- l'amélioration de ces services lorsqu'ils sont offerts au niveau national;
- l'introduction de ces services lorsqu'ils ne sont pas encore assurés au niveau national;
- l'extension au niveau international, le cas échéant, des procédures de notification de changements d'adresse.

(Proposition 20. 0.19, Commission 4, 8<sup>e</sup> séance)

**Décision C 65/Séoul 1994**

**Envois non distribuables**

Le Congrès,

ayant examiné

la question de la perception d'une taxe au titre des envois en nombre non distribués et qui sont renvoyés à l'expéditeur dans un pays autre que celui où ils ont été déposés,

estimant

qu'une éventuelle rémunération ne devrait être établie qu'après une étude prenant en compte les nouvelles dispositions du système des frais terminaux, notamment le courrier en nombre,

*charge*

le Conseil d'exploitation postale:

- d'étudier la possibilité d'établir une rémunération à percevoir sur l'expéditeur des envois en question;
- d'élaborer, le cas échéant, à l'intention des organes compétents les propositions appropriées.

(Proposition 20. 29.4, Commission 4, 9<sup>e</sup> séance)

**Résolution C 83/Séoul 1994**

**Elargissement de la compensation des comptes établie par le Bureau international**

Le Congrès,

tenant compte

des résultats de l'étude 751 «Comptabilité internationale – Modernisation des systèmes de facturation et règlement des comptes» du CCEP, élargie à toutes les Administrations par le CE 1993, et notamment de la forte majorité des Administrations favorisant le règlement des comptes AV 5<sup>1</sup> de la poste aérienne et CP 16<sup>2</sup> des colis postaux sur la base d'une facturation mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle,

convaincu

des avantages de la compensation multilatérale offerts par le décompte général de l'UPU en ce qui concerne l'efficacité, la rapidité et les coûts peu élevés du règlement des comptes,

*charge*

le Bureau international de faire connaître les avantages du décompte général, d'encourager les Administrations à en faire usage et de faire de son mieux pour l'amélioration du système.

(Proposition 20. 0.9/Rev 1, Commission 4, 10<sup>e</sup> séance)

<sup>1</sup> CN 51 (Séoul 1994).

<sup>2</sup> CP 75 (Séoul 1994).

**Résolution C 84/Séoul 1994**

**Etablissement et règlement des comptes. Contrôle du système de facturation directe par les comptes AV 5 et CP 16<sup>1</sup>**

Le Congrès,

considérant

le besoin de moderniser dans la mesure du possible l'établissement et le règlement des comptes entre les Administrations,

compte tenu

des résultats de l'étude 751 du CCEP «Comptabilité internationale – Modernisation des systèmes de facturation et règlement des comptes» relatifs à la poste aux lettres et au service des colis postaux,

ayant adopté

la facturation directe par les comptes AV 5 et CP 16,

*charge*

le Conseil d'exploitation postale de contrôler et d'évaluer la marche du nouveau système dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur des Actes de Séoul et, le cas échéant, d'adopter les actions qui s'avèreraient nécessaires pour la mise au point continue des systèmes de comptabilité en question.

(Proposition 20. 0.8/Rev 1, Commission 4, 10<sup>e</sup> séance)

<sup>1</sup> CN 51 et CP 75 (Séoul 1994).

**Décision C 86/Séoul 1994**

**Etablissement et règlement des comptes. Revision du libellé des Règlements d'exécution de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux. Rédaction d'un Recueil opérationnel de la comptabilité**

Le Congrès,

considérant

que la comptabilité de la poste aux lettres et du service des colis postaux pourrait être facilitée par la revision des textes y relatifs figurant dans les Règlements d'exécution de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux ainsi que par la publication d'un Recueil opérationnel,

*charge*

le Conseil d'exploitation postale:

- de réaliser une étude visant à simplifier davantage les procédures comptables de la poste aux lettres et des colis postaux;
- d'étudier la possibilité de faciliter les règlements internationaux par l'utilisation des moyens les plus performants au niveau du Bureau international et de l'ensemble des Administrations postales intéressées,

*charge également*

le Bureau international:

- d'examiner le libellé des articles concernant la comptabilité figurant dans les Règlements d'exécution de la Convention et de l'Arrangement concernant les colis postaux, dans le but d'en faciliter la compréhension et de soumettre des propositions au Conseil d'exploitation postale d'ici à 1997;
- d'élaborer un Recueil opérationnel de la comptabilité qui reprendrait une partie du Guide opérationnel des frais terminaux et des frais de transit et qui s'appuierait sur des exemples concrets, permettant ainsi aux services comptables de disposer d'un document de référence unique.

(Proposition 25. RE 0.4, Commission 4, 10<sup>e</sup> séance)

## Index alphabétique

	Convention Art.	Règlement Art.
Abeilles vivantes. Admises à l'expédition. Conditionnement	26.6.1.1	RE 806.6
Absence d'affranchissement. Voir «Envois non affranchis ou insuffisamment affranchis»		
Absence du bordereau de livraison	—	RE 4322
Accident survenu à un aéronef	—	RE 5310
Accident survenu aux moyens de transport	—	RE 4326
Acheminement des dépêches	—	RE 4316, Prot. RE VI
— Obligation	1.1	—
Acheminement des envois prioritaires et des envois-avion	—	RE 4201
Adresse. Conditionnement	—	RE 803
— des Administrations postales. Liste	—	RE 5602.2.1
— des avis de réception	—	RE 2001.2
— des envois à livraison attestée	—	RE 1701.1
— des envois de toute catégorie. Recommandations au public	—	RE 803.2
— des envois normalisés	—	RE 902
— des envois poste restante	—	RE 803.7
— des envois prioritaires/non prioritaires et des lettres	—	RE 804.1
— des envois recommandés	—	RE 1601.2
— des envois sous enveloppe à panneau transparent	—	RE 807
— des formules de la période de statistique	—	RE 5108
— des petits paquets	—	RE 804.6
— télégraphique des Administrations	—	RE 5604
— télégraphique du Bureau international	—	RE 5604.3
Adresses successives. Non admises	—	RE 803.10
Aérogrammes. Conditions d'admission	8.5	RE 804.2.1 et 2
— Conditions d'émission, de fabrication et de vente	—	RE 804.2.3
— Dimensions	—	RE 802.3
— Recommandation	—	RE 804.2.2
Affranchissement. Dispositions générales	13	—
— des envois de la poste aux lettres à bord des navires	14	—
— Modalités d'—	—	RE 1301
Agence centrale de renseignements sur les prisonniers de guerre. Franchise postale	—	RE 701
Agrafes métalliques	—	RE 803.1
Animaux vivants. Expédition interdite. Exceptions	26.6	—
Annotations et annexes autorisées. Imprimés	—	RE 804.4.5 et 6
Annulation de taxes	—	RE 2701.3.4
Annulation, etc., des droits de douane et autres	46.6	RE 2701.3.5 et 6, RE 3301
Appartenance des envois postaux	2	—
Application du timbre à date	—	RE 1304, RE 2701.1.4, RE 2802.3
A.R. Timbre pour les avis de réception	—	RE 2001.1
Arbitrages. Frais de transit et frais terminaux	51.3	RE 4902.9
Argent. Expédition interdite dans certains envois	26.2	—
Attribution des taxes	6.5	—

	Convention Art.	Règlement Art.
Avarie du contenu des envois recommandés .....	34.1 et 2	–
Avis de réception .....	20	RE 2001, RE 2002, Prot. RE X, RE 5607 RE 901.1
Avoirdupois. Once et livre – .....	–	RE 4801
Barèmes des frais de transit .....	48	RE 4801
Bâtiments ou avions de guerre. Echange de dépêches closes. Voir «Unités militaires mises à la disposition de l'ONU. Echange de dépêches closes»		
Bijoux, billets de banque et billets de monnaie. Interdits à l'expédition dans certains envois .....	26.2	–
Bleu d'aniline. Emballage .....	–	RE 806.4
Bordereau de livraison CN 47 .....	–	RE 4329.2
Bordereau des poids des envois prioritaires/avion à dé- couvert CN 65 .....	–	RE 5302.3
Bordereaux de livraison CN 37/CN 38/CN 41 .....	–	RE 4320
– Absence .....	–	RE 4322
– Etablissement et vérification .....	–	RE 4321
Brochures. Taxe réduite .....	9.4.2	–
Bulletin d'essai .....	–	RE 4319
Bulletin de vérification .....	–	RE 4324
Bulletin du Bureau international .....	–	RE 5602.4
Bulletins d'affranchissement. Renvoi. Récupération des droits avancés, etc. ....	–	RE 2201 à RE 2203
Bureau international:		
– Adresse télégraphique .....	–	RE 5604.3
– Communications à lui adresser .....	–	RE 4903.1, RE 5301.3.1, RE 5601
– Coupons-réponse internationaux .....	15.1	RE 1501
– Décompte général annuel des frais de transit et des frais terminaux. Voir «Bureau international. Système de compensation»		
– Documents à lui fournir .....	–	RE 5601.5
– Etablissement et liquidation des comptes .....	–	RE 5501.3
– Franchise postale .....	7	–
– Publications .....	–	RE 5401, RE 5602
– Renseignements .....	–	RE 5601
– Système de compensation .....	–	RE 5109
– Timbres-poste. Echange entre Administrations ....	–	RE 501
Caractéristiques des empreintes d'affranchissement (presse d'imprimerie, etc.) .....	–	RE 1302.3
Caractéristiques des empreintes de machines à affranchir .....	–	RE 1302.2
Caractéristiques des timbres-poste .....	–	RE 1302.1
Cartes géographiques. Taxe réduite .....	9.4.2	–
Cartes postales .....	–	RE 804.3
– Adresse du destinataire .....	–	RE 804.3.4
– Affranchissement .....	–	RE 804.3.4 et 5
– Conditionnement .....	–	RE 804.3.1
– Etiquettes de service .....	–	RE 804.3.4
– Suppression du service .....	–	RE 901.3
– Taxes. Dimensions: limites maximales et minimales .....	9.1 à 3 et 6	RE 802.2, RE 902.5
– Traitement des cartes irrégulières .....	–	RE 804.3.5



	Convention Art.	Règlement Art.
- Transmission .....	-	RE 804.3.3
Catalogue de la bibliothèque du Bureau international ...	-	RE 5602.2.9.1
Catalogue de la cinémathèque du Bureau international ..	-	RE 5602.2.9.3
Catalogue de la périodicothèque du Bureau international	-	RE 5602.2.9.2
Catalogues imprimés, etc. Taxe réduite .....	-	RE 901.4
Cécogrammes .....	8.2.1 et 3.2	RE 804.5
- Documents, etc., non admis .....	26.4	-
- Franchise postale .....	7.4	-
- Objets assimilés .....	-	RE 804.5
- Poids et dimensions .....	8.2.1 et 3.2	RE 802.1
Chefs et fonctionnaires supérieurs des Administrations postales. Liste des adresses .....	-	RE 5602.2.1
Circonstances extraordinaires. Suspension temporaire et reprise de services .....	45	RE 4501
Circulaires du Bureau international .....	-	RE 5602.4
Code à barres .....	-	RE 4330, RE 5606.2
Colis postaux, colis-avion et colis avec valeur déclarée. Liberté de transit .....	1.3 et 4	RE 101.2
Communications à transmettre au Bureau international ..	-	RE 4903.1, RE 5301.3.1, RE 5601
Comptabilité. Intervention du Bureau international .....	-	RE 1501.7 à 11, RE 5109, RE 5110, RE 5501.3
Comptabilité relative à la poste aérienne. Voir aussi «Frais de transport aérien» .....	-	RE 5303 à RE 5306, Prot. RE IX
- Compte général CN 52 .....	-	RE 5305.5, RE 5306.7 et 10
- Comptes particuliers CN 51. Acceptation .....	-	RE 5306.1, 2, 6 et 7
- - Etablissement .....	-	RE 5305
- - résumés dans un compte général CN 52 .....	-	RE 5305.5, RE 5306.7
- - Transmission .....	-	RE 5306
- Modes de décompte des frais de transport aérien ..	-	RE 5303
- Relevés de poids CN 66 et CN 67. Etablissement ..	-	RE 5304
- - Transmission et vérification .....	-	RE 5306
Conditionnement. Adresse .....	-	RE 803
- Emballage .....	-	RE 803.1, RE 806
Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et son Règlement d'exécution .....	59	-
Confection des dépêches. Voir «Dépêches»		
Conteneurs .....	-	RE 4305.4
Contrôle douanier .....	31	RE 1902.2, RE 3101, Prot. RE V, RE 4201.3.3
Corps facilement liquéfiables. Conditionnement .....	-	RE 806.2
Corps gras. Conditionnement .....	-	RE 806.3
Correction d'adresse .....	-	RE 2901.1.3
Correspondance actuelle et personnelle .....	26.3 et 4	RE 804.6.2
Correspondance commerciale-réponse internationale. Voir «Service de correspondance commerciale-réponse internationale»		

	Convention Art.	Règlement Art.
Couleur des étiquettes des dépêches .....	–	RE 4315
Couleur des formules .....	–	RE 5606.2
Coupons-réponse internationaux. Dispositions générales	15	RE 1501
– Décompte annuel .....	–	RE 1501.9 et 10
– Répression des fraudes .....	58	–
Courrier de surface transporté par voie aérienne (S.A.L.)		
Bordereau CN 41 .....	–	RE 4320.2
– Confection des dépêches S.A.L. ....	–	RE 4305.2.3
– Echange des dépêches S.A.L. (dispositions générales)	43.3	–
– Etiquettes CN 36 .....	–	RE 4315.1.3
– Mesures à prendre en cas d'interruption de vol, etc.	–	RE 4328
– Surtaxes aériennes réduites .....	10.2.2	–
Courrier électronique. Définition du terme .....	39.2	–
– Taxes .....	39.3	–
Courrier en nombre. Comptabilité .....	–	RE 5103, Prot. RE VII
– Définition .....	8.6	RE 804.8
– Dépêches de – .....	–	RE 4301.2
– Frais terminaux .....	49.4 et 5	RE 4903, RE 4904
– Transmission .....	–	RE 4314
Création d'un nouveau service .....	3	–
<b>Déclarations en douane .....</b>	–	RE 3101
Décompte des frais de douane, etc., avec l'Administration postale de dépôt des envois francs de droits .....	–	RE 2203
Décompte des frais de transit et des frais terminaux ....	51	RE 5109
Décompte des sommes dues au titre d'indemnité pour envois de la poste aux lettres .....	–	RE 4605
Délai de conservation des documents du service inter- national .....	–	RE 5605
Délai de garde des envois .....	28.2	RE 2801
Dépêches. Acheminement .....	–	RE 4316, Prot. RE VI
– Bulletin d'essai .....	–	RE 4319
– Bulletin de vérification .....	–	RE 4324
– Confection .....	–	RE 4305
– Etiquetage .....	–	RE 4315
– Feuilles d'avis .....	–	RE 4306
– Remballage .....	–	RE 4323.4
– Remise .....	–	RE 4320
– Remise par l'entremise d'un service transporteur ...	–	RE 4320.1.2
– Spoliation ou manque .....	–	RE 4320.3, RE 4323, RE 4324
– Vérification .....	–	RE 4323
Dépêches-avion. Voir aussi «Envois prioritaires et envois- avion» et «Envois prioritaires et envois-avion en transit à découvert»		
– accidentées .....	–	RE 4326, RE 5310
– Acheminement .....	–	RE 4316.4
– Confection .....	–	RE 4305
– déviées .....	–	RE 4327, RE 5309
– insérées dans une autre dépêche de la même nature	–	RE 4305.4
– Poids. Constatation et vérification .....	–	RE 4315.16, RE 4323

	Convention Art.	Règlement Art.
- - Etablissement des relevés de poids CN 66 ....	-	RE 5304.1 et 4
- Rémunérations. Voir «Frais de transport aérien»		
- Transbordement .....	-	RE 4317, RE 4318
- Transport entre deux aéroports desservant la même ville .....	52.6.1	-
- Transport entre un aéroport et un dépôt .....	52.6.2	-
- Transport par voie de surface .....	-	RE 4320.2.7, RE 5104
Dépêches closes. Acheminement .....	-	RE 4316
- Echange .....	-	RE 4302
- Echange avec des unités militaires mises à la disposition de l'ONU et avec des bâtiments ou des avions de guerre .....	44	RE 4401, RE 5105
- Etablissement des relevés .....	-	RE 5304
- Formation obligatoire .....	-	RE 4302.1
- Frais de transit .....	47	RE 4701
- Frais terminaux .....	49	-
- Indication de la voie à suivre .....	-	RE 4316.3 et 6
- Modification dans la voie d'acheminement .....	-	RE 4316.6
- Transit en - .....	43	RE 4302
Dépêches de courrier en nombre. Définition .....	-	RE 4301.2
- Etiquette de sac .....	-	RE 4315.8
- Feuille d'avis .....	-	RE 4306.1, RE 4314
- Vérification .....	-	RE 4323.6
Dépêches échangées avec des unités militaires mises à la disposition de l'ONU et avec des bâtiments ou des avions de guerre .....	44	RE 4401, RE 5105
Dépêches mal acheminées. Frais de transit .....	-	RE 4803
Dépêches-surface transportées par voie aérienne. Voir «Courrier de surface transporté par voie aérienne»		
Dépôt d'envois de la poste aux lettres à l'étranger .....	25	-
Dernière limite d'heure. Taxe spéciale .....	12.3.1	-
- Dépôt des envois prioritaires et des envois-avion en -	-	RE 4305.3.5
Destruction du courrier-avion. Frais de transport aérien ..	-	RE 5310
Déviation de dépêches-avion .....	-	RE 4327, RE 5309
Déviation de dépêches de surface .....	-	RE 4803
Dimensions. Aérogrammes .....	-	RE 802.3
- Envois de la poste aux lettres .....	-	RE 802, RE 902
- Envois relatifs au service postal .....	-	RE 801.2
- Formules .....	-	RE 5606.2
Distances aéropostales .....	-	RE 5301.2, RE 5602.2.12
Distances kilométriques. Liste .....	-	RE 4801, RE 5602.2.3.1
Distribution des publications .....	-	RE 5603
Distribution par exprès. Voir «Envois exprès»		
Documents à fournir au Bureau international .....	-	RE 5601.5
Documents publiés par le Bureau international .....	-	RE 5602
Données statistiques des services postaux .....	-	RE 5602.2.7
Droit de ne pas effectuer le transport en transit à découvert de certains objets .....	-	RE 2601.6
Droits de douane et autres droits .....	33	-

	Convention Art.	Règlement Art.
- Annulation, décompte, etc. ....	46.6	RE 2203, RE 2701.3.5 et 6, RE 3301
- Voir aussi «Envois passibles de droits de douane»		
Droits postaux. Voir «Taxés»		
DTS. Droit de tirage spécial .....	4	RE 402, RE 5502, RE 5503
Durée de la Convention et du Règlement .....	60	RE 6001
Echange des envois .....	43	-
- Dépêches-avion. Définition .....	-	RE 4301.1.1
- Dépêches-prioritaires. Définition .....	-	RE 4301.1.2
- Dépêches-surface. Définition .....	-	RE 4301.1.4
- Dépêches-surface transportées par la voie aérienne (S.A.L.). Définition .....	-	RE 4301.1.3
Ecrits périodiques. Voir «Journaux», etc.		
Emploi, etc., frauduleux de coupons-réponse, de timbres- poste contrefaits, d'empreintes contrefaites de ma- chines à affranchir ou de presses d'imprimerie ....	58	RE 1303
Empreintes de machines à affranchir, empreintes à la presse d'imprimerie, etc. ....	58.1.2.1	RE 1301.1, RE 1302.2 et 3, RE 1304.2.1 et 2
Empreintes de timbres qui pourraient être confondues avec les empreintes d'affranchissement .....	-	RE 803.4
Engagements relatifs aux mesures pénales (fraudes en matière de timbres-poste, d'empreintes d'affranchisse- ment, de coupons-réponse, etc. Envois de stupéfiants et de substances psychotropes) .....	58	-
Enregistrements sonores à l'usage des aveugles. Assim- ilation aux cécogrammes .....	-	RE 804.5
Enveloppes. Dimensions maximales .....	-	RE 802.1.1, RE 902.1
- à panneau transparent et - entièrement transparentes	-	RE 807, RE 902.2
- CN 28 .....	-	RE 4305.3.4 et 5, RE 4321.3.2
- de réexpédition et - collectrices .....	-	RE 2702, RE 5607
Envois admis à tort. Traitement .....	26.1	RE 2601, Prot. RE IV
Envois à livraison attestée. Dispositions générales ....	17	RE 1701
- Dispositions de détail .....	-	RE 1702
- Admission .....	-	RE 1701
- Adressage .....	-	RE 1701.1
- Avis de réception .....	20.1	-
- Conditionnement .....	-	RE 1701.1
- Enveloppes à panneau transparent .....	-	RE 1702.3
- Etiquettes, etc. ....	-	RE 1702.1 à 3
- Fermeture .....	-	RE 1701.1
- Récépissé .....	-	RE 1701.2
- Remise en main propre .....	21	RE 2101
- Responsabilité .....	34.3	-
- - Avarie du contenu .....	34.3.2	-
- - Cessation .....	35.1	-

	Convention Art.	Règlement Art.
- - de l'expéditeur .....	36	-
- - Documents de service détruits par suite d'un cas de force majeure .....	35.2.2	-
- - Envois saisis en vertu de la législation interne du pays de destination .....	35.2.5	-
- - Etendue .....	34.1.1.2	-
- - Exceptions au principe .....	35	-
- - Force majeure .....	35.2.1 et 2	-
- - Objets interdits .....	35.2.4	-
- - Réclamations tardives .....	35.2.7	-
- - Restitution des taxes .....	37.1	-
- - Spoliation du contenu .....	34.3.2	-
- Taxes .....	17.2	-
- Transmission .....	-	RE 4308
Envois à remettre en main propre .....	21	RE 2101
Envois avec valeur déclarée. Voir «Valeurs déclarées»		
Envois CCRI. Voir «Service de correspondance commer- ciale-réponse internationale»		
Envois de la poste aux lettres .....	8	-
Envois déposés à bord des navires .....	14	RE 1401, RE 5302.4.2
Envois déposés à l'étranger .....	25	-
Envois déposés dans un autre pays. Réclamations .....	30.3	RE 3002
Envois expédiés à taxe réduite. Indication de la catégorie à laquelle ils appartiennent .....	-	RE 804.4.2
Envois expédiés en franchise postale .....	-	RE 702
Envois exprès. Dispositions générales .....	19	-
- Dispositions de détail .....	-	RE 1901, RE 1902
- Distribution en cas d'affranchissement incomplet ..	-	RE 1902.3
- Essai de remise .....	-	RE 1902.4
- Etiquettes spéciales .....	-	RE 1901, RE 4311.2, RE 4315.12
- Feuille d'avis .....	-	RE 4311.1 et 4
- Réexpédition ou non-remise .....	-	RE 2701.3.4
- Transmission .....	-	RE 4305.2.4, RE 4311
Envois francs de droits .....	22	RE 2201, RE 2202
- Décompte des frais de douane avec l'Administration postale de dépôt .....	-	RE 2203
- Demande postérieure au dépôt .....	22.4	RE 2201.3
Envois mal dirigés. Réexpédition. Timbrage .....	-	RE 1304.5, RE 4325
Envois non affranchis ou insuffisamment affranchis. Autres que les lettres et les cartes postales .....	-	RE 1305.1, 1bis et 2
- Dispositions spéciales .....	13	RE 1305
- Indication de l'affranchissement manquant .....	-	RE 1305.3
- Pays appliquant des taxes réduites .....	-	RE 1305.4
- Taxe à percevoir à l'arrivée .....	13.3	RE 1305.5
- Timbre T .....	-	RE 1305.3, 4, 6 et 7
Envois non distribuables. Dispositions générales .....	28	RE 2802
Envois non prioritaires. Définition du terme .....	8.2.2	-
- Délai de traitement .....	42.1	RE 5601.1.4
- Echange .....	-	RE 4301.1.3 et 4

	Convention Art.	Règlement Art.
- Etiquetage .....	-	RE 4303.3.2, RE 4305.1.2
- Signalisation .....	-	RE 805.3
- Taxes, poids et dimensions .....	9.1, 2 et 6	RE 801, RE 802, RE 901.2, Prot. RE Ibis, RE 902
Envois non recommandés. Objets non admis .....	26.2	-
Envois normalisés .....	-	RE 902
Envois passibles de droits de douane .....	31 à 33	RE 2201 à RE 2203, RE 3101, RE 3301
Envois poste restante. Adresse .....	-	RE 803.7
- Délai de garde .....	28.2	RE 2801
- Taxe spéciale et annulation de celle-ci en cas de réexpédition, etc. ....	12.3.5	RE 2701.3.4
Envois prioritaires. Définition du terme .....	8.2.1	-
- Délai de traitement .....	42.1	RE 5601.1.4
- Echange .....	-	RE 4301.1.1 et 2
- Etiquetage .....	-	RE 4303.3, RE 4305.1.2
- Priorité de traitement .....	-	RE 4201
- Réexpédition sur la nouvelle destination .....	-	RE 2701.2.1
- Renvoi .....	-	RE 2801.3.2
- Signalisation .....	-	RE 805
- Taxes, poids et dimensions .....	9.1, 2 et 6, 10.1	RE 801, RE 802, RE 901.2, RE 902
- Transit à découvert .....	-	RE 4303, RE 5302
Envois prioritaires et envois-avion. Voir aussi «Envois prioritaires et envois-avion en transit à découvert» et «Dépêches-avion»		
- Acheminement .....	-	RE 4201.1 et 2
- Affranchissement .....	13	-
- - Modalités .....	-	RE 1301
- Contrôle douanier .....	-	RE 4201.3.3
- déposés en dernière limite d'heure .....	-	RE 4305.3.5
- expédiés en petit nombre; usage d'enveloppes CN 28	-	RE 4305.3.5, RE 4321.3.2
- non ou insuffisamment affranchis .....	-	RE 1305
- Parcours territoriaux ou maritimes éventuels (frais de transit) .....	52.6	-
- Priorité de traitement .....	-	RE 4201
- Réexpédition .....	-	RE 2701.2
- Rémunérations. Voir «Frais de transport aérien»		
- Renvoi à l'origine .....	-	RE 2801.3
- Signalisation .....	-	RE 805
Envois prioritaires et envois-avion en transit à découvert. Voir aussi «Envois prioritaires et envois-avion» et «Dépêches-avion»		
- Décompte sur la base de statistiques .....	-	RE 5302.1.2
- - Etablissement des bordereaux CN 65 .....	-	RE 5302.2.2
- - Multiplicateur .....	-	RE 5304.2 et 3
- - Opérations de statistique .....	-	RE 5302.2
- - Paiements provisionnels .....	-	RE 5306.8
- - Périodes de statistique .....	-	RE 5302.2.1

	Convention Art.	Règlement Art.
- déposés à bord d'un navire en pleine mer .....	-	RE 5302.4.2
- Envoi .....	-	RE 4303
- Etablissement et vérification des bordereaux CN 65 .....	-	RE 5302.3
- - des relevés de poids CN 67 .....	-	RE 5304.2
- exclus des opérations de statistique .....	-	RE 5302.1.3, RE 5302.4
- Formation de liasses .....	-	RE 4303.3 et 4
- Règlement des comptes .....	-	RE 5305.1 et 2.2, RE 5306
- Rémunérations. Voir «Frais de transport aérien»		
Envois recommandés. Dispositions générales .....	16	-
- Dispositions de détail .....	-	RE 1601, RE 1602
- Adresse irrégulière (initiales, crayon); crayon-encre ..	-	RE 1601.2
- Avis de réception .....	20	RE 2001, RE 2002
- Conditionnement .....	-	RE 1602
- Enveloppe à panneau transparent .....	-	RE 1601.2
- Envois francs de droits .....	22.6	-
- Etiquettes, etc. ....	-	RE 1602, RE 4315.3
- Fermeture .....	-	RE 1601.1
- Inscription globale .....	-	RE 4307.2
- Numéros d'ordre des Administrations intermédiaires.		
- Non admis .....	-	RE 1602.8
- Récépissé .....	-	RE 1601.3
- Réclamations .....	30	RE 3001
- Remise en main propre .....	21	-
- Responsabilité .....	34	-
- - Avarie du contenu .....	34.2.2	-
- - Cessation .....	35.1	-
- - de l'expéditeur .....	36	-
- - Détermination .....	46	-
- - Documents de service détruits par suite d'un cas de force majeure ou après le délai de garde ...	35.2.2	RE 4601.1.2
- - Envois saisis en vertu de la législation interne du pays de destination .....	35.2.5	-
- - Etendue .....	34.1.2	RE 3401.2
- - Exceptions au principe .....	35	-
- - Force majeure .....	35.2.1 et 2, 37.3	RE 4601.5
- - Indemnité. Délai de paiement .....	37	RE 4603.1, RE 4604.7
- - - Administration à laquelle incombe l'obliga- tion de payer .....	37.1	-
- - - Montant .....	34.2.1	-
- - - Notification au Bureau international .....	-	RE 402.7
- - - Paiement tardif .....	37.3	-
- - - Remboursement à l'Administration ayant effectué le paiement .....	-	RE 4603
- - - Restitution du montant de l'indemnité en cas de découverte d'un envoi considéré comme perdu .....	38	-
- - - Subrogation de l'Administration responsable dans les droits de la personne indemnisée	46.7	-

	Convention Art.	Règlement Art.
- - Objets interdits .....	35.2.4	-
- - Réclamations tardives .....	35.2.7	RE 4601.1.2
- - Spoliation du contenu .....	34.2.2	-
- Taxes .....	16	-
- Timbre «Recommandé» .....	-	RE 1602.3
- Transmission .....	-	RE 4307, RE 4315.3
Envois réexpédiés .....	27	RE 2701, RE 2702
- Envois régulièrement affranchis pour leur premier par- cours et dont le complément de taxe n'a pas été acquitté avant leur réexpédition .....	-	RE 2701.3.2
Envois soumis au contrôle douanier .....	31	RE 3101, Prot. RE V
Envois sous enveloppe à panneau transparent .....	-	RE 807, RE 902.2, RE 1601.2
Equivalents. Limites maximales .....	4, 6	RE 402
Etablissement des comptes .....	-	RE 5501
Etiquetage des dépêches .....	-	RE 4315
Etiquette de douane .....	-	RE 3101, RE 5607
Etiquette de sac-avion CN 35 .....	-	RE 4315.1.2
Etiquette de sac CN 36 pour courrier S.A.L. ....	-	RE 4315.1.3
Etiquette de transbordement direct .....	-	RE 4317.6
Etiquette pour envois de matières biologiques périssables infectieuses .....	-	RE 2401.1.4, RE 4315.14
Etiquette pour envois de matières biologiques périssables non infectieuses .....	-	RE 2401.2.4
Etiquette pour envois exprès .....	-	RE 1901, RE 4311.2, RE 4315.12
Etiquette pour envois francs de taxes et de droits .....	-	RE 2201.1
Etiquette pour envois non distribuables .....	-	RE 2802.2
Etiquette pour envois recommandés .....	-	RE 1602.2, RE 4315.3
Etiquettes de liasses CN 25 et CN 26 .....	-	RE 4303.3, RE 4305.1.2, RE 4324.2
Etiquettes des dépêches .....	-	RE 4315
Etiquettes ou empreintes «Prioritaire» ou «Par avion» ...	-	RE 805
Exemption de frais de transit. Voir «Transit»		
Exprès. Voir «Envois exprès»		
F. Initiale pour désigner le sac ou paquet renfermant la feuille d'avis .....	-	RE 4315.11
Faculté d'appliquer ou non certaines dispositions géné- rales de la Convention et du Règlement .....	-	RE 5601.1.1
Feuille d'avis .....	-	RE 4306, RE 4601.1.3
- Listes spéciales .....	-	RE 4307.1, RE 4601.1.3
Force majeure. Décision du pays responsable, etc. ....	-	RE 3401.3
- Risques. Taxe spéciale .....	16.4	-
- Voir aussi «Envois recommandés. Responsabilité»		
Formules. Langue, textes, couleurs et dimensions .....	-	RE 5606, Prot. RE X
- à l'usage du public .....	-	RE 5607



	Convention Art.	Règlement Art.
Frais de douane, etc. Voir «Droits de douane», etc.		
Frais de transit et frais terminaux .....	47 à 51	–
Frais de transport aérien. Voir aussi «Comptabilité de la poste aérienne»		
– à l'intérieur du pays de destination .....	52.3	RE 5301.3, Prot. RE VIII, RE 5304.1
– des dépêches-avion closes .....	52.1.1	RE 5304.1, RE 5305, RE 5306 RE 5301.4
– – en transit entre deux aéroports d'un même pays	–	–
– – transportées entre deux aéroports d'une même ville .....	52.6.1	–
– – transportées entre un aéroport et un entrepôt ..	52.6.2	–
– des dépêches-avion ou des sacs déviés ou mal ache- minés .....	–	RE 5309
– des envois prioritaires et des envois-avion en transit à découvert .....	52.1.2	RE 5302, RE 5304.2 à 4, RE 5305, RE 5306
– du courrier aérien perdu ou détruit .....	–	RE 5310
– Modes de décompte .....	–	RE 5303
– Modifications des taux des frais de transport aérien	–	RE 5307
– Paiement des frais .....	–	RE 5308
– Principes généraux .....	52	–
– Taux de base .....	53.1	RE 5301.1
Frais de transport extraordinaire .....	–	RE 4802
Frais du service CCRI. Voir «Service de correspondance commerciale-réponse internationale»		
Frais terminaux .....	49	–
– Arbitrage .....	51.3	RE 4902.9
– Comptabilité des – .....	51.2	RE 5106, RE 5107
– – Paiement des frais terminaux .....	–	RE 5107, RE 5109
– – Exonération de paiement des – .....	51.2.6	–
– Exemption de – .....	50	–
– Rémunération pour les frais occasionnés par le cour- rier international reçu .....	49	–
Franchise postale. Dispositions générales .....	7	–
– Dispositions de détail .....	–	RE 702
– Avis de réception .....	–	RE 2002.2
– Envois réexpédiés .....	–	RE 2701.3.3
– Poids et dimensions des envois relatifs au service postal .....	–	RE 801.2
– «Service des postes». Mention .....	–	RE 702.1.1
Franchise postale en faveur des envois concernant les prisonniers de guerre et les internés civils .....	7.3	–
– «Service des internés». Mention .....	–	RE 702.1.2
– «Service des prisonniers de guerre». Mention .....	–	RE 702.1.2
– en faveur des célogrammes .....	7.4	–
Francs de taxes et de droits (Envois –) .....	22	RE 2201 à RE 2203

	Convention Art.	Règlement Art.
Fraudes en matière de timbres-poste, d'empreintes d'affranchissement et de coupons-réponse, etc. ....	58	RE 1303
Imprimés. Dispositions spéciales .....	—	RE 804.4
— Annotations et annexes autorisées .....	—	RE 804.4.5 et 6
— Conditionnement particulier .....	—	RE 804.4.7 à 10
— Documents, etc., non admis .....	26.4	—
— Envois admis à la taxe réduite .....	9.4	RE 901.4
— expédiés par sacs spéciaux .....	8.7, 9.5, 19.4, 32	RE 804.7, RE 1602.4, RE 4307.7, RE 4313
— non distribuables. Traitement .....	—	RE 2801.2.3
— réunis avec des objets de catégories différentes dans un seul envoi .....	9.7	—
— Taxes, poids et dimensions .....	8.3.2, 9.1, 2.2, 4 et 5	RE 901.2 à 4, Prot. RE Ibis
Indemnité. Voir «Envois recommandés. Responsabilité»		
Initiales, etc. Emploi non admis pour les envois poste restante .....	—	RE 803.7
Inscription globale des envois recommandés .....	—	RE 4307.2
Insuffisance d'affranchissement. Voir «Envois non affran- chis ou insuffisamment affranchis»		
Interdictions. Dispositions générales (énumération, traite- ment des envois admis à tort, droit des pays de l'Union) .....	26	—
— Argent .....	26.2	—
— Cécogrammes .....	26.4	—
— Droit de tout pays de ne pas effectuer le transport en transit à découvert de certains envois .....	—	RE 2601.6
— Envois admis à tort. Traitement .....	—	RE 2601, Prot. RE IV
— Envois non recommandés .....	26.2	—
— Envois qui ne remplissent pas les conditions requises .....	26.1	—
— Imprimés .....	26.4	—
— Taxes, surtaxes et droits non prévus .....	6.4	—
Interdictions ou restrictions réglant l'importation et le tran- sit. Communication des — .....	—	RE 2601.4
Intérêts moratoires. Frais de transit et frais terminaux ...	—	RE 5110.1, RE 5503.9
Internés civils. Franchise postale .....	7.3	—
Interruption de vol d'un aéronef. Mesures à prendre ....	—	RE 4327
Journaux et écrits périodiques. Taxe réduite .....	9.4	RE 901.4
Langue à employer pour les formules .....	—	RE 5606.2 à 4
Lettres. Dispositions spéciales .....	—	RE 804.1
— Affranchissement .....	13	—
— Conditionnement et adresse .....	—	RE 803, RE 806, RE 807
— contenant des matières biologiques périssables, in- fectieuses et non infectieuses .....	—	RE 2401
— contenant des matières radioactives .....	—	RE 2402
— Contrôle douanier .....	31	RE 3101, Prot. RE V
— Documents, etc., non admis .....	26.3	—
— Enlissement .....	—	RE 4305.1

	Convention Art.	Règlement Art.
- portant des traces d'ouverture, etc. Traitement . . . .	-	RE 4305.1.5
- Taxes, poids et dimensions . . . . .	9.1, 2 et 6	RE 801, RE 802, RE 901.2, Prot. RE Ibis, RE 902
Lettres avec valeur déclarée. Voir «Valeurs déclarées»		
Liaisons télématiques . . . . .	54	RE 5401, RE 5402
Liberté de transit. Dispositions générales . . . . .	1	-
- Colis postaux, colis-avion et colis avec valeur déclarée	1.3 et 4	RE 101.2
- Envois avec valeur déclarée . . . . .	46.4	RE 101.1
- Inobservation . . . . .	1.5	RE 102
- Lettres contenant des matières biologiques périssables et des matières radioactives . . . . .	1.2	-
Limites maximales et minimales. Taxes . . . . .	6, 9	RE 802, RE 902
Liquidation des comptes . . . . .	55	RE 5501 à RE 5503
Liquides. Conditionnement . . . . .	-	RE 806.2
Liste des adresses, des chefs et des fonctionnaires supé- rieurs des Administrations postales et des Unions res- treintes . . . . .	-	RE 5602.2.1
Liste des distances aéropostales . . . . .	-	RE 5301.2, RE 5602.2.12
Liste des distances kilométriques . . . . .	-	RE 4801, RE 5602.2.3.1
Liste des objets interdits . . . . .	-	RE 5602.2.5
Liste générale des services aéropostaux (Liste CN 68) . .	-	RE 5602.2.11
Livres. Taxe réduite . . . . .	9.4.2	-
<b>Machines à affranchir. Voir «Empreintes de machines à affranchir»</b>		
Magasinage. Taxe . . . . .	12.3.6	-
Matières biologiques périssables . . . . .	24	-
- infectieuses . . . . .	-	RE 2401.1, RE 2601.1, RE 4315.14
- non infectieuses . . . . .	-	RE 2401.2, RE 2601.1
Matières explosibles ou inflammables, etc. Expédition in- terdite. Engagement des pays contractants . . . . .	26.5.2, 58.1.4	-
Matières fragiles. Conditionnement . . . . .	-	RE 806.1
Matières radioactives . . . . .	24	RE 2402
Mécanisme de revision . . . . .	49.3	RE 4901, RE 4902
Médicaments urgents . . . . .	-	RE 806.7
Mention adoptée pour indiquer que l'affranchissement a été payé . . . . .	-	RE 1302.2.1 et 3.1
Mention «Exprès» . . . . .	-	RE 4311.2 et 4, RE 4315.12
Mention «PRIOR» . . . . .	-	RE 4315.10, RE 4321.2
Mesures pénales. Voir «Engagements relatifs aux mesures pénales»		
Mise à exécution de la Convention et du Règlement . . . .	60	RE 6001
Modification d'adresse. Voir «Retrait. Modification ou cor- rection d'adresse»		

	Convention Art.	Règlement Art.
Monnaie à employer pour le paiement des soldes . . . . .	–	RE 5503
Monnaie type . . . . .	4	–
Musique. Partitions de –. Admises au tarif des imprimés. Réduction de taxe . . . . .	9.4.2	–
Navires. Envois déposés en pleine mer. Affranchissement, tarif et timbrage . . . . .	14	RE 1401
Nomenclature des bureaux de poste . . . . .	–	RE 5602.2.2
Non-remise. Cause . . . . .	–	RE 2802.1 et 2
Normalisation des envois. Voir «Envois normalisés»		
Objets dangereux, etc. Expédition interdite, etc. . . . .	26.5.2	–
Objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le pays de destination . . . . .	26.5.4	–
Objets en verre. Conditionnement . . . . .	–	RE 806.1
Objets obscènes ou immoraux. Expédition interdite, etc.	26.5.3	–
Objets précieux. Expédition interdite dans certains envois	26.2	–
Once et livre avoirdupois . . . . .	–	RE 901.1
Or. Expédition interdite dans certains envois . . . . .	26.2	–
Paiement des créances exprimées en DTS. Dispositions générales . . . . .	–	RE 5502
Paiement des frais terminaux du courrier-avion . . . . .	–	RE 5106.6
Paiement des soldes des frais de transit et des frais termi- naux . . . . .	–	RE 5110
Paiement des sommes dues en vertu d'une liquidation. Règles de paiement . . . . .	–	RE 5503
Paiement provisoire. Envois francs de droits . . . . .	22.2	–
Papiers de musique. Voir «Musique»		
Paquebots. Voir aussi «Envois déposés à bord des navires»		
– Timbrage des correspondances . . . . .	–	RE 1401
Parasites. Certains – admis à l'expédition . . . . .	26.6.1.2	–
Partitions. Voir «Musique»		
Perte du courrier-avion. Frais de transport aérien . . . . .	–	RE 5310
Petits paquets. Dispositions spéciales . . . . .	–	RE 804.6
– Conditionnement et emballage . . . . .	–	RE 804.6.1 et 3
– Contrôle douanier . . . . .	31	RE 3101.1 et 3, Prot. RE V
– Insertions admises . . . . .	–	RE 804.6.2
– Taxes, poids, dimensions et droit de distribution . . .	9.1 et 2, 12.1 et 2	RE 901.2
Pièces de monnaie. Non admises dans certains envois . .	26.2	–
Pierreries. Non admises dans certains envois . . . . .	26.2	–
Platine. Expédition interdite dans certains envois . . . .	26.2	–
Poids. Once et livre avoirdupois . . . . .	–	RE 901.1
Poids des dépêches (Constatation du –) . . . . .	–	RE 4315.16, RE 4323.2 et 3
Poids des envois de la poste aux lettres . . . . .	8.2, 3 et 8, 10.2	RE 801, RE 901.2
Poids des envois prioritaires et des envois-avion en transit à découvert . . . . .	–	RE 5302
Poids des envois relatifs au service postal . . . . .	–	RE 801.2
Poids des sacs . . . . .	–	RE 4305.2.9

	Convention Art.	Règlement Art.
Poste restante. Voir «Envois poste restante»		
Poudres sèches. Conditionnement .....	–	RE 806.4
Presses d'imprimerie. Empreintes d'affranchissement ..	58.1.2.1	RE 1301.1.4, RE 1302.3, RE 1303
Priorité de traitement des envois prioritaires et des envois- avion .....	–	RE 4201
Prisonniers de guerre et internés civils. Franchise postale	7.3	–
Procès-verbal (timbres-poste frauduleux, etc.) .....	–	RE 1303
Publications du Bureau international .....	–	RE 5401, RE 5602, RE 5603
<b>Qualité de service</b> .....	42	–
<b>Rebuts. Voir «Envois non distribuables»</b>		
Récépissé gratuit .....	–	RE 1601.3, RE 1801.2, RE 1901.4
Réclamations. Dispositions générales .....	30	–
– Délai .....	30.1 et 2, 35.2.7	–
– Envois déposés dans un autre pays .....	30.3	RE 3002
– Envois ordinaires .....	30	RE 3001, RE 5607
– Envois recommandés et lettres avec valeur déclarée	30	RE 3001, RE 5607
– tardives .....	35.2.7	–
– Taxe .....	30.4	RE 3001.4
Recommandation. Voir «Envois recommandés»		
Recommandations au public .....	–	RE 803.2
Recueil de la Convention .....	–	RE 5602.1
Recueil des équivalents .....	–	RE 402.6, RE 5602.2.4
Recueil de transit .....	–	RE 5602.2.3
Recueil des taxes intérieures des Administrations .....	–	RE 5602.2.6
Recueil se rapportant à l'exécution des Arrangements ..	–	RE 5602.1
Récupération des taxes et des droits avancés. Renvoi des bulletins d'affranchissement .....	–	RE 2202
Réduction de certaines taxes .....	9.4 et 5	–
Réexpédition. Voir «Envois réexpédiés»		
Règlement des comptes .....	55	RE 5306, RE 5501 à RE 5503
Règles de paiement .....	–	RE 5503
Relevés de poids des dépêches (CN 66) et des envois prioritaires/avion à découvert (CN 67). Etablissement des – .....	–	RE 5304
Remise en main propre .....	21	RE 2101
Rémunération pour les frais occasionnés par le courrier international reçu .....	49	–
Rémunérations pour le transport aérien. Voir «Frais de transport aérien»		
Renseignements à transmettre au Bureau international ..	–	RE 5601
Renvoi des bulletins d'affranchissement. Récupération des taxes et droits avancés .....	–	RE 2202
Renvoi des sacs vides. Voir «Sacs vides»		

	Convention Art.	Règlement Art.
Responsabilité. Déclaration en douane .....	—	RE 3101.7
— Envois recommandés, à livraison attestée et avec valeur déclarée .....	34	—
— — Détermination de la responsabilité .....	46	—
— — Non-responsabilité des Administrations .....	35	—
— — Principe et étendue de la responsabilité .....	34	—
— — Responsabilité de l'expéditeur .....	36	—
— Valeurs déclarées. Responsabilité des pays qui n'assu- rent pas le service, etc. ....	46.4	—
Restrictions ou interdictions. Renseignements utiles ...	—	RE 5601
Retour à l'origine ou à l'expéditeur .....	28	RE 2802
Retrait. Modification ou correction d'adresse .....	29	RE 2901, RE 2902
Réunion d'objets de catégories différentes dans un seul envoi .....	9.7	—
Revision des taux des frais terminaux .....	49.3 et 5	RE 4901, RE 4902
Rouleaux. Dimensions des envois de la poste aux lettres en — .....	—	RE 802.1
Sacs à dépêches. Acheminement et conditionnement ..	—	RE 4305.2, RE 4316.2
— Compte des frais de transit .....	—	RE 5101, RE 5102, RE 5104
— Indication dans la feuille d'avis .....	—	RE 4306.1 et 3
— Poids .....	—	RE 4305.2.9
— Sacs distincts .....	—	RE 4305.2.6 et 7
— Sacs M .....	8.7	—
— Sacs pour envois recommandés .....	—	RE 4306.1
Sacs-avion .....	—	RE 4305.2.3
— collecteurs .....	—	RE 4305.4
— déviés ou mal acheminés .....	—	RE 4327, RE 5309
— Etiquettes CN 35 .....	—	RE 4315.1.2
— Renvoi des — vides .....	—	RE 4329.2
Sacs vides. Renvoi .....	—	RE 4306.4.3, RE 4329
S.A.L. Voir «Courrier de surface transporté par voie aé- rienne»		
Sangsues. Admises à l'expédition. Conditionnement ...	26.6.1.1	RE 806.6
Sérums. Absence de l'étiquette CN 22 .....	—	RE 3101.5
Service de correspondance commerciale-réponse interna- tionale. Caractéristiques des envois .....	—	RE 2302
— Comptabilité .....	—	RE 2304
— Dispositions de détail .....	—	RE 2301
— Dispositions générales .....	23	—
— Facturation du service .....	—	RE 2303, Prot. RE III
— Fixation des taxes .....	—	RE 2301.3
— Objets admis .....	—	RE 2302.4
— Poids, dimensions .....	—	RE 2302.3 et 5
— réponse au niveau local .....	—	RE 2301bis
— Transmission des envois .....	—	RE 4306.4.3, RE 4312
Service des internés civils. Annotation .....	—	RE 702.1.2
Service des postes. Annotation .....	—	RE 702.1.1
Service des prisonniers de guerre. Annotation .....	—	RE 702.1.2

	Convention Art.	Règlement Art.
Service EMS .....	57	RE 5701
Services de télécopie .....	40	—
Services de téléimpression .....	41	—
Services extraordinaires. Frais de transit spéciaux .....	—	RE 4802
Services tiers. Frais de transit .....	47.1	RE 4701.1 et 3
Signalisation des dépêches-avion .....	—	RE 4305.2.3
Signalisation des envois prioritaires et des envois-avion ..	—	RE 804.2.2, RE 805
Spoliation des envois recommandés .....	34.1.1.1, 2.2 et 5	—
Spoliation ou manque de dépêche .....	—	RE 4323, RE 4324
Stupéfiants. Interdiction. Engagement des pays contrac- tants .....	26.5.1, 58.1.4	—
Substances chimiques de référence .....	—	RE 806.7
Substances psychotropes. Voir «Stupéfiants»		
Suppression des mentions «Prioritaire» et «Par avion» ..	—	RE 805.2
Surtaxes aériennes. Voir aussi «Taxes aériennes»		
— Calcul des surtaxes .....	10	—
— — Faculté de réduire l'échelon de poids unitaire ..	—	RE 1001
— — Relation entre produit des surtaxes et frais de transport .....	10.2.1	—
— — Uniformité .....	10.2.1	—
— réduites pour courrier S.A.L. ....	10.2.2	—
Surtaxes non prévues. Interdiction .....	6.4	—
Suspension temporaire et reprise de services .....	45	RE 4501
Système unique pour l'identification des envois, récipi- ents et documents connexes .....	—	RE 4330
Taux de base du transport aérien .....	53.1	RE 5301.1
— Arrondissement des taux par kg .....	—	RE 5301.6
Taxe perçue .....	—	RE 1302.2.1 et 3.1
Taxe réduite. Indication de la catégorie à laquelle appar- tiennent les envois à — .....	—	RE 804.4.2
Taxes. Annulation .....	—	RE 2701.3.3
— Assurance .....	18.5	—
— Attribution .....	6.5	—
— Avis de réception .....	20	—
— Brochures .....	9.4.2	—
— Cartes postales .....	9.2.2	RE 901.3
— Catalogues, prospectus, prix courants, etc. ....	—	RE 901.4
— Cécogrammes .....	7.4	—
— Commission .....	22.5	—
— Dépôt en dehors des heures normales d'ouverture des guichets .....	12.3.2	—
— Dernière limite d'heure .....	12.3.1	—
— Enlèvement au domicile de l'expéditeur .....	12.3.3	—
— Envois à livraison attestée .....	17.2	—
— Envois exprès .....	19.4 à 6	—
— Envois non affranchis ou insuffisamment affranchis ..	13	RE 1305, RE 2701.3.1
— Envois poste restante .....	12.3.5	—
— Envois recommandés .....	16	—

	Convention Art.	Règlement Art.
- Envois réexpédiés .....	27	RE 2701
- Envois tombés en rebut .....	28.3	RE 2801.2.5
- Fixation .....	6, 9	-
- Force majeure. Cas de force majeure .....	16.4	-
- Imprimés .....	9	-
- Imprimés commerciaux .....	9.4	RE 901.4
- Journaux et écrits périodiques .....	9.4	RE 901.4
- Lettres .....	9	-
- Livres .....	9.4	-
- Magasinage .....	12.3.6	-
- Matières biologiques périssables .....	24	-
- Modification d'adresse .....	29.3	-
- Petits paquets .....	9, 12.1 et 2	-
- Présentation à la douane .....	32	-
- Réclamations .....	30.4	RE 3001.4
- Recommandation .....	16	-
- Recueil des taxes intérieures .....	-	RE 5602.2.6
- Réexpédition .....	27	RE 2701
- Renvoi .....	28.3	-
- Retrait. Demande de retrait .....	29.3	-
- Retrait en dehors des heures normales d'ouverture des guichets .....	12.3.4	-
- à percevoir à l'arrivée par suite d'absence ou d'insuf- fissance d'affranchissement .....	13.4	RE 1305
- non prévues. Interdiction .....	6.4	-
- postales intérieures. Communication .....	-	RE 5601.1.3
- réduites .....	-	RE 5601.1.2
Taxes aériennes. Voir aussi «Surtaxes aériennes»		
- Taxes combinées .....	10.2.3	-
- Réexpédition et renvoi à l'origine. Taxes spéciales .....	-	RE 2701.2.3
Timbrage des envois déposés sur les navires .....	-	RE 1401
Timbre à date. Application .....	-	RE 1304, RE 2701.1.4, RE 2802.3
Timbre A.R. (avis de réception) .....	-	RE 2001.1
Timbre T (taxe à payer) .....	-	RE 1305
Timbres non postaux et vignettes de bienfaisance .....	-	RE 803.4
Timbres-poste. Affranchissement au moyen de - .....	-	RE 1301.1.1
- Application .....	-	RE 803.2.1, RE 804.3.4 et 5, RE 902.1.7
- commémoratifs ou de charité .....	-	RE 1302.1.4
- Echange entre Administrations, etc. ....	-	RE 501
- Emission .....	5	-
- Emploi présumé frauduleux de -, etc. ....	58	RE 1303
- Indication du pays d'origine et de la valeur d'affran- chissement .....	-	RE 1302.1.1
- Millésime de l'année d'émission .....	-	RE 1302.1.4
- Oblitération. Timbres non oblitérés dans le service d'origine .....	-	RE 1304.4
- Perforations distinctives .....	-	RE 1302.1.3
- non valables pour l'affranchissement .....	-	RE 1305.8
- Sujets et motifs .....	5.2	-



	Convention Art.	Règlement Art.
Transbordement des dépêches-avion et des dépêches S.A.L. Par l'Administration Intermédiaire .....	-	RE 4317.1
- par les compagnies aériennes (transbordement direct)	-	RE 4317.2 à 6
Transbordement direct qui ne s'effectue pas comme prévu.		
Mesures à prendre .....	-	RE 4318
Transit. Arbitrage .....	51.3	-
- Barèmes des frais de - .....	48	-
- Bâtiments ou avions de guerre. Echange de dépêches closes .....	44	-
- Collis postaux, colis-avion et colis avec valeur déclarée. Liberté de - .....	1.3 et 4	RE 101.2
- Comptabilité. Dispositions générales (paiement et décomptes) .....	47, 51	-
- - Dispositions de détail .....	-	RE 5101 à RE 5110
- - Décompte général. Intervention du Bureau international .....	-	RE 5109
- - Paiement des frais de - .....	-	RE 5110
- Correspondances à découvert .....	43.1	RE 2601.6, RE 4303
- Dépêches closes .....	43, 47	RE 4302
- Dépêches mal dirigées .....	-	RE 4803
- Exemption de frais de transit .....	50	-
- Exonération de paiement des frais de transit .....	51.1.5	-
- Frais de transit. Dispositions générales .....	44, 47, 48, 50, 51	RE 4802, RE 4803
- - relatifs aux dépêches-avion et S.A.L. ....	-	RE 5104
- - relatifs aux envois à découvert acheminés par voie de surface .....	47.2	RE 4302.2
- Liberté de -. Dispositions générales .....	1	-
- - Inobservation .....	-	RE 102
- maritime .....	47	RE 4701.2
- Parcours territoriaux ou maritimes des dépêches-avion	52.6	-
- Services extraordinaires .....	-	RE 4802
- Services tiers .....	47.1	RE 4701.1
- - sans participation des services du pays traversé	43.2	RE 4701.3
- Unités militaires mises à la disposition de l'ONU ...	44	RE 5105
- Valeurs déclarées. Transit en dépêches closes par le territoire des pays qui n'assurent pas le service des valeurs ou par certains services maritimes. Responsabilité .....	46.4	RE 101.1
Transmission des envois exprès .....	-	RE 4311
Transmission des envois recommandés .....	-	RE 4307
Transmission des mandats de poste .....	-	RE 4310
Transmission des sacs M .....	-	RE 4313
<b>Unités militaires mises à la disposition de l'ONU. Echange de dépêches closes .....</b>	<b>44</b>	<b>RE 4401, RE 5105</b>
Vaccins. Droits de douane. Absence de l'étiquette CN 22	-	RE 3101.5
Valeurs au porteur. Expédition interdite dans certains envois	26.2	-
Valeurs déclarées. Envois avec - .....	18	-
- Adresse au crayon .....	-	RE 1801.6
- Affranchissement .....	-	RE 1801.2.4

	Convention Art.	Règlement Art.
- - Mention de la somme perçue .....	-	RE 1801.5
- Avis d'arrivée (envois exprès) .....	-	RE 1902.1
- Cachets en cire .....	-	RE 1801.2.1
- Conditionnement .....	-	RE 1801
- Déclaration de valeur .....	18	RE 1802
- Dépêches closes .....	-	RE 4304.3 et 4
- Droits de douane. Annulation .....	46.6	RE 2701.3.5
- Etiquettes de service .....	-	RE 1801.2.4
- Feuille d'envoi .....	-	RE 4309.1 et 2
- Force majeure .....	34.1.2, 35.2.1	RE 3401.2 et 3, RE 4601.5
- Livraison d'un envoi spolié ou avarié .....	-	RE 3501
- Non-responsabilité des Administrations .....	35	-
- Responsabilité (perte, spoliation, avarie) .....	34 à 38, 46	-
- - de l'expéditeur .....	36	-
- - Détermination de la - entre Administrations ...	46	-
- - Indemnisation .....	34.4	-
- - Principe et étendue de la - des Administrations	34	-
- Rôle du bureau d'origine .....	-	RE 1803
- Tableau CN 27 .....	-	RE 5601.4
- Taxes et droits acquittés. Restitution .....	34.4.3	-
- Taxes spéciales .....	18.3	-
- Transport maritime ou aérien .....	46.4	RE 101.1
- Valeurs-papier .....	18.1	-
- Voies et modes de transmission .....	-	RE 4304
- Transit par les pays qui n'assurent pas le service des - Responsabilité .....	46.5	RE 101.1
Vérification des dépêches .....	-	RE 4323
Verre. Conditionnement des envois .....	-	RE 806.1
Vers à soie. Admis à l'expédition .....	26.6.1.1	-
- Emballage des graines .....	-	RE 806.3
Vocabulaire polyglotte .....	-	RE 5602.3.3

